

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°457

AVRIL 2023

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285 (imprimé)
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **BAGDAD ET ERBIL PARVIENNENT À UN ACCORD SUR LES EXPORTATIONS DU PÉTROLE DU KURDISTAN**
- **TURQUIE : LES MEDIAS ET L'APPAREIL D'ETAT AU SERVICE DU CANDIDAT ERDOGAN**
- **IRAN : HAUSSE DE 75% DES EXECUTIONS EN 2022**
- **ROJAVA : LE GÉNÉRAL MAZLOUM KOBANI VISÉ PAR UN DRONE TURC**
- **PARIS : CÉLÉBRATION DU 40^e ANNIVERSAIRE DE L'INSTITUT KURDE**
- **VATICAN : LA SEMAINE KURDE DU PAPE**
- **LA FÊTE DU « MERCREDI ROUGE » DES KURDES YÉZIDIS**

BAGDAD ET ERBIL PARVIENNENT À UN ACCORD SUR LES EXPORTATIONS DU PÉTROLE DU KURDISTAN

Un accord sur la reprise des exportations pétrolières du Kurdistan a été signé le 4 avril à Bagdad en présence du Premier Ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani et du Premier Ministre du Kurdistan Masrour Barzani. Il prévoit la reprise des exportations du pétrole kurde jusqu'au port turc de Ceyhan « dès le 4 avril » selon une dépêche de l'AFP. Selon cet accord - considéré comme un « compromis temporaire - les ventes du pétrole kurde passent désormais entre les mains de la

compagnie pétrolière irakienne (SOMO) mais les revenus seront versés sur un compte géré par Erbil et supervisé par Bagdad.

La signature de cet accord constitue une avancée significative dans le contentieux qui depuis 2014 oppose Bagdad à Erbil et à Ankara. Elle intervient au lendemain d'une décision d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (ICC) basée à Paris, saisie par le Ministère irakien du pétrole en mai 2014. Privé par Bagdad de sa dotation financière prévue par la

Constitution, le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) avait signé, en novembre 2013, avec la Turquie un « accord énergétique » stratégique permettant d'exporter via un oléoduc le pétrole kurde vers le port turc de Ceyhan et de le vendre sur les marchés internationaux. Pour ce faire le GRK avait consenti un rabais de 5,77 dollars par baril par rapport au prix pratiqué par la compagnie irakienne SOMO et une surtaxe du prix de transit et de l'usage de la section turque de l'oléoduc.

Dans son arrêt, l'ICC accède à l'une des requêtes de Bagdad et condamne la Turquie à une amende de \$1.471 milliards, somme relativement modique par rapport aux \$30,5 milliards réclamés par Bagdad pour « dommages subis par l'Etat irakien par ces exportations illégales entre mai 2014 et septembre 2018 ». De son côté, la Turquie réclamait à l'Irak une somme de \$1,3 milliards pour frais de transit du pétrole irakien depuis 1990 qui n'ont pas été réglés.

Le Tribunal estime que « la Turquie n'étant pas entièrement responsable pour les prix à rabais » et que sa responsabilité devrait être calculée sur la base de la différence entre les revenus pétroliers historiques réels du GRK et ce que l'Irak aurait gagné si la Turquie avait totalement respecté le traité Iraq-Turkey Pipeline (ITP) signé dans les années 1960 et renouvelé en 2010. Dans ce cas de figure, le Gouvernement du Kurdistan aurait encore exporté d'importants volumes de pétrole indépendamment à un prix réduit selon les accords budgétaires convenus avec Bagdad.

Après des calculs compliqués, l'ICC accorde à l'Irak une compensation totale de \$ 1.998 milliards, dont 1.325 milliards pour les coûts surfacturés de l'oléoduc par rapport à ceux relativement bas prévus par le traité ITC, le reste pour dommages subis. De son côté, la Turquie a obtenu une indemnité de \$ 527 millions pour frais dûs de transport et de transit de pétrole irakien depuis 1990. Au total, de ce fait, l'Irak devrait obtenir une indemnité de 1.461 milliards de dollars.

La décision de l'ICC est basée sur les provisions du traité ITT qui définit le ministère du pétrole irakien comme « la seule autorité » qui peut envoyer du pétrole à partir de l'Irak via le système de l'oléoduc.

La question est de savoir si la Turquie va accepter de reprendre les exportations du pétrole du

Kurdistan sans rabais et sans surtaxe de transit aux conditions de l'Irak. Certes, le traité stipule qu'à « l'exception de force majeure la partie turque doit garantir le flow continu et la sécurité du pétrole provenant de l'Irak à travers le territoire turc via ITT » et que « la partie turque garantit le chargement du pétrole brut provenant de l'Irak sur des tankers sur instructions de la partie irakienne sans délai ». Cependant, la Turquie peut toujours avancer des prétextes « techniques » pour retarder la reprise des exportations. Jusqu'à quand sans encourir des condamnations ? Fin avril, la question n'était toujours pas réglée. Un long et difficile marchandage s'annonce entre Ankara, Bagdad et Erbil.

On peut s'attendre aussi à ce que Bagdad et Ankara se renvoient la balle pour faire durer quelque temps le processus de reprise d'exportation afin d'exercer un maximum de pression sur la Région du Kurdistan et fragiliser sa vie économique et politique. Le coût de chaque jour d'arrêt d'exportation est évalué à \$ 40 millions.

A terme, en cas de nouvelle crise avec Bagdad, rien dans la décision de l'ICC n'empêche le Gouvernement du Kurdistan d'exporter son pétrole vers la Turquie par des camions-tankers ou par un oléoduc séparé du système ITP faisant l'objet du traité turco-irakien. Il en va de même pour les futures exportations du gaz du Kurdistan.

Avant la décision de l'ICC, le Kurdistan exportait via la Turquie 450.000 barils de pétrole par jour, plus 75.000 barils de Kirkouk. L'arrêt de ces exportations s'ajoutant à une réduction dès mai 2023 de 211.000 barils par jour des exportations de l'Irak, conformément à une récente décision de l'OPEP, aura une incidence majeure sur le budget du Kurdistan et sur celui d'Irak qui dépend à plus de 90% des revenus du pétrole.

La Turquie, en pleine campagne

électorale, où le président Erdogan joue à fond la carte de la lutte contre le terrorisme, a poursuivi sans relâche ses bombardements aériens contre les zones frontalières (voir le dossier du MONDE du 8 avril : La Turquie traque le PKK au-delà de ses frontières). Elle a décidé, le 5 avril, d'interdire son espace aérien aux avions en provenance et à destination de la ville kurde de Suleimanieh en affirmant, contre toute évidence, que son aéroport serait sous le contrôle du PKK. Le 7 avril, un drone turc a bombardé un convoi kurdo-américain passant près de cet aéroport visant le général Mazloum Kobani, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes, en visite pour une réunion régionale sur la coordination de la guerre contre Daech. Attaque condamnée avec fermeté par le président le République irakienne mais restée impunie.

Enfin, selon le commandant de la coalition internationale anti-djihadiste, le major-général Matthew McFarlane, on assiste à une décrue importante des attaques de Daech en Irak et en Syrie. Dans une conférence de presse en ligne le 24 avril, il affirme que « depuis le début de cette année en Irak jusqu'à la première semaine d'avril, nous avons vu une réduction record de 68% des attaques comparées à celles de la même période de l'année dernière ». Pendant la même période on a enregistré une baisse de 55% en Syrie, a-t-il ajouté. Le mois de Ramadan été l'un des plus paisibles depuis des années. Le général a également indiqué que « plus de 1300 nationaux de pays tiers ont été rapatriés des camps Al-Hol » du Rojava qui abrite encore environ 50.000 personnes, y compris des membres de familles de djihadistes suspectés (Kurdistan 24, 24 avril).

A signaler aussi que le Parlement irakien a adopté une loi faisant de la ville martyre de Halabja la quatrième province du Kurdistan ira-

kien. Le Gouvernement Régional du Kurdistan est chargé de délimiter les frontières administratives de cette nouvelle province dont la création avait été adoptée par le Parlement du Kurdistan en 2013.

Le Parlement irakien a examiné le 17 avril en deuxième lecture un projet de loi de finances sur 3 ans. Le budget proposé 2023 est d'environ 151 milliards de dollars. Il s'agit du budget le plus important de l'histoire de l'Irak calculé

sur la base d'un baril de pétrole à 70 dollars. La Région du Kurdistan devrait recevoir 12,6 % de ce budget qui devrait être soumis au vote en mai, si tout va bien.

La bonne nouvelle de ce mois d'avril agité concerne la météo. Pour la plus grande joie des agriculteurs, il a beaucoup plu en avril au point où il y a eu, çà et là, notamment à Duhok, Akre et Suleimanieh, des inondations et quelques dommages matériels.

Les 11 et 12 avril il est tombé plus de 128 mm de pluie à Barzan, 101 mm à Akre et 90 mm à Suleimanieh. Après des neiges et pluies abondantes de l'hiver, les nappes phréatiques semblent s'être reconstituées, les barrages bien remplis dans une région où, en raison du contrôle exercé en amont par la Turquie sur les débits du Tigre et de l'Euphrate, l'eau est devenue une ressource précieuse et convoitée (Kurdistan 24, 13 avril).

TURQUIE : LES MEDIAS ET L'APPAREIL D'ÉTAT AU SERVICE DU CANDIDAT ERDOGAN

La campagne pour les élections législatives et présidentielle du 14 mai a été marquée par une forte mobilisation des partisans des principaux candidats en lice tout au long du mois d'avril. Le président sortant Erdogan et le candidat de l'Alliance nationale regroupant 6 partis d'opposition, à l'exclusion du parti pro-kurde HDP, ont tenu de vastes rassemblements électoraux dans pratiquement toutes les villes du pays pour mobiliser leurs sympathisants et convaincre les indécis. Cette compétition d'apparence démocratique, s'est révélée assez rapidement très inégalitaire, voire inique. Le président sortant, dont les proches contrôlent 90% des médias du pays selon une estimation de l'hebdomadaire britannique *The Economist*, a été omniprésent sur les écrans. Ses discours ont été transmis en direct par la plupart de ses médias. Son challenger Kemal Kılıçdaroğlu n'a eu droit qu'à quelques bref passages et reportages sur les chaînes publiques et privées. Les commentateurs, dans leur très grande majorité pro-Erdogan, ont animé les talk-show pour expliquer les messages d'Erdogan à l'électorat turc islamique et nationaliste. Dewlet Bahçeli, chef du parti d'extrême droite MHP (Parti de l'action nationaliste), allié du pouvoir, a été

beaucoup plus présent dans les médias que le leader d'Iyi parti (Bon parti) issu de la même mouvance mais membre de l'Alliance nationale. Les candidats kurdes issus du Parti démocratique des peuples (HDP) se présentant sous l'étiquette du Parti de la gauche verte (YSP) car le HDP est menacé d'interdiction, n'ont eu aucun accès aux écrans des médias turcs.

Les thèmes de campagne, développés et sérinés de meeting en meeting par le candidat Erdogan, visent à regrouper l'électorat islamo-nationalistes turc autour de lui. Pour lui, la Turquie fait face à un complot impérialiste « visant à l'empêcher d'occuper la place qu'elle mérite dans la région et sur l'échiquier international ». L'impérialisme soutient « les terroristes de la confrérie Gulen » son ex-alliée accusée de la tentative ratée de coup d'Etat de juillet 2016, et il arme « les terroristes du PKK » (Parti des travailleurs du Kurdistan) et sa branche syrienne le YPG, (Unité de protection du Peuple) épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS), alliés de la coalition internationale anti-djihadiste. Le HDP et son avatar le YSP ne seraient que des vitrines politiques du PKK. En s'alliant à ce parti, le candidat Kılıçdaroglu fait le jeu des terroristes, devient leur otage

et met en péril la survie même de l'État turc. Allié des terroristes et des LGBT, Kılıçdaroglu s'il arrive au pouvoir abolira les acquis des musulmans, le port du hijab dans les écoles, les universités et les administrations, mettra en cause les valeurs fondamentales traditionnelles et, avec sa coalition à 6 ou 7 têtes, il sèmera rapidement les chaos. L'heure est grave. Oubliez les difficultés économiques du moment, pensez à la défense de votre foi et de vos valeurs islamiques. Avec Erdogan, le 21^e siècle sera un siècle turc, avec Kılıçdaroglu la Turquie deviendra une colonie de l'impérialisme occidental risquant de perdre son indépendance et son intégrité territoriale.

Parallèlement à cette rhétorique qui fait peur, le candidat Erdogan mobilise toutes les ressources budgétaires de l'État pour augmenter substantiellement les salaires de diverses catégories sociales et mettre en retraite anticipée près de 3 millions d'employés et salariés. Aux sinistrés du terrible séisme du 6 février, qui a fait plus de 50.000 morts, il promet de reconstruire leurs logements détruits « d'ici un an », des indemnités de logement pendant un an pour payer leur loyer, des frais de déménagement, des contingents particuliers dans les universités pour

leurs enfants. Il multiplie les inaugurations en grande pompe, retransmises en direct par toutes les chaînes de télévisions. La clé de voûte de cette séquence aurait dû être l'inauguration en compagnie de son « cher ami » Poutine de la centrale nucléaire d'Akkuyu, construite par le géant russe Rosatom, le 27 avril même si elle est encore loin d'être terminée. Poutine n'a pas fait le déplacement et Erdogan, victime d'une gastro-entérite, a dû se contenter d'une inauguration en visio-conférence. Comme par hasard, c'est au cours de ce mois qu'il a présenté aux électeurs le premier navire porte-drone « turc » (en fait conçu par les Espagnols), le premier char turc Altay (avec un moteur sud-coréen), le prototype d'un bombardier turc baptisé Kaan, un héros mythique de la préhistoire turque d'Asie centrale, et la première voiture électrique turque TOGG. Un miracle n'arrivant jamais seul, il a aussi annoncé la découverte d'un gisement pétrolier sur les flancs du Mont Gabar, dans la province kurde de Cizre, « désormais nettoyée de terroristes ». Enfin, les gisements de gaz naturel découverts en Mer Noire seront bientôt disponibles et les ménages turcs pourront en bénéficier « gratuitement pendant un an ».

Ces promesses mirobolantes faites à ses électeurs sont accompagnées de punitions sévères contre ses ennemis kurdes irréductibles. Tout l'appareil policier et judiciaire a été mobilisé en ce sens. Le 12 avril s'est tenu la 24^{ème} audience du procès Kobane devant la 22^{ème} Cour criminelle d'Ankara. 108 militants kurdes, dont les co-président et les principaux dirigeants du HDP, en 2014 pour leur participation aux manifestations des 6 et 8 octobre 2014 contre le soutien de la Turquie aux forces de Daech encerclant la ville kurde syrienne de Kobané sous les yeux des caméras des télévisions turques et internationales présentes à la frontière turco-syrienne. L'intervention massive des forces de répression

turque s'est traduite par des affrontements qui ont fait 37 morts, dans leur quasi-totalité des civils kurdes. Avec un cynisme et un aplomb à toute épreuve, le gouvernement tient les organisateurs de ces manifestations pour responsables de ces morts, victimes des violences policières à l'exception d'un adolescent tombé d'un balcon. Les 108 responsables du HDP, dont ses co-présidents de l'époque de Selahattin Demirtas et Mme Figen Yuksekdag, sont poursuivis pour « le meurtre de 37 personnes », « atteinte à l'unité et l'intégrité de l'État » et « incitation à la violence ». Si aucun acte violent individuel ne leur est rapproché, le procureur, au terme de trois jours d'audience, a lu pendant 8 heures un réquisitoire de 500 pages réclamant la peine de réclusion à vie contre 36 prévenus dont Demirtas et F. Yuksekdag.

Les avocats ont dénoncé cette parodie de justice et reproché aux juges d'aller vite en besogne. Le président de la Cour leur a répondu : « La vie est courte ». Salahattin Demirtas ancien candidat à la présidence de la République, détenu depuis 2016 à la prison d'Edirne, en Thrace, est intervenu en visio-conférence. Il a souligné que le président Erdogan est un leader autoritaire qui interfère ouvertement dans les décisions judiciaires. Il a évoqué les nouvelles indiquant qu'Erdogan avait appelé directement les juges de la Cour constitutionnelle dans l'affaire visant à la fermeture du HDP. Si un politicien, menaçant comme Erdogan, appelle directement les membres de la Cour constitutionnelle que ne ferait-il pas avec la 22^{ème} Cour criminelle d'Ankara (qui juge le procès Kobani) a-t-il demandé ? Il a accusé la Cour de faire des décisions politiques plutôt que des jugements juridiques « Quoiqu'agissant comme juges, vous appliquez les instructions de Tayyip Erdogan en pratique ». Le candidat Erdogan a demandé que les conclusions du réquisitoire

du parquet soient rendues pendant la campagne électorale afin qu'il puisse en parler dans ses meetings électoraux. Quand le juge a voulu lui couper la parole, il a interpellé les juges en ce termes : « Vous décidez comme la Commission électorale d'AKP et nous ne reconnaissons aucune décision que vous prendrez. Ceci n'est pas une Cour et vous n'êtes pas non plus des juges malgré les robes que vous portez. C'est une campagne politique et la décision sera rendue dans les urnes le 14 mai (Gerçek News, 12 avril ; Duwar English, 14 avril).

Une douzaine de jours après ce procès médiatisé, le 25 avril, la police turque a lancé une vaste rafle anti-kurde dans 21 villes. Plus de 120 personnes dont des avocats, ingénieurs, journalistes, militants des droits de l'homme ont été arrêtés pour leur présumés liens avec le PKK. La rafle s'est achevée dans la capitale kurde Diyarbakir par l'arrestation de la moitié des avocats du barreau, d'une partie de la Chambre des ingénieurs des mines, des membres des associations des droits de l'homme, des représentants de l'association des Juristes libres, 11 journalistes dont Abdurahman Gök, rédacteur-en-chef de la Mesopotamya News Agency, ainsi que trois acteurs de théâtre et d'autres représentants de l'élite politico-culturelle kurde (Le Monde, 26 avril). Le dossier judiciaire a été classé confidentiel pour que les prévenus et leurs avocats ne puissent pas y avoir accès, une violation dénoncée par le barreau de Diyarbakir dans un communiqué : « Pour qu'un procès soit équitable les justiciables doivent être informés dès que possible de la nature des accusations qui pèsent contre eux. Dans le cas présent, l'accès au dossier est empêché et les avocats ne peuvent pas rendre visite à leurs clients ».

Les charges inaccessibles aux premiers concernés ont été en revanche exposées dans le détail

sur le plateau de TRT, la chaîne de télévision publique pro-gouvernementale, qui en a révélé la teneur juste après la vague d'arrestations. La divulgation de la procédure judiciaire par les médias pro-pouvoir, alors que les accusés ne peuvent en avoir connaissance, est devenue emblématique du fonctionnement de la justice en Turquie relève Le Monde. A trois semaines des élections, ces arrestations en série ont pour but d'intimider l'électorat kurde et d'affaiblir davantage le HDP dont des centaines de cadres et plus de 10.000 membres et partisans sont en détention dans les prisons turques.

Par ailleurs, pour la deuxième année consécutive le gouverneur d'Istanbul a interdit les commémorations marquant le génocide des Arméniens. Un rassemblement prévu à Kadiköy, sur la rive asiatique de la ville, qualifié d'« inapproprié » n'a pas été autorisé.

Pour sa part, le candidat

Kılıçdaroglu dans ses meetings et dans ses vidéos postées en YouTube, privilégie les thèmes de pouvoir d'achat, de l'inflation, de la pauvreté, la corruption endémique, le népotisme, l'instrumentalisation de la justice. Il évoque un « gang des 5 » oligarques proches d'Erdogan qui ont accumulé une fortune de 418 milliards de dollars grâce aux juteux marchés publics de construction qui leur ont été attribués. Il accuse Erdogan d'associer les Kurdes au terrorisme. « Actuellement des millions de Kurdes sont traités comme des terroristes » dénonce-t-il dans une courte vidéo sur les réseaux sociaux (Le Figaro, 18 avril). Il promet le retour à un régime parlementaire et la restauration de l'État de droit. Un discours apprécié des élites urbaines éduquées et occidentalisées mais aux effets incertains sur les habitants de l'Anatolie profonde et conservatrice où son allié de droite extrême Meral Akşener joue, dans ses meetings, la carte du nationalisme turc.

Le parti pro-kurde HDP n'a pas présenté de candidat à l'élection présidentielle et a apporté son soutien à Kılıçdaroglu afin de battre Erdogan et de « fermer les portes de l'enfer ». Mais le candidat de l'Alliance nationale, certes alévi et d'origine kurde non revendiquée, est chef d'un parti républicain du peuple (CHP), fondé par Atatürk qui, dans les années 1920-1940, a massacré, déporté des centaines de milliers de Kurdes, interdit la langue et la culture kurdes. Ce parti, à l'exception de la province de Dersim à majorité alévie, n'a qu'une présence marginale au Kurdistan. Les électeurs kurdes, dans leur très grande majorité hostiles à Erdogan, voteront-ils pour un Kılıçdaroglu allié à un parti d'extrême droite (Bon Parti) nationaliste et anti-kurde ? Le vote kurde qui pourrait être décisif est scruté de près par les observateurs qui s'interrogent aussi sur la sécurité des urnes où, en raison d'une forte présence policière dans la région, toutes les manipulations restent possibles.

IRAN : HAUSSE DE 75% DES EXÉCUTIONS EN 2022

Iran Human Rights (IHR), une ONG en Norvège et Ensemble contre la Peine de Mort, basé à Paris, ont dénoncé le jeudi 13 avril la hausse massive des exécutions judiciaires en Iran. Selon un décompte établi par les deux ONG, en 2022, 582 personnes ont été pendues, contre 333 exécutions en 2021 soit une hausse effarante de 75%. Plus de la moitié de ces exécutions sont intervenues après le début des manifestations consécutives à la mort en garde à vue pour un voile « mal porté » de la jeune femme kurde Jina Mahsa Amini. 44% des exécutions enregistrées en 2022 seraient liées à « des affaires de drogue » indique ce rapport, soit le double du chiffre de 2021 et dix fois ceux de 2020.

La « machine à tuer » iranienne

s'emballer et vise à « installer la peur » sur fond de contestation grandissante contre le régime islamique souligne les deux ONG qui estiment que la peine de mort a été « une fois de plus utilisée comme ultime outil d'intimidation et d'oppression par le régime iranien dans le but de maintenir la stabilité de son pouvoir ». Selon le directeur d'IHR, Mahmoud Amiry Moghadara, « les autorités iraniennes intensifient les exécutions de prisonniers autres que politiques afin de distiller la peur au sein de la population et de la jeunesse contestataire ». Une centaine de détenus sont actuellement soit condamnés à mort, soit poursuivis pour des accusations passibles de la peine capitale selon les lois draconiennes de la République islamique. Les membres de la communauté baloutche, sun-

nite, représentent 30% des exécutions alors qu'ils ne forment qu'environ 4 à 6% de la population iranienne. Viennent ensuite les Kurdes et les Arabes du Khouzistan. Au moins 3 pendus étaient mineurs et 16 des femmes.

Cette répression massive suscite de vives réactions dans les pays occidentaux qui comptent d'importantes communautés iraniennes. En France, plusieurs associations iraniennes ont organisé le 1^{er} avril à l'Espace des Blancs Manteaux à Paris un forum « Femme, Vie, Liberté » pour célébrer les six mois de la « révolution Jina ». La réalisatrice et auteure de bandes dessinées, Marjane Satrapi, a rappelé que se révolter est une vieille tradition en Iran puisqu'il est « le pays au monde qui aux XX^e et XXI^e siècles a le

plus de révolutions et de changements de régime ». Le 13 avril, des avocats parisiens ont organisé à la Maison du barreau une soirée de solidarité avec de nombreux témoignages et des interventions musicales. Richard Sédillot, avocat et porte-parole de l'association Ensemble contre la Peine de Mort, a rappelé qu'aucun Etat dans le monde ne tue davantage de condamnés que l'Iran : 582 en 2022 et au moins 170 depuis le début de l'année 2023. La Chine, par rapport à sa population arrive loin derrière. Invité de marque de la soirée, Me. Henri Leclerc, président d'honneur de la Ligue des droits l'homme, a évoqué les années 1970 où il défendait les exilés iraniens qui avaient fui la monarchie du Chah et qui sont rentrés dans l'euphorie en 1979 en Iran pour y construire la démocratie et qui n'ont pas tardé à déchanter. L'un de ses clients, Sadegh Ghotzadeh, devenu ministre de la République islamique, fut condamné à mort après une parodie de procès et fusillé en 1982 par ce régime qu'il avait contribué à mettre en place (Libération, 14 avril). Le 17 avril c'était au tour des artistes d'organiser une soirée de solidarité avec la « révolution Jîna » au Théâtre du Châtelet.

Pendant ce temps, la répression contre « les rebelles du voile obligatoire » s'est poursuivie en Iran où le régime fait désormais appel aux caméras pour identifier les contrevenantes et punir les commerces qui laissent entrer les femmes sans hijab. En quelques semaines 150 commerces ont été condamnés à fermer pour « non-respect du voile obligatoire » (Challenge, 15 avril ; 20 minutes 16 avril)

Pour compléter les événements marquants du mois d'avril en Iran, voici la chronologie de la répression ordinaire.

Début avril, le tribunal révolutionnaire islamique de Saqqez a condamné une femme kurde nom-

mée Paria Adnani à quatre mois de prison et 14 coups de fouet pour "propagande". De même, le tribunal révolutionnaire de Sineh a condamné un syndicaliste kurde du nom de Khabat Shakiba à deux ans de prison pour « appartenance » à un parti d'opposition kurde. À Shino, quatre Kurdes ont été condamnés à des peines allant de deux à quatre ans pour avoir participé à des manifestations. Un Kurde de confession yarsanie a été abattu à Kermanshah pour "ne pas s'être arrêté" à un point de contrôle. Et un portefaix kurde (kolbar) et a été tué près de Shino par des gardes iraniens.

Le 9 avril, des auteurs non identifiés ont attaqué 12 autres écoles de filles à travers l'Iran avec du gaz toxique, y compris des écoles dans les villes kurdes de Saqqez, Diwandarah, Urmia, Naghedeh et Sineh. Les attaques ont envoyé plus d'une centaine de collégiens dans des hôpitaux et déclenché des manifestations anti-régime dans plusieurs villes kurdes. À Saqqez, les forces du régime ont ouvert le feu sur des manifestants qui exprimaient leur désapprobation du guide suprême iranien Ali Khamenei et retiraient les drapeaux iraniens des écoles.

Le 10 avril, plusieurs commerçants de la ville ont organisé une grève générale pour protester contre les attaques en cours contre les écolières iraniennes. Ces manifestations ont coïncidé avec la mort d'un adolescent kurde qui a été empoisonné il y a plusieurs semaines lors d'une attaque au gaz à Kamyaran. Parallèlement, le régime a installé des caméras de sécurité pour identifier les femmes iraniennes défiant la loi du pays sur le hijab. En outre, le régime a arrêté une enseignante à Sineh nommée Fariba Karimi, ce qui a porté à 16 le nombre d'enseignants détenus en 2023. Un tribunal iranien a condamné un imam de Sineh à deux ans de prison pour « tromperie de l'opinion publique » après avoir soutenu des mani-

festations anti-gouvernementales.

La chaîne d'infos kurde irakienne Rudaw a rapporté que le commandant de la base d'al-Hamza du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), Mohammad Taghi Osanlu, avait recommandé le dépeuplement de 33 villages frontaliers kurdes. Al-Hamza est l'une des dix principales bases du CGRI et elle est située au Kurdistan iranien.

Dans la deuxième semaine d'avril, des attaques au gaz toxique ont ciblé des dizaines d'autres écoles de filles en Iran notamment des écoles à Téhéran, Islamshahr, Karaj, Urmia, Qazvin, Babulsar, Harsin, Kermanshah et Shiraz. Au moins 70 écolières ont été emmenées dans des hôpitaux à la suite de la dernière vague d'attaques. Les élèves de la plupart des écoles de Mahabad ont protesté contre ces attaques en boycottant les cours. Bien que le régime iranien continue de nier toute implication, plusieurs organisations de défense des droits humains ont accusé le régime de fermer les yeux sur les extrémistes qui commettent de tels crimes pour décourager l'éducation des femmes. De plus, le régime a condamné à mort pour la deuxième fois un prisonnier politique kurde Nayeib Askari pour « inimitié contre Dieu ». Un célèbre rappeur kurde Saman Yasin risque également d'être exécuté pour avoir chanté des chansons en faveur de manifestations anti-gouvernementales. À Sineh, capitale de la province de Kurdistan, un tribunal a condamné un militant syndical du nom de Rafiq Salimi à cinq mois de prison pour « atteinte à la sécurité nationale ». En outre, le régime a arrêté quatre civils à Boko et le père d'un manifestant est décédé à Dewalan. Par ailleurs, les cadavres de deux porteurs frontaliers kurdes (kolbar) qui se seraient noyés il y a dix jours ont été retrouvés près de Baneh.

Par ailleurs, une délégation du

ministère iranien du renseignement et de la sécurité (VAJA) a rencontré plusieurs responsables kurdes irakiens à Suleimanieh et à Erbil. Le secrétaire du Parti socialiste kurde irakien, Mohammed Haji Mohammed, a révélé que les deux parties avaient discuté de plusieurs questions, notamment des "désaccords" entre le Parti démocratique du Kurdistan (PKD) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et du statut des partis d'opposition iraniens exilés en Irak. Plusieurs rapports divulgués ont affirmé que la délégation de VAJA avait fait pression sur le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) pour qu'il expulse et désarme les partis kurdes iraniens réfugiés au Kurdistan irakien dans le but de donner suite à un récent accord de sécurité entre Bagdad et Téhéran.

Fin avril, des attaques au gaz toxique ont frappé 19 autres écoles de filles à Téhéran, Saqqez,

Kermanshah, Urmia, Karaj, Ahvaz et Islamshahr. Amnesty International dans une déclaration affirme que « depuis novembre 2022, des milliers d'écolières ont été empoisonnées et hospitalisées. Les autorités n'ont pas enquêté de manière adéquate sur les attaques et ont qualifié les symptômes des filles de stress, d'excitation et/ou de contagion mentale ». Séparément, le régime a arrêté 12 Kurdes, dont un médecin à Bokan, fin avril. L'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a déclaré que les autorités iraniennes n'avaient fourni aucune information sur les raisons pour lesquelles les détenus avaient été arrêtés ou sur les charges qui leur étaient reprochées. À Sineh, les autorités ont menacé d'expulser plusieurs étudiants des collèges locaux s'ils ne respectaient pas les lois sur le hijab. Une enseignante kurde de l'Université Azad de Sineh a été licenciée pour activisme féministe.

Le groupe d'opposition iranien connu sous le nom d'Alliance pour la liberté et la démocratie vient de subir un revers : l'un de ses membres éminent Hamed Esmaelian, a démissionné fin avril. Esmaelian est un activiste social représentant les familles du vol PS752 d'Ukraine International Airlines, que le régime iranien a abattu en 2020. Selon lui « des groupes de pression extérieurs à l'Alliance ont tenté d'imposer leurs positions par des méthodes antidémocratiques ». Simultanément, un rapport d'Iran International a noté que des membres de l'Alliance pour la liberté et la démocratie ont été harcelés sur les réseaux sociaux par des partisans de Reza Pahlavi. L'Alliance pour la liberté et la démocratie comprend un dirigeant kurde, Abdullah Mohtadi, mais le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) et plusieurs autres partis d'opposition iraniens restent réticents à y adhérer.

ROJAVA: LE GÉNÉRAL MAZLOUM KOBANI VISÉ PAR UN DRONE TURC

Le 7 avril, une frappe de drone turc a visé le général Mazloum Abdi Kobani, commandant-en-chef des Forces démocratiques syriennes (SDF), près de l'aéroport international de Suleimanieh, au Kurdistan irakien. Son convoi de cinq véhicules, transportant de hauts responsables kurdes syriens ainsi que trois militaires américains, a été pris pour cible par un missile tiré depuis un drone. Le missile s'est enfoncé dans le sol avant d'exploser quelques secondes après le passage du convoi qui se dirigeait vers l'aéroport. Aucun membre de la délégation kurde n'a été blessé et les dégâts matériels sont mineurs. Le général Kobani et sa suite s'étaient rendus au Kurdistan irakien pour une réunion de coordination sur la guerre contre Daech et ses réseaux terroristes au Kurdistan irakien et au Rojava.

Immédiatement après cette attaque, des drones turcs ont été détectés par les forces américaines. Le ministère turc de la Défense a démenti « toute implication » dans ce bombardement qui semble être l'œuvre du MIT (Services de renseignements turcs) qui dispose de ses propres drones armés et qui opère de manière autonome dans la région sous l'autorité unique du président turc Erdogan.

Choqué par cette attaque mettant en péril la vie de ses principaux alliés dans la guerre contre Daech et de trois militaires américaines, le Pentagone a promis de mener une enquête sur cet incident. Cependant, le Département d'État et la Maison Blanche ont choisi d'adopter un profil bas dans cette période électorale pour ne pas faire le jeu du candidat Erdogan dont la rhétorique nationaliste s'en prend régulièrement « au complot de l'impérialisme contre

la Turquie et son soutien aux organisations terroristes PKK et sa branche syrienne ». Les relations turco-américaines sont déjà au plus bas et les contentieux sont nombreux. Dans sa guerre contre Daech, Washington et la coalition internationale anti-djihadiste comptent depuis 2014 sur les Forces démocratiques syriennes, (FDS) à dominante kurde, qui ont sacrifié plus de 13.000 combattants et déplorent 24.000 blessés.

Mais Ankara, qui a laissé des dizaines de milliers de djihadistes venant de tous les pays du monde traverser son territoire pour rejoindre Daech, qui, d'après les témoignages même des médias turcs, a formé, armé et financé toute une kyrielle de milices islamistes, qui a transformé ses zones d'occupation au Kurdistan syrien en refuge et terrain de butin pour les djihadites de tous poils y compris ceux de Daech recyclés, continue impertur-

bablement de qualifier de « terroristes » les combattants kurdes qui avec le soutien des Alliés luttent contre Daech. La Turquie, qui n'applique pas non plus les sanctions occidentales contre la Russie, continue de lui acheter à prix d'amis du gaz et du pétrole abrite aussi sans complexe les oligarques russes bannis en Europe, leurs capitaux et leurs yachts et joue un rôle crucial dans le contournement des sanctions occidentales contre la Russie. Les Américains ne sont pas dupes. Après avoir exclu la Turquie de leur programme de F35, sous la pression du Congrès, ils mettent des conditions à la livraison éventuelle des F16 à l'armée turque. De son côté, le président américain Joe Biden n'a à ce jour jamais reçu son homologue turc à la Maison Blanche. Cette prise de distance avec une alliée dite « stratégique » de l'OTAN est pour le moins inédite.

L'Irak, par la voix de son président, Dr. Latif Rashid, a fermement condamné ce bombardement soulignant qu'il n'y avait « aucune base légale au fait d'intimider des civils sous le prétexte de la présence sur le sol irakien d'une force hostile à la Turquie. Le président

irakien a demandé à Ankara de « prendre ses responsabilités et de présenter des excuses officielles ». Des excuses qui ne viendront sans doute jamais.

En avril, les forces turques ont continué de bombarder certains districts du Rojava notamment la localité d'Ain Issa, détruisant les silos à grains (Rudaw 24, 13 avril) et d'autres positions des SDF (Kurdistan 24, 20 avril) voir la région du nord d'Alep où deux combattants kurdes ont été tués (K24, 16 avril). De son côté, un raid par hélicoptère a tué un chef important de Daech, responsable de la planification d'attentats terroristes au Moyen-Orient et en Europe, dans un village du district de Jarablous sous occupation turque (K24, 17 avril) révélant pour la nième fois la complicité des Turcs avec les djihadistes de Daech qu'ils hébergent dans leurs zones d'occupation.

Une autre milice djihadiste pro-turque, Ahrar al-Sharqiya, a annoncé la construction d'un immense complexe sous occupation turque pour y loger ses membres et leurs familles avec les bénédiction d'Ankara qui veut dékurdiser

ce canton kurde rebelle (K24,21 avril). De son côté, la milice Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex Front al-Nosra, branche syrienne d'al-Qaida et alliée des Turcs, qui régent la province d'Idlib, construit un camp pour former les « Louveteaux du Califat » chargés de combattre les Kurdes. Une organisation « caritative » basée en Turquie « Wafaa al-Mohsenin » a annoncé mi-avril avoir terminé la construction d'une nouvelle colonie à Afrin pour y loger des déplacés arabes.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (SOHR) basé à Londres a documenté 53 opérations de Daech contre les cibles militaires des FDS depuis le 1^{er} janvier. Le 22 avril une opération conjointe américano-kurde a permis de récupérer « les trésors cachés de Daech », notamment un stock d'or et d'armes dans une ferme du sud du gouvernorat de Raqqa. Daech a répliqué en attaquant le 24 avril une unité des FDS tuant deux de ses combattants : Mahmoud al-Jamida et Mahmoud al-Hamada. Quoiqu'en baisse, les escarmouches entre Daech et les FDS se sont poursuivies tout au long du mois d'avril.

PARIS : CÉLÉBRATION DU 40^e ANNIVERSAIRE DE L'INSTITUT KURDE

L'Institut kurde de Paris qui a ouvert ses portes le 24 février 1983 fête cette année son 40^e anniversaire.

Fondé par une douzaine d'intellectuels et artistes kurdes représentatifs de toutes les parties du Kurdistan dans une période particulièrement sombre de l'histoire kurde il avait pour ambition d'incarner au-delà des clivages politiques et régionaux, une sorte d'unité morale du peuple kurde, d'œuvrer pour la préservation et la promotion de la culture kurde, et de faire connaître à l'opinion publique occidentale le sort et les aspirations du peuple kurde. Cette

initiative citoyenne non partisane et laïque à l'avenir incertain, en raison notamment de la précarité de son financement, a pu malgré les vicissitudes de l'histoire mouvementée du Kurdistan et les pressions des États de la région, résister et s'inscrire dans le paysage culturel français et kurde avec un rayonnement international reconnu.

Tenir, dans la durée dans un contexte compliqué et incertain constitue une belle performance qui mérite d'être célébrée. Des célébrations qui se traduiront par une série d'événements tout au long de l'année : colloques, publications, soirées festives. La première

de ces soirées devait se tenir fin février. En raison du terrible tremblement de terre du 6 février qui a fait plus de 50.000 morts et endeuillé le peuple kurde, elle a été reportée. Elle s'est finalement tenue le 4 avril de 19h à 22h30 dans la magnifique, et historique salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Paris.

Environ 250 personnalités kurdes et françaises ont participé à cette soirée à l'invitation de Mme Anne Hidalgo, Maire de Paris et de Kendal Nezan, président de l'Institut kurde. L'ancien président de la République François Hollande, l'ancien Premier ministre Lionel Jospin, l'ancien Ministre

de la Culture et président de l'Institut du Monde arabe Jack Lang, l'ambassadrice d'Arménie et de nombreux diplomates étaient présents pour témoigner de leur amitié et de leur solidarité avec l'Institut kurde et avec le peuple kurde.

Dans un discours de bienvenue chaleureux la Maire de Paris a évoqué les programmes de coopération de sa ville avec l'Institut kurde et avec le Kurdistan où elle compte se rendre en mai. Elle a également souligné les sacrifices consentis par les Kurdes pour notre liberté et notre sécurité dans le combat commun contre Daesh. Le président de la Ligue des droits de l'homme Me Patrick Baudoin,

a rappelé les combats menés pour la défense du peuple kurde depuis sa toute première visite au Kurdistan en 1974 et le rôle pivot de l'Institut kurde dans l'information et la sensibilisation de l'opinion publique sur la situation des droits de l'homme au Kurdistan. De son côté, l'ancien président du Conseil national de l'Ordre des avocats, Me Christian Charrière-Bournazel a témoigné de la persécution des démocrates kurdes, y compris des députés et des maires, en Turquie où il s'est rendu à plusieurs reprises dans les années 1990 pour la défense de Mme Leyla Zana et de ses collègues députés kurdes qui ont passé 10 ans dans les prisons turques pour délit d'opinion. A

son tour, le président de l'Institut a remercié la Maire de son accueil et les invités pour leur présence et leur solidarité. Il a brièvement évoqué les faits marquants des quatre décennies de l'histoire de l'Institut kurde. Il a mis en perspective les activités présentes et les projets futurs de l'Institut. La soirée s'est achevée sur une partie musicale suivie d'un cocktail permettant des échanges informels et amicaux entre les invités.

L'Institut kurde conclura cette année d'anniversaire par un colloque sur la diaspora kurde prévu le 27 octobre au Sénat suivi d'un dîner rassemblant les membres bénévoles et amis de l'Institut venant de plusieurs pays d'Europe.

VATICAN : LA SEMAINE KURDE DU PAPE

Le pape François est très préoccupé par le sort des chrétiens d'Orient, notamment ceux de Mésopotamie. Ces derniers, cibles des attaques d'abord d'al-Qaida en Irak, puis de Daesh ont dû chercher refuge au Kurdistan ou s'exiler en Europe. Le Gouvernement du Kurdistan les a accueillis bras ouverts leur assurant assistance et protection, finançant la construction de nouvelles églises et des écoles. Le pape, qui s'était rendu au Kurdistan en mars 2021, très sensible à cette politique de fraternité et de coexistence pacifique prônée et mise en œuvre par les autorités kurdes dans une région du monde dominée les fanatismes religieux et par les nationalismes intolérants, il tient à recevoir des responsables kurdes pour échanger avec eux les encourager et leur exprimer son soutien.

C'est ainsi qu'il a le 13 avril reçu

au Vatican le président du Kurdistan Nechirvan Barzani. Leur entretien a porté sur « la promotion d'une coexistence pacifique dans la Région du Kurdistan irakien ainsi qu'au Moyen Orient ». Il a souligné l'importance de « préserver la paix et la fraternité parmi les communautés d'Irak ». Le président Barzani a « réitéré l'engagement de son gouvernement à « continuer à promouvoir la paix et la coexistence au Kurdistan, en Irak et au-delà ». Il a présenté au pape un tableau représentant des membres de différentes religions du Kurdistan dansant ensemble avec en arrière-plan des sites des principales religions. Il lui a également offert un album de photos de sa visite au Kurdistan où après avoir rencontré les dignitaires de plusieurs religions il a avait célébré à Erbil une messe devant plusieurs milliers de chrétiens, une visite qualifiée « d'historique » car la première d'un pape dans l'histoire de l'Irak.

La veille de la rencontre avec le président Barzani, le pape avait reçu en audience privée l'ancien maire de la vieille ville (Sur) de Diyarbakir, Abdullah Demirtas. Pendant son mandat, celui-ci avec le soutien du Maire du Grand Diyarbakir, Osman Baydemir, avait mis en œuvre un vaste plan de restauration des églises de la capitale kurde, dont la cathédrale arménienne et plusieurs églises syriaques. Il avait également imprimé des guides touristiques de la ville en arménien et en syriaque au même titre que l'anglais, le français, le turc, le kurde et l'arabe, par respect pour ces langues qui firent pendant des siècles celles d'une partie importante de la population multi-ethnique et multi-confessionnelle de Diyarbakir. Ces actions « séparatistes » stigmatisées par Ankara l'ont forcé à s'exiler en Europe. En l'honorant d'une audience le Pape a tenu à lui exprimer sa considération et ses remerciements.

LA FÊTE DU « MERCREDI ROUGE » DES KURDES YÉZIDIS

Les Kurdes de confession yézidie célèbrent ce 19 avril leur « mercredi rouge », une fête traditionnelle marquant le début du printemps et de l'année nouvelle.

La fête est célébrée le premier mercredi du calendrier julien, qui est décalé de 13 jours par rapport au calendrier grégorien en usage actuellement un peu partout dans le monde. Ce calendrier est encore utilisé par les églises orthodoxes et celles d'Orient où, par exemple, le Noël est célébré le 7 janvier au lieu du 25 décembre. Jusqu'à une date récente le calendrier julien était assez couramment utilisé dans une grande partie du Kurdistan comme « calendrier kurde ».

Cette année, le premier mercredi d'avril tombe au 19 avril. À cette occasion des festivités de « Mercredi Rouge » (Çarşema sor) sont organisées dans toutes les communautés yézidies du Kurdistan et de la diaspora (Arménie, Géorgie, Allemagne). La plus spectaculaire se déroule autour du Temple de Lalesh, situé dans la province de Dohuk au Kurdistan irakien et considéré comme « la Mecque » des Yézidis. A cette occasion les jeunes en habits traditionnels festifs blancs, couleur fétiche des Yézidis, portent des guirlandes de fleurs du printemps et fêtent l'événement par des danses. On colorie aussi des œufs durs, à l'instar des voisins chrétiens pour la Pâques appelée en kurde « fête de la Résurrection » (Cejna vejînê ou qiyamê) connue aussi populairement sous le nom

de « Cejna hêkesorê » (la fête des œufs rouges). Chez les Yézidis, les œufs teints en rouge en les faisant bouillir avec des oignons rouges, sont ensevelis dans des champs afin qu'ils leur apportent abondance et fertilité.

On ne sait pas si le nom de « mercredi rouge » chez les Yézidis vient de la couleur des œufs teints en rouge à cette occasion, du feu zoroastrien ou des fleurs rouges comme les coquelicots qui couvrent soudainement les prairies en ce mois d'avril qu'ils considèrent comme « la reine de l'année ».

Chez les autres Kurdes ainsi que chez les Iraniens le « mercredi rouge » est un jour important du calendrier qui correspond au dernier mercredi avant le Newroz célébré le 21 mars. Cette année, le mercredi rouge tombait le 15 mars. A cette occasion d'immenses feux sont allumés sur les places ou sur les hauteurs autour desquels on danse pour fêter la fin de la sombre saison d'hiver et pour fêter le printemps qui s'annonce. Le rouge de ce mercredi est la couleur du feu, objet de vénération dans le zoroastrisme qui a été, avant l'arrivée de l'islam, la religion dominante des Kurdes dont les ancêtres, les Mèdes, fournissaient le clergé, et de l'ensemble du monde iranien.

Le yézidisme, dont le livre sacré, Mishefa Reş (La Bible noire), les prières et les cantiques sont tous en kurde, contient de nombreuses survivances du zoroastrisme, du culte des Anges et du mithraïsme, antiques religions du monde ira-

nien. Au fil des siècles, cette religion éclectique a également intégré des éléments du christianisme voire de l'islam même si les adeptes fondamentalistes de ce dernier stigmatisent les Yézidis comme des « Adorateurs du Diable » donc des « mécréants » à convertir ou à éliminer en cas de refus. C'est au nom de cette idéologie barbare que Daech a mené une véritable campagne génocidaire contre les Yézidis.

Selon les estimations récentes, il y aurait actuellement environ 600.000 Yézidis au Kurdistan irakien, notamment dans la région de Sinjar (Şengal en kurde) il y a aussi d'importantes communautés yézidies en Syrie, en Turquie, en Géorgie et en Arménie.

En dépit de tous les bouleversements démographiques intervenus au cours d'un 20ème siècle où les régimes nationalistes (turcs, arabes) ont fait beaucoup de dégâts, le Kurdistan demeure encore un « musée ethnographique » où des Sabéens aux Zoroastriens en passant par les Assyro-chaldéens et juifs parlant encore l'araméen, la langue du Christ, aux Fidèles de la Vérité (Ehli Heqq) et autres Yarsans, Alevs et diverses obédiences musulmanes ont réussi à survivre et à vivre ensemble.

Après le Gouvernement du Kurdistan, le nouveau gouvernement irakien a affirmé vouloir préserver cette extraordinaire diversité. Il vient de faire un geste en direction des Yézidis en décrétant le « Mercredi Rouge » comme jour férié.

Iran : deux femmes non voilées arrêtées après leur agression dans une épicerie

Deux femmes ont été arrêtées et inculpées samedi en Iran pour non-respect du voile obligatoire. Les autorités judiciaires iraniennes avaient émis un mandat d'arrêt contre la mère et sa fille après une vidéo devenue virale, montrant leur agression quelques jours plus tôt dans une épicerie de Mashhad, au nord-est de l'Iran.

On y voit les deux femmes patienter à l'entrée de l'échoppe lorsqu'un homme interpelle l'une d'elles. Après un court échange, il saisit d'un geste rapide un pot de yaourt dans un rayon et le lui plaque sur sa tête. Puis il en fait de même avec la seconde, sous le regard abasourdi des autres clients.

La caméra de surveillance du magasin a filmé toute la scène. Les images ont largement tourné sur les réseaux sociaux, alors que le sujet du voile reste sensible sept mois après la mort de Mahsa Amini. [Cette étudiante iranienne](#) de 22 ans était décédée après son arrestation par la police des mœurs pour port du voile incorrect, déclenchant des rassemblements massifs dans tout le pays contre l'autorité des mollahs. Mashhad, ville sainte chiite, avait été l'un des principaux points de contestation.



La scène s'est déroulée dans une épicerie de la ville de Mashhad, dans le nord-est. *HANDOUT VIA WANA / REUTERS*

Avertissement pour l'épicier

La justice locale a lancé un mandat d'arrêt contre l'homme pour «*insulte et trouble à l'ordre public*», mais un autre mandat a également été délivré contre les deux femmes pour non respect du voile islamique. Le propriétaire de l'épicerie, que l'on voit réagir en poussant violemment l'agresseur hors de sa boutique, a reçu de son côté un avertissement. Selon *Reuters*, des informations sur les réseaux sociaux font état de la fermeture du magasin, mais l'épicier a déclaré à une agence de presse locale qu'il serait autorisé à rouvrir

après des «*explications*» au tribunal.

Face à l'ampleur de l'indignation sur les réseaux sociaux, le président Ebrahim Raïssi a rappelé samedi que le hijab restait la règle en Iran. «*Si certaines personnes disent qu'elles ne croient pas (au hijab), c'est bien d'utiliser la persuasion*», a-t-il déclaré en direct à la télévision d'État, «*mais le plus important est qu'il y ait une obligation légale. Le hijab est aujourd'hui une question légale*», a rappelé le chef d'État.

Depuis la révolution de 1979, en vertu de la charia islamique, les femmes en

Iran sont obligées de se couvrir les cheveux et de porter des vêtements longs et amples. jeudi encore, le ministère de l'Intérieur a rappelé que le hijab restait «*l'un des fondements civilisationnels de la nation iranienne*» et qu'il n'y avait «*pas de recul ni de tolérance*» sur la question, exhortant les citoyens à affronter les femmes non voilées.

Alors que des images d'Iraniennes [bravant l'interdiction](#) continuent d'inonder les réseaux sociaux, plusieurs députés ont récemment déclaré que le Parlement allait voter une nouvelle loi pour faire respecter le port du voile.



Le club mediapart
Pascal Maillard
02 Avril 2023

Procès de Pinar Selek : la fébrilité du pouvoir turc

À la Cour d'assises d'Istanbul une nouvelle audience du procès sans fin de Pinar Selek a montré la fébrilité du pouvoir turc : un report des débats en septembre et une délégation internationale nassée par la police et interdite de conférence de presse ! À l'approche des élections, les autorités turques ont tenté d'invisibiliser le procès de la sociologue.

Les fourmis industrieuses qui en France, en Turquie, mais aussi dans d'autres pays européens, ont creusé depuis des mois des galeries de solidarité entre les frontières ont plusieurs raisons de se réjouir et d'être fières. L'organisation des trois journées non stop d'événements à Paris entre le 29 et le 31 mars, avec la remise de la Médaille de la Ville de Paris à Pinar Selek, les conférences de presse à la LDH et au Pen Club en présence de personnalités de premier plan, a été un franc succès. Une tribune parue dans *Le Monde* le 25 mars et signée par Robert Badinter et les Nobel Shirin Ebadi et Annie Ernaux, avait ouvert une semaine de forte mobilisation : « Face à l'acharnement du pouvoir turc contre la sociologue Pinar Selek, les pays européens doivent cesser de regarder ailleurs », écrivaient les signataires de ce texte.

La délégation qui s'est rendue à l'audience du 31 mars à Istanbul n'a jamais été aussi nombreuse, ni aussi variée. Pour la première fois des élu-es de grandes villes et des députées avaient fait le voyage (Michèle Rubirola de Marseille, Jean-Luc Romero de Paris, Véronique Bertholle de Strasbourg, Pascale Martin et Elise Leboucher de la NUPES-LFI, des élu-es écologistes et communistes ...), accompagnant des avocat-es de France qui ont pu s'exprimer au procès (Martin

Pradel et Françoise Cotta), des journalistes, une forte représentation d'universitaires et de chercheurs, membres et responsables d'associations professionnelles (ASES, AFS, AFSP) ou de directions d'université (vice-président-es de Strasbourg et Nice), des syndicalistes (SNESUP-FSU, Solidaires, CGT ...) et bien sûr des militant-es féministes, LGBTQI+, des membres des associations des droits humains, des artistes, libraires et éditrices et toutes ces belles personnes libres, engagées et déterminées que Pinar Selek a rassemblées autour d'elle pendant ses années de lutte en Turquie, en France et dans bien d'autres pays.

Oui, en dix années de combat aux côtés de Pinar, après tant d'actions organisées et de délégations coordonnées par celles et ceux que la romancière a nommé-es les « fourmis zinzines » dans *son dernier livre*, je n'avais jamais vu une telle énergie collective et une telle détermination à faire triompher le droit et la justice pour Pinar Selek.

Quel combat ne s'épuiserait pas au bout de 25 ans de persécution politico-judiciaire ? Celui de Pinar Selek et celui pour Pinar Selek restent aussi inébranlables l'un que l'autre tant ils forment un tout. C'est la force de l'utopie qu'aucun état ne peut arrêter.

Ce 31 mars, l'État turc, en tentant de museler la délégation internationale par l'emploi de la force a montré toute sa faiblesse. Ce que dit très bien le communiqué de presse que je restitue ci-dessous. Une conférence de presse devait se tenir avant l'audience, à 13h devant le Tribunal d'Istanbul, avec des prises de parole successives des avocat-es, des élu-es, des universitaires, des éditrices de Pinar et de la Coordination des collectifs de solidarité. Tous les discours étaient prêts et les journalistes français nombreux.

Au moment de sortir les pancartes et alors que le mégaphone allait diffuser les premières paroles, la police, en tenue d'intervention, a méthodiquement entouré la délégation, fermé hermétiquement le cercle, en a restreint progressivement le rayon, créant pendant quelques minutes stupeur et inquiétude : allait-on assister à des arrestations de certaines personnes ou même de l'ensemble de la délégation internationale ? Allait-on nous refouler du parvis du Tribunal ? Pourrions-nous assister au procès ?

Les élu-es arborant leur écharpe étaient aussi stupéfaites que les avocat-es et les militantes turques. La délégation est fermement nassée (voir la vidéo ci-dessous ou [ici](#)) et personne ne peut y entrer ou en sortir, journalistes compris. Toutes et tous partagent la même

condition : enfermé-es, parqué-es, contrôlé-s, interdit-es de mouvement et d'expression publique sur le parvis du tribunal. Des images me traversent l'esprit : Pinar en prison, les collègues universitaires turcs arrêtés, les journalistes emprisonnés. Je pense à tous les opposant-es politiques réprimé-es. C'est évidemment sans commune mesure, mais on éprouve physiquement dans un tel moment la logique de violence mise en œuvre par un état autoritaire.

Au bout de quelques minutes les smartphones se mettent à filmer et à twitter, on diffuse la nasse sur les réseaux, je réponds aux questions d'un journaliste, un fonctionnaire de police entre dans la nasse et annonce que les pancartes sont interdites et que la conférence de presse ne pourra se tenir. Nous sommes interdits d'expression publique, dans le même temps que nous communiquons avec le monde entier. La nasse se transforme lentement en un entonnoir et nous entrons un à un dans l'immense tribunal, mastodonte stalinien, après qu'on nous a obligé de retirer tout signe visible de soutien à Pinar.

Portique électronique, fouille, contrôle d'identité et tout le monde est parqué dans une salle d'attente éloignée de la salle d'audience. Seuls les avocat-es, les élu-es et les journalistes seront autorisés à assister à

l'audience, après présentation de leurs attestations. Je prends quelques photos dans la précipitation. Un policier qui nous encadre porte une arme à la main. Nous sommes au sein d'un tribunal où la justice doit être dite et c'est la police qui y règne. Il y a bien plus de policiers en arme dans le tribunal que d'avocats ou de juges. On mesure en ce lieu que le judiciaire, le policier et le politique ont fusionné en Turquie. Que reste-t-il de la séparation des pouvoirs? La violence est monolithique, avec les loups gris et l'extrême droite en embuscade, ou à la manœuvre.

Dans la salle d'audience a pris place le Consul général de France à Istanbul. Nul doute qu'il fera un compte rendu circonstancié de l'audience et du traitement infligé à la délégation,

à Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Quand donc l'Etat français aura-t-il le courage - ou plutôt la décence minimale - de protester officiellement auprès de la Turquie contre le sort infligé à Pinar Selek et d'apporter publiquement tout son soutien à la sociologue ?

Le procès de Pinar Selek, qui dure depuis 25 ans, est, comme l'écrit Safer Sivrikaya pour *Mediapart*, « le symbole d'une justice devenue une arme entre les mains d'un pouvoir politique en pleine dérive autoritaire ». Pour le nommer précisément, je crois qu'on pourrait dire qu'il s'agit d'un procès politico-militaro-judiciaire, ce dont la délégation internationale a vu un exemple remarquable ce 31 mars. Et il l'était dès le début, en 1998, quand la jeune cher-

cheuse se fait arrêter dans le cadre d'une enquête sociologique qu'elle conduisait sur les militants kurdes. On la torture pour qu'elle livre les noms. Elle ne dit rien et protège ses enquêtés.

Mais Pinar Selek n'est pas seulement dangereuse pour le pouvoir turc par son engagement aux côtés des Kurdes, des Arméniens, ou par sa défense de toutes les minorités. Les travaux de Pinar Selek touchent en effet au cœur de la violence institutionnelle et structurelle du pouvoir turc quand la sociologue publie ses recherches féministes sur le militarisme en Turquie et sur le rôle de la violence dans l'apprentissage de la masculinité au sein même de l'armée. Dans son livre paru en 2014 (*Service militaire en Turquie et construction de la*

classe de sexe dominante, Devenir homme en rampant) et qui va être prochainement réédité, Pinar Selek montre les liens étroits entre le masculinisme dans l'armée, le pouvoir patriarcal et le nationalisme.

La force des recherches de Pinar Selek, de son œuvre et de ses combats est de toucher le talon d'Achille de tous les pouvoirs autoritaires. C'est pourquoi nous sommes et serons toujours de plus en plus nombreuses à la soutenir et à participer à ses luttes. Rien ne nous arrêtera. Les combats de Pinar Selek sont les nôtres, aujourd'hui et maintenant, ici en France et partout dans le monde.

Pascal Maillard

Membre de la délégation internationale

Inquiétude mais aussi espoir après l'audience du 31 mars à Istanbul. Le combat continue !

Communiqué de la Coordination des collectifs de solidarité avec Pinar Selek

Le 31 mars 2023

À l'audience du 31 mars 2023, la 15^{ème} chambre de la Cour d'assises d'Istanbul a décidé de reporter les débats au 29 septembre et confirmé le mandat d'arrêt émis contre Pinar Selek.

Pinar Selek a été acquittée à quatre reprises dans la même affaire. La Cour d'assises n'a pas remis en cause ces acquittements, mais Pinar Selek est toujours menacée d'une peine de prison à perpétuité. Pinar Selek est la victime d'un acharnement sans précédent dans l'histoire judiciaire de la Turquie, dans le cadre d'un procès politique qui dure depuis un quart de siècle.

La Coordination des collectifs de solidarité avec Pinar Selek dénonce les intimidations d'une présence policière disproportionnée qui a nassé la délégation et empêché la tenue de la conférence de presse. C'est la reconnaissance de notre force et l'aveu de leur faiblesse.

La Coordination, forte de la participation de nombreuses élues, demande au gouvernement français de faire savoir publiquement son soutien plein et entier à la sociologue, son refus de l'extrader et son engagement effectif à assurer sa protection. Elle réitère au président de la République sa demande d'intervention auprès des autorités turques, dont l'obstination conduit à un déni de

justice, pour Pinar Selek et toutes les autres victimes de cette affaire. Elle demande à la France de se coordonner avec les pays européens pour refuser l'application du mandat d'arrêt international et de permettre ainsi la libre circulation de Pinar Selek.

Sa famille, ses nombreux avocat-es, la centaine de représentant-es de la délégation, ses ami-es et soutiens de Turquie, l'ACORT et la LDH et toutes celles et tous ceux qui partagent ses espoirs, continuent la lutte.

Nous ne lâcherons rien. Nous savons que la vérité finira par l'emporter. Nous prenons l'engagement de continuer activement notre lutte pour le droit et la justice.

Nous serons toujours avec Pinar Selek, et contre toutes les dominations !



Au Hôtel de Ville de Paris une soirée de solidarité avec Pinar Selek © Ute MÜller Radio Zinzine



François-Xavier Gomez
2 Avril 2023

Le forum « Femme Vie Liberté » apporte un morceau d'Iran en lutte à Paris

Un public venu en nombre, des débats et animations suivis par une assistance attentive : le forum «Femme vie liberté», organisé samedi à l'Espace des Blancs Manteaux à Paris, par plusieurs associations iraniennes de France, avec le soutien de Libération, a été un franc succès. Beaucoup voulaient en savoir davantage sur la «révolution Jina», qui célèbre ses six mois, et témoigner leur solidarité avec le peuple iranien. Le mouvement a été lancé en septembre après la mort des suites d'une garde à vue de Mahsa «Jina» Amini, étudiante de 22 ans, arrêtée par la police des mœurs pour «tenue inappropriée». Il s'est vite transformé en une remise en cause radicale de la République islamique, en vigueur depuis 1979.

Pour les différents intervenants, cette révolte au nom du droit des femmes marque un point de non-retour. Plus rien ne sera comme avant. La désobéissance civile est désormais visible partout. De très nombreuses Iraniennes bravent les lois en sortant dans la

rue sans hijab, font du vélo ou du skate, chantent et dansent en public. «En Iran, vivre c'est désobéir», a résumé Aïda Tavakoli, présidente de l'association We Are Iranian Students.

Marjane Satrapi, autrice de bandes dessinées et réalisatrice, a rappelé que se révolter est une vieille tradition en Iran puisqu'il est «le pays du monde qui, au XXe et XXIe siècle, a connu le plus de révolutions et de changements de régime». La chercheuse Chowra Makaremi a insisté de son côté sur les valeurs solidaires du mouvement : aux femmes se sont joints les minorités, les étudiants, les hommes dans leur ensemble. Elle a donné un exemple saisissant et peu connu d'entraide: la population ne pouvant acheter du pain, produit subventionné, qu'avec une carte de paiement spéciale, les immigrés afghans, exploités et sur qui repose une partie de l'économie, en sont exclus. Mais nombre de leurs collègues iraniens prélèvent sur leur propre carte de quoi les ravitailler.

Mettre en commun le vécu des femmes

La table ronde sur les réactions possibles de la communauté internationale, technique dans son volet judiciaire, s'est révélée finalement claire et pédagogique. L'intervenant Xavier-Jean Keita, du bureau du conseil public pour la défense à la Cour pénale internationale de La Haye, a énuméré les nombreuses difficultés pour engager des poursuites contre le régime des mollahs devant la CPI. L'une d'elles est que l'Iran n'est pas «Etat parti» du traité de Rome de 1957, qui fonde la justice internationale. «Le temps de la justice est long», a souligné le juriste : l'enquête, l'instruction, l'inculpation prennent des années, ce qui est frustrant pour les victimes et les défenseurs des droits humains. Mais il se refuse à céder au pessimisme et a cité un proverbe bambara : «Si éloigné soit le jour, il finit par arriver.»

La bonne idée a été de réunir des femmes militantes féministes pour mettre en commun le vécu des femmes en Russie, en Af-

ghanistan, en Syrie, en Iran, en Ukraine et dénoncer un «virilisme d'Etat» dans un atelier particulièrement fort. «On a voulu faire un partage d'expériences pour montrer comment dans ces Etats, mais pas seulement, les femmes sont ciblées et discriminées parce que ce sont femmes», a souligné l'avocate et militante de l'association Iran Justice Chirinne Ardakani. «En Iran, même le schéma de répression est sexiste, les femmes sont éborgnées et les hommes sont exécutés.»

En clôture de cette journée riche et intense, Marjane Satrapi a lu la lettre poignante adressée par Reyhaneh Jabbari à sa mère, la veille de son exécution en 2014. Cette jeune femme avait été condamnée à mort pour avoir tué l'homme qui tentait de la violer. Le documentaire Sept Hivers à Téhéran retrace son histoire. L'auteur de Persépolis, le livre et le film, a conclu par une phrase lue sur les réseaux sociaux : «Ce n'est pas le dernier épisode pour la République islamique, mais c'est sa dernière saison.»

Elections en Turquie : « Les dirigeants européens doivent se préparer à l'éventualité d'une alternance au sommet de l'Etat turc »

Si la possible élection de Kemal Kılıçdaroglu, leader de l'opposition au président Erdogan, permettrait d'apaiser les relations turco-européennes, elle soulèverait d'autres questions, notamment sur la Syrie et Chypre, prévient l'ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie Marc Pierini, dans une tribune au « Monde »

Voilà vingt ans déjà que les dirigeants européens traitent avec le président turc Recep Tayyip Erdogan et sont habitués à ses emportements oratoires et à ses expéditions militaires. Mais voici qu'une hypothèse longtemps jugée éloignée – l'élection de Kemal Kılıçdaroglu, leader de l'opposition – est désormais plausible, à défaut d'être probable. Les dirigeants européens sont-ils prêts à gérer les conséquences, positives ou problématiques, d'un tel changement de régime ? Réflexions hypothétiques.

On imagine aisément la réaction majoritaire autour de la table du Conseil européen, à savoir un audible soupir de soulagement. Plus de piques sur des **chancelliers allemands qualifiés de « nazis »**, des **dirigeants néerlandais de « restes de nazis »** ou d'**insultes visant un président français**. Plus fondamentalement, la libération de prisonniers d'opinion, le chemin tracé vers un retour rapide à l'Etat de droit, la restauration nécessairement plus longue d'un régime de démocratie parlementaire, l'assainissement d'une justice jusqu'alors fortement politisée, l'éclosion d'une presse de nouveau libre seraient autant de motifs de satisfaction pour les dirigeants politiques européens et, facteur non négligeable, pour les investisseurs occidentaux.

La conséquence tangible d'un tel changement de ton serait la reprise d'un dialogue multiforme, aujourd'hui au point mort, sur une vaste gamme de sujets : politique étrangère, relations commerciales (notamment autour de l'Union douanière) et financières, visas, migrations, questions environne-

mentales, autonomie stratégique, **Communauté politique européenne** et, pourquoi pas, industrie de défense. En clair, le respect et la confiance seraient de retour.

Inévitables pressions russes

L'autre conséquence, hautement stratégique, résulterait de la promesse électorale de la « Table des six » – **la coalition d'opposition emmenée par M. Kılıçdaroglu** – d'un retour à une diplomatie institutionnalisée et d'une normalisation des rapports avec l'OTAN. Il s'agirait là d'amender la « politique équilibrée » entre OTAN et Russie actuellement à l'œuvre, par laquelle la Turquie a créé une ambiguïté stratégique qui ne profite qu'à Moscou et non pas à la paix, contrairement à la mise en scène médiatique constante d'Ankara.

Encore faudrait-il évaluer la mise en œuvre de ces intentions par le nouveau président. Qu'advierait-il du contournement des sanctions occidentales sur la Russie par des opérations industrielles dans le secteur pétrochimique turc ? Les forces turques participeraient-elles aux opérations défensives de l'OTAN sur son flanc oriental, de l'Estonie à la Roumanie ? Mettraient-elles un terme à **la présence de missiles russes S400 sur le sol turc, installés en juillet 2019 au détriment de la défense antimissiles de l'Alliance atlantique** ? Tant de thèmes hautement sensibles, mais porteurs d'espoir à l'heure où les équilibres stratégiques sur le continent européen sont en jeu.

Toutefois, les nouveaux dirigeants turcs sauraient-ils résister aux inévitables pressions russes dans ces différents compartiments du jeu ?

D'autant que Moscou pourrait actionner les moyens de pression soigneusement mis en place pendant l'ère Erdogan : les ventes de gaz avec le gazoduc TurkStream, la centrale électrique d'Akkuyu à combustible nucléaire (propriété de la Russie), le tourisme russe ou encore les achats agricoles.

Tout aussi problématique pour l'Europe serait la nouvelle posture d'Ankara en Syrie, faite d'une réconciliation avec Bashar Al-Assad et d'un retour des réfugiés syriens. De telles initiatives compliqueraient inévitablement la lutte des forces occidentales contre celles de l'Etat islamique dans le centre-est syrien. Qui plus est, une politique de renvoi systématique de réfugiés syriens dans leur pays en l'absence de tout cadre juridique internationalement agréé comporterait un risque majeur pour leur sécurité et l'exercice de leurs droits. Il faudrait alors gérer un écheveau de divergences politiques, militaires, et humanitaires fort complexe.

Relancer le dialogue

Plus litigieuse encore serait la gestion de la question chypriote. Le statut de la communauté chypriote turque est en effet un sujet consensuel en Turquie et l'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 sans avoir préalablement atteint un accord global sur l'avenir de l'île n'a jamais été acceptée par la classe politique turque dans son ensemble. L'octroi à la Turquie, en décembre 2004, du statut de pays négociant son adhésion à l'UE n'a en rien dissipé cette frustration. Aucun accord n'a été trouvé jusqu'ici sur l'équilibre interne entre communautés grecques et turques

à Chypre ou sur leurs droits concernant les ressources naturelles potentielles dans les eaux territoriales de l'île, et il ne faut guère espérer plus de flexibilité sur ces sujets après l'arrivée éventuelle d'un nouveau président en Turquie.

Il ne s'agit pas ici de spéculer sur les résultats des élections présidentielle et législatives du 14 mai, ces scrutins n'appartenant qu'aux citoyens de Turquie. Depuis l'étranger, on peut seulement espérer qu'elles se tiendront de manière régulière, y compris pour les citoyens affectés (et, pour beaucoup, déplacés) par les catastrophiques tremblements de terre dans le sud-est du pays.

En revanche, les dirigeants européens doivent se préparer à l'éventualité d'une alternance au sommet de l'Etat turc, voire d'une cohabitation entre un nouveau président et un Parlement resté majoritairement fidèle au Parti de la justice et du développement (AKP). Se préparer ne signifie pas seulement rédiger soigneusement les habituelles déclarations de félicitations et d'encouragements, mais surtout relancer le dialogue aujourd'hui inexistant au plus haut niveau entre la Turquie et l'Union européenne et organiser un soutien concret sur de nouvelles bases. La liste des thèmes de discussion est vaste, positive et épineuse à la fois, mais elle offre une occasion unique de renouer avec un pays partenaire qui pèse sur l'avenir du continent européen tout entier.

Marc Pierini est senior fellow auprès de la fondation Carnegie Europe et ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie (2006-2011).

LE FIGARO

avec afp
4 avril 2023

Iran: au moins 537 victimes de la répression du mouvement de contestation

Au moins 537 personnes ont été tuées par les forces de sécurité iraniennes dans la répression du mouvement de contestation qui a éclaté en septembre dernier dans ce pays, a indiqué mardi l'ONG Iran Human Rights (IHR). Dans un précédent bilan, l'ONG IHR faisait état de 488 manifestants tués dans cette répression.

Ce nouveau bilan prend en compte de nouveaux décès confirmés, selon l'ONG basée en Norvège, et qui a publié un

rapport marquant les 200 jours depuis la mort de Mahsa Amini. Les mois les plus meurtriers ont été ceux de septembre (223 décès), octobre (100 morts) et novembre (173 morts).

Majorité des décès au sud-est

L'Iran est secoué par un mouvement de contestation depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans détenue par la police des mœurs qui lui re-

prochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant notamment aux femmes le port du voile.

De leur côté, les autorités affirment que des centaines de personnes, parmi lesquelles des membres des forces de sécurité, ont été tuées dans le contexte de ces manifestations, dont l'ampleur a diminué ces dernières semaines.

La majorité des décès recensés par l'ONG - 134 - ont été enregistrés dans la province

du Sistan-Balouchistan, région pauvre du Sud-Est où vit la minorité baloutche adhérant majoritairement à l'islam sunnite et non au chiisme dominant en Iran et où cette minorité a organisé régulièrement des manifestations. Au moins 69 décès ont été recensés à Téhéran, 57 dans la province du Kurdistan et 56 dans celle d'Azerbaïdjan occidental (nord-ouest), deux provinces où vit notamment la minorité kurde, ajoute l'ONG.

LE FIGARO

avec afp
4 avril 2023

Iran : nouvelle affaire d'intoxication dans une école de filles

Trois semaines après le dernier cas, une nouvelle affaire d'intoxication dans une école de filles en Iran a été répertoriée mardi, au lendemain de la reprise des cours après deux semaines de vacances, selon des médias locaux.

Vingt élèves d'un établissement de la ville de Tabriz (nord-ouest) ont été conduites à l'hôpital pour des problèmes respiratoires, a rapporté l'agence officielle Irna.

Multiplication des cas

«Les services de secours ont été dépêchés sur les lieux après qu'un certain nombre d'élèves» ont fait état de «difficultés à respirer», a indiqué le chef des urgences de la ville. Mais, a-t-il précisé, aucune d'entre elles ne se trouvait dans un état grave. Depuis fin novembre, de nombreuses écoles, la plupart de



Cette jeune femme a été empoisonnée dans un lieu non spécifié en Iran, dans cette image fixe tirée d'une vidéo du 2 mars 2023. REUTERS TV / REUTERS

filles, ont été affectées par de soudaines intoxications par des gaz ou des substances toxiques qui ont provoqué des malaises et des évanouissements menant parfois à des hospitalisations. Au total, les autorités ont répertorié

«plus de 5000 élèves» affectées dans plus de 230 établissements dans 25 des 31 provinces du pays. Cette série s'est arrêtée après l'annonce début mars par les autorités d'une centaine d'arrestations.

Quelques jours plus tôt, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, avait réclamé des «peines sévères», allant jusqu'à la peine de mort, contre les personnes qui seraient reconnues responsables de ces empoisonnements, dénonçant des «crimes impardonnables». Face à la multiplication des cas, des parents d'élèves et des habitants s'étaient mobilisés pour exprimer leur inquiétude et appeler les autorités à agir.

L'affaire avait débuté deux mois après le début du mouvement de contestation déclenché en Iran par la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une jeune femme détenue par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant notamment aux femmes le port du voile.



avec afp
4 Avril 2023

Irak: Erbil et Bagdad signent un accord sur la reprise des exportations de pétrole kurde

Bagdad et les autorités locales du Kurdistan irakien ont signé un accord permettant la reprise dès mardi des exportations de pétrole de la région autonome vers la Turquie, interrompues il y a dix jours, un compromis "temporaire" pour mettre fin à une longue dispute.

Cet accord intervient 48 heures après l'annonce par Bagdad et plusieurs autres membres de l'Opep d'une réduction drastique de leur production de pétrole dès mai. Une décision qui a fait bondir les prix du pétrole.

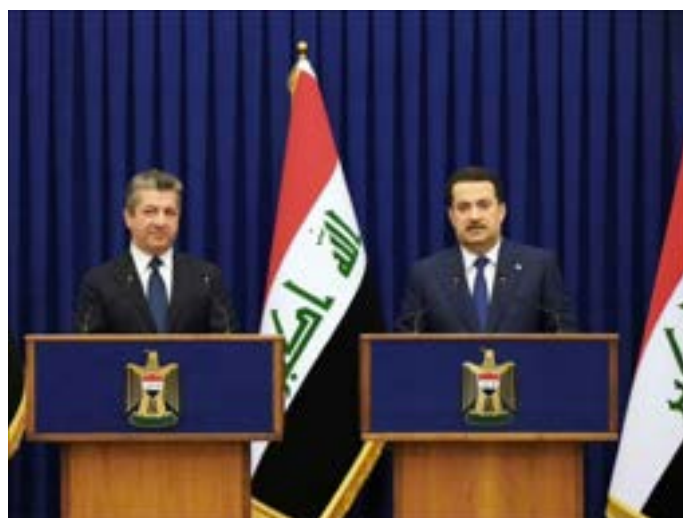
Alors que le gouvernement irakien mise sur un baril à 70 dollars en moyenne pour abonder son budget dans les trois prochaines années, le dossier du pétrole kurde continuait à empoisonner ses relations avec Erbil.

Bagdad était très irrité de voir la région autonome faire cavalier seul en exportant son pétrole vers le port turc de Ceyhan sans percevoir de dividendes.

L'accord a été signé à Bagdad en présence des Premiers ministres irakien Mohamed Chia al-Soudani et kurde Masrour Barzani.

Il prévoit la reprise des exportations du pétrole kurde jusqu'à Ceyhan "aujourd'hui" (mardi), selon un responsable kurde irakien.

Les ventes de pétrole kurde passeront désormais entre les mains de l'Entreprise pétrolière d'Etat irakienne (Somo), et non



Le Premier ministre Mohammed Shia al-Sudani (d) et son homologue kurde Masrour Barzani à Bagdad, le 4 avril 2023
IRAQI PRIME MINISTER'S PRESS OFFICE/AFP - -

plus exclusivement par les autorités du Kurdistan d'Irak, ont indiqué un responsable du gouvernement irakien et une source kurde irakienne sous couvert d'anonymat.

En outre, les revenus des exportations kurdes seront versés sur un compte géré par Erbil et supervisé par Bagdad.

- "Étape vitale" -

Cet accord est "temporaire", a souligné M. Barzani sur Twitter, car il permettra de tenir jusqu'au vote par le Parlement irakien d'une loi-cadre sur le pétrole et le gaz: "Mais c'est une étape vitale pour mettre fin à la longue dispute entre Erbil et Bagdad".

La "dispute" a débordé des seules frontières irakiennes il y a dix jours, lorsque la Turquie a cessé d'importer le pétrole du Kurdistan d'Irak.

Le tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale à Paris avait auparavant estimé que le gouvernement irakien avait raison de vouloir en être le gestionnaire.

En 2014, Bagdad avait intenté une procédure contre son voisin turc auprès de ce tribunal, suite à l'annonce d'Ankara d'importer du pétrole depuis le Kurdistan d'Irak pour l'acheminer jusqu'à Ceyhan.

Faisant fi de l'opposition du gouvernement fédéral, Erbil s'était mis à exporter vers la Turquie. Aujourd'hui, ces exportations se montent à environ 450.000 barils par jour (bpj).

- "Réductions salées" -

L'accord va "donner à Bagdad la possibilité d'être enfin impliqué dans le secteur du pétrole du Kurdistan d'Irak, même s'il ne s'agit pour l'instant que du

volet concernant les ventes", explique à l'AFP Yesar al-Maleki, analyste sur le Golfe au Middle East Economic Survey (MEES).

De son côté, "Erbil va aussi pouvoir augmenter ses revenus en arrêtant d'accorder des réductions salées" sur ses prix, ajoute-t-il.

Le pétrole est la corne d'abondance tant de Bagdad que d'Erbil. Deuxième pays de l'Opep, l'Irak exporte en moyenne 3,3 millions de barils de brut par jour. Et le brut compte pour 90% de ses revenus.

C'est aussi la raison pour laquelle la rivalité entre les deux entités est si âpre.

En théorie, Erbil devrait envoyer à Bagdad une partie de sa production pétrolière pour la commercialiser. En contrepartie, le gouvernement fédéral devrait payer les salaires des fonctionnaires kurdes.

Mais Erbil n'a jamais envoyé son pétrole et se plaint de retards chroniques dans le versement des allocations.

Pilier de l'Opep, l'Irak s'est allié à plusieurs autres pays producteurs, tels que l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats pour annoncer dimanche une réduction de 211.000 barils par jour de sa production dès mai.

Des analystes observent que ces "ajustements volontaires" sont destinés à faire remonter les cours après une récente chute.

Dans la tête de William Malet, le tueur de la rue d'Enghien

L'expertise psychiatrique de celui qui a tué trois membres du centre culturel kurde, à Paris, en décembre 2022, esquisse le portrait d'un homme en proie à un racisme pathologique envers les musulmans, capable néanmoins de développer des griefs ciblant spécifiquement le PKK.

William Malet, raciste pathologique et tueur solitaire déséquilibré ou assassin déterminé brouillant les pistes au service d'une cause dissimulée ? La justice et la communauté kurde continuent à s'opposer frontalement quant à l'appréciation qu'elles portent sur l'assassin de trois membres du centre culturel kurde de la rue d'Enghien, dans le 10^e arrondissement de Paris, le 23 décembre 2022. William Malet, 70 ans, a multiplié les déclarations contradictoires depuis son interpellation sur le lieu de son attaque, nourrissant toutes les interprétations. Tantôt volubile, tantôt mutique, il esquisse des pistes et des explications qu'il annihile en déclarant penser, finalement, être « fou ».

Selon l'expertise psychiatrique de William Malet, révélée par [Le Parisien](#) et que *Le Monde* a pu consulter, réalisée par les docteurs Jean et Zagury le 4 janvier 2023 à la prison de la Santé, où il est placé à l'isolement, le mis en cause ne présente pas de maladie mentale, mais « *il révèle des troubles de la personnalité dans un registre de paranoïa de caractère et de schizoïdie* ». Il « *n'était pas atteint au moment des faits d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes* », mais l'on peut considérer son discernement « *comme ayant été altéré* ». Deux précédentes évaluations psychiatriques, en 2022 et en 2016, n'avaient relevé aucun trouble psychiatrique nécessitant un suivi.

Il est d'autant plus compliqué de cerner William Malet qu'il apparaît dans trois dossiers qui s'enchevêtrent. En 2016, victime de l'intrusion de trois sans-domicile fixe (SDF) qu'il prend pour des cambrioleurs dans sa petite maison délabrée de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), il les blesse grièvement à l'aide d'une dague à gibier. Jugé en première instance, il avait été condamné à douze mois de prison – tout comme les trois SDF d'origine maghrébine ayant pénétré dans son domicile. Le véritable arsenal d'armes à feu découvert au sous-sol de son domicile est confisqué.

Estimant être une victime en état de légitime défense, il dit concevoir à partir de là une « *haine pathologique des étrangers* ». En décembre 2021, il attaque un campement de migrants au parc de Bercy, dans le 12^e arrondissement de Paris, en blesse deux dont un gravement. Assommé par les autres, il est placé en détention provisoire en attendant son jugement. Libéré le 12 décembre 2022, il attaque onze jours plus tard le centre culturel kurde de la rue d'Enghien.

Dépressif et solitaire

Durant sa garde à vue, il disait, selon le compte rendu parcellaire qu'en faisait le parquet de Paris, avoir agi seul. Il expliquait s'être rendu à Saint-Denis pour tuer des étrangers, puis avoir renoncé avant d'opter pour le centre culturel kurde, proche du domicile de ses parents, où il logeait depuis sa sortie de détention. Il affirmait

avoir tué ses victimes au hasard et avoir eu pour projet de tuer le plus possible d'étrangers avant de se suicider. Il se disait dépressif et insomniaque depuis sa sortie de prison.

Face aux psychiatres, William Malet, conducteur de trains à la retraite, se présente comme un être profondément dépressif et solitaire. Il n'a jamais vécu en couple ni eu de relation amoureuse ou sexuelle. On a retrouvé chez lui quelque 200 dessins étranges et macabres représentant des hommes ou des femmes nus en silhouette de profil et blessés par des multiples coups de feu ou coups de couteau et présentant systématiquement un anus en sang. Une expertise complémentaire a été demandée sur ces dessins.

Bon élève jusqu'au lycée, il « *dégingole* » à partir de la 2^e et en conçoit une amertume certaine. Il entre à la SNCF en 1975. William Mallet n'a pas d'ami. Il se présente comme « *timide* ». Pourtant, pour un homme mal dans sa peau et complexé par son surpoids (85 kg pour 1,72 m) et la taille de son sexe, Malet a fait plus que compenser son problème de virilité : ancien du 3^e régiment de parachutistes, où il officiait comme tireur d'élite pendant son service militaire, il a pratiqué le karaté pendant trente ans, s'arrêtant juste avant la ceinture noire, et le tir sportif assidûment dans deux clubs, l'un à Paris, l'autre à Versailles. Il a aussi appris à piloter de petits avions de tourisme.

C'est à l'armée, dit-il, qu'il aurait adopté des idées d'extrême droite. Il a été sympathisant du Front national, « *même lorsqu'il faisait 1 % des voix* ». Lors de son procès en appel, en mars 2023, pour son agression des trois SDF à son domicile, il a expliqué se méfier des Arabes et des musulmans depuis bien avant les attentats de 2015. Il faisait remonter sa haine antimusulmane à la guerre d'Algérie. Il explique aussi avoir appris l'hébreu par admiration d'Israël, qui ne se laisserait « *pas marcher sur les pieds par les musulmans* ». Il connaît aussi le russe et confesse une admiration pour Vladimir Poutine, « *tant qu'il bousillait Daech* » et « *jusqu'à ce qu'il attaque l'Ukraine* ».

Argumentaire très politique

Comme nombre d'activistes d'ultradroite, sa principale passion est le tir sportif, qu'il pratique depuis l'âge de 16 ans. Il parle de ses armes comme de sa seule « *famille* », ses seuls compagnons. Dans son pavillon délabré de Livry-Gargan, la seule pièce impeccable était celle, en sous-sol, réservée aux armes. Leur confiscation aurait plongé William Malet dans la dépression et le désir de se venger. L'arme utilisée dans la tuerie de la rue d'Enghien est un pistolet Colt 45 non enregistré acheté en 2018 à un ami, décédé depuis, de son club de tir. Impossible donc de retracer son parcours.

Alors que le compte rendu succinct de la garde à vue de M. Ma-

let faisait état d'une haine des étrangers pas spécifiquement concentrée contre les Kurdes, face aux psychiatres, il se montre nettement plus explicite. Il reproche aux Kurdes d'avoir participé au génocide arménien. Il reproche au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de mener des actions terroristes en Turquie et dit préférer les Turcs aux Kurdes : « *Les Kurdes, c'est des indépendantistes qui font du terrorisme.* » Enfin, il reproche aux Kurdes de ne pas avoir achevé les prisonniers de l'organisation Etat islamique : « *Soi-disant les Kurdes se battent contre Daech. Ils ont fait des milliers de prisonniers, mais, au lieu de les tuer, ils les récupèrent.* » Un argumentaire très politique, qui ne cadre pas avec sa haine pathologique des étrangers et en particulier des musulmans, arabes ou africains, qu'il livre un peu plus tôt.

« *Cet individu ciblait spécifiquement les Kurdes, il le dit lui-même. Ce n'est pas un raciste isolé* », réagit Agit Polat, porte-parole du Centre démocratique kurde en France (CDKF), dont le siège se trouve au centre culturel kurde de la rue d'Enghien. « *Plusieurs éléments démontrent sa volonté de s'en prendre au PKK [proche du CDKF], ajoute-t-il. A ce stade, on ne peut pas faire le lien entre l'attentat et la Turquie, mais nous remarquons que le tueur utilise les mêmes arguments que l'Etat turc et l'extrême droite turque.* » Pour l'avocat du CDKF, M^e David Andic, « *il y a clairement un caractère terroriste et politique dans cet attentat, comme nous l'avions dit dès le premier jour.* »

William Malet répète à plusieurs reprises avoir voulu commettre un massacre qui l'aurait soulagé et rendu « *célèbre* » avant de se suicider : « *Le monde aurait connu ma souffrance. C'était un message posthume.* » Mais le jour des faits il emporte un anorak dans son sac pour pouvoir changer de vêtements – il porte sur lui un manteau orange facilement repérable – après son



A Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), le 3 janvier 2023, durant la cérémonie en hommage aux trois Kurdes tués à Paris le 23 décembre 2022. HENRIQUE CAMPOS/HANS LUCAS VIA REUTERS

forfait. Plutôt que dénoncer des vérités, M. Malet semble jouer avec les hypothèses. Pourquoi s'être rendu d'abord à Saint-Denis ? « *Il y a plein d'immigrés là-bas, des Arabes, des Noirs.* » Pourquoi avoir renoncé ? La réponse est confuse : son sac, trop grand, n'était pas pratique pour attraper de nouveaux chargeurs et il aurait changé d'avis. Une certitude, il échappe sur place pendant plusieurs minutes aux caméras de surveillance. « *A-t-il rencontré quelqu'un à Saint-Denis ?* », se demandent les parties civiles.

« Pétage de plombs »

Face au juge d'instruction, Grégoire Lefebvre, qui instruit l'attaque du camp de migrants et la tuerie de la rue d'Enghien, William Malet exprime des « *regrets* » – de ne pas s'être suicidé – mais aucun « *remord* » concernant les personnes qu'il a tuées. Il se contente de remarquer qu'il n'en a pas beaucoup tué. Interrogé sur ses dessins, il évoque un « *jeu de rôle* » et le fantasme de « *tuer des gens* » en les empalant. Plus loin, il explique croire à l'existence de bases extraterrestres souterraines aux Etats-Unis.

Spontanément, il qualifie son projet à Saint-Denis et la tuerie de la rue d'Enghien d'« *attentat* ». Le juge lui lit deux fois la définition du mot, insiste sur la dimension politique du geste avant que William Malet ne se rétracte

et opte pour le mot « *attaque* ». Spontanément aussi, il traite le PKK de mouvement « *terroriste* » formé d'« *ultranationalistes* ». « *Ils ont fait des tas de prisonniers [de l'Etat islamique] et ils les ont pas livrés à Bachar Al-Assad et on les récupère en France, ils ont fait venir les femmes et les enfants. Ça c'est du terrorisme qui va se prolonger dans les années qui viennent* », ajoute-t-il. A part le centre kurde, il avait songé à attaquer la mosquée Omar de la rue Jean-Pierre-Timbaud, dans le 11^e arrondissement. Il identifie clairement le centre de la rue d'Enghien comme « *un repaire du PKK* ». « *Les Kurdes, ils m'énervent* », ajoute-t-il plus tard.

A rebours de ses déclarations en garde à vue sur son « *racisme pathologique* », il met son acte sur le compte d'un « *pétage de plombs* » qu'il attribue à son manque de sommeil depuis sa sortie de détention. « *C'est pas vraiment politique, c'est pathologique* », ajoute-t-il. Il dit n'avoir aucun lien avec la Turquie, la Syrie, l'Irak ou l'Iran.

Plus troublant, du point de vue des parties civiles kurdes, William Malet a été détenu pendant une semaine avec un militant kurde du PKK lors de sa détention provisoire pour l'attaque d'un camp de migrants au sabre. Cette information, révélée par *Le Point* et dont *Le Monde* a eu confirmation, nourrit au sein de la communauté kurde le soupçon

d'une vengeance, d'une manipulation ou d'une infiltration sur l'attaque du centre Ahmet-Kaya de la rue d'Enghien. Devant le juge, il reproche seulement à son ancien codétenu de fumer dans sa cellule sans se préoccuper de lui. Interrogé sur le fait qu'il ait pu être manipulé par la Turquie, il répond aux psychiatres : « *C'est plausible mais ce n'est pas vrai.* » Il ajoute : « *J'ai trouvé ça marrant parce que ça met un peu le bazar.* » Une phrase qui résume bien l'état du dossier.

Le centre kurde de la rue d'Enghien attaqué par un mercenaire turc

Jeudi 2 mars à 10 h 15, un individu entre dans le centre kurde Ahmet-Kaya de la rue d'Enghien, à Paris, que vient d'ouvrir une bénévole. Il s'en prend immédiatement aux portraits des trois victimes de l'attaque du 23 décembre placés dans l'entrée. Il les jette à terre et piétine les cadres. Puis il s'enfoncé dans les locaux, casse des meubles, renverse un porte-documents et jette des rayonnages de livres à terre en criant des injures en turc et en arabe. La bénévole appelle à l'aide. La police, en faction devant le centre, intervient alors et arrête l'individu.

Emmené au commissariat du 10^e arrondissement, l'homme est rapidement placé en hôpital psychiatrique dans le Val-de-Marne. La préfecture de police a promis de placer l'agresseur en garde à vue dès sa sortie de l'hôpital psychiatrique.

Des sources kurdes ont identifié l'assaillant comme Osman G., un Turc ayant travaillé pour la société militaire Sadat, l'équivalent turc de la [milice privée Wagner en Russie](#). Une forme d'auxiliaire très proche des autorités. Osman G., identifié sur une vidéo YouTube, y confesse avoir combattu pour le président Erdogan [lors de la tentative ratée de coup d'Etat de 2016](#). Il ajoute avoir servi à Chypre et en Syrie pour la compagnie Sadat.



AVEC AFP
5 Avril 2023

Séisme en Turquie : Les forces de l'ordre commettent des abus dans la zone détruite, selon Amnesty International

enquête Selon les informations de l'ONG, une personne serait morte en détention après avoir été torturée

Des forces de l'ordre déployées dans la région de Turquie dévastée par les tremblements de terre du 6 février, ont frappé, torturé et soumis à d'autres formes de mauvais traitements des personnes qu'ils soupçonnaient de vol et de pillage, ont déclaré Amnesty International et Human Rights Watch mercredi 5 avril. Une personne est morte en détention après avoir été torturée.

Dans plusieurs cas, ces policiers, gendarmes ou militaires ne sont pas intervenus afin d'empêcher des individus d'agresser violemment d'autres personnes qu'ils soupçonnaient, semble-t-il, de crimes.

« On vous tuera et on vous enterrera sous les décombres »

Amnesty International et Human Rights Watch ont recueilli les propos de 34 personnes et, lorsque cela était possible, examiné des séquences vidéo se rapportant à 13 cas de violences perpétrées par des policiers, des gendarmes – dans les zones rurales – ou des soldats déployés dans la zone, qui concernent 34 hommes victimes.

Des chercheurs et chercheuses ont recueilli d'autres témoi-



Les séismes ont fait plus de 40.000 victimes. — Rebecca-Alexie Langard

gnages et visionné des vidéos montrant d'autres personnes se faire rouer de coups par les forces de sécurité, mais n'ont pas été en mesure de pleinement confirmer ces événements. Les personnes interviewées incluent 12 victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements, deux personnes menacées d'une arme par des gendarmes, ainsi que des témoins et des avocats.

Un Turc a déclaré qu'un gendarme l'a menacé, lui disant : « Il y a un état d'urgence, on vous tuera [...] On vous tuera et on vous enterrera sous les décombres. » Un Syrien a déclaré qu'un commissaire, à qui

il avait signalé qu'un policier lui avait donné un coup de poing au visage, lui a dit : « C'est l'état d'urgence ici. Même si ce policier vous tue, il n'aura pas de comptes à rendre. Personne ne pourrait rien lui dire. »

Des victimes « forcées » à avouer des crimes

Le 17 mars, Amnesty International et Human Rights Watch ont écrit aux ministres turcs de l'Intérieur et de la Justice. Les deux ministères ont déclaré que le gouvernement turc applique des règles de tolérance zéro face aux actes de torture,

et que les conclusions d'Amnesty International et de Human Rights Watch étaient « de vagues affirmations dénuées de bases factuelles ».

La plupart des victimes ont dit avoir été appréhendées par des groupes de policiers, de gendarmes ou de soldats alors qu'elles prenaient part à des opérations de recherche et de sauvetage dans des bâtiments détruits par les secousses, ou qu'elles traversaient certains quartiers d'Antakya.

Dans la majorité des cas, les victimes n'ont pas été placées en détention officielle, mais ont immédiatement été frappées ou forcées à se coucher au sol ou à s'agenouiller, parfois menottées, tandis qu'on les rouait de coups de pied, les giflait et les insultait de manière prolongée. Certaines ont été forcées à « avouer » des crimes. Seuls deux cas ont donné lieu à une enquête contre les victimes pour de prétendues infractions, ce qui fait sérieusement douter qu'elles aient réellement été soupçonnées d'avoir agi illégalement.



Duvar English
April 05 2023

Former HDP MP İdris Baluken released from jail seven years later

Kurdish politician and former HDP lawmaker İdris Baluken has been released after serving 7 years in jail on "terrorism charges." Baluken was detained and jailed on Nov. 4, 2016 when he was serving as the HDP group deputy chair.

Former Peoples' Democratic Party (HDP) Diyarbakır deputy İdris Baluken has been released from Ankara's Sincan Prison after seven years in prison, ac-

ording to [reporting](#) by online news outlet T24.

The HDP released a statement saying, "Our former Group Deputy Chair and Diyarbakır Lawmaker Mr. İdris Baluken completed his time and was released from jail."

Baluken was detained and jailed on Nov. 4, 2016 when he was serving as the HDP group deputy chair. He stood trial at the Diyarbakır 8th Heavy Penal Court and received a sentence

of nine years and two months in prison.

Baluken was accused of "praising the crime and criminal, making terror organization propaganda, committing a crime on behalf of the organization despite not being its member, insulting the Turkish nation, Turkish Republic state, and explicitly insulting the state's organizations."

During the trial process, Baluken was released from prison on

Jan. 30, 2017 but was rejailed 22 days later on Feb. 21, 2017 upon an appeal filed by the Diyarbakır Chief Public Prosecutor's Office.

The HDP is the second-largest opposition party in the Turkish Parliament.

The party's former co-chairs Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ have been jailed since Nov. 4, 2016, again under the same charges of "terrorism."



April 05 2023

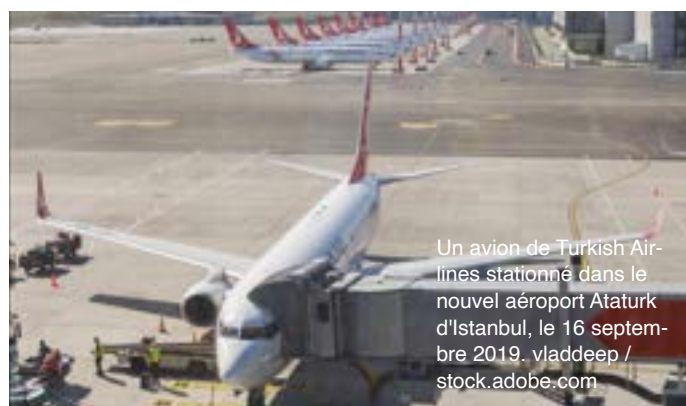
Turquie : le pays a fermé son espace aérien pour les vols en provenance d'une ville du Kurdistan irakien

La Turquie a fermé lundi son espace aérien aux vols en provenance et à destination de Souleimaniyeh, au **Kurdistan irakien**, a annoncé mercredi le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

«L'espace aérien turc a été fermé aux véhicules aériens qui utilisent l'aéroport international de Souleimaniyeh en Irak à partir du 3 avril», a affirmé le ministère. «Cette décision a été prise dans le cadre de l'intensification des activités du PKK à Souleimaniyeh, de l'intrusion de l'organisation terroriste à l'aéroport et de la menace qui pèse sur la sécurité aérienne», a-t-il ajouté.

Mouvement classé «terroriste»

La fermeture de l'espace aérien turc est prévue pour durer jusqu'au 3 juillet prochain mais elle sera «reconsidérée à la lumière des événements» qui se produiront jusqu'à cette date, a affirmé le ministère.



Un avion de Turkish Airlines stationné dans le nouvel aéroport Ataturk d'Istanbul, le 16 septembre 2019. vjaddeep / stock.adobe.com

Sollicité par l'AFP, le gouverneur de la province de Souleimaniyeh, Haval Abou Bakr, a appelé Ankara à «réviser» sa décision. «Je peux vous affirmer que Souleimaniyeh et son aéroport sont sûrs», a-t-il dit, ajoutant que des «initiatives» étaient en cours avec les parties prenantes. D'après Dana Mohammed, porte-parole de l'aéroport, d'ordinaire, un vol quotidien civil relie Souleimaniyeh et la Turquie.

Neuf combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS),

dont un de ses commandants de haut rang, avaient péri mîmars dans le crash de deux hélicoptères causé par le mauvais temps dans le nord de l'Irak, avait annoncé cette coalition dominée par les Kurdes, alliée des États-Unis. De leur côté, les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien avaient déclaré qu'un seul hélicoptère s'était écrasé au sol, tuant au moins cinq personnes et affirmant que certaines des victimes étaient membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mouve-

ment classé «terroriste» par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Le PKK n'avait pas confirmé cette information et les causes de ce drame n'avaient pas été communiquées. Parmi les victimes figurait le chef de la section antiterroriste des FDS, Shervan Kobani. Selon les FDS, la délégation se rendait au Kurdistan irakien pour «échanger des informations militaires et de sécurité».

Les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste État islamique (EI) chassé de ses fiefs en Syrie en 2019, avec l'aide de la coalition internationale menée par Washington. Elles constituent de facto l'armée de l'administration kurde qui contrôle le nord-est de la Syrie. La Turquie qualifie de «terroriste» la principale composante des FDS, les YPG (Unités de protection du peuple), qu'elle considère comme une extension du PKK.



April 6, 2023

The Lost and Untold History of the Kurds

Interview with Soran Hamarash

The Washington Kurdish Institute (WKI) hosted Soran Hamarash, the author of [The Lost and Untold History of the Kurds](#): Rediscovering the Beginning of the Western Civilization and the Origin of the Indo-European Languages.

Soran Hamarash, a Kurdish writer, academic, historian, and linguist, has devoted almost 30 years of his life to studying the Kurds and their history. His book takes readers on a comprehensive journey through the beginnings of writing and agriculture, which are integral to the earliest civilizations and the history of the Kurds.

Hamarash argues that the modern foundation of our understanding of ancient history and civilization was not established for the purpose of knowing the past, but rather to serve ideological, religious, and political agendas. This has led to non-objective approaches among scholars, resulting in a selective and isolated treatment of people in historical records. As a consequence, the existing historiography does not reflect the organic nature of human society, leading to significant misunderstandings about ancient history and a lost and untold history for the Kurds.

Interview excerpt:

WKI: Soran, if you want to expand on what you studied, what you found, and the main gist of your book, I think that'd be great.

Soran: The history of the Kurds has been written by outsiders. Obviously that's not entirely negative, but I mean that Kurds have not written their history properly until now. What you

see currently in academia is that Kurds are stereotyped. For example, if you look at the Encyclopedia Britannica – one of the biggest encyclopedias in the world – it introduces the Kurds as being nomadic until the 20th century. It says they were herders in the mountains until they fell under the control of the colonial powers. And that forced the Kurds to have a settled life and start practicing agriculture. Prior to the 20th century, according to general academia, Kurds were nomads in these mountains.

But when you look at the evidence, you see an entirely different people. We have books written 1200 years ago that introduce Kurds entirely differently. I was a young man and I looked at myself before I looked to the Kurds because I had a parallel life at home. We were Kurds. My father told me, 'We are Kurds and we should stay Kurds.' But he didn't give me more. When I was going to school, we would read in history books that we didn't exist. There were two worlds where my existence was disputed: in the world of history books we didn't exist, but at home we did exist. This contradiction made me read from an early age to start understanding why this happens.

For me, the history of humanity is connected in every way. To understand, I studied ancient religion, English people, French people, I wanted to understand them because all humanity somehow is connected. For example, there was a prophet called Mani. This prophet, prior to Islam, was well known around the world. His father and mother were from Hamdan. Those areas were part of Kurdish territory. He came from that family

and his religion spread from China to Europe. He was influential.

We didn't appreciate this connection. That's why I didn't focus on understanding the Kurds: because I studied all these different religions and nationalities that helped me to see the Kurds within the bigger picture of the history of the Middle East and history of Europe as well. That the Middle East and Europe are very much connected is not visible. But when you dig deeper you understand how words travel for example a Sumerian word like "grí" in Sumerian means cry. Grí means cry, and it changed in English to become cry. And in French something like that. I can't remember all these words. And you can find in Italian different forms slightly the meaning changes. That's understandable for words when spread around the world they lose part of their meaning but remain within the same circle of languages. This is the story of how I started understanding the Kurds.

WKI: The Kurdish people have struggled for centuries with acknowledgement as a separate identity. How does this struggle appear in this long view of the history out of Kurdistan?

Soran: Let's go back to the first World War. After the First World War, the colonial powers were informed by their institutions. These institutions lacked a deep understanding of the Middle East because they were accessing mainly the Greek historiography and knowledge obtained from the Bible. The two main sources for understanding the Middle East were Biblical and Greek historiography. And these two are imbalanced. It doesn't tell us the en-

tire history of the region. Kurds in that imbalanced history didn't exist. When they drew the map, Kurds were not acknowledged. We have to always understand that policymakers and those who make decisions consult historians and history as part of that. When they came to the Middle East, these colonial powers had a very poor understanding of reality, and their policy and politics was based on that.

In everything you touch about the Kurds, you have to challenge established views. The current academic view says Kurds were nomadic until 800-900 years ago. But the Kurds wrote their history during the ninth century. Major books on science and mathematics were written by Kurds, but then those books disappeared. When I say disappeared, many sources were intentionally destroyed in the Middle East to mislead the people.

The academic perspective states that the Kurds did not know themselves as a distinct ethnicity until 300-400 years ago. They claim that Sorani dialect was not a written language until 300 years ago. This is something you can see in Cambridge, at Harvard. I will show a poem in Sorani written 900 years ago. And every day, new manuscripts appear which show everything about Kurdish history is wrong now because Kurds are the beginning. Kurdistan – historians agree and they call [this area] the cradle of mankind. Kurds live in the land that hosted the story of Abraham, of Noah... everything is on the land of the Kurds.

But Kurdistan is studied in isolation from this and history. This book is trying to address that.

The good thing, though, is that this book is not just there to sit on a bookshelf. I'm a storyteller. I love talking about these stories. It's a history of the Kurds, but it's the history of humanity as well. Because through Sumerian, we can understand many things. For example, the crescent you see on the mosque – they call it an Islamic symbol, but that was a symbol of a Sumerian God, the star and the crescent. You can see that star and crescent on the emblem of cities in Europe. In the UK city of Portsmouth, on the emblem of cities in Germany, in Poland, and on Roman and Sassanid coins. This Sumerian symbol is currently called Islamic, but it's not Islamic.

WIKI: So the historical record and the historiography around this record has excluded or minimized Kurds, but when you mention connections between

the modern Kurdish identity and the past, I wonder if you have a few examples of those throughlines?

Soran: Understanding the Kurds requires an open mind. If you follow the conventional method, you won't understand it. For example, spitting happens in Kurdish culture, and I remember seeing my father spitting, but he always stamped on it immediately and I didn't know why. And I read that it's a Sumerian custom. You're never allowed to spit without stamping on it. My father was doing it unconsciously. Even the bread – the kneading of the bread – the word for barley and other agricultural words – after 5,000 years – we still use them. When I speak here at home, 60% of the words are found in Sumerian and a few found in Hittite, the Median language. We don't have many details of the Sume-

rian language, but we still have a reasonable number of words which can tell us aspects of grammar and especially horse-related vocabularies. They're entirely Kurdish.

Everything we see now can be connected to the past. When you saw ISIS and the Kurds – that ultimate contradiction of woman fighting uncovered. And you see where women were forced to stay at home. I traced that back 5,000 years in laws and the Kurdish custom of not covering heads and the custom of covering heads by ISIS and those people who are linguistically and culturally connected to ISIS. Their law says do not go out without a veil. This is Akkadian. And as Syrian texts say married women cannot leave home without fail. While the Sumerian, Julian, and Median women never covered. And they were able to partici-

pate in business while women of Akkadian and Erian were not allowed to do any business.

They were controlled by men. I traced everything from the Kurdish female fighters through female fighting throughout history. There are 50 men counted in one village in Kurdistan holding their mother's surname instead of their father's. I have evidence of a Kurdish prince using his mother's surname 1000 years ago, and again 200 years ago. Throughout history there are important figures in Kurdistan and nobody knows that the name they use is their mother's name. Women had power in Kurdish society during the last hundred years. The attempts by the Iranian, Iraqi, Turkish, and Syrian governments to assimilate the Kurds changed part of that culture. Everything you see now is connected to the past.

FINANCIAL TIMES

Ayla Jean Yackley
April 5.2023

Kurds will be decisive': Erdoğan opponent piles on Turkey election pressure from prison

Selahattin Demirtaş says Turkey's opposition has its best-ever chance to oust president in May polls

One of Recep Tayyip Erdoğan's most prominent opponents has spoken out from his prison cell to urge Turkey's opposition to seize its best chance yet to unseat the country's president.

Selahattin Demirtaş, who led the leftwing Peoples' Democratic party (HDP), Turkey's third-biggest political group, before he was jailed in 2016 on charges of supporting terrorism, said a unified opposition that included Kurds could prevent a descent into "dictatorship".

"Step by step, Turkey has moved towards an authoritarian regime. If Erdoğan wins this [election](#), Turkey will have



Kurds celebrating Newroz, which marks the arrival of spring, display images of jailed opposition leader Selahattin Demirtaş © Murad Sezer / Reuters

transitioned to a new kind of dictatorship,” Demirtaş said in response to questions submitted through his lawyer.

“Erdoğan has managed to stay in power by dividing society... The opposition’s unity as it goes to the polls is not only important to eliminate this polarisation but to win the election.”

The votes of Turkey’s Kurdish minority, who make up about 18 per cent of a population of 85mn, will be pivotal in presidential and parliamentary elections set for May 14. Erdoğan, who has been in power for 20 years, is lagging behind in polls for the first time ever ahead of a national election.

The HDP, whose base is mostly Kurdish, has not formally joined the six-party coalition backing centre-left Republican People’s party leader [Kemal Kılıçdaroğlu](#) for president. But it has opted not to nominate its own candidate to avoid splintering the opposition vote.

“No party that does not receive the support of Kurdish voters has ever come to power. Kurds will be decisive in this election as well,” Demirtaş said.

But Demirtaş, who wields influence over the HDP grassroots through tweets posted by his lawyers, said he had not decided whether to back Kılıçdaroğlu in his bid to end Erdoğan’s two-decade rule.

The Turkish president faces his toughest election test yet as a cost of living crisis and the state’s response to February’s [earthquakes](#) erode support for his ruling Justice and Development party (AKP).

Yet polls indicate Kılıçdaroğlu will fall short of the simple majority needed to clinch the race in the first round, and the HDP’s supporters are seen as a crucial swing vote.

The government has conducted a crackdown on the Kurdish political movement since the 2015 collapse of a peace process with the armed Kurdistan Workers’ party (PKK). The illegal



Kemal Kılıçdaroğlu, centre, is heading a six-party opposition alliance in a bid to unseat Turkish president Recep Tayyip Erdoğan © Adem Altan/AFP/Getty Images

group has waged a four-decade insurgency in pursuit of autonomy in which more than 40,000 people have died and is designated a terrorist organisation by the US and EU.

Erdoğan has called Demirtaş, who has twice challenged him for the presidency, a “terrorist” and rejected accusations of autocratic rule, pointing to his half-dozen electoral victories since 2003. The president’s critics accuse him of using the courts to punish political rivals and of dismantling democratic norms.

Turkey has ignored a 2020 European Court of Human Rights order to free Demirtaş, a former human rights lawyer who was convicted on the basis of political speeches that often targeted Erdoğan.

The HDP is fielding its parliamentary candidates under the banner of its sister Green Left party to sidestep a potential ban at the constitutional court over allegations it supports the PKK. The HDP took 10.7 per cent of the vote in the 2018 election and now polls about 12 per cent.

Kılıçdaroğlu, who belongs to

the minority Alevi faith in the mainly Sunni Muslim country and was born in a largely Kurdish province, was “making a sincere effort on change and democracy”, Demirtaş said. Kurds “value a common presidential candidate” and were “hopeful” about Kılıçdaroğlu’s campaign, but they would wait to see how it unfolded before making a choice, he said.

Kılıçdaroğlu’s electoral alliance, which includes rightwing and religious parties, has declined to formally embrace the HDP, deterred by perceptions among nationalist voters that it supports the PKK. The party denies links with the militants and advocates for a negotiated settlement to the conflict.

The Islamist-rooted AKP traditionally attracted about a third of Kurdish voters, but conservative Kurds have cooled towards Erdoğan over the rollback of their earlier political and cultural gains.

Demirtaş’ political career reflects the narrowing of the Kurdish political space in Turkey. In 2015, the HDP worked with the government to mediate with the PKK and Demirtaş canvassed for votes on a bicycle and appeared on TV talk shows strum-

ming a folk instrument. The HDP went on to win a record 6mn votes, depriving the AKP of enough seats for single-party rule for the first time.

But within weeks, the peace process shattered and Erdoğan forced an election rerun to recapture control. Despite a campaign promise that he could help end the violence, Demirtaş’ calls to the PKK to lay down its weapons went unheeded, and a year later he was jailed.

In prison, near the Greek border some 1,000km from his hometown of Diyarbakir, Demirtaş has written five works of fiction, including the short-story collection *Dawn*, which has been translated into a dozen languages and won him two literary prizes. In 2018, he ran a quixotic bid for president, staging “town halls” on Twitter from his jail cell. The government said this year that it was considering ways to bar prisoners from social media.

“I never gave up politics in prison and try to be actively involved in the struggle,” Demirtaş said. “Erdoğan openly says he will keep me in jail. We’ll see whether he can still say that after the election.”

LE FIGARO

6 Avril 2023

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov est arrivé en Turquie

Le ministre russe des Affaires étrangères **Sergueï Lavrov** est arrivé en **Turquie jeudi**, selon une source officielle turque, pour des entretiens sur l'accord de juillet 2022 sur l'exportation des **céréales ukrainiennes** par la mer Noire. Sergueï Lavrov a rencontré son homologue turc Mevlut Cavusoglu lors d'un dîner de rupture du jeûne du Ramadan dans la capitale Ankara. Il doit donner une conférence de presse conjointe avec Mevlut Cavusoglu puis rencontrer le président **Recep Tayyip Erdogan**.

Reprendre les pourparlers de paix

La Turquie, membre de l'OTAN, tente de persuader la Russie et l'Ukraine de reprendre les pourparlers de paix, espérant ainsi tirer parti des efforts diplomatiques déployés l'année dernière. «*Malgré la complication de la situation internationale, le dialogue politique russo-turc, principalement au niveau des chefs des deux États, se poursuit*», a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué publié

avant le début de la visite de Sergueï Lavrov.

Le chef de la diplomatie russe, qui s'est rendu en Turquie pour la dernière fois en juin, doit également discuter avec les responsables turcs de l'accord sur les céréales, qui, selon le ministère russe des Affaires étrangères, a été prolongé «*dans un geste de bonne volonté pour soixante jours supplémentaires*». La Turquie a demandé une prolongation de 120 jours, conformément à l'accord initial. L'Ukraine est l'un

des principaux producteurs de céréales au monde.

L'accord négocié par Ankara et les Nations unies en juillet 2022 a pour l'instant permis l'exportation de plus de 25 millions de tonnes de céréales. Le président russe Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan entretiennent des relations étroites, soit par téléphone, soit lors de rencontres en tête-à-tête. L'année dernière, ils se sont rencontrés quatre fois.

LE FIGARO

6 Avril 2023

Quatre femmes et dix enfants canadiens de djihadistes rapatriés de Syrie

Mercredi 5 avril, l'administration kurde a annoncé le rapatriement de plusieurs jeunes femmes et enfants détenus dans les camps du nord-est de la Syrie.

Les **autorités kurdes du nord-est de la Syrie** ont annoncé avoir remis mercredi à une délégation canadienne quatre femmes et dix enfants canadiens de djihadistes du groupe État islamique (EI).

«*Mercredi 5 avril, quatre femmes et dix enfants de jihadistes étrangers de Daech (acronyme arabe de l'EI, NDLR), qui se trouvent dans le camp de Roj ont été remis à des représentants du ministère canadien des Affaires étran-*

gères», a déclaré jeudi à l'AFP Khaled Ibrahim, un responsable de l'administration kurde. Il a précisé que «*les femmes ont entre 26 et 35 ans, et les enfants entre trois et 11 ans*». Il s'agit de la quatrième opération de rapatriement menée par le gouvernement canadien de ses ressortissants détenus dans les camps du nord-est de la Syrie, a ajouté M. Ibrahim.

Rapatriements au compte-goutte

Le 21 janvier, la Cour fédérale canadienne avait ordonné au gouvernement de rapatrier 23 de ses ressortissants, dont 19 femmes et enfants détenus dans les camps d'al-Hol et de Roj depuis des années, sans préciser à quel moment ils se-

raient rapatriés ni quelles poursuites à leur encontre. Jusque-là, le gouvernement de Justin Trudeau avait traité cette question au cas par cas et, en quatre ans, seule une poignée de femmes et enfants ont été rapatriés.

Depuis la fin en 2019 du «*califat*» mis en place par l'EI en Syrie, le rapatriement des femmes et des enfants de djihadistes issus de ses rangs est une question très sensible dans de nombreux pays. De nombreuses ONG dénoncent le manque de courage des gouvernements, alors que ces proches de djihadistes, dont des milliers d'enfants, vivent dans les camps d'al-Hol et Roj, contrôlés par les Kurdes, où la

violence est endémique et les privations nombreuses. Les forces kurdes, soutenues par la coalition internationale antidjihadistes, ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI, qui avait fait régner la terreur dans certaines parties du territoire syrien.

L'ONG Human Rights Watch (HRW) avait indiqué en janvier qu'il restait une trentaine de Canadiens dans des camps en Syrie. En octobre dernier, le Canada avait rapatrié deux femmes et deux enfants détenus en Syrie. En 2020, Ottawa avait permis le retour d'une fillette orpheline de 5 ans, après que son oncle eut intenté une action en justice contre le gouvernement canadien.



07 Avril 2023

En Iran, l'état du rappeur emprisonné Toomaj Salehi nécessite des soins médicaux "urgents"

Célèbre pour ses chansons critiques du pouvoir iranien, le rappeur Toomaj Salehi, en prison depuis le 31 octobre en Iran, a été sévèrement torturé et a besoin de traitements médicaux, dénonce une ONG. Le jeune musicien qui risque la peine de mort, est non seulement privé de soins, mais aussi d'accès à un avocat de son choix.

Célèbre pour ses chansons critiques du pouvoir iranien, le rappeur Toomaj Salehi, en prison depuis le 31 octobre en Iran, a été sévèrement torturé et a besoin de traitements médicaux, dénonce une ONG. Le jeune musicien qui risque la peine de mort, est non seulement privé de soins, mais aussi d'accès à un avocat de son choix.



Le rappeur iranien Toomaj Salehi, dans l'un de ses clips postés sur Youtube avant son arrestation. © capture écran Youtube / @ToomajSalehi

Le Centre pour les droits humains en Iran (CHRI) tire la sonnette d'alarme. Le rappeur iranien, [Toomaj Salehi](#) a besoin d'un traitement médical "d'urgence", a indiqué jeudi 6 avril cette ONG basée à New York. Arrêté fin octobre après avoir exprimé son soutien aux manifestations hostiles au pouvoir en Iran, ce jeune musicien risque la peine de mort en Iran.

Selon plusieurs sources en Iran proches de Toomaj Salehi, il "a demandé un traitement médical d'urgence qui ne peut être fourni à l'intérieur de la prison", a rapporté le CHRI.

Le rappeur est accusé par la justice iranienne de "corruption sur terre", ce qui le rend passible de la peine capitale en Iran. La cause ? Il a fortement soutenu les protestations anti-régime depuis [la mort de Mahsa Amini](#), via des chansons centrées sur des problématiques sociales.

"Toomaj est le seul rappeur iranien qui parle des classes ou-

vières et des défavorisés. Ses textes sont politiques et très beaux. C'est un poète dont les mots n'appellent pas à la violence mais ils appellent au réveil", estime la célèbre auteure de "Persepolis", [Marjane Satrapi](#), qui milite pour la libération de l'artiste. "Il est devenu un symbole pour tout un pays. La libération de Toomaj voudrait dire la libération de la parole en Iran", souligne-t-elle sur France 24.

Pas d'accès à une défense équitable

Le jeune homme de 33 ans, [incarcéré depuis le 31 octobre](#), est détenu à l'isolement à Dastgerd (centre), mais n'a pas accès à une défense équitable. Il s'est vu refuser l'avocat de son choix et n'a pas eu le droit de préparer sa propre défense, a dénoncé l'ONG.

"Il a besoin d'urgence d'une

pression internationale intense et coordonnée pour sa libération, comme le nécessitent beaucoup d'autres détenus et prisonniers politiques en Iran", a affirmé le directeur du CHRI, Hadi Ghaemi.

Immédiatement après son arrestation en octobre, une vidéo avait été diffusée par l'agence officielle Irna, montrant un homme tatoué se présentant comme Toomaj Salehi, un bandeau sur les yeux, des bleus sur le visage, qui s'excusait de son soutien au mouvement anti-régime.

"On a toutes les raisons de penser qu'il peut s'agir d'aveux extorqués", a indiqué sur France 24 son avocat français, Dylan Slama, qui a déposé une plainte devant le [Conseil des droits de l'Homme de l'ONU](#).

Une plainte pour "sauver la vie de ce jeune homme" et aussi

relancer la mobilisation internationale, commente Maître Slama. "Nous pouvons agir de l'extérieur", explique-t-il, "à un moment donné, le régime iranien ne pourra plus se permettre de rester sourd et aveugle à ce qu'il se passe".

Urgence médicale

Le rappeur a été "sévèrement torturé" les premiers jours suivant son arrestation : son œil gauche a été sérieusement blessé par des coups à la tête et sa cheville droite a été cassée, a confié une source – non citée pour des questions de sécurité – au CHRI.

Sa famille n'a pas eu la permission de l'emmener à l'hôpital, a poursuivi cette source.

L'Iran est secoué par un mouvement de contestation depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans détenue par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant notamment aux femmes le port du voile.

Quatre hommes ont été exécutés jusqu'ici pour des faits commis en lien avec ces manifestations.

Selon l'ONG basée en Norvège, Iran human rights (IHR), au moins 537 personnes ont été tuées par les forces de sécurité iraniennes dans la répression de ce mouvement.



par Michel Winock
07 Avril 2023

Iran: la plus grande révolution féministe de l'Histoire

En Iran, la révolution des femmes a fait tâche d'huile, entraînant la population des deux sexes contre un régime dans lequel elle ne se reconnaît plus. Et remet en cause l'accusation de l'Occident par les mollahs. "Notre ennemi est ici. Ils mentent en disant que c'est l'Amérique", souligne notre éditorialiste Michel Winock.

La révolution en Iran, éclatée en septembre dernier, a disparu de nos écrans. La férocité de la répression paraît l'avoir annihilée : 600 manifestants tués, dont 60 enfants, près de 30 000 arrestations, environ 20 000 jeunes emprisonnés, une centaine de condamnés à mort... Le régime des mollahs s'est coupé de la société, mais il la domine encore. La révolution n'est pas morte pour autant. Deux publications, la revue *Esprit* et le magazine *L'Histoire* (un magazine du groupe Croque futur auquel appartient *Challenges*) viennent nous rappeler à son actualité.

Toute révolution survient de causes multiples, économiques, sociales, culturelles, politiques, et la révolution iranienne n'y échappe pas. Reste qu'elle a été et demeure une révolution des femmes, dont Jina Mahsa Amini, la jeune Kurde victime d'un crime d'Etat pour n'avoir pas su porter son voile "correctement", restera à jamais la figure emblématique.

Cette révolution des femmes a commencé depuis longtemps. Elle a d'abord été

souterraine, invisible, repérée seulement par les démographes. Dans cette société patriarcale qu'était l'Iran, les femmes étaient vouées à devenir ou à rester des mères au foyer. Six ou sept enfants, c'était la progéniture moyenne des familles avant la révolution islamique de 1979. Or le taux de fécondité n'a cessé de s'affaiblir depuis les années 1990, jusqu'à atteindre 1,7 enfant de moyenne par femme en 2019, un taux inférieur à celui de la France. Marie Ladier-Fouladi parle à ce sujet, dans son article de *L'Histoire*, d'une "sécularisation par le bas", d'une forme d'insurrection intime contre les injonctions populationnistes du régime et, par là même, un acte de résistance.

"Femme, vie, liberté"

Une nouvelle génération féminine s'est dressée contre les tabous et les diktats du pouvoir. Eduquée, elle a eu accès aux études supérieures : un tiers des jeunes femmes en 2016, contre 1,5 % en 1976. Alors que le régime a abaissé l'âge légal du mariage à 10 ans pour

les filles, l'âge moyen du premier mariage a reculé, passant de 19,7 ans en 1976 à 24 ans en 2016. En 2006, était lancée la pétition contre les lois discriminatoires dont les femmes étaient victimes : d'invisible, la révolution féministe devient publique. Plus tard, au moment de la réélection frauduleuse d'Ahmadinejad, elles participent massivement au Mouvement vert qui la remet en cause.

Le slogan de cette nouvelle génération - « Femme, vie, liberté » - qui a donné son nom à ce qui n'est plus une contestation dans le cadre du régime, mais une révolution qui en appelle à sa destruction, est un programme explicite. L'émancipation des femmes passe par la liberté entre les deux sexes, liberté juridique contre la jurisprudence islamique, liberté politique, liberté des comportements. La vie, c'est la revendication de la joie de vivre contre la « culture de mort de la théocratie chiite » (Farhad Khosrokhavar, *Esprit*), c'est le droit de s'habiller comme on veut, de chanter et de danser. La liberté, c'est à la fois la liberté individuelle et la liberté politique contre la dictature, l'as-

piration à un régime démocratique.

"À bas le dictateur !"

La révolution des femmes a fait tâche d'huile, entraînant la population des deux sexes contre un régime dans lequel elle ne se reconnaît plus, "un *nous* du peuple qui ne veut plus de l'ordre établi par la république islamique" (Chowra Makaremi, *Esprit*) "À bas le dictateur !" La jeunesse est aux avant-postes. Parfaitement adaptée à la révolution numérique, elle utilise de main de maître les réseaux sociaux, se met en contact avec la diaspora iranienne, forte de trois millions d'individus dans le monde. Elle remet en cause l'accusation de l'Occident par les mollahs. "Notre ennemi est ici. Ils mentent en disant que c'est l'Amérique."

Peut-être voyons-nous en Iran se produire la plus grande révolution féministe de l'Histoire, qui a réussi à entraîner la majeure partie d'une population contre un régime totalitaire. La femme est l'avenir de l'homme iranien. Un formidable mouvement qui n'est pas près de s'éteindre.

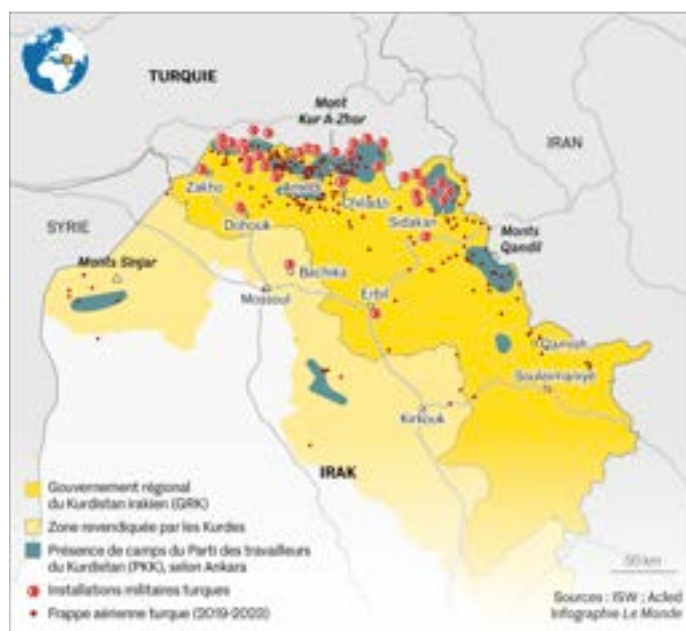
Au Kurdistan irakien, la Turquie traque le PKK au-delà de ses frontières

Enquête : L'armée turque poursuit sur le sol de son voisin irakien sa lutte sans merci contre les séparatistes du PKK. Au Kurdistan irakien, elle profite des divisions politiques et de la faiblesse du gouvernement fédéral pour installer ses troupes et déployer ses drones.

Sur la ligne de crête du Kur A-Zhor, mont qui domine la ville de Chiladzi, au cœur du Kurdistan irakien, se détachent les contours menaçants d'avant-postes turcs. L'apparition, au printemps 2022, de ces installations militaires a contrarié les espoirs de paix dans cette région agricole de la province de Dohouk. Il y a quelques années encore, ces paysages vallonnés, constellés de rivières, étaient prisés des touristes irakiens cherchant à échapper aux températures caniculaires. Mais la guerre sans merci opposant Ankara aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) gagne du terrain.

Déjà, le 19 juin 2020, un drone turc avait largué une charge meurtrière à l'orée de la ville. Azad Mahdi, Moukhlis Adam et Deman Omar, trois villageois partis pique-niquer après leur journée de travail, avaient été tués dans leur voiture, au moment de passer un barrage du PKK. Aujourd'hui, les habitants de Chiladzi sont à portée des soldats turcs postés sur les hauteurs. La ville et les hameaux voisins vivent désormais coupés des terres qui s'étendent au nord, jusqu'à la frontière turque éloignée d'une trentaine de kilomètres à vol d'oiseau. La zone a été vidée de sa population, qui n'a plus le droit d'y pénétrer.

« Avant, ils se battaient à la frontière. Le PKK vient vers nous, les Turcs les pourchassent, et ils se rapprochent de jour en jour », s'inquiète Rizgav Obeid, maire de Chiladzi. Dans cette partie de la région autonome du Kurdistan d'Irak, où le parti de Massoud Barzani (Parti démocratique du



Kurdistan, PDK) et son puissant service de renseignement règnent en maître, on pèse ses mots avant d'assigner les blâmes. « Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus, seulement deux parties étrangères qui occupent notre pays, déplore l'édile, lui-même élu du PDK. Nous voulons qu'ils se retirent, mais comment une petite région comme la nôtre pourrait-elle imposer sa volonté à la Turquie ? »

Carte blanche

A Erbil, le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a laissé carte blanche à l'armée turque pour traquer les séparatistes du PKK – étiquetés terroristes par Ankara, mais aussi par les Etats-Unis et l'Union européenne –, qui ont établi des bases arrière dans le nord de l'Irak. Une politique qui a permis à la région de renforcer son économie, très dépendante du pétrole qu'elle exporte via la

Turquie. Le GRK ne publie pas les chiffres de sa production, mais les experts l'évaluent à environ 440 000 barils par jour, dont la plus grande partie est destinée à l'exportation.

A Bagdad, l'Etat irakien avait, dès 1983, à l'époque de Saddam Hussein, autorisé les incursions turques dans une bande large de 5 kilomètres à l'intérieur du territoire national. Affaibli par les divisions internes depuis l'invasion américaine de 2003, puis par la guerre menée contre l'organisation Etat islamique (EI) de 2014 à 2017, le gouvernement fédéral a adopté une position attentiste face aux violations répétées de sa souveraineté. Profitant de ces vulnérabilités, la Turquie a renforcé sa présence militaire dans le pays, où elle possède aujourd'hui 87 postes avancés, contre 29 en 2019, selon des estimations publiées par l'agence Reuters, le 31 janvier. La province

de Dohouk, qui partage la plus longue portion de frontière avec la Turquie, est celle qui en compte le plus grand nombre. C'est là aussi que les civils sont le plus exposés aux dommages collatéraux des opérations, de plus en plus brutales, menées par Ankara contre son ennemi juré.

La mort de neuf touristes originaires du sud de l'Irak, tués par une frappe turque sur le site touristique de Parakh, aux confins septentrionaux de la province, le 20 juillet 2022, a forcé Bagdad à sortir de sa réserve. Une semaine plus tard, il déposait une plainte officielle auprès du Conseil de sécurité des Nations unies. Le risque d'une déstabilisation – accentué par les bombardements menés par Téhéran, fin 2022, contre des groupes d'opposition kurdes iraniens réfugiés au Kurdistan et accusés de fomenter des troubles en Iran – relève aussi de dynamiques internes. La visibilité accrue de la présence turque a exalté le nationalisme de milices chiites, désœuvrée depuis leur victoire sur l'EI. Aussitôt après le drame de Parakh, le consulat de Turquie à Mossoul a été la cible d'une pluie de roquettes. Depuis, les attaques se multiplient. Le 1^{er} février, l'une de ces milices a lancé une vingtaine de missiles contre la base turque de Bachika, située dans le sud du Kurdistan, en lisière de Mossoul. Elle a prévenu que ces actions se poursuivraient jusqu'à la fin de l'« occupation [turque] de l'Irak ».

Dans l'espoir d'enrayer l'escalade, Bagdad s'est engagé à reprendre le contrôle de ses frontières. A l'été 2022, le gouvernement ira-

kien s'est entendu avec Ankara et Erbil pour déployer des gardes-frontières fédéraux, recrutés parmi les Kurdes. Le dispositif va être étendu le long de la frontière irakienne, dans le cadre d'un accord de sécurité signé, en mars, avec Téhéran. L'Irak, malmené depuis longtemps par les multiples ingérences étrangères et chahuté par les velléités autonomistes du Kurdistan, veut récupérer sa souveraineté et retrouver un rôle dans le concert régional.

Bagdad n'a cependant pas d'autre choix que de ménager son voisin turc. Ainsi que l'a rappelé M. Erdogan, les échanges commerciaux entre les deux pays « ont battu un record [en 2022], dépassant 24 milliards de dollars, et cela peut encore augmenter ». Dans l'amélioration des relations bilatérales, la Turquie a donné des signes de bonne volonté. Après neuf ans de procédures, elle s'est pliée à l'arbitrage de la Chambre de commerce internationale rendu, fin mars, en faveur de Bagdad, reconnaissant l'illégalité de ses importations de pétrole kurde sans autorisation du gouvernement fédéral irakien. Concernant le partage des eaux – autre contentieux –, le président turc a annoncé qu'il augmenterait, « dans la mesure du possible, la quantité d'eau libérée par le Tigre, pendant un mois », au terme de la première visite du premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, à Ankara, le 21 mars.

« Ceinture de sécurité »

Lors de cette rencontre, les discussions ont aussi porté sur la « lutte contre le terrorisme », visant l'EI, l'organisation que dirigerait l'imam turc Fethullah Gülen, accusé par M. Erdogan d'avoir fomenté le coup d'Etat avorté de juillet 2016, et, bien sûr, le PKK. Sur ce dernier dossier, Ankara demeure inflexible. La Turquie a rejeté la demande irakienne d'évacuer ses bases les plus controversées – y compris celle de Bachika, qui nargue les milices pro-iraniennes qui campent dans les plaines de Ninive. Ankara exige aussi de Bagdad qu'il rétablisse son autorité, notamment dans les monts Sinjar que se disputent, près de la frontière syrienne, le



Des habitants à la recherche de bois de chauffage, le 15 septembre 2022, dans la région de Dohouk, au nord de l'Irak, où l'armée turque bombarde des positions des séparatistes turcs du PKK. WILLIAM KEO/MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

gouvernement fédéral et l'administration kurde d'Erbil. A Sinjar, la communauté yézidie, victime d'une campagne d'extermination de l'EI, a fini par s'allier localement au PKK – offrant à ce dernier un corridor stratégique vers le Nord-Est syrien, administré par des forces qui lui sont affiliées. Le 27 février, trois combattants yézidis ont été tués dans une frappe imputée à un drone turc.

Depuis l'échec des négociations de paix avec le PKK, en 2015, M. Erdogan jure qu'il « délogera l'organisation terroriste » de Turquie, mais aussi de Syrie et d'Irak, où les séparatistes kurdes se sont ancrés à la faveur du conflit syrien et de la guerre contre les djihadistes de l'EI. Il a déjà commencé à mettre ses menaces à exécution. De 2016 à 2019, l'armée turque a pris le contrôle de territoires au nord d'Alep, d'Afrin et de Ras Al-Aïn, en Syrie, avec le projet d'établir une « ceinture de sécurité » de 30 kilomètres de profondeur, depuis la ville syrienne d'Afrin jusqu'à celle de Sidakan, dans l'est de l'Irak, le long de sa frontière. Une nouvelle offensive turque en Syrie est régulièrement évoquée par M. Erdo-

gan – qui se heurte à l'opposition de Moscou et de Washington qui, tous deux, ont des forces engagées dans ce pays.

Au Kurdistan irakien, la Turquie a lancé une campagne militaire d'envergure, qui se poursuit à bas bruit, notamment à Chiladzi. La zone était devenue dangereuse bien avant l'apparition de nouveaux avant-postes sur le Kur A-Zhor au printemps 2022, mais les habitants pouvaient encore grimper sur les sommets pour cultiver leurs champs ou se promener. A leurs risques et périls : le maire estime qu'à cette époque, au moins 43 habitants de la commune ont été tués dans des bombardements. Aujourd'hui, assure M. Obeid, « la guerre fait rage de l'autre côté de la montagne. Les bases turques n'empêchent pas le PKK d'y poursuivre son combat ». L'édile n'est guère convaincu par les succès revendiqués par Ankara, qui dénombre dans les médias les « terroristes » éliminés dans ses opérations.

Selon le PKK, il s'agit là de propagande. « Notre résistance à l'invasion turque se poursuit le long des 360 kilomètres de fron-

tière, sur 9 à 25 kilomètres de profondeur, autour d'une cinquantaine de positions. Dans nombre d'endroits, la Turquie ne peut pas avancer. Nos combattants vont au combat rapproché », affirme Zagros Hiwa, un porte-parole du mouvement séparatiste kurde. Le PKK mène sa propre propagande sur sa chaîne de télévision, Gerilla TV, qui diffuse les vidéos de ses opérations.

Selon M. Hiwa, certaines de ces vidéos attestent l'usage, par la Turquie, d'armes non conventionnelles ou contraires au droit humanitaire international, telles que les bombes thermobariques qui libèrent un gaz combustible avant d'exploser : « Ils les ont utilisées dans deux grottes. Nous avons aussi observé que certains corps se désintégraient au toucher, devenant poussières. » Ankara a nié ces accusations après la divulgation des vidéos, fin octobre 2022. La présidente de l'Union des médecins de Turquie, Sebnem Korur Fincanci, qui réclamait une enquête sur l'éventuelle utilisation d'armes chimiques par les soldats turcs, a été condamnée à deux ans et huit mois de prison pour « pro-

pagande terroriste », le 11 janvier. En détention provisoire depuis le 26 octobre 2022, elle a provisoirement été libérée par la cour.

Les drones turcs Bayraktar TB2, qui ont montré leur efficacité en Ukraine face aux chars de Moscou, dès les premiers jours de l'invasion russe, sont tout aussi redoutables au Kurdistan d'Irak, où au moins 19 civils ont été tués et 101 blessés, depuis 2022, selon le décompte quotidien effectué par l'ONG Airwars. Ils ont considérablement réduit la marge de manœuvre du PKK. « *Nous nous sommes réorganisés et restructurés. Des équipes mobiles de trois à quatre personnes évoluent dans des tunnels où ils ne peuvent pas nous atteindre*, explique le porte-parole de l'organisation. *Ils les utilisent désormais dans les zones habitées, ce qui fait davantage de victimes parmi les civils.* »

Petits arrangements

Les barrages du PKK ont disparu, et les combattants sont devenus invisibles. Jadis, ils descendaient en uniforme faire leurs emplettes en ville. Ils n'y viennent plus que discrètement, en civil, parfois trahis par leur accent étranger – beaucoup sont turcs ou syriens – quand ils s'expriment en bahdîni, le dialecte kurde local. « *Comme ils ont des difficultés pour se ravitailler, ils paient bien les habitants qui prennent le risque d'être arrêtés en leur fournissant des vivres. Peu de gens les aident, mais ils sont de plus en plus nombreux, car il n'y a plus de travail dans le coin* », explique Yassin Taha, homme d'affaires de 45 ans, qui officie comme moukhtar – chargé des affaires civiles – à Hariqa, un hameau de Chiladzi.

Pour éviter ces petits arrangements, les peshmergas (soldats kurdes du GRK) imposent un contrôle strict sur les produits et denrées qui entrent dans Hariqa. « *Même quand il s'agit de nos provisions, ils nous soupçonnent de ravitailler le PKK*, se plaint le moukhtar. *Il faut une permission du maire de Chiladzi pour les faire entrer.* » Par le passé, la présence de combattants dans



Dans la région de Dohouk, au nord de l'Irak, où l'armée turque bombarde des positions des séparatistes turcs du PKK, le 15 septembre 2022. WILLIAM KEO/MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

les montagnes n'empêchait pas les habitants d'accéder à leurs terres, où ils cultivaient le sumac, une épice acidulée, et emmenaient paître leurs troupeaux. Cela a changé en 2020. « *A 100 mètres d'ici, c'est une zone de combats. Les hélicoptères turcs frappent. Ce n'est pas normal qu'ils soient là !* », fustige M. Taha. Le ronronnement des drones est incessant. Il est aussi arrivé que les hommes du PKK prennent pour cible les postes turcs de Chiladzi et du mont Kur A-Zhor. Le 3 mai 2022, leurs missiles se sont écrasés à Hariqa, dont l'un sur l'arrière de la maison du moukhtar.

« *La situation économique est désastreuse, car les gens qui dépendent de l'agriculture et de la cueillette ne peuvent plus aller aux champs, et plus aucun touriste ne vient par ici* », se lamente M. Taha. Des 92 localités qui dépendent de la commune de Chiladzi, 83 sont inaccessibles à cause des combats. « *S'il n'y avait pas ce conflit, ma terre serait l'une des plus riches, car elle est parfaite pour l'agriculture et le tourisme. Au lieu de cela, on a la plus forte émigration de*

la région », déplore le maire de Chiladzi. Les habitants vont chercher du travail ailleurs, certains tentent même la traversée vers l'Europe. L'édile estime que de 500 à 600 jeunes ont ainsi quitté sa commune.

Si les critiques envers Ankara restent feutrées au sein du PDK, le soutien apporté par le président Erdogan à Bagdad contre le référendum d'autodétermination kurde, organisé par Massoud Barzani en 2017, a créé des remous dans le parti, dont l'image a sérieusement pâti auprès des habitants. Eux détestent le voisin turc. « *Le responsable de cette guerre n'est pas le PKK, mais la Turquie qui veut nous envahir. Sinon pourquoi aurait-elle une base à Bachika, à 100 kilomètres de sa frontière ? Les Turcs veulent reconstruire la province ottomane de Mossoul, en prenant prétexte de la lutte contre le PKK et de l'existence de Turkmènes à Kirkouk* », accuse Bachar Zeineddine, qui officie comme moukhtar dans le village d'Amédi.

Les 7 000 habitants de cette bourgade touristique nichée sur un rocher se méfient particuliè-

rement du service de renseignement turc (MIT). « *Il surveille nos faits et gestes. Des milliers de martyrs kurdes sont tombés pour nous libérer des baasistes [au pouvoir à Bagdad depuis 1968, jusqu'à la chute de Saddam Hussein, en 2003]. On ne va pas laisser les Turcs nous diriger !* », s'insurge le notable de 49 ans, vêtu du costume traditionnel kurde. Une seule manifestation de protestation a été organisée, devant la base turque de Chiladzi, le 26 janvier 2019. Elle s'était soldée par un mort, tué par un garde turc.

« *Beaucoup de Kurdes irakiens rejettent les deux principaux partis kurdes. Ils sont séduits par le PKK, perçu comme plus intègre* », analyse le chercheur Hardy Mede

Le service de renseignement du PDK, le Parastin, suscite aussi la crainte des habitants d'être arrêtés au motif d'aider les combattants. « *Le PDK renseigne la Turquie, car il voit d'un mauvais œil la présence du PKK dans son bastion traditionnel. Mais il ne peut pas lui faire la guerre. Ce serait impopulaire, et il n'en a pas la capacité* », analyse Hardy

Mede, chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique à Paris-I. « *Aujourd'hui, beaucoup de Kurdes irakiens rejettent les deux principaux partis kurdes [PDK et son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)]. Ils sont séduits par le PKK, perçu comme plus intègre* », poursuit-il, tout en relativisant : « *C'est une société très dépolitisée, sans plus aucune idéologie, dont la jeunesse réclame surtout d'avoir un salaire à la fin du mois. C'est difficile pour le PKK de s'y faire une place.* »

Le mouvement séparatiste, fondé en 1978 par Abdullah Ocalan, compte aussi des détracteurs. Madjid Hussein, peshmerga à la retraite de 65 ans, rapporte qu'en décembre 2018, son frère, son cousin et deux de leurs amis, partis camper, avaient été victimes d'un bombardement turc dans la vallée toute proche de Rechava. Le PKK avait ramené la dépouille mortelle de deux d'entre eux, mais Walid, 36 ans, et Redar, 29 ans – tous deux peshmergas –, n'ont jamais reparu. Madjid Hussein soupçonne le PKK de les avoir enrôlés de force. L'organisation s'en défend. « *Quand les gens se rallient à nous, leurs familles prétendent qu'on les a kidnappés ; ça leur évite des problèmes avec les autorités* », réfute M. Hiwa. De telles accusations portées contre le PKK ne sont pas rares dans la région.

Dans l'est du Kurdistan, dans la province de Souleimaniyé, fief de l'UPK, la Turquie ne dispose pas de la même latitude. Elle a pourtant réussi à y étendre sa guerre, grâce à ses drones et à des agents sur le terrain. Depuis 2021, une vague d'assassinats y a ciblé une dizaine d'intellectuels, et des cadres du PKK. Le 28 février, Ankara s'est félicité d'avoir capturé un haut responsable séparatiste, Ramazan Gunes. Il a été enlevé, dans une rue de Souleimaniyé, par des hommes du MIT en civil.

Une source au sein du PKK affirme que des drones turcs sont lancés désormais de camions postés dans la province. « *L'im-*



Aziz Mohammed Rassoul, tué le 2 décembre 2022 par une frappe attribuée à la Turquie, à Qamish, dans la région de Souleimaniyé (Irak), le 17 septembre 2022. WILLIAM KEO / © WILLIAM KEO / MAGNUM PHOTOS

pression est qu'il s'est passé quelque chose entre l'UPK et la Turquie, car, depuis deux ans, les drones turcs s'approchent de Kirkouk [située à une vingtaine de kilomètres à l'extérieur de la province] pour éliminer des membres du PKK », note M. Mede.

De la même manière que le PDK est dévolu au clan des Barzani, l'UPK demeure l'apanage de la famille Talabani. Les deux partis kurdes ont également en commun d'être minés par les querelles intestines. Au sein de l'UPK, celles-ci ont viré à la guerre fratricide, affaiblissant l'autorité du parti, mais aussi son appareil sécuritaire, rendant la province plus poreuse à des infiltrations du MIT. Une situation dont Ankara a habilement tiré profit pour avancer ses pions.

A couteaux tirés

Dans un climat extrêmement tendu, alors que la région subit les agressions répétées de la Turquie et de l'Iran, et que Bagdad s'efforce de reprendre le contrôle de ses ressources pétrolières, les deux grands partis kurdes historiques sont à la peine dans leurs fièfs respectifs, mais aussi, plus rivaux que jamais, à couteaux tirés. Les tentatives du nouveau chef de l'UPK, Bafel Talabani, de se réconcilier avec le PDK et de se rapprocher d'Ankara sont restées vaines. « *Les négociations avec le PDK pour trouver un compromis sur la gestion des*

ressources régionales et la gouvernance ont échoué. Ç'a été aussi un échec avec la Turquie, qui n'a pas pris au sérieux les efforts diplomatiques de Bafel Talabani. Il a basculé dans une opposition au PDK et un soutien ouvert au PKK », observe M. Mede.

En décembre 2022, il s'est rendu dans le Nord-Est syrien pour exprimer son soutien aux responsables kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS), affiliées au PKK. Ankara l'accuse depuis de faciliter la coordination entre ces combattants et les cadres du mouvement séparatiste, réfugiés à Souleimaniyé. Mi-mars, neuf commandants des FDS, dont le chef de la section antiterroriste, Shervan Kobani, sont morts dans le crash accidentel de deux hélicoptères, dans le nord de l'Irak. La délégation, ont ensuite indiqué les FDS dans un communiqué, se rendait au Kurdistan irakien pour « *échanger des informations militaires et de sécurité* ».

En réponse, la Turquie a fermé son espace aérien, le 3 avril, aux avions en provenance et à destination de Souleimaniyé, en raison de « *l'intensification des activités du PKK [dans la province] et de l'intrusion de l'organisation terroriste dans l'aéroport* ». Vendredi 7 avril, une frappe de drone s'est abattue près de l'aéroport de Souleimaniyé, sans faire de

victimes. Des responsables américains cités par le *Wall Street Journal* ont indiqué que le chef des FDS, Mazloum Abdi, était la cible de l'attaque, attribuée à la Turquie. Les FDS avaient plus tôt réfuté, dans un communiqué, que leur chef ait été visé. Trois soldats américains se trouvaient aussi dans le convoi qui a été pris pour cible, a confirmé le commandement de l'armée américaine au Moyen-Orient (Cent-Com), qui appuie les FDS dans la lutte contre l'EI au Nord-Est syrien.

A la frontière iranienne, les monts Qandil, dont les sommets culminent à plus de 3 500 mètres, demeurent le sanctuaire du PKK. Dans les villages bordant la route sans asphalte qui serpente jusqu'à leur repaire, certains continuent d'apporter un soutien discret aux combattants, malgré le risque croissant d'interventions turques. « *Les Turcs bombardent de temps en temps la montagne. Le MIT ne peut pas venir jusqu'ici, mais il recrute des espions parmi les habitants* », confiait au Monde Aziz Mohammed Rassoul, rencontré, fin septembre 2022, dans le petit village de Qamish. Aux yeux de ce fermier, le PKK a le soutien de milliers de jeunes Kurdes irakiens, qui « *ne partagent pas forcément son idéologie, mais qui respectent son combat et voient Erdogan comme un terroriste qui tue des femmes et des enfants kurdes* ». « *Moi, je n'ai pas de contact avec eux, mais s'ils me demandent de l'aide, je leur en apporterai* », affirmait-il.

En 2021, des habitants de Qamish avaient transporté les corps de neuf combattants, dont deux femmes, tués dans une frappe turque, pour que le PKK puisse leur offrir une sépulture. « *Ils les ont enterrés dans leur cimetière, sur les monts Qandil*, racontait M. Rassoul. *Nous devons les aider, car un de nos frères peut se trouver parmi eux.* » Selon un rapport d'Airwars, ce fermier de Qamish a été tué sur cette montagne, et d'autres villageois blessés, le 2 décembre 2022, par une frappe attribuée à la Turquie.

LE FIGARO

avec AFP
8 Avril 2023

L'Irak condamne un « bombardement » turc au Kurdistan irakien

Le président irakien **Abdel Latif Rachid** a condamné samedi 8 avril un « bombardement » imputé aux forces turques et mené la veille contre l'aéroport de Souleimaniyeh au Kurdistan d'Irak, théâtre depuis de longues années des luttes entre Ankara et les combattants kurdes turcs du PKK. « Les opérations militaires turques contre la région du Kurdistan se répètent, la dernière en date étant le bombardement contre l'aéroport civil de Souleimaniyeh », a déploré la présidence irakienne dans un communiqué. « En condamnant ces attaques sur l'Irak et sa souveraineté, nous assurons qu'il n'y a aucune justification légale permettant aux forces turques de poursuivre cette approche qui ter-

rorise les civils, sous prétexte qu'il y a des forces hostiles sur le territoire irakien », ajoute le texte.

L'incident survenu vendredi aux abords de l'aéroport de Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan dans le nord de l'Irak, intervient dans un contexte tendu, la Turquie ayant fermé début avril son espace aérien aux avions en provenance et à destination de cet aéroport. Ankara justifiait cette mesure en accusant les combattants kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'avoir intensifié leurs activités dans le secteur, fustigeant même une « intrusion » de l'organisation « terroriste » dans l'aéroport. Vendredi, les services de sécurité de l'aéroport avaient

laconiquement évoqué une « explosion » près du mur d'enceinte de l'aéroport ayant provoqué un incendie, mais qui n'a pas fait de victimes.

Illustrant la complexité d'un conflit impliquant de nombreux belligérants, une coalition en Syrie dominée par des combattants Kurdes, les Forces démocratiques syriennes (FDS), a réagi vendredi soir à l'incident de Souleimaniyeh. Evoquant des « informations qui prétendent » que le commandant en chef des FDS Mazloum Abdi avait été pris pour cible, la coalition a assuré qu'il s'agissait d'informations « sans fondement ». Considérant les FDS et leur principale composante des YPG (Unités de protection du peuple) comme une extension

du PKK, la Turquie les qualifie aussi de « terroristes ».

Depuis des décennies la lutte opposant la Turquie au PKK, mouvement classé « terroriste » par Ankara et ses alliés occidentaux, a débordé dans le nord de l'Irak, les deux camps y disposant de positions militaires ou de bases arrières. Ankara mène régulièrement des opérations terrestres et aériennes contre les FDS en Syrie et contre le PKK en Irak. A la mi-mars, dans le nord de l'Irak, neuf combattants des FDS ont péri dans le crash de deux hélicoptères causé par « le mauvais temps », selon un communiqué de cette coalition engagée avec Washington dans la lutte antijihadistes.

LE FIGARO

avec AFP
8 Avril 2023

Iran : des dizaines de cas d'intoxications d'écolières encore recensés

Depuis fin novembre, plus de 5 000 élèves ont été intoxiqués dans plus de 230 établissements iraniens.

Des dizaines de jeunes filles ont été intoxiquées dans plusieurs écoles à travers l'Iran, samedi 8 avril, ont rapporté des médias locaux, alors que le pays est secoué depuis plus de quatre mois par une mystérieuse affaire d'intoxication d'écolières.

Au moins « soixante élèves ont été empoisonnées dans une école de filles de Haftkel », dans la province du Khouzistan (dans le Sud-Ouest), a fait savoir l'agence de presse Irib News, citant un responsable local. Des écolières ont

également été intoxiquées dans « cinq écoles à Ardabil, dans le Nord-Ouest », où elles ont présenté des « symptômes d'anxiété, d'essoufflement et des maux de tête », a ajouté la même source. A Ouroumieh, chef-lieu de la province d'Azerbaïdjan-Occidental (dans le Nord-Ouest), « un nombre indéterminé » d'élèves d'une école primaire ont aussi été affectées « après une projection de gaz », a déclaré de son côté l'agence ILNA, sans plus de précision.

Depuis fin novembre, de nombreuses écoles, en majorité fréquentées par des filles, sont touchées par des intoxications soudaines causées par des gaz

ou des substances toxiques, provoquant des malaises et des évanouissements, parfois suivis d'hospitalisations.

Plus de 5 000 élèves intoxiquées depuis novembre

Cité vendredi par la télévision d'Etat, le chef de la commission nationale d'établissement des faits dans cette affaire, le député Hamidreza Kazemi, a déclaré que le rapport final de cet organisme serait publié « dans deux semaines ». Un bilan officiel du 7 mars faisait état de « plus de 5 000 élèves » intoxiquées dans plus de 230 établissements situés dans vingt-cinq provinces, sur les trente et une que compte le pays.

Les intoxications avaient cessé début mars après l'annonce d'une centaine d'arrestations puis avaient repris trois semaines plus tard. Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, avait réclamé le 6 mars des « peines sévères », allant jusqu'à la peine de mort, contre les personnes qui seraient reconnues responsables de ces empoisonnements. Cette affaire avait commencé deux mois après le début du mouvement de contestation déclenché par la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une jeune femme détenue par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant notamment aux femmes le port du voile.



8 Avril 2023

En Iran, de la technologie "intelligente" pour repérer les femmes non voilées

La police iranienne a annoncé samedi qu'elle allait avoir recours à de la technologie "intelligente" dans les lieux publics pour repérer les femmes qui violent le code vestimentaire imposé dans la République islamique.

"La police prendra des mesures pour identifier les contrevenantes en utilisant des outils et des caméras intelligents dans les places et les voies publiques", a indiqué la police dans un communiqué publié par les médias.

Ensuite, la police "enverra les preuves et des messages d'avertissement aux femmes qui violent la loi sur le hijab"

afin de "les informer des conséquences judiciaires en cas de récidive", ajoute-t-elle.

Cette mise en garde intervient au moment où de plus en plus de femmes défient le code vestimentaire obligatoire en Iran, notamment le port du voile, depuis le début des manifestations déclenchées par la mort en détention, le 16 septembre, de Mahsa Amini, arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

"A partir de samedi prochain, les personnes qui enlèveront leur voile seront identifiées à l'aide d'équipements intelligents", a déclaré le chef de la police iranienne, Ahmad-Reza

Radan, lors d'une interview à la télévision d'Etat.

"Les personnes qui ôtent leur hijab dans les lieux publics recevront d'abord un avertissement et seront ensuite présentées aux tribunaux", a prévenu M. Radan.

Selon lui, les propriétaires de voitures recevront aussi un message de mise en garde si une passagère enfreint le code vestimentaire. Ils risquent la saisie de leur véhicule en cas de récidive, a-t-il encore ajouté.

"La police ne tolérera aucun comportement individuel ou collectif, ni aucune action contraire à la loi", a prévenu la police

dans un autre communiqué publié plus tôt, appelant les "citoyens à continuer à coopérer" avec la police.

La semaine dernière, une vidéo largement partagée sur les réseaux sociaux montrait un homme invectiver deux femmes sans voile puis leur verser sur la tête un pot de yaourt. Les autorités judiciaires iraniennes ont annoncé avoir ordonné l'arrestation de deux femmes et de leur agresseur.

Fin mars, le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, avait averti que toutes les personnes qui enlèvent le voile seraient "punies".



**BEN VAN HEUVELEN and
BEN LANDO OF IRAQ OIL REPORT**
April 8, 2023

Analysis: Iraq's arbitration win reshapes Baghdad-Erbil relationship

Key details of the landmark Iraq-Turkey arbitration ruling have big implications for the future of Baghdad-Erbil power dynamics and the KRG oil sector.

Iraq's arbitration victory against Turkey has fundamentally changed the power dynamics that enabled the Kurdistan Regional Government (KRG) to build an independent oil sector.

Baghdad and Erbil have never come close to resolving the constitutional and policy debates over how Iraq's oil sector should be structured, but for nearly a decade the KRG was winning the argument that mattered most: the ability to establish facts on the ground to secure control over oil and revenue flows.



Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani (right) and KRG Prime Minister Masrour Barzani (left) speak at a ceremony for the signing of a framework deal to restart Iraq's northern exports in Baghdad on April 4, 2023. (Photo credit: Prime Minister's Office)

The KRG's advantage depended on one indispensable

partner: Ankara. Before signing a strategic energy agreement with Turkey in November 2013, the KRG could only achieve large-scale pipeline exports by striking temporary deals with Iraq's federal government; after Turkey agreed to give the KRG control of its own exports, it had a financial artery that did not depend on Baghdad.

Days after the KRG sold its first tanker of crude via Turkey's pipeline, in May 2014, the Iraqi Oil Ministry filed for arbitration against Turkey at the Inter-

national Chamber of Commerce (ICC) in Paris. The case argued that Turkey was using its side of the Iraq-Turkey Pipeline (ITP) system to facilitate the KRG's crude exports without Baghdad's permission, and that doing so was a [violation of the pipeline treaty](#) the two countries had just renewed in 2010.

Nine years later, the tribunal has now [issued its ruling](#). The most pivotal question it needed

to address was whether Turkey could legally facilitate KRG exports without Baghdad's consent, or whether the ITP treaty gives Iraq's federal Oil Ministry primary authority over directing the export of all crude oil coming from Iraq.

On that fundamental question, the ruling was an unequivocal win for Baghdad.

Iraq Oil Report was briefed on

the ICC ruling by two individuals affiliated with the parties and familiar with the award, and was able to independently corroborate the details they provided.

Those details show that, while Iraq prevailed in its most central claim, it also failed to win damages on the scale it had sought. Details of the decision also show significant ways in which the ICC ruling has changed the

legal parameters that shape the KRG's ability to export crude in the future — and reveal some important ways in which very little has changed.

In summary, the substance of the ruling has significant implications for the future of Baghdad-Erbil relations, the trajectory of the KRG oil sector, and impending negotiations between Iraq and Turkey. Here are five key takeaways.

Le Monde

Nicolas Bourcier
10 Avril 2023

En Turquie, menacé d'interdiction, le parti de gauche prokurde reste un faiseur de rois

La procédure d'interdiction lancée contre le Parti démocratique des peuples, formation de l'opposition, doit se poursuivre devant la Cour constitutionnelle mardi 11 avril. En cas de fermeture, le HDP rejoindrait la liste des sept formations prokurdes interdites ou autodissoutes depuis 1990.

A un peu plus d'un mois d'une présidentielle et de législatives cruciales, le 14 mai, la troisième force électorale de Turquie risque d'être interdite et tout se passe comme si la vie politique du pays était vouée à n'être qu'un éternel recommencement. Mardi 11 avril, la Cour constitutionnelle devrait rendre sa décision sur l'interdiction du Parti démocratique des peuples (HDP), une formation de l'opposition, de gauche et prokurde, accusée d'être liée « *de façon organique au terrorisme* », sous-entendu au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc. Une accusation rejetée par les dirigeants du HDP. Quatre cent cinquante et une personnalités politiques membres, ou anciennement proches du parti, sont également visées par la procédure.



Kemal Kılıçdaroglu (à droite), chef du Parti républicain du peuple (CHP), avec Pervin Buldan (au centre) et Mithat Sancar (à gauche), co-dirigeants du Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde, à Ankara, le 20 mars 2023. ALP EREN KAYA/CHP VIA REUTERS

En cas de fermeture, le HDP rejoindra la liste des sept formations prokurdes interdites ou autodissoutes avant leur suspension depuis 1990. Toutes quasiment au même motif. Et, comme une fâcheuse habitude, un plan B a été une nouvelle fois mis en place, avec l'émergence

d'un autre parti, du nom cette fois de Parti de la gauche verte (YSP) dont l'existence a été réactivée ces derniers mois et la candidature validée par les instances électorales.

Mardi 4 avril, la coprésidente et députée du HDP Pervin

Buldan a annoncé, avant même la décision de la Cour constitutionnelle, que les candidats aux législatives allaient désormais concourir sous cette nouvelle bannière. « *Nous avons toujours été là et continuerons d'être là, nous avons résisté et nous résisterons, sans peur* », a-t-elle lancé devant les élus de son groupe parlementaire. Et la responsable d'ajouter qu'elle espérait doubler le nombre des sièges dans la future Assemblée, passant de cinquante-six élus à plus de cent, sous les applaudissements de l'auditoire.

« **Un signal fort** »

« *C'est à chaque fois pareil, à chaque fermeture il y a un regain électoral en notre faveur*, explique Mithat Sancar, député et lui aussi coprésident du HDP, rencontré dans son bureau à l'Assem-

blée. *Les cercles du pouvoir savent que leurs méthodes coercitives et de criminalisation du mouvement ne résolvent rien, bien au contraire, et pourtant ils persistent et cherchent à gagner du temps, par tous les moyens.* »

De fait, l'enjeu est de taille. Le parti obtient, depuis sa participation aux législatives de 2015, entre 10 % et 13 % de voix. Son électorat, selon tous les sondages, est marqué par une forte conscience politique, hissant la formation au rang de potentiel « faiseur de rois » des scrutins électoraux. D'après les enquêtes de Reha Ruhavioglu, de l'institut Rawest, installé dans la capitale de la région kurde de Turquie, Diyarbakir, entre 80 % à 90 % des électeurs kurdes affirment qu'ils feront ce que les leaders du mouvement préconiseront.

« Cette procédure judiciaire visant à l'interdiction du HDP est sans cesse repoussée depuis un peu plus d'un an, comme si les autorités jouaient d'une arme ultime contre eux, souligne le chercheur et politiste Berk Esen. Bien sûr que cela crée de l'incertitude, c'est évidemment destiné à affaiblir : le HDP est connu, le YSP moins. Mais c'est surtout en cas de contestation des urnes ou d'un résultat serré que cela pourrait poser des problèmes. »

En cas d'interdiction du HDP, l'absence ou le non-remplacement d'observateurs électoraux de ce parti dans certains bureaux de vote de l'est et du sud-est du pays, majoritairement kurdes et où le parti se trouve le plus souvent seul face au Parti de la justice et du développement (AKP) – la formation

du président Recep Tayyip Erdogan –, sont une source éventuelle de litiges. « A l'inverse, poursuit Berk Esen, en cas de fermeture, le message sera interprété comme un signal fort en direction de l'électorat kurde, qui ira voter encore plus massivement contre le pouvoir en place. »

« Mettre fin au règne d'Erdogan »

Sur le terrain, les signes sont déjà là, nombreux. L'annonce le 22 mars, par la voix de ses deux coprésidents, de ne pas présenter de candidat à la présidentielle a été perçue comme un geste clair de soutien à Kemal Kiliçdaroglu, le président de la principale formation de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), désigné à la tête d'une large coalition de six partis allant du centre gauche à la droite la plus nationaliste.

Deux jours plus tôt, le candidat de la coalition s'était rendu au siège du HDP de la capitale. Il y avait tenu une conférence de presse dans laquelle il avait longuement évoqué la défense des principes démocratiques, les évictions injustifiées des maires, la lutte pour l'Etat de droit et le droit des femmes, mais aussi et surtout « le problème kurde » et sa nécessaire résolution au Parlement, « l'unique endroit » pour faire avancer cette question. Des paroles certes mesurées et prudentes, mais attendues de longue date par les cadres du HDP. Lors du coup d'envoi de la campagne de la coalition, le 30 janvier, le programme de 240 pages qui avait été présenté ce jour-là ne mentionnait pas

une seule fois la question kurde.

« Nous avons attendu plus d'un an, notre porte était constamment ouverte, un groupe de contact avait même été créé mais rien n'est venu pendant tout ce laps de temps, rappelle Tayyip Temel, ex-journaliste et député HDP de Van. Nous avons toujours dit que notre but est de mettre fin au règne du président Erdogan et que nous soutiendrons tout candidat de rassemblement en mesure de le faire, mais à condition que ce candidat parle avec nous. »

C'est désormais chose faite. Avec Kemal Kiliçdaroglu, la coalition d'opposition s'est choisi le candidat le plus « acceptable » par l'électorat du HDP, estime le chercheur Reha Ruhavioglu. « Aux yeux de nombreux Kurdes, précise-t-il, sa personnalité est perçue comme plus fiable que son parti, très imprégné encore par les courants nationalistes. Ici, les acteurs politiques kurdes sont pour lui, non pas pour ses origines kurdes, dont il fait peu de cas, mais parce qu'il symbolise réellement une rupture et un changement qui pourrait être important. »

« Risque de "déjà-vu" »

A Diyarbakir, en 2018, l'AKP avait obtenu 21,5 % des voix et le HDP 65,5 %. Selon les dernières enquêtes d'opinion, le parti d'Erdogan ne passerait pas désormais la barre des 10 %. D'une manière plus générale, le vote kurde pro-AKP, qui était compris, en 2018, entre 32 % et 35 %, est tombé aujourd'hui à moins de 20 % à 25 %. L'institut Rawest pointe également une pous-

sée du CHP dans les régions de l'est et du sud-est du pays, particulièrement chez les jeunes.

« En 2018, 60 % à 70 % des primo-votants avaient choisi le HDP. Ils sont aujourd'hui 45 % à 50 %, au profit principalement du CHP, précise Reha Ruhavioglu. Cela est dû à une politisation moindre des nouvelles générations, une identité kurde, aussi, un peu moins prégnante que pour que les aînés, à quoi s'ajoute un regain d'attrait du CHP, avec le candidat Kiliçdaroglu et aussi Ekrem Imamoglu, le maire très populaire d'Istanbul. »

D'après Mesut Azizoglu, président du centre de recherches sociales Ditam, Recep Tayyip Erdogan sait qu'il a perdu le vote kurde. « Sa seule solution pour gagner des voix indispensables sur ses adversaires : neutraliser le vote kurde au maximum ou favoriser l'abstention, et visiblement il s'y emploie. »

Pour ce qui concerne l'agenda politique, le journaliste Yavuz Baydar, exilé depuis 2016 en France, met également en garde contre un excès d'optimisme de la part de l'opposition. « Les partis de la coalition sont restés à ce jour ingrats envers le HDP, ayant pris l'approbation kurde pour acquise. Cette fois encore, il y a un risque de "déjà-vu" pour les électeurs kurdes : leur formation semble avoir décidé que les votes iraient à Kiliçdaroglu, sans aucune exigence précise ni condition en retour. En d'autres termes, ils peuvent à nouveau sacrifier leur vote pour être ignorés plus tard. » Une vieille et solide habitude.



David L. Phillips
April 11 2023

Turkey's Drone Attack is a Challenge for Biden

“Picking a fight with both the SDF and the US so close to the election is a brazen play for support from Turkish nationalists. The reckless attack not only tarnishes Turkey's international reputation. It also poisons US-Turkey relations, which are already deeply strained.”

A Turkish drone targeted a convoy near the Suleimani Airport in Iraqi Kurdistan last Thursday. General Mazloum Abdi, Kurdish commander of the Syrian Democratic Forces (SDF), and three US military personnel were in the convoy and at risk. Turkey's President Recep Tayyip Erdogan is desperate before national elections on May 14, 2023, with polls showing his Justice and Development Party (AKP) trailing by double digits. Picking a fight with both the SDF and the US so close to the election is a brazen play for support from Turkish nationalists. The reckless attack not only tarnishes Turkey's international reputation. It also poisons US-Turkey relations, which are already deeply strained.

US support for the SDF is at the root of Erdogan's grievance. The SDF is the point of the spear of America's fight with the Islamic State. Erdogan believes the SDF is a terror group aligned with the PKK, with which Turkey has fought for decades. The SDF, America's best ally in the fight against ISIS, has paid a steep price in that fight. More than 13,000 Kurdish fighters have died and 24,000 have been wounded fighting ISIS at America's behest.

Turkey is nominally a member of the Global Coalition to Defeat ISIS. There are, however, real questions about Ankara's loyalty.

For example: tens of thousands of foreign fighters have traversed Turkey on their way to the frontlines in Syria. They were provided weapons, money, and logistical support by Turkey's National Intelligence Agency. Turkish media has documented extensive support for ISIS by Turkey in the Battle for Kobani in 2014-15.

While supporting ISIS, Erdogan calls Mazloum a terrorist and demands that the US choose between Turkey, its NATO ally, and the SDF. Erdogan's ultimatum puts the US in a difficult spot with Turkey, which has elsewhere shown itself to be an uncertain ally.

Turkey's refusal to condemn the war in Ukraine or impose sanctions on Russia is another sore spot between the two countries. Turkey has become a sanctuary for Russian oligarchs seeking to shield their yachts and other assets from confiscation. At a time when NATO allies are cooperating to deprive Russia of revenue, Turkey purchases Russian oil and gas without hesitation.

Turkey has spent billions to buy S-400 surface to air missiles from Russia, ignoring US concerns. Turkey also continues its nuclear cooperation with Russia. Vladimir Putin plans to visit Turkey on April 27 to inaugurate Turkey's first nuclear power plant built by Russia's state nuclear energy company, Rosatom.

Thanks in part to Turkey-Russia relations, trust between the US and Turkey is at a low point. The US Congress has adopted the Countering American Adversaries through Sanctions Act (CAATSA), to punish Turkey for its security cooperation with Russia. Turkey has also been suspended from the F-35 stealth fighter program. Congressional critics of Turkey are calling on the Pentagon to suspend the sale of F-16 war planes to Turkey, as well as upgrade kits and spare parts. They are also calling on the US to suspend intelligence sharing with Turkey, which allegedly leaks information to Iran.

For many reasons, Turkey is out of favor with NATO. Though Sweden has accommodated many of Turkey's demands, Erdogan's refusal to allow Sweden to join the Alliance has aggravated its relations with NATO. With the exception of Hungary, NATO's

31 members support Sweden's membership.

Two issues predictably rile the nationalist Turkish electorate. Condemning Kurds always makes for good politics in Turkey. Anti-Americanism also plays well with Turkish voters. Last week's attack in Suleimani was not the first attempted assassination of Mazloum by Turkey. In November, Turkey bombed a base used jointly by the SDF and US-led coalition forces in al-Hasaka. Many Turks welcome Erdogan's willingness to confront Washington. Erdogan will do anything to advance his prospects of victory in the upcoming election. The US needs to draw a red line right here. Targeting American personnel is unacceptable.

The Biden administration should condemn Turkey's attack on the convoy. Instead, US officials have demurred. They don't want to disrupt Turkey's purported cooperation in Ukraine. But kowtowing to Erdogan is misguided and shortsighted. The alliance against Russia will unravel if the US extends special favor to Turkey, while other countries pay a steep price. Erdogan must abide by the same rules, or face opprobrium.

Turquie : avant les élections, Poutine en campagne pour Erdogan

Le président russe pourrait se rendre en Turquie le 27 avril pour inaugurer une centrale nucléaire. Et soutenir Recep Tayyip Erdogan avant les élections

Sa visite sera étroitement scrutée. Non seulement parce que Vladimir Poutine n'est plus sorti de Russie depuis de longs mois – à l'exception de son escapade en Crimée occupée en avril –, mais surtout parce qu'il se trouve visé, depuis le 17 mars, par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour sa responsabilité dans des crimes de guerre commis par ses troupes en Ukraine.

Mais, avec Recep Tayyip Erdogan, aucun risque que le mandat d'arrêt soit mis à exécution. Le président turc a fait savoir qu'il n'était pas concerné par cette requête. Et un voyage du président russe de l'autre côté de la mer Noire confirmerait l'entente très cordiale avec le président turc, qui sera en pleine campagne électorale à deux semaines de scrutins présidentiel et législatifs décisifs pour l'avenir de la Turquie.

C'est d'ailleurs Erdogan lui-même qui a dévoilé l'hypothèse d'une telle visite. Selon lui, le président russe serait attendu à Akkuyu, dans le sud de la Turquie, alors que la première centrale nucléaire turque va y être mise en service par le groupe russe Rosatom. « La Turquie chargera le premier combustible nucléaire dans la première unité de la centrale d'Akkuyu le 27 avril », a déclaré le président turc le 30 mars. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a mollement démenti la possibilité d'une présence quelques jours plus tard.

Positionnement stratégique pour la Russie



Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, ici le 7 septembre 2018, pourraient se retrouver à l'occasion d'un déplacement du président russe en Turquie. © HO / TURKISH PRESIDENCY PRESS OFFICE / AFP

Akkuyu est le projet symbole de la lune de miel turco-russe entamée en 2016. En avril 2018, Poutine et Erdogan avaient déjà lancé, ensemble, le chantier de cette centrale, symbole d'une coopération grandissante entre les deux régimes autoritaires et salué par Erdogan comme un « moment historique pour [leur] développement et [leur] coopération historique avec la Russie ».

En 2021, c'est par visioconférence que Poutine avait suivi la cérémonie qui marquait le début de la construction. Et, les 6 et 7 avril, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, se trouvait à Ankara avec son homologue, Mevlüt Cavusoglu, pour ce qui a été perçu comme une réunion préparatoire. Avec Erdogan, Poutine a dessiné un partenariat stratégique, une proximité qu'il compte bien renforcer après les élections. L'opposition turque craint d'ailleurs que la Russie

ne mette ses réseaux de désinformation au service de la réélection du « reis », le 14 mai.

La centrale d'Akkuyu, qui comptera quatre réacteurs et dont le coût total est estimé à 20 milliards de dollars, devrait produire 35 milliards de kilowattheures (kWh) d'électricité par an et couvrir environ 10 % des besoins nationaux de la Turquie. Elle sera la première au monde à être mise en service dans le cadre d'un contrat construction-propriété-opération. L'opérateur russe Rosatom va ainsi en assurer la conception, la construction, la maintenance, l'exploitation et le démantèlement... sur un morceau de territoire placé sous l'autorité de la Russie.

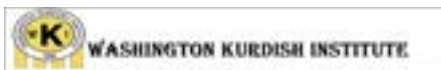
Selon des sources militaires, Moscou pourrait même être tenté d'y installer des systèmes de défense et d'écoutes. La Russie bénéficierait ainsi d'une fenêtre sur la Méditerranée, à

quelques encablures des côtes syriennes et de sa base navale de Tartous... sur le territoire d'un pays membre de l'Otan !

Au bord d'une faille sismique

Autre préoccupation majeure, le terrain qui accueille l'installation nucléaire est situé au bord de la mer Méditerranée, non loin d'une zone à fort risque sismique. Le site d'Akkuyu, dont la licence d'autorisation a été délivrée il y a plus de 40 ans, se trouve à 25 kilomètres d'une faille. Dès 1991, une étude scientifique turque déconseillait la construction d'une centrale dans cette zone, qualifiée de dangereuse.

Non loin de là, à Adana, 140 personnes ont trouvé la mort lors d'un séisme en 1998. Et, plus récemment, le 6 février, un double séisme dans l'est de la Turquie a fait plus de 50 000 morts et des dizaines de milliers de blessés. L'épicentre se trouvait à 200 km d'Akkuyu.



Kurdistan's Weekly Brief April 11, 2023

Iran

Unidentified perpetrators attacked [12 more girls' schools](#) across Iran with poison gas on Sunday, including schools in the Kurdish cities of Saqqez, Diwandarah, Urmia, Naqedeh, and Senna. The attacks sent over a hundred students to hospitals and sparked anti-regime protests in several Kurdish cities. In Saqqez, [regime forces](#) opened fire on demonstrators who were voicing disapproval of Iranian Supreme Leader Ali Khamenei and removing Iranian flags from schools. On Monday, several store owners in the city held a general strike to protest the ongoing attacks against Iranian schoolgirls. Protests also coincided with the death of [a Kurdish teen](#) who was poisoned several weeks ago during a gas attack in Kamyaran. Concurrently, the regime installed [security cameras](#) to identify Iranian women defying the country's hijab law. Furthermore, the regime arrested a [female teacher](#) in Senna named Fariba Karimi, which raised the number of detained educators in 2023 to 16. Likewise, Iranian authorities arrested an activist named [Sakina Parwana](#) in Quchan and [two Sufi Tariqa followers](#) in Mehabad. Lastly, [an Iranian court sentenced](#) an imam in Senna to two years in prison for "misleading public opinion" after he supported anti-government protests.

Rudaw [reported](#) the commander of the Islamic Revolutionary Guard Corps' (IRGC) al Hamza Base, Mohammad Taghi Osanloo, recommended the depopulation of 33 Kurdish villages. Al Hamza is one of the IRGC's ten main bases and located in Iranian Kurdistan. A memorandum from Osanloo to the Ministry of Interior claimed Kurdish opposition parties in the area are smuggling weapons into Iran and organizing resistance activities.

Iraq

On April 7, a [Turkish drone strike](#) targeted Syrian Democratic Forces (SDF) General Commander Mazloum Abdi at the Sulaymaniyah International Airport while he was leading a delegation from Syria to meet with U.S. officials. Three U.S. servicemembers were with Abdi's delegation when the attack occurred, but no one was injured, and the U.S. said it is investigating the incident. The attack raised [tensions](#) between Iraq's main Kurdish parties, but the Presidency of Kurdistan Region [condemned](#) it and called for the Kurdish parties to stop hurling accusations at each other and take steps to resolve their differences. On Monday, Turkish Foreign Minister Mevlüt Çavuşoğlu [claimed](#) the Kurdistan Workers' Party (PKK) was operating in Sulaymaniyah. Turkey also closed its airspace to flights from Sulaymaniyah, including those of Turkish airlines, before Friday's attack. After the attack, [General Abdi said](#) Turkey's President Recep Tayyip Erdogan "seeks to win the elections and creates a state of chaos to eliminate the Autonomous Administration of North and East Syria so that he can open the door for a new invasion of the region."

Oil exports from the Kurdistan Region remain paused despite a new [Erbil-Baghdad agreement](#) that entailed their resumption. The ongoing pause, which is officially due to "technical issues," continues to cost the Iraqi government millions of dollars in revenue per day. With that said, Iraqi officials are discussing other routes for oil exports, including one through Syria and another through a proposed pipeline transiting Aqaba, Jordan, which Iraq's Iranian-backed parties [oppose](#). The US has [endorsed](#) the Baghdad-Erbil agreement and called it a "win for the

entire country."

Syria

On April 9, Turkey and its Syrian proxies [bombarded](#) territory controlled by the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) near Ain Issa. Turkish artillery targeted several grain silos in rural areas surrounding the city in an attempt to destroy the AANES's food supplies. In the early hours of the same day, the SDF, backed by the U.S.-led Coalition, raided a house in Deir ez Zor and [arrested](#) a notorious ISIS (Da'esh) terrorist known as "Al-Fadgham." On April 4, US Central Command (CENTCOM) announced a U.S. drone killed [Khalid 'Aydd Ahmad al-Jabouri](#), a Da'esh leader responsible for planning several attacks, in northwest Syria.

The Turkey-based Wafaa al-Mohsenin Charity finished building a [new settlement](#) in [illegally-occupied Afrin](#) on April 10. The settlement's construction coincided with Turkish proxies' ongoing theft of olives and lumber from the region. Nazmi Hazouri, the Consulate General of Palestine to Erbil, [denied the veracity of reports](#) claiming the Palestinian Authority was assisting settlement construction in Afrin. Concomitantly, on April 9, Turkish border guards [attacked 15 Syrian citizens](#) who were attempting to cross the Turkish border near Jindires.

Turkey

The pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) and its partners in the Green Left Party (YSP) [opened election offices](#) in Yüksekova, Malatya, Elazığ, Istanbul, Ankara, Konya, Siirt, Hakkari, and Esenyurt. Thousands attended the opening ceremony in Yüksekova, and HDP Co-Chair [Pervin Buldan](#) spoke in favor of [women's rights](#) at the

opening celebration in Esenyurt and repeated [the protest slogan](#) of the Amini protests in Iran, "Jin, Jiyan, Azadi," as a call to arms for Kurdish supporters in Turkey. Separately, unidentified persons [vandalized](#) the Istanbul YSP office by drawing three crescents – a Turkish nationalist symbol – and writing anti-Kurdish slogans on its walls.

On April 6, the HDP announced it would not present an oral defense to the Constitutional Court of Turkey regarding the Turkish government's efforts to close the party. The HDP also released a [statement](#) clarifying the decision that read, "Since the three petitions submitted to the Supreme Court by the client party, the dates of which are stated above, are explained in detail as to why the oral defense should be left until after the election, no further explanation will be made here." Concurrently, the HDP raised concerns about allegations of solitary confinement practices targeting Kurdish prisoners after inmates were punished for [writing in Kurdish](#).

Turkish Foreign Minister Mevlüt Çavuşoğlu announced the foreign ministers of Turkey, Russia, Iran, and Syria [might hold another round](#) of Astana talks in early May to resolve differences between Turkey and the Assad regime and attempt to end the Syrian Civil War. The talks would take place in [Moscow](#) and strive to reach an understanding with current Turkish President Recep Tayyip Erdogan before Turkey's May 14 election, which could result in a new Turkish president and government less amenable to Moscow, Damascus, or Tehran's interests. On April 5, Badran Chiya Kurd, co-chair of the AANES's Foreign Relations Department, expressed [skepticism](#) that the talks would end the Syrian conflict or achieve meaningful progress.



Duvar English
April 12 2023

Support for main opposition CHP quadrupled in Kurdish-majority provinces: Pollster

The support level for the main opposition CHP has quadrupled in Kurdish-majority provinces since the 2018 general elections, breaking the HDP and AKP domination, said Roj Girasun, the general manager of the pollster Rawest Research.

The main opposition Republican People's Party (CHP)'s Kurdish vote has quadrupled since the 2018 general elections, according to the latest polls, said Roj Girasun, the general manager of the pollster Rawest Research.

Girasun made the comments while answering journalist Didem Mercan's questions on Gazete Duvar's [YouTube channel](#) on April 11.

He said that Kurdish voters have started to break away from the ruling Justice and Development Party (AKP) and this can be seen both in eastern Turkey as well as throughout the country. "The breakaway of the Kurds residing in metropolises such as Istanbul, Ankara, Mersin, Adana, Antalya and İzmir and who have voted for the AKP in the previous elections, is more (substantial) compared to Kurds who have voted for the AKP in the (eastern) region," he said.

"The second important issue is that the first address of these breakaways from the AKP is the CHP, and that is a surprising result because since the 2002 elections, Kurdish voters had two addresses: first the AKP

and the second HDP... Today we see the CHP standing amongst these other two political organizations, despite not being at the same level (in terms of votes), and showing itself."

He said that the CHP has a very high chance of winning parliamentary seats in Diyarbakır, Van and Şanlıurfa in the May 14 elections. "And Mardin is not also far away from this threshold. Although we observe that the CHP is not close to garnering sufficient votes for deputyship in other provinces of the region such as Batman, Bitlis, Muş, Hakkari and Ağrı, we observe that there is a serious increase of votes of the party in these provinces."

"The polls we conducted in the region show that the CHP's votes have increased by approximately four times. One in every three voters who supported the AKP in the previous elections has broken away (from the party). The HDP has also partially lost its support," he said.

Girasun also said that Kurdish voters will support the opposition Nation Alliance's presidential candidate and CHP leader Kemal Kılıçdaroğlu, according to the polls. "It is not difficult to say that Kurdish voters have gravitated towards Kılıçdaroğlu to a large extent. He will garner a vote level greater than that of the HDP in the (eastern) region."



April 12 2023

Kurdish villager killed by military police after racist attack on family

A Kurdish villager was killed by military police in the western Turkish province of Canakkale after a dispute with neighbors who allegedly carried out a racist attack against the Kurdish family.

According to media reports, the Cabir family, which immigrated to Canakkale from Van 15-16 years ago, was racially attacked by the Ozenc family from the same village during a dispute over a field.

A member of the Ozenc family was killed in the fight, and Suleyman Cabir, the father of the Cabir family, was seriously wounded and returned to his home.

When a team of gendarmes arrived on the scene, a fight broke out between Cabir's children and the gendarmes.

Family lawyer Zilan Leventoglu said that family members, including three women, were physically assaulted by the gen-

darmerie. It was claimed that Suleyman Cabir took his hunting rifle from his home during this time, and a gendarmerie officer shot him in the abdomen while trying to intervene.

Suleyman Cabir later died in the hospital, while all members of the Cabir family were taken into custody.

Cabir's three sons were referred to court and subsequently arrested.

Lawyer Leventoglu stated, "The situation is very dire. The gendarmerie fired multiple shots at the family members, and they intentionally targeted the father, shooting him below the chest. In addition to shooting, the family members were brutally beaten by the gendarmerie." Leventoğlu also reported the situation to the Canakkale Branch of the Human Rights Association.



April 12, 2023

Kurdish protester accused of ‘enmity against God’ taken to Evin prison

Imprisoned Kurdish athlete **Parham Parvari**, who was arrested during the recent anti-government protests in Tehran, was transferred from the Greater Tehran Central Penitentiary to Evin Prison on 9 April.

The Security Prosecutor’s Office located in Evin Prison has charged Parvari with “enmity against God” (moharebeh), which carries the death penalty in Iran, for his participation in the protests.



The protester’s trial was scheduled for 10 April, at Branch 28 of the Islamic Revolutionary Court of Tehran, but it has been postponed for unknown reasons.

Security forces arrested Parvari, 25, on 3 October 2022 and took him to the detention centre of the Ministry of Intelligence at Ward 209 of Evin Prison.

Security forces severely tor-

tured him at the time of arrest, the signs of which are still visible on his body.

The young man was also pressured and threatened during interrogations at Evin Prison to make forced “confessions”.

Parvari was transferred from Evin Prison to the Greater Tehran Central Penitentiary on 4 January after initial interrogations.



April 13, 2023

Kobane trial: Demirtas lambasts judges for political bias and unfairness

The first hearing of the 24th session of the Kobane Trial, where 108 individuals, including former co-chairs and executive board members of the Peoples’ Democratic Party (HDP) are being tried in relation to the protests against ISIS attacks on Kobanê in October 2014, commenced in Ankara with lawyers expressing discontent over the haste of the proceedings and HDP’s former co-chair, Selahattin Demirtas, accusing the judges of making political rather than legal decisions and accusing President Tayyip Erdogan of orchestrating a political conspiracy.

During the three-day hearing, it is expected that the prosecution will present its final opinion. The imprisoned politicians including Demirtas have been protesting

against the fact that they have not been given the opportunity to present their defense, claiming that the prosecution’s attitude is unfair.

When the presiding judge called the roll, the lawyers expressed their dissatisfaction with the statement, “You are in a hurry. You are trying to close this case.” to which the presiding judge replied: “Life is short.”

During the hearing, Demirtas connected online from Edirne Prison and stated that President Tayyip Erdoğan is an authoritarian leader who interferes with the judiciary openly and reminded the news about Erdogan calling members of the Constitutional Court directly after their decision regarding the closure case against HDP

Demirtaş asked, “If a brazen politician like Erdogan directly calls members of the Constitutional Court, what would he not do to the 22nd Ankara Heavy Criminal Court?” the court hearing the Kobane trial.

Demirtas also accused the court of making political decisions rather than legal ones. “Despite acting like judges, you are implementing Tayyip Erdogan’s instructions in practice. He wanted the prosecution’s final opinion to be given during the election campaign, to be able to talk about it in the rallies. That’s the purpose of this.”

When the judge attempted to cut him short, Demirtas heavily accused the judges:

“You are deciding as AKP’s election commission, and we do not recognize any decision you will make. This is not a court, and you are not judges either, despite wearing robes. This is a political campaign and the decision will be given at the ballot box on May 14. Everyone will accept the results of the ballot box. We will also accept it, and those who make this fabricated decision will also accept it. You have committed a serious crime against us. You allowed fake evidence of the conspiracy to be included in the case file.”

He added:

“We are ready to serve not just 6.5 years but 6.5 million years in prison for our people, but we will hold you accountable for it.”

THE CONVERSATION

April 13 2023

Gülçin Erdi,

Chargée de recherches Cités, TERRitoires, Environnement, Sociétés (CITERES), CNRS, Université de Tours

Séisme en Turquie : Pourquoi autant de dégâts et d'impuissance ?

A un mois de l'élection présidentielle en Turquie, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan essuie de nombreuses critiques du fait de sa gestion du tremblement de terre du 6 février dernier, qui a provoqué un traumatisme national. Dans les heures suivant la catastrophe, la société civile s'est mobilisée en un temps record pour envoyer de l'aide humanitaire dans la région. L'État, lui, a semblé tétanisé, et n'a commencé à réagir qu'au bout de 48 heures.

Chacun a pu constater que l'État n'était pas vraiment préparé à un plan d'action d'urgence en cas de séisme de grande ampleur et que ses services étaient largement dysfonctionnels. Au-delà, la catastrophe a également mis en évidence les immenses lacunes de la Turquie en matière de mise en œuvre d'une urbanisation rationnelle tenant compte du risque sismique.

Ce risque n'a pourtant rien de nouveau dans le pays, qui a déjà connu, par le passé, des secousses comparables, notamment le séisme d'Elazığ en 1939, qui avait causé la mort de 33 000 personnes. Rien que depuis 1999, la Turquie a subi (si l'on tient compte du 6 février dernier) 11 tremblements de terre d'une magnitude de plus de 6 sur l'échelle de Richter, qui ont causé au total plus de 70 000 morts et des dégâts colossaux.

Pourquoi la Turquie n'arrive-t-elle toujours pas à mettre en place un système de construction fiable et solide et une politique urbanistique adaptée aux réalités géologiques ? Le 6 février en a tragiquement rappelé l'urgence, d'autant que les spécialistes indiquent qu'un séisme



Le tremblement de terre du 6 février 2023, qui a frappé une zone frontalière turco-syrienne, a fait plus de 50 000 morts. FeelanceJournalist/Shutterstock

de grande ampleur va très probablement bientôt frapper la métropole d'Istanbul et ses 16 millions d'habitants...

Cent ans d'urbanisation prenant très peu en compte les risques sismiques

L'urbanisation a été une priorité de l'État dans les premières années suivant la fondation de la République (1923). Le gouvernement de Mustafa Kemal Atatürk avait alors convié des aménageurs français et allemands pour planifier et développer des villes, notamment la capitale Ankara, selon des normes modernes.

Néanmoins, dès la fin des années 1930, cette volonté s'est heurtée à deux phénomènes devenus endémiques jusqu'à nos jours : d'une part, le manque de moyens ; de l'autre, la spéculation et les intérêts fonciers des dirigeants eux-mêmes.

[Près de 80 000 lecteurs font confiance à la newsletter de The Conversation pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. Abonnez-vous aujourd'hui]

Dès les années 1940, les politiques d'urbanisation et de logement sont pratiquement devenues lettre morte et les villes se sont développées d'une manière anarchique, les grandes métropoles se couvrant d'habitats informels (gecekondu). Si bien que, dans les années 1990, 72 % des habitants d'Ankara vivaient dans ce type de logements.

Mis à part quelques tentatives infructueuses, les gouvernements ont longtemps laissé faire, et n'ont pas tenté de transformer à grande échelle les gecekondu, craignant une sanction électorale dans ces zones fortement peuplées.

Cette position a évolué à la suite du grand tremblement de terre de 1999 dans la mer de Marmara près d'Istanbul, qui a causé la mort de 16 000 personnes et la destruction de 20 000 bâtiments, et de la crise financière de 2001, qui a provoqué une rupture politique et économique considérable.

Porté au gouvernement après la crise de 2001, le Parti de la justice et du développement

(AKP) a massivement utilisé l'argument du risque sismique pour entreprendre de vastes projets urbains : transformation ou rénovation des quartiers informels ou vétustes, construction de grandes infrastructures comme des ponts, des autoroutes et des aéroports. L'idée était de relancer la croissance économique du pays en stimulant le secteur de la construction. Malheureusement, l'urbanisation rapide ainsi mise en œuvre n'a guère pris en compte les normes anti-sismiques, ce qui aurait pu sauver des milliers de vies au vu des séismes qui se sont produits par la suite et qui, pour la plupart, étaient prévisibles.

Les projets d'urbanisation ont souvent été justifiés par la nécessité d'adapter les bâtiments et infrastructures du pays aux risques sismiques mais, dans les faits, les normes correspondantes n'ont que très peu été appliquées, et ces projets ont surtout servi à enrichir les entreprises proches de l'AKP et, partant, à renforcer le pouvoir en place.

L'urbanisation conduite par l'AKP a abouti à la destruction des gecekondu et au déplacement forcé de leurs habitants vers les marges des villes. Comme le montre le tableau ci-dessus, la construction de nouveaux bâtiments suite à une catastrophe naturelle comme le séisme est restée minime (0,1 %), la priorité étant donnée à l'édification d'immeubles générant de hauts profits et rapportant de l'argent à l'État (75,25 %).

La centralisation des politiques d'urbanisme

En termes de construction et de protection contre les désas-

tres naturels, la Turquie possède un arsenal législatif couvrant l'ensemble des domaines de l'urbanisation.

Dès son arrivée au pouvoir, l'AKP décide de restructurer la gouvernance du marché immobilier et de l'urbanisme en renforçant le rôle des institutions étatiques dans ce secteur.

En 2003, il élargit les compétences de l'Administration des Logements Collectifs (TOKI), autorisée à édifier des logements sur les terrains appartenant à l'État. En 2004, la TOKI obtient le pouvoir de procéder à des expropriations dans les zones de rénovation urbaine, d'établir des partenariats avec des entreprises privées et des trusts financiers, et de développer des projets de transformation dans les zones de gecekondu. En 2007, elle devient la seule autorité responsable de la détermination des zones de construction et de la vente des terrains publics. Enfin, en 2012, la « loi sur la transformation des zones à risques de catastrophe » donne au gouvernement les mains libres pour entreprendre des projets de renouvellement, toujours via la TOKI, en utilisant l'argument du « risque ». Les propriétaires des logements situés dans des zones déclarées à risque sont obligés de les vendre à la municipalité ou de les démolir à leurs propres frais.

Depuis le référendum constitutionnel de 2017, le pouvoir politique est plus que jamais centralisé autour du président Erdogan qui gère plusieurs domaines comme la défense, le patrimoine national, les affaires religieuses voire la communication, via des décrets présidentiels, sans passer par le Parlement. Cette centralisation se reflète au niveau local : les mairies métropolitaines deviennent compétentes dans l'ensemble des départements où elles se trouvent, y compris les

Années	Croissance du secteur de construction	Croissance économique
2001	-17,4 %	-5,7 %
2002	13,9 %	6,2 %
2003	7,8 %	5,3 %
2004	14,1 %	9,4 %
2005	9,3 %	8,4 %
2006	18,5 %	6,9 %

Institution nationale des statistiques de Turquie (TÜİK). Fourni par l'auteur

villages et les zones rurales. Elles peuvent entreprendre des actions d'expropriation ou changer la caractéristique des sols, ouvrant les zones agricoles à la construction.

Clientélisme et corruption

Si l'ultra-centralisation aurait pu fournir à l'État la possibilité d'améliorer l'ensemble du parc immobilier du pays de façon à le rendre plus résistant aux

Le candidat de l'opposition à la prochaine élection présidentielle, Kemal Kılıçdaroğlu, utilise la formule *Beşli Çete* (Gang des Cinq) pour désigner ces entreprises. Celles-ci accumulent les contrats publics et se sont constitué, d'après l'opposition, une fortune d'environ 418 milliards de dollars attribués uniquement par l'État.

Cette gouvernance où s'imbriquent et se chevauchent des

Projets de logement menés par des partenariats public-privés durant les années 2000

Type de projet	Pourcentage du nombre total des logements	Total des logements à but social : 6,31 %
Logements post-catastrophe	0,10 %	
Logements pour revenus très modestes	0,59 %	
Logements pour ménages pauvres	0,08 %	
Logements de rénovation urbaine	5,97 %	
Logements à but lucratif	75,25 %	
Logements pour l'administration publique	18,24 %	

Erdi-Lelandais, 2014, Fourni par l'auteur

séismes, la législation n'a pas été utilisée en ce sens.

L'État a utilisé l'urbanisation et la construction pour faire des profits grâce au développement de projets dans des zones à haute valeur foncière, ces projets étant sous-traités à des entreprises privées de construction « amies » : Limak, Cengiz, Kolin, Kalyon et Makyol... Les dirigeants de ces entreprises figurent dans le cercle rapproché d'Erdogan et constituent ensemble la « machine de croissance » urbaine du pays, selon les termes du sociologue Harvey Molotch.

liens amicaux, familiaux, économiques, financiers mais aussi politiques se retrouve non seulement dans la construction et les infrastructures physiques (transport, facilités portuaires, canalisation, approvisionnement en eau, etc.) mais aussi dans les infrastructures sociales (éducation, culture, technologie...). Mais le secteur de la construction est particulièrement marqué par le clientélisme. Jusqu'à récemment, les constructeurs pouvaient choisir eux-mêmes l'entreprise chargée d'inspecter la conformité de leurs bâtiments aux normes antisismiques.

Les intérêts financiers ont tou-

jours dépassé l'intérêt public et le pouvoir a fermé les yeux pendant des années sur ces relations. Aucun système efficace, susceptible de sanctionner ces dérives, n'a été établi.

Depuis des années, des scientifiques annonçaient l'imminence d'un grand séisme dans la région, mais le gouvernement a fait la sourde oreille et continué d'autoriser la construction de bâtiments au-dessus des lignes de faille.

Le comble a été l'adoption en 2018 d'une loi rendant légaux les bâtiments construits dans des zones à risques illégalement et sans respecter les normes sismiques. Ce faisant, au lieu de consolider le bâti résistant au séisme, l'État a laissé en place de nombreux bâtiments mal conçus, ce qui a, de fait, augmenté le nombre de pertes humaines le 6 février dernier.

On l'aura compris : l'État turc actuel, ultra-centralisé, focalisé sur les intérêts financiers d'entreprises proches du pouvoir, voit ses institutions publiques de tous les niveaux pratiquement paralysées et incapables d'agir pour réduire les risques sismiques. À chaque niveau, l'accord des supérieurs hiérarchiques est nécessaire, ce qui empêche ainsi un fonctionnement souple. À titre d'exemple, l'envoi de soldats dans la zone du séisme du 6 février pour participer aux opérations de sauvetage a pris deux jours car (en partie à cause de la méfiance envers l'armée consécutive à la tentative de putsch de 2016) hormis le président Erdogan, personne n'était habilité à prendre cette décision. La transformation du fonctionnement du système politique et étatique en Turquie apparaît aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Il aura fallu les dizaines de milliers de morts du 6 février pour que cette prise de conscience s'opère...



13 Avril 2023

Iran : Les exécutions ont augmenté de 75 % en 2022, avec 582 pendaisons

peine de mort Ce chiffre est le plus élevé dans la République islamique depuis 2015, après un total de 333 exécutions en 2021, selon l'ONG Iran human rights (IHR) et Ensemble contre la peine de mort (ECPM)

La peine de mort comme outil « d'intimidation » en Iran. C'est l'analyse que font les ONG Iran human rights (IHR) et Ensemble contre la peine de mort (ECPM) en révélant une hausse massive des exécutions dans le pays secoué par des [manifestations depuis le mois de septembre](#). En 2022, ces exécutions ont augmenté de 75 % avec 582 pendaisons, selon ces deux organisations de défense des droits humains.

Les autorités iraniennes ont violemment réprimé le mouvement de contestation, avec quatre pendaisons qui y sont [directement liées](#), provoquant des condamnations à l'étranger. Le chiffre d'au moins 582 exécutions est le plus élevé dans la République islamique depuis 2015, après un total de 333 exécutions en 2021.

« Machine de mort »

La [peine de mort](#) a été « une fois de plus, utilisée comme un ultime outil d'intimidation et d'oppression par le régime iranien dans le but de maintenir la stabilité de son pouvoir », estiment ces ONG dans un rapport conjoint publié jeudi. « Afin d'instiller la peur au sein de la population et de la jeunesse contestataire, les autorités ont intensifié les exécutions



Cette photo fournie par le bureau du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, le montre en train de s'exprimer lors d'une réunion avec des membres du gouvernement iranien à Téhéran, le 4 avril 2023. — AFP

de prisonniers condamnés pour des raisons autres que politiques », précise le directeur d'IHR, Mahmood Amiry Moghaddam.

« Pour enrayer la machine de mort mise en place par le régime iranien, il faut que la communauté internationale et la société civile, qu'elle soit sur place ou non, montrent activement leur opposition à chaque fois qu'une personne est exécutée dans le pays », insiste-t-il. Le rapport affirme par ailleurs qu'une centaine de détenus sont actuellement soit condamnés à mort, soit poursuivis pour des accusations passibles de la peine capitale.

Le trafic de drogue en première ligne

Selon ces mêmes sources, le nombre de condamnations dans des dossiers de [trafic de drogue](#) a lourdement augmenté, alors que leur baisse, liée à un amendement en 2017 de la loi sur les trafics de narcotiques, avait entraîné un ralentissement important des statistiques jusqu'en 2021. Plus de la moitié des condamnés exécutés après le début des manifestations, et 44 % des exécutions enregistrées en 2022, étaient liés à des affaires de drogue. Soit le double des chiffres de 2021 et dix fois ceux de 2020.

Les auteurs du rapport dénoncent à cet égard la passivité de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD). « Le manque de

réaction de l'ONUDD et des pays qui y sont affiliés n'envoient pas le bon message aux autorités iraniennes. L'abolition de la peine de mort pour les crimes liés au trafic de drogue doit être posée comme une condition indispensable aux futures coopérations entre l'ONUDD et l'Iran », estime le directeur d'ECPM, Raphaël Chenuil-Hazan.

Disproportion chez les minorités

Selon le rapport, les membres de la minorité baloutche, principalement sunnite, représentent 30 % des exécutions alors qu'ils comptent pour seulement 2 à 6 % de la population nationale. Une telle disproportion est aussi notée chez les minorités kurdes et arabes.

La peine de mort est « un moyen de pression et, plus largement, un levier répressif pour gérer les problématiques sociales du pays », estime le rapport, selon lequel 288 exécutions, 49 % du total, ont été justifiées par des affaires de meurtre, le chiffre le plus élevé depuis 15 ans. Deux personnes, dont le manifestant Majidreza Rahnavard, ont été pendues en public, selon le communiqué. Au moins trois personnes exécutées étaient des mineurs et 16 des femmes.

FINANCIAL TIMES

Adam Samson
April 13 2023

They've screwed the economy': Turkey's heartland voters tire of Erdoğan

Selman Deveci, a chef working his shift at a café in the Turkish city of Konya, voiced what an increasing number of voters were whispering in the region that had been a stronghold for President Recep Tayyip Erdoğan: "I want change."

"They've screwed the economy," Deveci said of the rampant inflation and plummeting lira that had taken a heavy toll on people's finances. The erosion of basic rights and freedoms in Turkey and a system of government that concentrates power in the president's hands have also turned him away from Erdoğan.

And yet Deveci can find few reasons to instead vote for the six-party opposition coalition forged with the aim of unseating the longtime leader in next month's elections. "I don't have faith in them," he said.

Erdoğan and his Justice and Development party (AKP) are fighting one of the toughest campaigns in their two decades in power. National polls put him neck and neck with Kemal Kılıçdaroğlu, the 74-year-old leader of the Republican People's party who will represent the united opposition in the presidential vote on May 14.

Deveci's views show why the election hangs in the balance, despite the disillusionment of many in Turkey at the inflation crisis under Erdoğan's watch that has been compounded by anger at his government's botched response to the devastating earthquake in February.

Erdoğan, 69, has long been able to count on the support of religiously conservative regions in the country's Anatolian heartland,

such as Konya. Three out of four voters across the wider province backed him in the most recent presidential election in 2018.

The difference this time is that Turkey's "massive economic crisis" has fed the circumstances in which "the AKP's base is dwindling", said Berk Esen, a professor at Sabanci university. But this did not necessarily translate into votes for the opposition, with Kılıçdaroğlu — a quietly spoken political veteran from the minority Alevi sect — struggling to convince voters that he is the one to deliver durable change.

"In places such as Konya, where you have a very conservative pious voter bloc, most AKP voters have decided not to desert the ship," Esen said. "In part, this is because the opposition has not created an appealing, credible alternative."

The sense of disillusionment is apparent in Konya, a province of 2.3mn people that is nicknamed Turkey's granary because of its history in farming and the production of agricultural machines.

One student, sitting in a coffee shop in the centre of the city, said her family used to support the president, but changed their mind. "I don't like Erdoğan anymore," she said. Even simple pleasures, such as buying books, had become difficult because of high prices, she added. Like many in Konya who spoke to the Financial Times, she did not want to give her name due to concerns about retribution by the government.

A local pharmacist, who also asked not to be named, offered a similar sentiment: "The economy's getting worse every day... change is needed," he said, adding that

the weak lira, which was trading at record lows against the US dollar, meant he was often unable to find medication for patients. Yet he also had little hope that even a new government would make much difference. "Not Erdoğan, not Kılıçdaroğlu, none of them," he said.

The sense of economic despair is reflected in the broader economic data. In the early years that Erdoğan was in power, residents of Konya became much more prosperous. Economic output per person leapt from \$4,250 in 2004, the year after Erdoğan was first elected prime minister, to \$9,690 in 2013, according to the Turkish Statistical Institute. But since then, per capita gross domestic product has slid back to \$7,340, reflecting a trend that has taken hold nationally.

The slump follows the arc of Erdoğan as a politician. When he was elected 20 years ago, Erdoğan was seen as a moderate, business-friendly Islamist who could chart a fresh course for Turkey. And yet while his government, especially in its early years, pushed through important reforms, it steadily eroded civil liberties.

It violently snuffed out protests in 2013, while an attempted coup three years later gave Erdoğan fresh fuel to push through a referendum that enacted the presidential system that gave him sweeping powers.

Mustafa Kavuş, the AKP mayor of one of Konya's districts, acknowledged that many voters were struggling, but that it was "not just the AKP" that they were angry at. "The difficulties are soon going to be over, prosperity is close," he vowed. For some in Konya, an economy

defined by sharply higher prices — the annual inflation rate remained above 50 per cent in March — had some positive effects.

The manager of one machinery company outside the city said business was booming, with the inflation helping to convince his customers to make big investments now, rather than risk higher prices in future.

Yet despite being an observant Muslim who was fasting for the Ramadan holy month, the factory manager said he worried about religion creeping deeper into business and government. "Secularism is very important," he said. "The press and media are [also] not free," he said, a situation that had deteriorated for "15 years straight".

For others, it is the president's strong religious ideology that continues to earn him their support.

Suleyman Gardas, a pensioner enjoying the sun in a square in Konya, was particularly grateful to Erdoğan for making the lives of devout Muslims easier, pushing back against discrimination against observant Muslims in public institutions.

"[Before] my daughter was not able to wear a headscarf," he said. "Now we even have police officers with black turbans."

Kılıçdaroğlu, by contrast, "doesn't respect Islam", according to Gardas, using a widely publicised gaffe two weeks ago in which the opposition leader stepped on a prayer rug in shoes to underscore his argument.

"Erdoğan is the best," he insisted. "Even if mistakes happen."



April 12, 2023.

Powerful flood causes casualties and damages in Kurdistan Region

Sulaimani, which had 90 mm of rainfall, was also affected by heavy flooding.

ERBIL (Kurdistan 24) – Heavy rainfall and flooding across the Kurdistan Region since Tuesday has caused extensive damage to numerous properties and the death of one person.

Severe flooding has swept away cars and destroyed at least 300 houses in Duhok province as extreme weather patterns continue to significantly impact the region on Wednesday, according to reports from local authorities.

Also, several resorts in Akre and surrounding areas have been damaged by flooding, with an estimated loss of thousands of dollars, according to the resort owner.

Akre witnessed over 101 mm of rainfall in the last 12 hours, coming second to the Barzan area, where more than 128 mm of rain fell.

Sulaimani, which had 90 mm

of rainfall, was also affected by heavy flooding.

Mustafa Moosa Harki, a shepherd in the Kurdistan Region's Akre district, died while trying to save his livestock on his farm. With a preexisting cardiac condition, Harki could not receive timely medical treatment due to the roads being blocked by heavy flooding.

Erbil governorate on Wednes-

day urged citizens to avoid areas near the Great Zab River, due to increased water levels.

Local authorities across the Kurdistan Region have also warned of continuing strong rainfall and the possibility of further flooding in most of the areas in the region. Emergency response teams have been deployed.



April 12, 2023.

President Barzani, Pope Francis discuss promoting peaceful coexistence

Iraq has designated March 6 as a national holiday to honor a National Day of Tolerance and Coexistence.

ERBIL (Kurdistan 24) –

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Thursday met with His Holiness Pope Francis in the Vatican City and discussed promoting peaceful coexistence in Iraq's Kurdish region as well as the Middle East.

"I reiterated my commitment to continue promoting peace & coexistence in Kurdistan, Iraq & beyond," President Barzani said following his meeting with the top religious leader.

The Pope stressed the importance of preserving "peace & fraternity among Iraq's communities," the president said, adding he was delighted to see the Pontiff was in good health. The president presented a tab-



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani posing for a photo with Pope Francis in the Vatican City, April 13, 2023. (Photo: Kurdistan Region Presidency)

leau depicting members of different religious groups in the Kurdistan Region dancing together against the backdrop of religious sites of the main religions. He also gifted a photo album of the Pope's visit to Kurdistan.

This is the first meeting between a top Kurdish leader and Pope Francis following the pontiff's visit to Iraq and the Kurdistan Region in March 2021.

The papal visit to the country was the first of its kind in the

history of Iraq, where he met with various religious leaders and held a Mass for thousands of Christians in Erbil.

Iraq has designated March 6 as a national holiday to honor a National Day of Tolerance and Coexistence.

A few months after his inauguration, Prime Minister Masrour Barzani visited the Vatican City, accompanied by a ministerial delegation from the Kurdistan Regional Government (KRG), and met with Pope Francis in February 2020.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right) meeting with Pope Francis (first left) in the Vatican City, April 12, 2023. (Photo: Kurdistan Region Presidency)



13 Avril 2023

L'Iran a utilisé des vols humanitaires après les séismes pour livrer des armes à la Syrie

Reuters révèle que l'Iran a envoyé du matériel militaire déguisé en matériel de secours à la Syrie, dans le cadre de l'aide humanitaire aux rescapés des séismes meurtrier du 6 février. Israël a réagi en menant des attaques ciblées sur l'aéroport d'Alep, selon cette enquête.

Batteries de radars, équipements de communication avancés, pièces détachées pour système de défense aérienne... D'après une enquête menée par Reuters, qui s'appuie sur neuf sources d'origine syrienne, iranienne, israélienne et occidentale, l'Iran a profité des vols d'aide humanitaire vers la Syrie, à l'issue des séismes du 6 février, pour livrer des armes et de l'équipement militaire à son allié.

D'après ces sources, l'objectif était de renforcer les défenses iraniennes face à Israël en Syrie et de conforter la position du président syrien Bachar al-Asad.

Après les tremblements de terre du 6 février qui ont touché le nord de la Syrie et la Turquie, des centaines de vols depuis l'Iran ont atterri dans les aéroports d'Alep, de Damas et de Lattaquié pour apporter des fournitures, et ce sur une durée de sept semaines, ont indiqué les sources.

Les fournitures comprenaient des équipements de communication avancés, des batteries de radars et des pièces détachées nécessaires à la modernisation prévue du système de défense aérienne de la Syrie fourni par l'Iran dans le cadre de la guerre civile, ont déclaré deux sources régionales et une source de renseignement occidentale.

Reuters s'est entretenu avec des responsables des services de renseignement occidentaux, des sources proches des dirigeants iraniens et israéliens, ainsi qu'avec un transfuge militaire syrien et un officier syrien en service au sujet des vols.

L'Iran nie avoir livré ces armes

Interrogé sur le fait de savoir si les vols de soutien humanitaire après le séisme avaient servi à transférer de l'équipement militaire vers la Syrie, la mission iranienne basée aux Nations unies à New York a répondu par la négative.

"C'est faux", a-t-elle dit à Reuters. Le gouvernement syrien n'a pas répondu à une demande de commentaires. Des sources régionales ont quant à elles indiqué à Reuters qu'Israël avait été rapidement au courant de l'afflux d'armes vers la Syrie et avait monté une campagne pour contrer ces livraisons.

"Le tremblement de terre a été une triste catastrophe, mais en même temps, Dieu nous a aidé à aider nos frères syriens dans leur lutte contre leurs ennemis. Des cargaisons d'armes ont été immédiatement envoyées en Syrie", a déclaré une source régionale proche du clergé iranien.

Frappes israéliennes sur l'aéroport d'Alep

Selon le général de brigade Yossi Kuperwasser, ancien responsable de la recherche au sein de l'armée israélienne et ancien directeur général du ministère des Affaires stratégiques, des frappes aériennes israéliennes contre les cargaisons se sont appuyées sur des renseignements si précis que l'ar-

mée israélienne savait quel camion d'un long convoi viser.

"Sous le couvert de l'envoi d'aide à la Syrie pour les tremblements de terre, Israël a constaté d'importants mouvements d'équipements militaires en provenance d'Iran, principalement transportés sous forme de pièces détachées", a déclaré à Reuters un responsable iranien de la Défense, qui a souhaité conserver l'anonymat.

L'aide a été principalement fournie via l'aéroport d'Alep, au nord de la Syrie, a-t-il ajouté. Les livraisons ont été organisées, selon lui, par la division syrienne de l'unité 18 000 de la Force Al-Qods, la branche paramilitaire à l'étranger des Gardiens de la révolution iraniens, dirigée par Hassan Mehdoui.

Le transport au sol a été géré par l'unité de transports 190 de la Force Al-Qods menée par Bahanem Shahariri, a encore précisé ce responsable. Reuters n'a pas été en mesure de joindre Hassan Mehdoui et Bahanem Shahariri pour un commentaire. Les Gardiens de la révolution n'ont pas souhaité faire de commentaire.

"Les frappes israéliennes ont également visé une réunion de commandants de milices iraniennes et des livraisons de puces électroniques destinées à améliorer les systèmes d'armement", a déclaré le colonel Abdul Jabbar al-Oqaidi, un ancien colonel de l'armée syrienne qui a fait défection et qui conserve des contacts avec l'armée.

Il n'a pas précisé où se tenait la réunion, ni la date de cet événement. La piste d'atterrissage

d'Alep a été frappée par Israël quelques heures seulement après l'atterrissage de deux avions-cargo iraniens transportant des armes sous le couvert d'aide humanitaire, a indiqué une source régionale, une information confirmée par deux autres sources de renseignement occidentales.

L'aéroport d'Alep a effectivement été visé par plusieurs frappes israéliennes, le 7 puis de nouveau le 22 mars.

Israël intensifie ses efforts pour faire reculer l'Iran en Syrie

D'après un officier de l'armée syrienne, qui a demandé à ne pas être nommé, les Israéliens intensifient leurs efforts pour vaincre l'Iran en Syrie. Début avril, l'armée israélienne a ciblé des entrepôts d'armes dans la chaîne de montagnes Jabal Manea Kiswa, située au sud de la capitale syrienne Damas, ont déclaré une source de sécurité régionale et deux sources de renseignement occidentales.

À cet endroit, les troupes iraniennes et le Hezbollah libanais ont construit ce qui est probablement leur site militaire le plus fortifié en Syrie. Une station radar utilisée pour les drones a également été touchée le 3 avril, a ajouté la source régionale, corroborant les déclarations de deux sources de renseignement occidentales à Reuters.

"Nous pensons que les milices iraniennes ont transféré d'énormes quantités de munitions - elles ont réapprovisionné les quantités perdues lors des précédentes frappes de drones israéliens", a déclaré une source de renseignement occidentale.

En Irak, Erdogan prend pour cible des Kurdes syriens alliés de Washington

Mazloum Abdi, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), est sorti indemne d'une attaque turque de drone dans le nord de l'Irak.

La chasse menée par la [Turquie contre les rebelles kurdes](#) ne connaît pas de frontières. Mais l'attaque lancée vendredi dernier sur l'aéroport international de Souleymanieh, dans la région autonome kurde du nord de l'Irak, a franchi une nouvelle ligne rouge. Un convoi de cinq véhicules transportant de hauts responsables kurdes syriens a en effet été pris pour cible par un missile tiré depuis un drone.

« L'attaque s'est produite près de notre convoi qui nous ramenait à l'aéroport », a confirmé Ilham Ahmed, cheffe du Conseil démocratique syrien, au média en ligne Al-Monitor. Dans le convoi se trouvait surtout Mazloum Abdi, le commandant en chef des FDS – la force combattante de l'administration du Nord-Est syrien (AANES), dominée par les Kurdes, et principale alliée de la coalition internationale antidjihadiste.

Il se trouvait à Souleymanieh, l'une de ses rares sorties de son fief du [Rojava](#) – le Kurdistan occidental – pour des contacts avec les autorités politiques locales et avec des officiels américains. Avec les responsables kurdes se trouvaient également trois militaires américains, selon le quotidien *Wall Street Journal*. Des drones turcs ont été détectés dans la zone immédiatement après l'incident, confirme-t-on de source mili-

taire. Le ministère turc de la Défense a démenti toute implication dans ce bombardement. Mais il est vrai que c'est avant tout le MIT, les services turcs de renseignements, qui supervise les opérations contre les rebelles kurdes dans la région. Le MIT dispose de ses propres drones armés et opère de manière autonome, sous l'autorité unique du président Erdogan.

Violation du droit international

« C'est une action menée sur un aéroport civil, sur le territoire souverain de l'Irak, et qui viole ouvertement le droit international », réagit Nuri Mahmoud, le porte-parole des YPG (Unités de protection du peuple), la branche syrienne de la guérilla kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui était de passage à [Paris](#) au moment de l'attaque. « Notre commandant en chef se trouvait à Souleymanieh pour une visite de travail, notamment des entretiens avec nos partenaires dans le cadre de la coopération antiterroriste », expliquait ce responsable, mardi.

Les réunions de coordination de la coalition antidjihadiste se tiennent régulièrement sur une base américaine dans la région de Souleymanieh. « Ce n'est pas la première fois que nous sommes visés ainsi. Plusieurs de nos officiers ont déjà été

t tués de cette manière au Rojava [la région kurde de [Syrie](#), NDLR]. Et la présence de soldats américains ne les arrête pas. En novembre dernier, des frappes turques ont visé une base américaine à Tall Tamer et plusieurs de nos camarades sont morts », précise le porte-parole.

Mi-mars, un accident d'hélicoptères avait révélé au grand jour les discrètes allées et venues de responsables kurdes entre le territoire syrien et l'aéroport de Souleymanieh. Neuf combattants kurdes de la force antidjihadiste avaient péri dans le crash, y compris leur commandant Sherwan Kobane. La Turquie s'était émue de constater que des « terroristes du PKK » puissent bénéficier d'un « corridor aérien » entre les deux zones. Ankara s'était surtout inquiété de voir se développer les contacts politiques entre les Kurdes syriens et les représentants de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), l'une des deux principales factions kurdes d'Irak, qui tient la région de Souleymanieh. Par mesure de rétorsion, la Turquie avait décidé début avril de suspendre tous ses vols à destination de Souleymanieh.

Tentative d'assassinat

Le tir de drone du 7 avril n'a fait aucune victime et Mazloum Abdi est sorti indemne de cette

tentative d'assassinat, qui « n'est pas la première », a-t-il précisé. Le missile se serait enfoncé profondément dans le sol avant d'exploser, ce qui a empêché des dégâts plus importants. Depuis des années, Ankara traque celui qu'elle considère comme un « chef terroriste », membre du PKK et ancien compagnon de route d'[Abdullah Öcalan](#). La Turquie, qui, depuis trente ans, dispose de bases militaires permanentes dans la région kurde d'Irak, a intensifié ses opérations contre les camps d'entraînement du PKK et contre ses soutiens logistiques.

Le gouvernement irakien a réclamé des excuses de la part de la Turquie, au lendemain de l'incident. Bagdad a affirmé qu'il n'y avait « aucune base légale au fait d'intimider des civils sous le prétexte de la présence sur le sol irakien d'une force qui est hostile à la Turquie ». Dans un communiqué, la présidence irakienne a demandé à Ankara de « prendre ses responsabilités et de présenter des excuses officielles ». Mais, à l'approche des élections – [présidentielle et législatives](#) –, qui doivent se tenir le 14 mai, la pression de la Turquie va se renforcer, s'inquiète pour sa part Nuri Mahmoud, le porte-parole des YPG. Erdogan aimerait pouvoir accrocher une tête supplémentaire à son tableau de chasse.

LE FIGARO

AHMAD AL-RUBAYE
13 Avril, 2023

Irak: trois morts par électrocution lors de pluies diluviennes

Au moins trois personnes, dont une femme, ont péri par électrocution dans le centre de l'Irak lors de trois accidents distincts survenus mercredi derniers lors des épisodes de pluies diluviennes qui ont frappé tout le pays, d'après les propos d'un responsable médical recueillis par l'AFP ce jeudi.

Âgées de 16, 22 et 30 ans, les trois victimes sont mortes électrocutées dans différents secteurs de la province de Babylone, a expliqué à l'AFP le docteur Ahmed Sabbah, directeur de l'institut médico-légal de Hilla, chef-lieu de la province.

Coupures de courant

Les victimes étaient toutes sorties pour couper le courant électrique qui alimente leurs foyers,

a-t-il précisé, craignant que les fortes fluctuations de courant, causées par les intempéries, n'endommagent leurs équipements électroménagers. Babylone, de même qu'une bonne partie du pays, a été touchée mercredi par des pluies torrentielles et des bourrasques. Dans la nuit à Hilla, l'artère principale était envahie par les eaux, selon un correspondant de l'AFP.

«*En raison des mauvaises conditions climatiques*», le premier ministre Mohamed Chia al-Soudani a ordonné la fermeture des administrations jeudi dans tout l'Irak, à l'exception des services de sécurité et de certains services publics. Des pluies importantes ont également touché le Kurdistan, région autonome dans le nord de l'Irak.

Torrents de boue

Dans le village de Khabat, où

l'eau infiltrée dans des échoppes a provoqué des dégâts, des habitants aidés par une pelleteuse tentaient de nettoyer leur rue boueuse, selon un photographe de l'AFP. Des vidéos publiées en ligne ont montré des torrents d'eau boueuse charriant des voitures sur des routes ou se déversant au milieu de terrains vallonnés.

L'Irak est frappé par la sécheresse et des précipitations en baisse depuis trois ans. Les rares pluies, salutaires pour les fleuves et les réserves en eau des barrages, sont accueillies avec soulagement par les agriculteurs. Mais dans un pays aux infrastructures défaillantes malgré la manne pétrolière, ces précipitations occasionnent aussi des inondations ou des coupures d'électricité.

Vulnérabilité au changement climatique

L'Irak est selon l'ONU un des cinq pays au monde les plus vulnérables à certains effets du changement climatique. Bien souvent les militants déplorent l'absence de politiques publiques efficaces pour mitiger ces bouleversements.

Fin février, les autorités avaient reconnu une baisse alarmante dans le sud du niveau des eaux du Tigre et de l'Euphrate, les deux grands fleuves mythiques qui traversent le pays. Le gouvernement impute ce phénomène à la sécheresse mais surtout aux barrages construits en amont sur les deux fleuves par les deux grands voisins, la Turquie et l'Iran.

The New York Times

vivian Nereim, Raja Abdulrahim
And Edward Wong
April 13, 2023

After Shunning Assad for Years, the Arab World Is Returning Him to the Fold

President Bashar al-Assad of Syria was isolated for years after brutally crushing his country's Arab Spring uprising. But in most Arab capitals today, the only question is how — not whether — they should deal with him again.

Saudi Arabia, like many other Arab states, had refused to engage with President Bashar al-Assad of Syria for more than a decade after he violently crushed his country's Arab Spring uprising — bombing, gassing and torturing his own people in a conflict that morphed into a long-running war that is still in progress.

So when Syria's foreign minister arrived in Saudi Arabia on Wednesday, it seemed to put to rest any notion that Mr. al-Assad's regime would remain isolated in the Middle East.

The Saudi foreign minister, Prince Faisal bin Farhan, welcomed Mr. al-Assad's emissary, Faisal Mekdad, with a smile. In a joint [statement](#), the

countries said they had discussed steps to facilitate "the return of Syria to its Arab fold," and would start procedures to resume consular services and flights. Also this week, Tunisia formally re-established diplomatic relations with Syria, naming an ambassador to Damascus.

"Assad remaining in power and Arab normalization with Da-

mascus seems to be a foregone conclusion at this point," said Anna Jacobs, a senior Gulf analyst for the International Crisis Group. "The U.S. and Europe have made it clear that they do not agree with Arab states normalizing with the Assad regime, but there doesn't seem to be much they can do about it."

On Friday, officials from the Gulf countries, Jordan, Egypt and Iraq will meet in Saudi Arabia to discuss Syria, attempting to coordinate policy ahead of an Arab League summit next month hosted by Saudi Arabia. A Syrian representative could be invited for the first time since the Syrian conflict began 12 years ago.

Arab states cut ties with Mr. al-Assad years ago as he laid siege to entire neighborhoods and towns in an effort to defeat the rebels, oversaw a prison system rife with torture and mass executions and sent millions of refugees fleeing to neighboring countries.

There is little consensus among them about how they should deal with Syria — and what concessions they might demand in return for rebuilding relations — but the direction is clear.

A photograph released by Saudi state media showing Syria's foreign minister, Faisal Mekdad, left, meeting with Saudi Arabia's deputy foreign minister, Waleed El Khereiji, in Jeddah, Saudi Arabia, on Wednesday. Saudi Press Agency, via Reuters

A gradual shift actually began years ago, as the Syrian war dragged on and Mr. al-Assad clung to power. Some regional rulers saw the reset of relations with him as inevitable as early as 2018, when the United Arab Emirates re-established diplomatic ties.

U.S. pressure helped stop more countries from following suit, said Mohammed Alaa Ghanem, head of policy for the Syrian American Council, a Washington-based advocacy group that opposes normalization with the Assad regime. In 2019, the United States passed legislation imposing additional sanctions on the Syrian government, creating another barrier.

And crucially, the region's political heavyweights, includ-



A photograph released by the United Arab Emirates presidential court showing President Bashar al-Assad of Syria, left, and the Emirati ruler, Sheikh Mohammed bin Zayed, in Abu Dhabi, the United Arab Emirates, last month. United Arab Emirates Presidential Court /EPA, via Shutterstock

ing Saudi Arabia, Turkey and Egypt, were still reluctant to engage with Mr. al-Assad.

Saudi Arabia had initially supported some Syrian rebel groups fighting against Mr. al-Assad's forces, supplying them with funding and weapons in [covert coordination](#) with the United States and hosting Syrian opposition members in the Saudi capital, Riyadh. The kingdom's officials viewed Mr. al-Assad as a pawn of Iran, their longtime regional rival and one of Mr. al-Assad's closest allies.

Since then, the Middle East has gone through a geopolitical reordering.

A series of Iran-backed attacks on Saudi Arabia and the United Arab Emirates — combined with a perception that the United States was either incapable of, or uninterested in, protecting its Gulf partners from Iran — pushed both countries to deal with Iran more directly. Their effort to de-escalate tensions and [shield their economies](#) culminated last month in Saudi Arabia and Iran striking a deal to resume diplomatic relations after seven years of open enmity.

Now, instead of trying to isolate Iran, Saudi Arabia is pursuing a multifaceted strategy that mixes engagement with Iran

with efforts to counter its influence across the region, including in Syria — where Iran has supported Mr. al-Assad throughout the war. This week, Saudi officials traveled to Yemen for [peace talks](#) with the Houthis, Iran-backed rebels who have been fighting a Saudi-led coalition since 2015.

Middle Eastern states have various interests in Syria.

Millions of Syrian refugees fled to neighboring Jordan, Lebanon and Turkey. Some countries, like Iraq, would like to open trade routes through Syria. Others would like to curb illegal trade; the drug Captagon, an amphetamine, is [trafficked](#) from Syria to the rest of the Middle East, with a large market in Saudi Arabia.

"Every country in the neighborhood has outstanding issues with Syria that need to be discussed and negotiated," said Joshua Landis, director of the Center of Middle East Studies at the University of Oklahoma. Even political figures in Turkey — for many years the most stalwart backer of the rebels seeking to drive Mr. al-Assad from power — have signaled a potential turnaround. Senior Turkish officials, including the defense minister and the intelligence chief, met with their Syrian counterparts in recent months.

The change in tone is underpinned by Turkish domestic politics; many Turks have grown frustrated with the large number of Syrians in their country. In the run-up to the Turkish presidential election scheduled for May 14, all four candidates have spoken about finding ways for Syrians to return home.

The prospect of losing safe havens in Turkey or the Gulf States is a frightening one for many Syrians, particularly those who oppose Mr. al-Assad.

"We meet with the various regional and international parties and remind everyone of the dangers of hastening unconditional normalization with the criminal regime of Bashar al-Assad," said Riyadh Hijab, a former Syrian prime minister and the most senior politician to defect during the war. He is now based in Qatar, one of the few Arab countries that still strongly opposes re-establishing ties with Syria.

The Qatari prime minister, Sheikh Mohammed bin Abdulrahman, said on state television on Thursday that his country won't take any steps toward Mr. al-Assad without a political solution to the conflict there.

"The Syrian people are still displaced; innocent people are in prison," he [said](#).

A devastating earthquake that hit northwestern Syria in February turned out to be a [political](#) boon for Mr. al-Assad, triggering fears from his opponents that it could be the start of his reintegration in the international community with virtually no consequences for abuses during the war.

In the aftermath of the quake, Arab officials met with Mr. al-Assad and sent planeloads of aid. And the United States eased banking restrictions for six months to allow relief to flow freely to Syria.

But so far, there is no unified Arab position on Syria, Mr. Hijab said. Each country is following its own calculus.

On Wednesday, Mr. Mekdad and Prince Faisal discussed humanitarian aid, prerequisites for Syrian refugees to return to their homes safely and cooperation to combat drug trafficking, according to the joint statement. They also addressed the need for the Syrian state to end “external interference,” likely a veiled reference to Iran.

Egypt appears hesitant to embrace Mr. al-Assad. But earlier this month, Mr. Mekdad met with his Egyptian counterpart in Cairo — the first visit to Egypt by a Syrian foreign minister in more than a decade.

As the attitude toward Syria in

the region has shifted, the administration of President Biden has taken a more hands-off approach.

The United States has no plans to normalize relations with Syria itself or to lift the sanctions it has imposed. In a briefing last month, the assistant secretary of state for Near Eastern affairs, Barbara Leaf, said that Mr. al-Assad’s government “deserves to be treated as the rogue that it is.”

Nevertheless, if Arab states are reaching out to Mr. al-Assad, the American strategy is to urge them to “get something for that engagement” in return, she said. She cited ending the Captagon drug trade from Syria as one demand countries should make.

Other requests could include reducing the Iranian military

presence in Syria and setting conditions that allow Syrian refugees to safely return home — although American officials are skeptical that Mr. al-Assad would comply.

“Assad is famous for promising but not delivering,” said James Jeffrey, who was the U.S. special representative on Syria during the Trump administration.

In March, Mr. Jeffrey along with a group that included former American officials sent a letter to President Biden and Secretary of State Antony Blinken that accused the American government of “neglecting Syria policy.” It criticized the Biden administration for not forcefully dissuading Arab nations from re-establishing relations with Syria.

“Opposing regime normaliza-

tion in word only is not enough, as tacitly allowing it is short-sighted and damaging to any hope for regional security and stability,” the letter said.

Anwar al-Bunni, a Syrian human rights lawyer based in Germany, said it did not surprise him when countries like the Emirates and Saudi Arabia — authoritarian monarchies that have **crushed** domestic **dissent** — changed their approach to Syria.

“They were always against establishing democracy in Syria,” he said. “The difference is that yesterday they were wearing a mask. Today they removed it.”

Hwaida Saad, Vivian Yee and Ben Hubbard contributed reporting.



Kurdistan24
13 Avril, 2023

Turkish-backed forces shell Ain Issa after a tense calm

For nearly a week, Turkey had not launched attacks on areas held by the SDF in northern Syria.

ERBIL (Kurdistan 24) –

Turkish forces and their proxy factions fired heavy artillery shells on positions of Syrian Democratic Forces near Ain Issa in the province of Raqqqa, the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) war monitor reported on Thursday. No casualties were reported.

For nearly a week, Turkey had not launched attacks on areas

held by the SDF in northern Syria.

On April 6, however, Turkish forces shelled the silos of the SDF-controlled village of Fatsah in Ain Issa countryside, in the northeastern countryside of Al-Raqqah.

Moreover, in a rare incident, on April 7, Turkey carried out a drone strike on Sulaimani International Airport, where Syrian Kurdish officials, including the

SDF commander-in-chief Mazloum Abdi, **were** at the airport.

The Kurdistan Regional Government’s (KRG) Council of Ministers on Wednesday established a committee to investigate the suspension of flights and subsequent attack that took place near the Sulaimani Airport.

Turkey has carried out several drone strikes targeting the SDF and local civilian officials in

northeast Syria. However, strikes on Syrian Kurdish officials visiting Iraqi Kurdistan are rare.

The last time a similar attack took place was in June 2022, where Ferhad Shibli, deputy chairman of the Executive Council of the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES), who was **visiting** the Kurdistan Region due to health issues, was killed in a Turkish drone strike in Kalar.

Prosecutors release final sentencing opinion in Kobane trial: Life imprisonment for 36 HDP members

During the hearing at the Ankara 22nd Heavy Penal Court on April 14, the prosecutors unveiled their final sentencing opinion (“mütalaa”) in the trial over the 2014 Kobane protests, seeking aggravated life imprisonment for 36 defendants, including former HDP co-chairs Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ. Demirtaş deemed the opinion political, saying it was “penned at the (Presidential) Palace.”

In their final sentencing opinion (“mütalaa”), Turkish prosecutors have sought aggravated life imprisonment against 36 defendants, including former Peoples’ Democratic Party (HDP) co-chairs Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ, over their alleged involvement in the 2014 Kobane protests.

The 24th hearing of the trial took place at the Ankara 22nd Heavy Penal Court on April 14, according to reporting by the Mezopotamya news agency. The hearing was attended by representatives of political parties and NGOs.

The prosecutor Cemalettin Şimşek read out loud the 5,000-page-long opinion against the defendants, which took eight hours. The document’s frequent use of “so-called peoples” and “imaginary country” was slammed by defendants’ law-



yers, with Lawyer Kenan Maçoğlu saying: “Imaginary country and so-called peoples will give their answer both to you and this rulership on May 14 (elections).”

The prosecutor also demanded that arrest warrants be issued for 12 defendants who are standing trial without arrest and that the jailed politicians be kept imprisoned.

Demirtaş, who is jailed in Edirne Prison, reacted against the final sentencing opinion, saying it was “penned at the (Presidential) Palace.”

“On May 14, we will tear apart and throw away both the indictment and final sentencing opinion which was penned at the (Presidential) Palace and handed to the court board. You were unable to bring us to our knees with your plots, but you

will kneel down before the people,” he said in a message shared on his Twitter account.

The Kobane protests took place between Oct. 6 and 8, 2014 and caused the deaths of dozens. Protesters flooded streets in Turkey’s mainly Kurdish southeast at the time, outraged over the Turkish government’s inaction in protecting Syrian Kurds as ISIS besieged Kobane, just across the Syrian border.

The prosecutor’s indictment is accusing 108 defendants, 17 of whom are jailed, of several crimes, including the murders of 37 people and “disrupting the unity and integrity of the state.” Among the defendants are former HDP politicians charged for allegedly organizing and inciting the violence despite not being involved with carrying out violent acts.



Steven A. Cook
April 14, 2023

What if Kemal Kilicdaroglu Wins Turkey’s Election?

It seems that only an act of God could dislodge President Recep Tayyip Erdogan. Maybe the Feb. 6 earthquake was just that.

During Turkey’s 2018 presidential election campaign, the *New York Times* ran an editorial expressing support for President

Recep Tayyip Erdogan’s opponent at the time, Muharrem Ince. After a few paragraphs, it was clear that the *Times* editorial board knew that it disliked

Erdogan more than it knew about Ince and his views.

And so it goes with Kemal Kilicdaroglu, the leader of the

Republican People’s Party (CHP) and a six-party coalition’s pick to challenge Erdogan for the presidency on May 14. With just a month to go be-

fore the election, Kilicdaroglu is up by between 7 and 10 points.

Yet even with Kilicdaroglu's commanding lead, it seems hard to believe that Erdogan will lose. This is perhaps a lack of imagination, but he has been in power—first as prime minister and then as president—since 2003. Erdogan and his Justice and Development Party (AKP) have hollowed out, bent, and fashioned political institutions to ensure their grip on power. The Turkish president has used the apparatus of the state to undermine his opponents, and the vast majority of Turkey's once boisterous, if not always responsible, media can now be relied on to recite the government line. The judiciary that was once a redoubt of the secular nationalist establishment is now the preserve of AKP supporters. Erdogan has remade the military command, which previously was loyal only to the principles of Mustafa Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey.

Under these circumstances, it seems that only an act of God could dislodge Erdogan. Maybe the earthquake on Feb. 6 was just that.

What would it mean for Turkish politics and foreign policy if Kilicdaroglu won? Some Turkish and Western commentators believe Turkey can once again be democratic, prosperous, ready to pursue membership in the European Union, and better aligned with its NATO allies. Without a doubt, it will be a sigh of relief for millions of Turks if Erdogan is vanquished and relinquishes his office. But it is unlikely that Turkey will revert to a past that never existed.

It is hard to tell what Kilicdaroglu and his partners believe or how they would govern. The Nation Alliance (also known as the "Table of Six") that Kilicdaroglu leads is an ideologically disparate coalition united in their loathing of Erdogan. In



Supporters wave Turkish flags at a rally for Turkey's Republican People's Party chairman and presidential candidate Kemal Kilicdaroglu in Canakkale, Turkey, on April 11. OZAN KOSE/AFP VIA GETTY IMAGES

addition to Kilicdaroglu's CHP, which occupies the left-center/social democrat and nationalist space, the alliance includes an offshoot of Turkey's hard-right nationalists called the Good Party; two center-right parties led by AKP defectors Ali Babacan and Ahmet Davutoglu, respectively; and another center-right group, the Democrat Party. The other member is the religious nationalist conservative Felicity Party, which, along with the AKP, was established in 2001 after the government banned another Islamist party.

The Nation Alliance has published a lengthy "Memorandum of Understanding on Common Policies," which, given the unwieldy nature of the coalition, is an ideological grab bag of initiatives with nine main sections and a variety of subsections that touch on the judiciary, mining, tourism, and much more. Besides the opposition to Erdogan and the AKP, the centerpiece of the alliance's appeal to Turks is its stated determination to shift away from the "executive presidency" that Erdogan wrought six years ago—and which greatly enhanced his power—in favor of what the

Nation Alliance calls the "Strengthened Parliamentary System." The passages on this issue get A's for intentions but also seem woefully devoid of reality and, oddly, politics.

With elections on the horizon, Turkey is trying to stabilize its currency while also dealing with the economic aftershocks of a traumatic earthquake.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan is vowing to repatriate refugees ahead of an election he desperately wants to win.

Making fundamental changes to Turkey's political institutions will not be as easy as "urgently implement[ing] ... constitutional and legislative amendments," as Kilicdaroglu and company suggest. The AKP has had 20 years to abuse Turkey's political institutions for its benefit. Having captured the state, neither the party's leaders nor their activists throughout the bureaucracy and the judiciary are likely to give it up so quickly. That sets up the country for a titanic struggle in which either the Nation Alliance has raised expectations too high, forcing it to back off and pay a high political

price, or Turkey's new leaders purge AKP activists within the government in order to smooth the transformation the alliance seeks.

These outcomes are not unprecedented in Turkish politics. In recent decades, Turks have had their hopes raised about EU membership and, in particular, the economy, only to have their hopes dashed. The latter especially sowed political instability in the late 1990s. Purges have now become a feature of Turkish politics. In February 1997, the military issued "recommendations" to the government that sought the purge of followers of one of the AKP's predecessor parties from government positions. And there has been an ongoing purge since 2014, when the AKP began cleansing the bureaucracy of its erstwhile partners in the Gulenist, or Hizmet, movement.

There is some reason to believe that the 74-year-old Kilicdaroglu's heart is in the right place when it comes to wanting a more just and democratic political system. As noted, it's hard to know precisely what Kilicdaroglu believes, but during

his tenure as leader of the main opposition, he has positioned himself as a responsible politician and democrat against the backdrop of Erdogan's power grab. He once led a [march for justice](#) from Ankara to Istanbul.

At the same time, some party members have been critical of the CHP's internal workings for its apparent lack of democracy. Also, the way he thrust himself on the Nation Alliance as its presidential candidate, despite the fact that he was the weakest of the realistic competitors to Erdogan, raises questions about his disposition and democratic credentials.

And, of course, institutions—frameworks for social action and political conduct in a society—can do funny things to people when they are in power. How can anyone be sure that, once firmly ensconced in the presidency, Kilicdaroglu will want to give up the powers of the executive presidency? After all, politicians generally like to accumulate power, not cede it. In addition, the new Turkish president would be likely to confront a vicious and vengeful opposition determined to see him fail. The executive presidency would be an advantage in a knife fight with the AKP and its partner, the Nationalist Movement Party.

And even if Kilicdaroglu wants to follow through on the Nation Alliance's promise to do away with the executive presidency, there is no guarantee that his ambitious vice presidents Ekrem Imamoglu and Mansur Yavas will agree. As Istanbul's mayor, Imamoglu in particular has at times acted in a high-handed manner similar to his nemesis, Erdogan.

Both Imamoglu and Yavas,

who is Ankara's mayor, are skillful and successful politicians, but are they democrats? Maybe. A lot of people ([including me](#)) believed that Erdogan was a reformer and the leading edge of an Islamist Third Way in which parties like the AKP could accumulate power without triggering an authoritarian backlash and resolving the problem of one person, one vote, one time.

On other big issues, the Nation Alliance does not instill a lot of confidence. For example, it [promises](#) to "strengthen the freedoms of thought, opinion and expression." It is unclear, however, whether this new liberal openness would extend to Kurdish nationalists and Gulenists. On this, the alliance is silent. Perhaps that is good politics, but it is striking that Kilicdaroglu cannot straightforwardly say that the legions of academics, lawyers, journalists, and everyday people who have been accused unfairly of being terrorists should be released and rehabilitated.

Like the AKP (which appropriated the issue from the opposition), Kilicdaroglu and co. also want to [transfer Syrian refugees](#) back to their home country. Although it is a popular position in Turkey, imagine the poor Syrians who fled for their lives and who have contributed to Turkish society. At Kilicdaroglu's direction, they would be returned to Syria's merciless regime.

On the Kurdish issue, which has been a central drama of Turkey's politics since the republic's founding a century ago, Kilicdaroglu has led positive change within his party, making it open to cooperation with Kurds. Yet he does not seem to have any creative policy solutions. His proposal for a so-called [council of wise](#)

[men](#) to address and ostensibly offer recommendations is uninspired and may be an effort to kick the can down the road.

When it comes to foreign policy, the Nation Alliance says it will end Turkey's foreign-policy activism, which is an implicit rebuke of one of its members—Davutoglu, who served as Erdogan's foreign minister—and declares that "domestic political calculations and ideological approaches" will no longer be factors of foreign policy. It is not clear whom the alliance is trying to fool with these words, but they are nonsense that run counter to the way politics and foreign policy intersect.

The good news is that the Nation Alliance wants to restart the EU accession process and commit Turkey to complying with the decisions of the European Court of Human Rights, which would include the release from detention of, among others, [Osman Kavala](#), a Turkish philanthropist who has been wrongly imprisoned since 2017. The platform also says it will "take initiatives" to return to the F-35 joint strike fighter program, presumably by returning to Russia the S-400 air defense systems that Turkey purchased—but it does not commit to that. The Turkish government had planned to purchase 100 of the warplanes and was part of an international consortium building the fighter, but with the addition of the Russian system to Turkey's arsenal, the United States terminated both the sale and Ankara's participation in the program.

At the same time, Kilicdaroglu wants to normalize relations with Syrian President Bashar al-Assad's regime. Erdogan has moved toward normalizing ties with Assad as well—but

only in response to pressure from the opposition, which throughout the Syrian conflict has been pro-Assad. No one should be surprised if Damascus is one of Kilicdaroglu's first visits as Turkish head of state if he wins.

Also, in one jarring bullet point, the platform declares that it "will pursue the objectives of protecting the acquired rights of the Turkish Republic of Northern Cyprus," which is an international pariah that only Turkey recognizes. This is sure to complicate Ankara's relations with the EU, as it seems to call for the continued occupation and potential partition of an EU member state.

Interestingly, the Nation Alliance's platform does not mention the United States. This is likely because Turks have long held demonstrably [negative views](#) of U.S. foreign policy. It is a phenomenon that Turkish politicians, including Kilicdaroglu, have reinforced and extended because they derive political benefit from it. In private, they may say all the right things to U.S. interlocutors, but they cannot resist assailing the United States publicly. It is notable that Kilicdaroglu visited Washington twice in the last 10 years. Both times, it was hard not to sense that he was trying to downplay or even hide his trip from the Turkish press and his opponents. These furtive visits reflect the way Kilicdaroglu would be likely to handle Ankara's most important relationship and do not augur well for bilateral ties.

Turks seem fed up with Erdogan and the AKP, which are overbearing, corrupt, and anti-democratic. They will rejoice if he is defeated, but no one should expect it to be morning in Ankara.

En Turquie, la tension monte à un mois d'une élection présidentielle où tout peut arriver

Le président Erdogan est en difficulté avant le scrutin du 14 mai qui l'oppose à Kemal Kılıçdaroglu, à la tête d'une coalition d'opposition. Intimidations et incidents se multiplient.

D'abord, il y a eu les tirs. Six à sept coups de feu et deux balles retrouvées dans une permanence d'Istanbul de la responsable politique de l'opposition, Meral Aksener, cheffe de file du Bon Parti (Iyi Parti) et égérie de la droite nationaliste et laïque. L'une d'elles a traversé la vitre pour venir se planter sous son portrait. Une semaine plus tard, le 6 avril, deux douilles ont été découvertes à 5 heures du matin, plus au nord de la ville, à proximité du bâtiment qui abrite le quartier général du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche et nationaliste), la formation de Kemal Kılıçdaroglu, principal candidat à l'élection présidentielle du 14 mai, au cours de laquelle il s'apprête à affronter le président sortant, Recep Tayyip Erdogan. Un gardien sur place dit avoir entendu au moins six détonations.

En l'espace de quelques jours, les deux plus grands partis de la coalition d'opposition ont ainsi été pris pour cible par des tirs. Personne n'a été blessé. Un individu a été arrêté, mais relâché quelques heures plus tard. Et puis plus rien. Devant les membres et les élus de son parti, Meral Aksener a jeté plusieurs douilles au sol avec une rage et une fureur qu'on ne lui connaît habituellement pas. « *Après tout ce que nous avons vécu !* », s'est-elle écriée, enjoignant à son auditoire de « *se dresser contre ça, de faire barrage et de prendre exemple sur nos ancêtres* », comprendre les pères fondateurs de la République, vainqueurs de la guerre contre les puissances étrangères occupantes au début du XX^e siècle.



Des partisans du candidat à la présidence Kemal Kılıçdaroglu lors d'un rassemblement à Çanakkale, dans l'ouest de la Turquie, le 11 avril 2023. OZAN KOSE / AFP

A peine quelques heures auparavant, elle avait comparé l'élection présidentielle du 14 mai à un duel entre une coalition d'opposition menée par [Kemal Kılıçdaroglu](#) et « *une âme sœur de Kim Jong-un* » ; une alliance « *totalelement démocratique* » contre un système « *inspiré par la Corée du Nord* ». Sur la chaîne de télévision progouvernementale ATV, le président Erdogan l'avait, lui, sommée « *de faire attention et d'arrêter de mentir* », lui conseillant d'« *être plus prudente* » et de ne pas le « *provoquer* ». Les propos du chef de l'Etat avaient été diffusés deux jours avant les premiers coups de feu. Cette semaine, c'est un bureau de campagne du Parti de la gauche verte (YSP, gauche et prokurde), la formation d'opposition qui remplace le Parti démocratique des peuples (HDP), sous le coup d'une procédure d'interdiction par la Cour constitutionnelle, qui a été vandalisé.

Des résultats qui s'annoncent serrés

Ainsi se joue la campagne électorale turque. Aiguillonnés par l'approche du scrutin, les deux camps sont sous haute pression, ce qui fait craindre pour beaucoup d'observateurs une multiplication des débordements et dérapages. Il faut dire que le pays se trouve confronté aux effets simultanés d'une situation sociale et économique tendue à l'extrême et d'un moment que d'aucuns envisagent d'ores et déjà comme un tournant historique. Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, il y a désormais vingt et un ans, Recep Tayyip Erdogan ne se trouve pas en situation de favori, mais en difficulté, avant une élection majeure.

A un mois du premier tour, les enquêtes d'opinion annoncent des résultats serrés avec, selon la vaste majorité des instituts de sondage, une légère avance pour le candidat Kılıçdaroglu.

Ils ne lui garantissent pas la victoire au premier tour, notamment après la réapparition surprise de l'ancien candidat du CHP, Muharrem Ince, susceptible de lui prendre de 5 % à 8 % des suffrages. Mais ils laissent entrevoir une victoire finale. En moyenne, le chef de l'Etat est à moins de 10 à 11 points du score obtenu lors de la dernière présidentielle de 2018, un scrutin au cours duquel il avait recueilli 52,6 % des voix dès le premier tour.

Le pouvoir est engagé dans un combat vital, qu'il mène dans une certaine fébrilité. Un revers à la présidentielle doublé d'une éventuelle défaite de la coalition gouvernementale du Parti de la justice et du développement (AKP) et du Parti d'action nationaliste (MHP) à l'Assemblée signifierait, de fait, un bouleversement considérable. Au-delà du changement d'équipe à la tête du pays, il remettrait en cause tout un système de gouvernance, de réseaux hégémoniques et de structures clientélistes dotées d'outils directs d'intervention au niveau le plus élémentaire de la société. De nombreux ministres se sont d'ailleurs invités dans plusieurs circonscriptions pour décrocher un siège de député, une place sûre et garante d'immunité en cas d'élection. « *Une mise à l'abri* », a raillé Meral Aksener.

« L'oignon est le vrai agenda »

Le seul à garder son calme, du moins en apparence, et à sourire presque tout le temps, est Kemal Kılıçdaroglu. Il sillonne les villes et les cam-

pagnes turques, souvent en compagnie du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, inlassable bateleur et galvaniseur de foules. Pour l'heure, le chef de file de l'opposition peut être serein. La coalition de six partis (Table des six) à laquelle il s'est consacré sans relâche depuis plus d'un an a tenu, malgré les tiraillements internes et plusieurs psychodrames. Le président du CHP a non seulement réussi le tour de force de garder dans son attelage les anciens ministres d'Erdogan Ali Babacan et Ahmet Davutoglu, mais il s'est aussi allié avec le Parti de la félicité (Saadet Partisi), dirigé par Temel Karamollaoglu, un pionnier de l'islam politique en Turquie. De quoi envoyer un message politique fort à une partie de l'opinion sensible à cette image d'alliance entre laïques et conservateurs.

A gauche de l'échiquier, Kemal Kiliçdaroglu peut également compter sur [la non-candidature à la présidentielle du parti de gauche prokurde HDP](#), un soutien tacite et une réserve de voix importante. Les scores de la formation, particulièrement implantée dans l'Est et le Sud-Est, varient entre 10 % et 13 % depuis 2015.

L'un des éléments de la force de Kemal Kiliçdaroglu tient peut-être, paradoxalement, dans son style simple et épuré, la parfaite antithèse de son adversaire. Tous les deux ou trois jours, il publie une vidéo sur son compte Twitter où on le voit le plus souvent assis dans sa cuisine, devant sa table marron, ses armoires en Formica et sa gazinière tout à fait ordinaire. Au cours de ses enregistrements de quelques minutes à peine, le candidat s'attaque à une thématique de campagne cruciale, sur un ton qui n'exclut pas la malice. Vieux routier de la politique, il sait où faire mal. La vidéo du 9 avril en est un bon exemple. Un oignon à la main, il évoque l'inflation, la folie des prix et le portefeuille des ménages mis à mal par une politique économique et monétaire critiquée de toutes parts.

« *L'oignon est le vrai agenda de nos citoyens*, dit-il. *Son coût est aujourd'hui de 30 livres turques [1,40 euro] le kilo, ce qui est déjà largement excessif, mais en cas de réélection [du président], il passera à 100 livres, honte sur vous !* » Le petit bulbe n'est d'ailleurs pas sans rappeler la référence à l'envolée du prix du thé qu'avait abondamment utilisée

Recep Tayyip Erdogan à ses débuts, quand il brûlait les planches de campagne pour les législatives de 2002.

« **L'air se raréfie pour les dirigeants** »

Signe que le sujet est hautement sensible, un jeune graphiste d'Izmir, Mahir Akkoyun, a été arrêté et placé en garde à vue quelques heures, la semaine dernière, pour avoir partagé une de ses créations sur les réseaux sociaux. Sur fond bleu et une photo du président turc tout sourire, on peut y lire : « *Ce produit vous paraît cher ? C'est grâce à Erdogan. Pensez-y quand vous voterez.* » Le designer proposait d'en faire des stickers et de les coller sur les étals des magasins. Le juge lui a rappelé qu'il pourrait encourir jusqu'à quatre ans de prison.

« *L'affaire est révélatrice de la tension générale et de l'inquiétude qui règne dans le camp du pouvoir*, estime Yasar Aydin, rédacteur en chef du quotidien de gauche et indépendant *BirGün*. *On sent que l'air se raréfie pour les dirigeants. Ils n'ont pas réussi à diviser la Table des six. Au contraire, même, l'allié MHP a décidé de faire*

campagne pour les législatives de façon séparée de l'AKP, un signe de bisbilles à la tête ou d'ambitions contrariées. »

De son côté, le président multiplie les apparitions et les largesses. Après la titularisation d'un demi-million de personnes employées comme vacataires dans la fonction publique, l'abaissement de l'âge de la retraite, la revalorisation du salaire minimum, il a promis la construction de centaines de milliers de logements sociaux, une baisse de 15 % des factures d'électricité et 20 % de réduction du prix du gaz. Il s'est également engagé à punir sévèrement les contrevenants aux règles de sécurité dans la construction, une façon de répondre aux nombreuses critiques qui lui sont faites [sur sa gestion du tremblement de terre du 6 février](#). En revanche, il n'a pas dit un mot sur le fait que les principales chaînes de télévision proches du pouvoir ont refusé de diffuser le spot de campagne de son adversaire. Kemal Kiliçdaroglu y promettait de récupérer des centaines de milliards de dollars auprès des hommes d'affaires liés au président pour les redistribuer aux plus nécessiteux.



François-Xavier Gomez
14 avril 2023

Le plaidoyer des avocats contre la peine de mort en Iran

Défendre des manifestants arrêtés lors du soulèvement démocratique de l'automne a mené des dizaines de juristes persans en prison. Le barreau de Paris organisait jeudi une rencontre pour dénoncer ces persécutions, et celles qui visent les autres secteurs de la société.

La mobilisation de la société française en défense des droits humains en Iran se poursuit et s'amplifie. Après le forum parrainé par Libération, et en attendant une soirée de soutien des artistes lundi 17 avril au Châtelet, ce sont les avocats qui appar-

taient leur écot solidaire jeudi soir à Paris. Sur l'île de la Cité, la Maison du barreau a fait le plein de public et de participants autour de témoignages et d'interventions musicales (dont une émouvante version persane de Bella Ciao).

Dans la vague de répression qui a suivi la «révolution Jina», mouvement féministe et citoyen suscité par la mort de l'étudiante Mahsa «Jina» Amini, tuée en septembre dans un commissariat pour un voile mal porté, la profession des robes noires a payé un lourd

tribut. Des avocates et avocats sont actuellement emprisonnés, soit condamnés, soit en passe de l'être. Ils sont au moins 70 dans ce cas, ont rappelé plusieurs orateurs. Leur «crime» : avoir défendu des manifestants arrêtés.

Certificats de décès falsifiés

Le sort des médecins a aussi été évoqué. Nozhar Akhagani, neurochirurgien à l'hôpital Bicêtre, a rappelé que la police est intervenue jusque dans des services d'urgences pour emmener des manifestants blessés. Que des docteurs ont été contraints de falsifier des certificats de décès pour supprimer toute mention de mort par balles ou brutalités policières. Conséquence de ce climat de terreur : les blessés ont cessé de se rendre dans les hôpitaux, transformés en pièges. Aïda Rostami, médecin de 36 ans, est le symbole du courage des soignants. Elle portait assistance aux blessés à leur domicile. Enlevé le 12 décembre, son corps supplicié a été remis à sa famille le lendemain par les autorités, qui ont tour à tour invoqué un accident de la route, un suicide ou un meurtre commis par son fiancé.

Le témoignage le plus poignant a été apporté par Samira Mokrani, réfugiée en France depuis 2018. A 15 ans, elle avait été arrêtée avec sa mère et sa sœur de 12 ans, après le meurtre de leur père et mari, un homme violent. Les trois femmes ont été condamnées à

la peine capitale, que le droit islamique applique aux adultes comme aux enfants. En français, puis en persan quand les termes juridiques devenaient trop précis, elle a résumé cinq ans passés dans le couloir de la mort, puis le recours en annulation obtenu par son avocate le jour prévu pour l'exécution. Derrière les barreaux, elle a alphabétisé des codétenues condamnées après avoir signé des aveux qu'elles étaient incapables de lire.

Plus de peines capitales qu'en Chine

Richard Sédillot, avocat et porte-parole de l'association Ensemble contre la peine de mort, a souligné qu'aucun Etat dans le monde ne tue davantage de condamnés que l'Iran : 582 en 2022, et au moins 170 cette année. La Chine, par rapport à sa population, arrive loin derrière. Beaucoup de condamnés appartiennent à des minorités ethniques ou religieuses : les Baloutches représentent 30 % des exécutions, alors que cette communauté ne dépasse pas 6 % de la population iranienne. Les condamnations sont prononcées le plus souvent pour

possession de drogue, souvent sans preuve.

Autre invité de l'événement : maître Henri Leclerc, 88 ans, mémoire de la défense des droits humains en France. Le président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme a plongé dans ses souvenirs du début des années 70, lorsqu'il défendait les exilés qui avaient fui la monarchie iranienne et les tortionnaires de la sinistre police politique, la Savak. Obtenir le statut de réfugiés pour ces ressortissants d'un pays pétrolier «ami» de la France n'était pas une mince affaire. En 1979, il accompagnait ces mêmes activistes à l'aéroport quand, dans l'euphorie du changement de régime, ils rentraient au pays construire la démocratie. Ils ne tarderont pas à déchanter. L'un d'eux, Sadegh Ghotbzadeh, devenu ministre, fut condamné à mort après une parodie de procès, et fusillé en 1982 par ce régime qu'il avait contribué à bâtir.

Une semaine d'actualité sur l'Iran - Semaine du 3 avril (PART 1)#iranrevolution #stopexecutionsiniran #Iran #mahsaamini #femmevieliberté #womenlifefreedom

ی ن ی م ا س ه م # ید ا ز آ ی گ د ن ز ن ز
#StopExecutionsInIran
#freeallpoliticalprisonersiniran
#IR_Poisoned_Protesters
F r e e T o o m a j
pic.twitter.com/dalx9MixzV—
BaboO (@Baboobabounette)
April 8, 2023

La machine à tuer de la République islamique s'est emballée en 2022, avec une hausse de 75 % des exécutions judiciaires par rapport à l'année précédente. Un message clair lancé à la population au moment de l'élection du président ultraconservateur, Ebrahim Raïssi, fortement soupçonné d'avoir supervisé les massacres de prisonniers politiques en 1988. Malgré les risques encourus et en toute connaissance de cause, les Iraniennes et les Iraniens ont bravé le pouvoir politico-religieux après la mort de Mahsa Amini. Les photos des nombreuses victimes de la répression, ou leurs dessins sous la plume de la dessinatrice Baboo, ont émaillé la soirée. «Retenez leurs noms, retenez leurs visages», a demandé Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur de l'association Iran Human Rights, venu de Norvège pour l'occasion.



April 14 2023

President Barzani thanks Italian PM for Italy's support

"I thanked the Prime Minister for Italy's support of the Kurdistan Region and Iraq during trying times."

ERBIL (Kurdistan 24) – Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Thursday met with several top Italian officials, including Italian PM Giorgia Meloni, and thanked Italy for their support of the Kurdistan Region.

"I'm delighted to meet Prime Minister @GiorgiaMeloni in Rome today. We reiterated our commitment to further broaden our ties," President Nechirvan Barzani tweeted. "I thanked the Prime Minister for Italy's support of the Kurdistan Region

and Iraq during trying times."

President Nechirvan Barzani on Thursday met with several Italian officials, and discussed bilateral relations of Iraq and the Kurdistan Region with Italy. The delegation led by Presi-

dent Nechirvan Barzani also met with Italian FM Antonio Tajani in Rome, April 13, 2023 (Photo: Kurdistan Region Presidency)

The delegation led by President Barzani also met with Ita-

lian FM Antonio Tajani, Lorenzo Fontana, the President of the Chamber of Deputies of Italy, and Ignazio La Russa, the President of the Senate of the Republic of Italy.

According to a [statement](#) from the Kurdistan Region's Presidency, FM Tajani expressed his country's desire to expand relations with Iraq and the Kurdistan Region.

He also reportedly promised that Italy intends to upgrade its consulate in the Kurdistan Region to a consulate general.

President Nechirvan Barzani earlier today also visited the Vatican city and met with Car-



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Thursday met with Italian PM Giorgia Meloni in Rome, April 13, 2023 (Photo: Kurdistan Region Presidency)

dinal Pietro Parolin, the Secretary of State of the Holy See and met His Holiness Pope Francis, where they discussed

religious coexistence.

Since 2014, Italy has taken part in the US-led anti-ISIS co-

alition and has deployed 300 Italian soldiers in the Kurdistan Region. In addition, Italy is leading the NATO mission in Iraq until May of this year.

Italy is also active in the field of archeology and promoting Italian trade relations with Iraq and the Kurdistan Region.

In December, the Italian PM Giorgia Meloni visited Iraq, and also met with top Kurdish leaders.

Italian Consul Michele Came-rota earlier [told](#) Kurdistan 24 that other senior officials, like the Defense and Foreign Ministers, might visit Baghdad and Erbil in the near future.

Le Monde

Par Ghazal Golshiri
14 Avril 2023

Shole Pakravan, l'Iranienne qui se bat contre la peine de mort

Exilée en Allemagne avec ses deux dernières filles, la mère de Reyhaneh Jabbari, exécutée en 2014 pour avoir tué en 2007 l'homme qui tentait de la violer, croit que la jeunesse de son pays viendra à bout de l'oppression.

Dans sa dernière lettre avant son exécution en 2014, l'Iranienne [Reyhaneh Jabbari](#) a demandé à sa mère de ne plus s'accrocher à elle et de la laisser partir sereinement. « *Donne-moi au vent et oublie tous les souvenirs sombres* », lui a-t-elle écrit. Sa mère, Shole Pakravan, une actrice de théâtre aujourd'hui âgée de 60 ans, a rempli le premier souhait de Reyhaneh en réalisant un documentaire, *Sept hivers à Téhéran*, avec la réalisatrice allemande Steffi Niederzoll, sélectionné à la Berlinale (Prix du meilleur film de la sélection Perspektive Deutsches Kino).

Sorti en France depuis fin mars, le documentaire met en scène la vie de Reyhaneh, de son arrestation en 2007, jusqu'à sa

pendaison en 2014. L'Iranienne a été condamnée à mort pour avoir tué l'homme qui, selon elle, avait tenté de la violer, alors qu'elle avait 19 ans. « Sept hivers à Téhéran *va voyager à travers le monde et, avec lui, Reyhaneh aussi. C'est comme si elle voyageait avec le vent* », glisse Shole Pakravan, une femme déterminée, à la voix douce et aux cheveux blancs, rencontrée fin mars, lors de son passage à Paris pour présenter le film.

Le deuxième vœu de Reyhaneh, Shole Pakravan n'a, en revanche, pas pu le réaliser. A la place, cette mère endeuillée a mis son chagrin au service de la lutte contre la peine de mort dans son pays et l'aide aux prisonniers. La République islamique d'Iran est au

deuxième rang mondial, après la Chine, sur la liste des pays qui pratiquent le plus la peine capitale. En 2022, l'Iran a exécuté au moins 582 personnes, soit une augmentation de 75 % par rapport à l'année précédente, selon l'organisation [Iran Human Rights](#) et l'organisation non gouvernementale française [Ensemble contre la peine de mort](#). Ces chiffres en hausse traduisent la volonté des autorités iraniennes d'utiliser la peine de mort « *comme un moyen de diffuser la peur sociale afin de maintenir le pouvoir* », analysent les deux ONG dans leur rapport, publié jeudi 13 avril.

Avant l'arrestation de Reyhaneh Jabbari, sa famille ne connaissait rien aux lois iraniennes et au système judiciaire. Shole et son mari, Fereydoon, s'étaient

donné comme devoir d'élever leurs filles – Reyhaneh et ses deux petites sœurs – de manière à en faire des jeunes femmes indépendantes économiquement. Aussi Reyhaneh, contrairement à la majorité de ses amies, travaillait-elle comme décoratrice d'intérieur dès ses 19 ans.

Torturée et discréditée

C'est dans le cadre de son travail que la jeune fille rencontre Morteza Sarbandi. Ce dernier lui propose de décorer son bureau. En arrivant à l'adresse indiquée, Reyhaneh se rend compte qu'il s'agit d'un appartement. Elle se retrouve seule avec l'homme, qui tente de la violer. La jeune femme ne parvient pas à s'enfuir et finit par tuer l'agresseur à l'aide

d'un couteau trouvé dans la cuisine. Quelques heures plus tard, elle est arrêtée. Pendant deux mois, sa famille n'a aucune nouvelle d'elle. Durant cette période, Reyhaneh est torturée, physiquement et psychologiquement. La justice iranienne veut à tout prix discréditer la jeune femme, qui ne cesse de parler du viol.

Reyhaneh Jabbari finit par avouer que le meurtre était prémédité. Un an plus tard, elle est condamnée à mort selon la loi du talion, en vigueur en Iran, qui donne à la famille de la victime d'un meurtre la possibilité d'épargner ou de tuer l'auteur des faits. « *Avant Reyhaneh, je ne savais pas que la torture existait en Iran, explique Shole Pakravan. Je lisais les informations sur la pendaison des condamnés à mort, mais j'étais ignorante de la violence derrière cela. J'ai été aveugle.* »

Alors que la famille se mobilise pour sauver Reyhaneh, la jeune femme se métamorphose, au contact d'autres prisonnières de tous horizons. « *Ma fille est devenue quelqu'un qui ne voulait plus rien pour elle* », soutient Shole Pakravan. Reyhaneh parle à sa mère de ses codé-

tenues libérées qui n'ont plus personne dehors ou de leur famille dans le besoin, et lui demande de s'en occuper. Quand une des amies de Reyhaneh sort de prison, Shole s'assure qu'elle a un toit et de quoi vivre. Avec un groupe de militants, elle se rend auprès des familles de victimes d'homicide pour obtenir la grâce des condamnés à mort. Avec Reyhaneh, Shole aussi a changé. « *Ma fille me disait qu'elle avait trouvé une vie heureuse, explique la mère de famille. A la fin, elle me répétait qu'elle avait tout ce dont elle avait besoin. Je lui répondais : "Comment peux-tu être contente, parmi des prostituées et des toxicomanes ?" Mais j'ai appris à les connaître, et certaines sont devenues des proches.* »

Les efforts acharnés de la famille de Reyhaneh pour obtenir le pardon de la famille de Moztez Sarbandi ont été vains. La jeune femme a été pendue en 2014. Jamais elle n'a cédé aux pressions des autorités qui lui demandaient de nier l'intention de l'agresseur de la violer.

Menaces sérieuses

« *Après sa mort, j'ai été trans-*

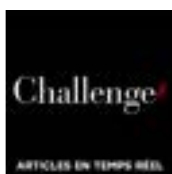
formée en cendres. Je n'avais plus aucune volonté. Je ne ressentais ni la faim ni le sommeil », témoigne Shole Pakravan. Elle a traversé les premières semaines de deuil dans un état second. Au bout de quatre mois, elle a repris ses activités en se joignant à un groupe de femmes militantes dont les enfants étaient victimes de la répression du régime. Elles se mobilisaient pour sauver la vie des condamnés à mort et venir en aide à leurs familles. Mais « *la République islamique d'Iran n'apprécie ni structure ni organisation* », explique Shole Pakravan. En 2017, elle est convoquée par les services de renseignement et questionnée sur ses activités. « *La mort arrive à tout le monde. Quand tu vas sortir maintenant dans la rue, une voiture peut t'écraser, lui dit un interrogateur. Reyhaneh est morte. Tu avais sûrement envie de faire des choses pour elle. Mon conseil est que tu les fasses pour tes autres filles, maintenant.* »

Quelques semaines plus tard, la plus jeune fille de Shole, Shahrzad, revient de son travail le bras cassé. Un homme l'a bousculée dans la rue et traînée

par terre sur une dizaine de mètres. Shole et son mari comprennent que les menaces sont sérieuses. Shole décide de quitter l'Iran pour la Turquie avec Shahrzad, puis elles s'exilent en Allemagne, où elles vivent désormais.

L'autre fille de Shole, Sharareh, les a rejointes en 2021. Leur mari et père, Fereydoon Jabbari, lui, est toujours empêché de quitter l'Iran, où les autorités refusent de lui fournir un passeport. La tournée de promotion du film donne à Shole l'occasion de sensibiliser les opinions publiques occidentales sur la situation en Iran, alors que les jeunes Iraniens se sont levés ces derniers mois contre le régime de Téhéran, après [la mort de Mahsa \(Jina\) Amini](#), en garde à vue pour un voile « *mal ajusté* ».

« *Quand je regarde l'audace de la jeunesse en Iran, glisse Shole Pakravan, c'est comme si l'âme de ma fille Reyhaneh s'était diffusée partout. Elle n'a pas accepté ce qu'on lui imposait, jusqu'à la mort. La nouvelle génération est pareille. C'est pour cela que je suis optimiste pour l'avenir du pays.* »



15 avril 2023

Iran: la police commence à sévir contre les femmes non voilées

La police iranienne a annoncé samedi avoir commencé à mettre en application des mesures permettant d'identifier et de sanctionner les femmes qui violent le code vestimentaire imposé dans la République islamique, à l'aide de technologie "intelligente".

Dans un communiqué sur son site internet, la police a indiqué

avoir prévu "à partir d'aujourd'hui" des "actions soigneusement planifiées" sur les voies publiques, les véhicules et "les sites où le hijab est parfois enlevé".

"Dans ce contexte, la technologie sera utilisée pour l'identification intelligente des personnes qui enfreignent la loi", a précisé la police.

Ces nouvelles mesures, interviennent au moment où de plus en plus de femmes défient le code vestimentaire obligatoire en Iran, notamment le port du voile, depuis le début des manifestations déclenchées par la mort en détention, le 16 septembre, de Mahsa Amini, arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire. "Selon les lois en vigueur, le fait d'enlever le hijab est consi-

déré comme un crime", a prévenu Hassan Mofakhami, chef de la sécurité de la police, cité dans le communiqué.

"Les personnes qui enfreignent la loi sont responsables de leurs actes et doivent être tenues pour responsables de leur comportement", a-t-il ajouté.

Mofakhami a promis égale-

ment d'avertir les entreprises dont les employées enlèvent leur hijab sur leur lieu de travail, avant de fermer leurs locaux en cas de récidive.

La semaine dernière, le chef de la police, Ahmad-Reza Radan, avait déclaré que "les personnes qui enlèveront leur voile seront identifiées à l'aide d'équipements intelligents".

"Les personnes qui ôtent leur hijab dans les lieux publics recevront d'abord un avertissement et seront ensuite



La police iranienne annonce avoir commencé à mettre en application des mesures permettant d'identifier et de sanctionner les femmes qui violent le code vestimentaire imposé dans la République islamique. AFP/ARCHIVES - ATTA KENARE

présentées aux tribunaux", avait prévenu M. Radan.

Selon lui, les propriétaires de voitures recevront aussi un message de mise en garde si une passagère enfreint le code vestimentaire. Ils risquent la saisie de leur véhicule en cas de récidive, a-t-il encore ajouté.

Fin mars, le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, avait averti que toutes les personnes qui enlèvent le voile seraient "punies".

LE FIGARO

THOMAS SAMSON
15 Avril 2023

Kurdes tués à Paris : l'auteur évoque «un attentat» avant de nuancer ses propos

Des policiers déployés après que plusieurs coups de feu ont été tirés rue d'Enghien dans le 10^e arrondissement, à Paris, le 23 décembre 2022.

William Malet, qui a reconnu avoir tué trois Kurdes le 23 décembre dans le 10^e arrondissement, a également confessé avoir des «fantasmes sadiques» et une envie de se suicider.

William Malet, qui a reconnu avoir tué **trois Kurdes** en décembre à Paris, voulait «faire un attentat», a-t-il expliqué lors d'un récent interrogatoire, avant de nuancer ses propos et confesser «des fantasmes sadiques» couplés à une envie de se suicider.

Le matin du 23 décembre, ce conducteur de train retraité se rend armé à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour «faire un attentat», relate-t-il le 7 mars devant un juge d'instruction lors d'un interrogatoire consulté par l'AFP. Un attentat, c'est «tirer sur des étrangers», ajoute-t-il. Il comptait se suicider ensuite «pour que (sa) mort ne passe pas inaperçue».

Après son arrestation, William

Malet avait déjà confié s'être rendu à Saint-Denis pour y tuer des étrangers mais y avoir renoncé. À la lecture par le magistrat de la définition d'un attentat, il précise que son attaque «c'est pas idéologique vraiment» et qu'il se retrouve «vaguement» dans l'énoncé d'un «acte qui heurte les droits, les grands principes, les traditions».

«Désir de vengeance»

À la suite de l'expertise psychiatrique réalisée en janvier et de cet interrogatoire, le parquet de Paris, interrogé par les juges d'instruction le 14 mars «sur une éventuelle requalification des faits en acte de terrorisme», a transmis le dossier au parquet national antiterroriste (Pnat) pour évaluation, a-t-il indiqué samedi, sollicité par l'AFP.

Le Pnat, sollicité par l'AFP, a confirmé avoir «réalisé une analyse complémentaire à l'évaluation diligentée dès la commission des faits». «En l'espèce, il ne résulte ni des déclarations de l'intéressé ni d'aucun autre élément de la procédure que son acte a été conçu et perpétré dans le cadre d'une entreprise individuelle

ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur, même s'il a de fait suscité un tel trouble», a estimé le Pnat.

«Sa personnalité très perturbée qui a conduit les experts à conclure à une altération du discernement, ses fantasmes de meurtre, sa haine générale des étrangers, son désir de vengeance et de célébrité posthume inscrivent son acte dans une démarche exclusivement personnelle», selon le Pnat. Le parquet de Paris a indiqué avoir de fait «adressé le 13 avril aux trois juges d'instruction co-saisis un avis défavorable à une requalification des faits».

William Malet reste donc mis en examen pour assassinats et tentatives d'assassinats à caractère raciste. «L'avancée de l'instruction montre que les motivations de l'acte se trouvent hors du champ politique ou idéologique», considère son avocat, Me Clément Pialoux. «Il ne s'agit pas d'une entreprise terroriste au sens de la loi en vigueur. Les faits sont ce qu'ils sont».

Un «attentat politique»

Me David Andic, avocat du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F), reste, lui, convaincu qu'il s'agit d'un «attentat politique». Le jour des faits, incapable de mettre à exécution son projet à Saint-Denis faute de monde et encombré par son sac, William Malet rentre chez ses parents dans le 11^e arrondissement de Paris et se rend rue d'Enghien (Xe).

Il tue avec son arme trois personnes près du CDK-F, «un repaire» du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon lui. Il s'est attaqué à des Kurdes parce qu'il ne «tolère pas ce qu'ils ont fait avec Daech», le groupe Etat islamique, explique-t-il au magistrat. «Ils ont fait des tas de prisonniers et ils les ont pas livrés à Bachar Al-Assad et on les récupère en France». Le CDK-F, «c'est un truc très militant (...) c'est des ultra-nationalistes».

«Fantasmes sadiques»

Au fil de l'interrogatoire, le retraité de 70 ans tempère ses propos: «c'était pas un attentat c'était une attaque. (...) Il y a pas le

côté politique». Questionné par son avocat, il explique que la tuerie est «la suite» du cambriolage de son pavillon en 2016. Il a été condamné pour avoir blessé ses cambrioleurs - il a fait appel - et ses armes avaient été saisies. «Les armes c'était toute ma vie. C'est comme si on avait tué vingt personnes de ma famille quand

je les ai perdues», confesse-t-il.

Sa personnalité se dévoile au fil de l'interrogatoire. Ancien parachutiste, détenteur d'un brevet de pilote, il a appris le russe et l'hébreu, croit aux extraterrestres. Il a mûri son projet criminel à sa sortie de prison (pour avoir attaqué des migrants en décembre

2021), lors d'insomnies. Il avoue avoir «des fantasmes sadiques», rêvant d'empaler des personnes et avoir «toujours fantasmé (tuer) des gens».

À son domicile, les enquêteurs ont retrouvé de multiples dessins d'hommes et de femmes nus, de profil, l'anus et le cœur dé-

chiquetés au feutre rouge, certains avec d'autres balafres sur le corps. «Je sais que c'était pervers (...) c'était ma pornographie», admet-il. Il regrette d'avoir «loupé (son) suicide» mais reste «assez froid, indifférent» face aux trois morts et trois blessés qu'il a causés et ne parvient pas à avoir des remords.



April 16 2023

Chemical attacks on Khoshnawati Valley 'unforgettable crime', says KDP Barzani

Barzani extended his condolences to those who lost their lives.

ERBIL (Kurdistan 24) – The chemical attacks by the former Iraqi dictator Saddam Hussein on the Khoshnawati Valley in Erbil province is an “unforgettable crime,” the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) said in a statement on the anniversary of the tragedy.

The Kurdistan Region marks the 36th anniversary of the chemical bombardments of Balisan, Sheikh Wasanan, and Koshnawati Valley by the former Ba'athist regime on April 16, 1987. At least 265 people were killed as a result of the attack.

“Deep wounds from the crimes against Balisan, Sheikh Wasanan, and Khoshnawati Valley as well as against all the Kurdish people still remain and it will never be forgotten,” the KDP President Masoud Barzani said in a statement on Sunday.

Aisha Taha Abdulla, a survivor of the Balisan Valley chemical attack in 1987, is pictured in her village. (Photo: Courtesy of Kurdish Memory Programme)



Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani speaking during an interview with BBC Arabic. (Photo: Screengrab/BBC Arabic)

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Sunday issued a statement on the anniversary of the tragedy, describing the impacted areas as the “cradle of struggle against tyranny.”

Barzani extended his condolences to those who lost their lives.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani speaking during a press conference. (Photo: Kurdistan Region Presidency)

The former regime conducted an eight-stage ethnic cleansing campaign, dubbed Anfal, in which hundreds of thousands of Kurdish people, including women and children died.



Fabrice Pouliquen
16 Avril 2023

Iran : Plus de 150 commerces fermés pour non-respect du voile obligatoire

L'Iran serre encore un peu plus la vis ce dimanche. Plus de 150 commerces ont été fermés par les autorités en 24 heures pour ne pas avoir respecté l'obligation du port du voile par des employées, a annoncé ce jour la police.

Ces fermetures ont été ordonnées au lendemain de l'entrée en vigueur d'un nouveau plan de la police, en utilisant notamment des caméras de surveillance et la reconnaissance faciale, pour contrôler le port du voile par les femmes, obligatoire depuis la Révolution islamique de 1979.

« Malheureusement, les policiers ont dû mettre sous scellés 137 magasins et 18 restaurants et salles de réception dans le pays



Une femme passe devant une boutique fermée de Téhéran, le 5 décembre 2022. — ATTA KENARE/AFP

pour ne pas avoir prêté attention aux avertissements précédents » liés à l'obligation du voile, a indiqué le porte-parole de la police, Saïd Montazerolmahdi, cité par l'agence Tasnim. Ce durcissement intervient au

moment où de plus en plus de femmes défient le code vestimentaire obligatoire, notamment le port du voile, depuis le début des manifestations déclenchées par la mort en détention, le 16 septembre, de Mahsa Amini,

arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

La police a averti que les propriétaires de voitures recevront aussi un message de mise en garde si une passagère enfreignait le code vestimentaire. Ils risquent la saisie de leur véhicule en cas de récidive.

« Lors des dernières 24 heures, plusieurs centaines de cas d'absence du port du voile dans les voitures ont été enregistrés par les inspecteurs de police et les propriétaires des voitures ont été informés par des textos », a ajouté M. Montazerolmahdi.

Fin mars, le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, avait averti que toutes les femmes qui enlevaient le voile seraient « punies ».



April 16 2023

Two Kurdish fighters killed by Turkish shelling in northern Aleppo: SOHR

The Kurdish Afrin Liberation Forces (HRE) confirmed in a statement on Saturday that two of their fighters were killed.

ERBIL (Kurdistan 24) – Two members of Kurdish forces were killed on Saturday evening by Turkish-backed forces in northern Aleppo, the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reports on Sunday.

Turkish-backed forces targeted positions of Kurdish and Syrian government forces in northern Aleppo in Maranaz and Al-Maliqiyah villages in Sharan district,

and Oqaybah and Abin in Shirawa district in Afrin countryside in the northern countryside of Aleppo.

The Kurdish Afrin Liberation Forces (HRE) confirmed in a statement on Saturday that two of their fighters were killed.

Moreover, the Turkish National Defense Ministry said its forces responded to an attack in which four Turkish soldiers were injured

by artillery shelling from Kurdish forces in Syria.

Syrian Kurdish forces have a presence near Tal Rifaat, as do pro-Syrian government forces and Iranian-backed forces.

The area experiences frequent artillery shelling between Turkish-backed forces and Kurdish forces.

Villages in northern Aleppo host a large number of civilians displaced from Afrin, a northwestern Syrian Kurdish region Turkey and its proxy Syrian militants invaded in 2018.

Turkey has also regularly targeted Kurdish forces with drone strikes. On April 14, a member of the People's Protection Units (YPG) Baran Nusaybin was killed in a drone strike in Qamishlo.



Tom wheeldon
16 Avril 2023

L'inflation galopante en Turquie peut-elle compromettre les chances de réélection d'Erdogan ?

Avec une inflation à plus de 50 %, la crise économique en Turquie joue un rôle déterminant dans la campagne présidentielle à un mois du scrutin du 14 mai. Toutefois, les analystes estiment que le mécontentement à l'égard de la gestion économique de Recep Tayyip Erdogan ne se traduira pas automatiquement par des votes en faveur de Kemal Kilicdaroglu, le candidat unique de six partis d'opposition au président turc.

Ce n'est pas pour rien si **Recep Tayyip Erdogan** a choisi de mettre en avant ses promesses économiques dès le lancement officiel de sa campagne présidentielle le 11 avril. "Nous ramènerons l'inflation à un chiffre et nous sauverons définitivement notre pays de ce problème", a alors promis le président turc devant une foule de partisans, réunis dans un stade d'Ankara.

Pour cause, l'inflation est l'une des préoccupations majeures de la population. Alors que le pays connaît une **croissance robuste**, la hausse des prix s'élève à **plus de 50 %** (moyenne sur un an) d'après des statistiques officielles publiée en mars. Et ce, après avoir atteint un pic vertigineux à 85 % en octobre, un niveau inédit depuis juin 1998.

Ces données officielles sont régulièrement remises en question par des économistes indépendants. Ces derniers subissent d'ailleurs des **pressions de la part du gouvernement dans une tentative de contrôle des chiffres**. "Il est très clair que le gouvernement a joué avec les chiffres", estime Howard Eissenstat, spécialiste de la Turquie à l'université St. Lawrence et au Middle East Institute à Washington, DC. "L'expérience quoti-



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, prononce un discours de campagne lors d'une réunion de l'AKP, à Ankara, le 11 avril 2023. © Reuters

dienne que font les citoyens de l'inflation est considérablement plus désastreuse", ajoute-t-il.

Remise en question des choix économiques d'Erdogan

Frappé par une crise monétaire et inflationniste, le pays est habitué aux soubresauts de sa monnaie depuis 2018. Mais en mars, **la livre turque est tombée à un niveau historiquement bas** par rapport au dollar.

Les experts attribuent cette crise aux choix de Recep Tayyip Erdogan. Le chef d'État soutient - contre toute évidence économique - que des taux d'intérêt élevés alimentent l'inflation, ce qui l'a incité à réduire ces taux, tout en faisant appel à la banque centrale turque pour garantir l'épargne et compenser les pertes subies. Un plan que **les analystes n'estiment pas viable à long terme**.

Tout cela marque un changement colossal par rapport à l'enchantement des premières années du règne de Recep Tayyip Erdogan. Lorsqu'il est devenu Premier ministre en 2003, la crise économique turque de 2001 était passée par là, et elle a largement contribué à la victoire de son parti l'AKP. Recep

Tayyip Erdogan a alors entrepris de relancer l'économie, obtenant des résultats spectaculaires.

Soutenue par le FMI et la conjoncture favorable en Europe, la croissance du PIB turc a atteint **une moyenne de 7,2 % entre 2002 et 2007**. De nombreux électeurs du noyau dur d'Erdogan - des musulmans de la classe ouvrière, vivant au cœur de l'Anatolie, la partie asiatique de la Turquie - ont rejoint les rangs de la classe moyenne. Mais au cours des cinq dernières années, le rêve est parti en fumée. L'inflation et la crise monétaire ont sévèrement affecté leur niveau de vie, au même titre que celui de la bourgeoisie europhile d'Istanbul.

"Des personnes se considérant comme appartenant à la classe moyenne éprouvent d'énormes difficultés à maintenir un niveau de vie élémentaire. (...) Le simple fait de mettre de la nourriture sur la table est devenu une source de préoccupation", relève Howard Eissenstat.

Fidélité des électeurs de l'AKP

La réélection de l'actuel président pourrait pâtir de cette situation économique si l'on en croit les dernières estimations. Recep

Tayyip Erdogan et l'AKP ont toujours été reconduits au cours des vingt dernières années, mais **plusieurs sondages** donnent une légère avance au premier tour à son principal adversaire **Kemal Kilicdaroglu**, chef du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate).

Toutefois, selon les analystes, la désillusion à l'égard du chef d'État turc est tout aussi répandue que le scepticisme à l'égard de l'opposition, ce qui pourrait remettre en question l'avance de Kemal Kilicdaroglu.

"Je ne suis pas sûr de faire confiance aux sondages", estime pour sa part Howard Eissenstat. "Nombre d'observateurs extérieurs ont tendance à supposer que parce que la situation économique est mauvaise, les gens vont quitter le navire. Mais ce n'est pas nécessairement le cas. Je pense qu'un bon nombre d'électeurs de l'AKP finiront par revenir vers leur candidat à la dernière minute".

Pour rappel, lors du scrutin présidentiel de 2018, de nombreux observateurs occidentaux ont sous-estimé Recep Tayyip Erdogan. Ils s'attendaient à ce que **Muharrem Ince**, alors chef de file de la CHP, entraîne le président dans un second tour. En fin de compte, le leader de l'AKP a obtenu la majorité nécessaire dès le premier tour, avec une avance de 10 millions de voix sur son rival.

Kilicdaroglu veut éviter l'irruption des débats idéologiques

Par ailleurs, l'économie n'est pas le seul moteur du vote, qui obéit en Turquie à des choix culturels et idéologiques. Or Recep Tayyip Erdogan a conservé sa popularité parmi ses millions de partisans dans le cœur de l'Ana-

tolie, socialement conservatrice. Il y symbolise plus que jamais le retour de l'islam au cœur de la vie publique turque, après des années de kéralisme (doctrine de Mustafa Kemal prônant une rupture entre l'islam et la politique).

Un critère de vote que Kemal Kilicdaroglu a pris en compte dans sa stratégie politique, adoptant une position plus pragmatique sur la question du port du foulard

que ses prédécesseurs du CHP. Connu pour être un ardent défenseur de la laïcité, il a malgré tout soutenu un amendement constitutionnel confirmant le droit des femmes à porter le voile.

"Kilicdaroglu atténue ainsi l'impact de la polarisation [idéologique avec Erdogan] avec son discours conciliant. L'économie jouera donc un rôle plus important que d'habitude dans ces élections", suggère Ozgur Unlu-

hisarcikli, directeur du bureau d'Ankara du German Marshall Fund.

Reste à savoir quelle alternative économique propose exactement le principal rival d'Erdogan. Le programme économique de Kemal Kilicdaroglu prévoit un retour à une politique monétaire stricte et à l'indépendance de la banque centrale. Mais outre ces deux principaux axes, l'opposition a soigneusement évité d'entrer dans le détail des mesures

prônées. En effet, le retour à l'orthodoxie économique, impopulaire, n'est pas facile à vendre pour l'opposition turque.

Et Howard Eissenstat de conclure que l'opposition, dans un savant calcul politique, "préfère maintenir le débat sur les raisons qui ont mené la Turquie dans ce pétrin, en faisant de l'élection un référendum sur Erdogan, plutôt que sur quelle politique mènerait l'opposition une fois au pouvoir."



April 16 2023

Diyarbakir Bar Association files criminal complaint against far-right Turkish politician

ERBIL, Kurdistan Region – The Diyarbakir Bar Association announced on Saturday that they have filed a criminal complaint against a far-right political leader who called supporters of a pro-Kurdish leftist party "murderers."

Umit Ozdag, who leads the Zafer (Victory) party, was seen in a video calling supporters of the Green Left Party "murderers" and "those who came down from the mountain," a reference to the Kurdistan Workers' Party (PKK), an armed group struggling for greater rights for Kurds in Turkey.

The Diyarbakir Bar Association announced on Twitter that they have filed a complaint against Ozdag with the city's public prosecutor's office, accusing him of humiliating Green Left voters.



Ozdog, leader of the Victory (Zafer) Party. Photo: Adem ALTAN/AFP

"About the chairman of the Victory Party, during the election event, a criminal complaint was filed with the Diyarbakir Chief Public Prosecutor's Office within the scope of the 'crime of publicly humiliating a segment of the population' due to the words

he said, "murderers" and "those who came down from the mountain," in reference to HDP and YSP [Green Left] voters," reads the [announcement](#).

The Turkish presidential and parliamentary elections will take place on May 14. The Green

Left Party is running as the heir to the Peoples' Democratic Party (HDP), a pro-Kurdish party that is facing closure in a court case for alleged terror ties. In the 2018 parliamentary election, HDP won more than 6 million votes, becoming the third most popular party, behind the ruling Justice and Development Party (AKP) and the opposition Republican People's Party (CHP).

Ozdog [hit back](#) at the Diyarbakir Bar Association on Twitter, calling it "openly hostile to the Turkish republic and the Turkish nation in every way possible."

Ozdog is known for his anti-Kurdish and anti-refugee stances. Last week, he engaged in a Twitter feud with an Izmir-based Kurdish businessman who he called a "separatist" who helps the PKK.

Iran : contre les rebelles du hijab, la nouvelle offensive du pouvoir

Face à la détermination toujours plus forte des Iraniennes qui aspirent à se libérer du voile obligatoire, le régime de Téhéran impose de nouvelles méthodes de contrôle et de répression. Vidéosurveillance, délation, agents en civil, la population elle-même est encouragée à sévir face aux récalcitrantes.

Les rues de Téhéran se transforment avec l'arrivée du printemps. Jeunes filles et femmes de tous âges en tenues estivales laissent leurs cheveux flotter au gré du vent. Elles sont de plus en plus nombreuses, depuis le début des manifestations en septembre contre le port obligatoire du hijab, à se promener ainsi, tête nue, au mépris du code vestimentaire islamique. Alors même que défendre ses droits et s'émanciper du hijab est toujours aussi risqué, la loi en la matière n'ayant pas évolué malgré la contestation.

Ces Iraniennes suscitent l'admiration de certains, la réprobation des autres. Mais des femmes couvertes de longs voiles noirs et accompagnées d'hommes du Bassidj (milice des Gardiens de la révolution) sont toujours là pour rappeler les jeunes filles au bon respect du hijab, que ce soit par des supplications, des remarques gentilles, de la violence ou de l'humiliation.

Reprendre un droit dénié depuis la naissance

Baran Qezlou garde désormais son foulard dans son sac. Elle le porte le moins possible, mais sait que les femmes sans hijab ne sont pas servies dans les banques et dans d'autres lieux publics. La Constitution ne subordonne pourtant pas l'accès à ces services au port du



Des étudiantes sans foulard à l'Université Al-Zahra de Téhéran, défient les règles strictes de la République islamique d'Iran en matière de hijab forcés. SalamPix/ABACA

hijab, y compris dans le secteur privé. L'étudiante en design industriel de 22 ans arbore une frange courte et porte une chemise blanche sur un jean. Son frère et ses parents, avec qui elle vit, la soutiennent, qu'elle porte le foulard ou non. Même son patron ne lui impose pas de le porter dans le café de la rue Shariati, dans le nord de la capitale, où elle travaille comme serveuse.

Au quotidien, c'est dans la rue ou dans le métro que Baran subit l'hostilité de personnes radicales et progouvernementales. « Je sens constamment le regard pesant de nombreuses personnes sur moi, et cela me stresse d'y être confrontée dans les lieux publics. Même si beaucoup de gens sont d'accord avec moi, la tension est palpable dans la rue, explique la jeune Téhéranaise, qui entend parfois des obscénités et des insultes pour lui demander de respecter les règles du gouvernement et de changer de vêtements. « Néanmoins, je suis heureuse que, en choisissant de porter ou non le voile, les femmes de ma génération reprennent le droit qui

leur a été dénié depuis la naissance », affirme la jeune femme.

« Vos cheveux sont magnifiques, ce serait dommage de les couvrir ! »

Beaucoup d'Iraniennes n'enviesagent pas de revenir en arrière. La pression politique ne retombe pas, mais prend des formes nouvelles. Esmail Kosari, représentant de Téhéran au Conseil islamique, a ainsi récemment annoncé son intention d'utiliser les caméras de la capitale pour identifier et punir les personnes qui enfreignent les lois sur le hijab. Les femmes prises en flagrant délit de violation des règles recevront d'abord un avertissement, a-t-il prévenu, menaçant de graves conséquences juridiques les récidivistes. Le chef de la police nationale, Ahmad-reza Radan, a également fait savoir que les autorités séviraient dans les lieux publics et dans les voitures.

De nombreuses Iraniennes composent avec ces restrictions, mais ne s'y plient plus. Mahshid Imani, professeure

d'allemand de 31 ans, en a fait l'expérience lorsqu'elle et son amie ont été empêchées d'embarquer sur un vol parce qu'elles ne portaient pas le hijab. Attablée dans un café de Saadat Abad, où quelques autres groupes de jeunes sont réunis, Mahshid raconte comment elle et ses amies se sont aussi vu refuser le service dans un célèbre restaurant, sur ordre des autorités, parce qu'elles ne portaient pas le hijab.

Certaines étaient prêtes à céder, en mettant le foulard autour du cou, mais la bande a finalement décidé d'aller manger ailleurs. « Suivre ou ne pas suivre les ordres des autorités est une décision personnelle. Et je dépenserai mon argent là où l'on respecte mon choix », campe Mahshid, qui lance à la serveuse, en sirotant son café : « Vos cheveux sont magnifiques, ce serait dommage de les couvrir ! » L'employée lui sourit en retour. Pour Mahshid, il faut saluer le courage des Iraniennes et se soutenir mutuellement.

À leur détermination, la République islamique oppose, comme depuis des années, l'adage « ordonner ce qui est bien et interdire ce qui est mal ». Le ministre iranien de la culture et de l'orientation islamique, Mohammad Mahdi Esmaili, a récemment affirmé lors d'une interview télévisée que 80 % de la population iranienne était favorable au hijab islamique, sans fournir de détails sur la manière dont ces statistiques avaient été recueillies. Le haut responsable a exhorté les 20 % restant à suivre les règles et a même proposé d'organiser des festivals culturels pour promouvoir le hijab.

La dénonciation comme méthode de contrôle

Le pouvoir présente ainsi la voile obligatoire comme le souhait du peuple vertueux. « Après le temps du harcèlement par la police des mœurs, ce sont maintenant des hommes et des femmes du Bassidj qui mettent en garde les passants habillés, selon eux, de manière inappropriée. Et on dirait que les agents de la police des mœurs agissent désormais en civil », explique la militante des droits de la femme Parto Madani. « Leur tenir tête est considéré comme un délit. Et si la police ou les autorités judiciaires interviennent, la personne "fautive" est considérée comme

coupable. Il n'existe pourtant pas de loi spécifique à cet égard, et leur comportement, arbitraire, porte atteinte au droit », ajoute-t-elle.

Parto Madani, 35 ans, a beau se considérer comme religieuse, elle ne croit pas au hijab imposé par la République islamique. La militante, qui travaillait auparavant dans une bibliothèque gouvernementale à l'est de Téhéran, a été licenciée il y a quelques mois, après avoir été repérée dans des manifestations.

Pour elle, la stratégie du pouvoir vise à créer une atmosphère étouffante. Le régime, dit-elle, encourage le conflit au sein de

la population comme technique pour réprimer les récalcitrantes. Le procureur de la ville de Birjand a même demandé aux citoyens de dénoncer à la police les voisines qui ne respectent pas le port obligatoire du hijab. Et certains députés suggèrent désormais d'imposer de lourdes sanctions financières à celles qui ne respectent pas le code vestimentaire de la République islamique.

Hausse massive des exécutions

En 2022, le nombre d'exécutions judiciaires en Iran a augmenté de 75 %, avec 582 pendaisons, dont quatre directement liées au mouvement de protestation, selon Iran Human

Rights (IHR) et Ensemble contre la peine de mort (ECPM).

C'est le chiffre le plus élevé depuis 2015, après un total de 333 exécutions en 2021.

Une grande part (44 %) des exécutions enregistrées en 2022 était liée à des affaires de drogue, deux fois plus qu'en 2021, et dix fois plus qu'en 2020.

Les deux ONG soulignent que les membres de la minorité baloutche, principalement sunnite, représentent 30 % des exécutions alors qu'ils comptent pour seulement 2 à 6 % de la population. Une disproportion identique est à noter pour les minorités kurde et arabe.

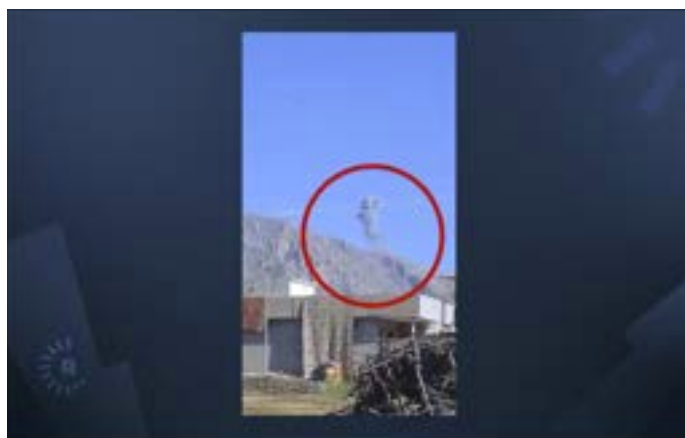


Rudaw
April 17 2023

Duhok villagers terrified by suspected Turkish bombardment

ERBIL, Kurdistan Region - A suspected Turkish warplane on Saturday bombarded the countryside around a village in Duhok province, spreading fear among residents, according to a local source.

Abdulsattar Mersidi from Mersid village in Duhok province's Shekhan district told Rudaw's Nasir Ali that a Turkish warplane bombarded Mount Bekher near their village on Saturday morning. There were no casualties, but the villagers were afraid, he added.



Suspected Turkish warplane bombards Mount Bekher in Duhok province on April 15, 2023. Photo: Submitted

Turkey has bombed the area four times in the last three months on the grounds of targeting the

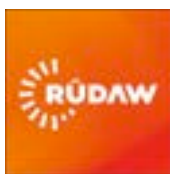
Kurdistan Workers' Party (PKK), according to the villager.

The PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but considered a terrorist organisation by Ankara.

Ankara often targets suspected PKK sites and members at home as well as in Syria and Iraq.

Turkey has yet to comment on the bombardment.

Years of clashes between Turkey and the PKK have forced many families to flee their homes in northern Duhok, leaving whole villages empty.



by Soran Hussein
April 17 2023

Unidentified drone crashes near Peshmerga base in Erbil's Qushtapa

ERBIL, Kurdistan Region -

An unidentified drone crashed near a Peshmerga base south of Erbil on Sunday evening, causing no damage, a commander told Rudaw.

"Last night, we noted that a drone was flying around. By the time we alerted our superiors, it crashed," Colonel Hassan Mohammad Sur told Rudaw on Monday.

The origin of the drone is unclear and it has no distinct features that would help identify it, he added.

The drone crashed 500 meters away from the base of the Pesh-



An unidentified drone crashed near a Peshmerga base in Erbil province on April 16, 2023. Photos: submitted

merga ministry's third battalion in the Qushtapa sub-district,

15 kilometres from Erbil, on the border with Kirkuk province.

Iraqi forces are also positioned nearby the area.

Drone warfare has become a common occurrence in the Kurdistan Region, as well as Iraq, with most incidents being attributed to Turkey, Iran, and pro-Iran Iraqi militia groups. An explosive-laden drone was found near Duhok dam by a villager last week.

Last November, several drone attacks targeted members of the Kurdistan Freedom Party (PAK) in the town of Pirde, along the Erbil-Kirkuk provincial border. Social media accounts affiliated with Iran's Islamic Revolutionary guards (IRGC) claimed responsibility.



April 17 2023

Senior ISIS leader killed in US helicopter raid: CENTCOM

"The raid resulted in the probable death of the targeted individual. Two other armed individuals were also killed."

ERBIL (Kurdistan 24) –

US Central Command forces (CENTCOM) conducted a unilateral helicopter raid in northern Syria in the early morning of Monday, killing an ISIS leader responsible for planning terror attacks in the Middle East and Europe.

"The raid resulted in the probable death of the targeted individual. Two other armed individuals were also killed," CENTCOM said.

"Extensive planning went into

this operation to ensure its successful execution. No US troops were wounded. No US helicopters were damaged. We assess no civilians were killed or injured," the statement added.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) also [reported](#) that the ISIS leader was killed in a village in Turkish-controlled Jarabulus in Syria.

"Though degraded, ISIS remains able to conduct operations within the region with a desire to strike beyond the

Middle East," said General Michael "Erik" Kurilla, CENTCOM Commander.

"We will continue the relentless campaign against ISIS."

This operation reaffirms CENTCOM's steadfast commitment to the region and the enduring defeat of ISIS," said Joe Bucino, a CENTCOM spokesman, adding "We will provide additional details soon."

The US and SDF have continued operations against key ISIS targets in northeast Syria.

On April 14, the SDF [arrested](#) a key ISIS operative in Deir ez-Zor.

Previously, on April 8, an ISIS facilitator, Hudayfah al Yemeni, along with two of his assistants, were [arrested](#) in an air drop operation in eastern Syria.

Also on April 3, the US [said](#) they killed senior Islamic State leader Khalid Aydd Ahmad al-Jabouri in Syria, who was responsible for planning ISIS attacks in Europe.



April 17 2023

Peshmerga's Units 70, 80 dismantled, says Kurdish military envoy

ERBIL (Kurdistan 24) –

The previously party-affiliated Units 70 and 80 of the Kurdistan Region's Peshmerga forces have been completely dismantled as part of the region's military reform program

The remarks by Abdul Khaliq Tal'at, the Kurdistan Regional Government (KRG) representative at the Iraqi Joint Operations Command, came as the Ministry of Peshmerga Affairs in early April announced the formation of two major divisions to encompass the major forces in the region.

"Units of 70 and 80 have been completely dismantled, and all forces under the units' command are now part of the newly launched divisions, consisting



Peshmerga officers take part in a graduation ceremony in Kurdistan Region's capital Erbil, January 15, 2023. (Photo: Safin Hamed/AFP)

of 1,200 members. Tal'at stated to Kurdistan 24.

The ministry is entirely in charge of commanding these forces, the official added.

"The political affiliations have

been completely removed," he continued.

The two forces used to be affiliated with the two major political parties: Unit 70 is affiliated with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) while its counter-

part, Unit 80, was under the Kurdistan Democratic Party (KDP) command.

Unifying and modernizing Peshmerga forces are at the "core" of the reform program of the ninth cabinet, the government's officials have said on many occasions.

The program is supported by the US-led coalition members, particularly the US, the UK, Germany, and the Netherlands that similarly assist and enable the forces to fight the ISIS remnants.

More than a thousand Kurdish troops were killed in the fight against the terror group during the three-year war, beginning in the summer of 2014.

Le Monde

Nicolas Bourcier et Angèle Pierre
17 Avril 2023

Election présidentielle en Turquie : Ekrem Imamoglu, le joker d'Istanbul

PortraitA l'approche de l'élection présidentielle du 14 mai, le maire de la ville est une figure marquante de l'opposition à l'actuel chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan. En cas de victoire de son camp, M. Imamoglu serait vice-président, mais beaucoup l'imaginent un jour à la tête du pays.

Pour un homme condamné à deux ans et sept mois de prison par la justice turque en décembre 2022 pour « insulte envers une haute autorité de l'Etat », Ekrem Imamoglu a l'air de se porter comme un charme. Devant un public toujours plus nombreux, le maire d'Istanbul sillonne le pays depuis des semaines avec l'aisance d'un coureur de fond. L'élection pré-

sidentielle est prévue le 14 mai, et cet élu de 52 ans se donnerait même des airs de candidat thaumaturge, prêt à guérir une Turquie frappée par la crise, par un séisme dévastateur et par la dérive autoritaire de son dirigeant, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis vingt ans et décidé à y rester.

Partout, les bras se tendent,

les mains saluent, on embrasse Ekrem Imamoglu. A Bursa, il lance « à la fin, tout ira très bien », en écho à son slogan de campagne de 2019, l'année où il a ravi Istanbul au Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du président Erdogan. A Kastamonu, ville conservatrice située sur les hauteurs de la mer Noire, on se presse pour voir cette étoile montante du Parti

républicain du peuple (CHP), fondé jadis par Mustafa Kemal Atatürk. Lui, d'un ton égal, presque solennel : « De grandes choses se produiront en 2023. » Nouveaux applaudissements.

A Kırklareli, la foule, massive pour la taille de cette petite ville de Thrace, l'acclame lorsqu'il clame du haut de son bus de campagne, aux côtés de son

épouse : « *Nous avons décidé d'entrer dans l'histoire avec vous !* » Les mots fusent avec une jubilation qui ne manque pas de panache. Il convoque la liberté et la démocratie, l'emploi et les jeunes, la justice, les droits des femmes, les violences domestiques aussi et les ravages du tremblement de terre.

Avec force, Ekrem Imamoglu fait applaudir **Kemal Kiliçdaroglu, le président du CHP, désigné à la tête de la coalition d'opposition pour affronter Erdogan**, mais également Meral Aksener, l'égérie et l'alliée de la droite nationaliste, dont le soutien ne lui a jamais fait défaut. Il salue aussi volontiers le maire d'Ankara, le très droitier Mansur Yavas.

Tous sont embarqués dans cette croisade visant à déboulonner M. Erdogan. Et puis, il y a cette petite musique qui monte à chacune de ses apparitions, où l'on entend, ici et là, des « *Ekrem baskan !* », un appel en forme d'injonction qui, littéralement, signifie « maire Ekrem ! », tout en sous-entendant « Ekrem président ! »

Ligne de crête

Dans un paradoxe qui en dit long sur le cours tortueux de la politique turque, l'élu le plus populaire du pays, le seul à même de battre M. Erdogan – et de loin, selon tous les sondages –, brûle les planches non pas pour lui-même, mais pour un autre, du fait de sa condamnation. Malgré cela, il s'est placé en pleine lumière, tel un joker du CHP, galvanisant d'un coup la campagne de l'opposition. Nul ne sait à quel point la pilule a été dure à avaler pour celui que beaucoup voyaient déjà au plus haut. On le décrit ambitieux et, à le voir s'activer ainsi, on comprend mieux pourquoi les autorités ont tout entrepris pour lui couper les ailes et miner sa candidature.

Ekrem Imamoglu a fait appel. Des proches ont poussé à ce qu'il reprenne le flambeau et

qu'il porte les couleurs de l'opposition, au risque même d'une rupture avec le président du parti, bien décidé à aller jusqu'au bout. Mais même ses avocats et plusieurs hauts dirigeants du CHP affirment à mots couverts n'avoir pas voulu prendre le risque d'exposer leur poulain à une décision de magistrats dont on ne connaît ni l'agenda ni le degré de dépendance à l'égard du pouvoir. L'incarcération du chef de file de l'opposition aurait créé un vide dans lequel le candidat Erdogan se serait enroulé.

Alors, Ekrem Imamoglu creuse son sillon sur une ligne de crête. Après la désignation du candidat Kiliçdaroglu, le 10 mars, il accepte un rôle de futur vice-président en cas de victoire. « *Il pousse les limites, confie une de ses proches. Il l'a toujours fait dans le passé et avec ce style si particulier qui lui a plutôt réussi, en tout cas jusqu'à maintenant.* »

D'évidence, l'élu d'Istanbul a démontré qu'avec une forme d'assurance tranquille, un ton optimiste et bienveillant – attitude plutôt rare chez ses collègues politiciens –, on pouvait s'imposer tout en déjouant les plans adverses. Plus que les coups d'éclat, ce qui frappe chez ce « *leader naturel* », comme le qualifie une de ses biographes, Sirin Mine Kiliç, c'est l'apparente maîtrise d'une situation qui porte pourtant en elle de multiples fragilités.

Dès les débuts de son ascension, les médias ont souligné les parallèles entre M. Imamoglu et l'actuel chef de l'Etat. Comme M. Erdogan, dont la famille pieuse et conservatrice est issue de la région de la mer Noire, M. Imamoglu est né, en 1970, près de Trabzon, dans un milieu traditionnel et nationaliste. Son père, dont le patronyme se traduit par « fils de l'imam », est entrepreneur du bâtiment, sa mère travaille la terre, et le grand-père est un vétéran de la guerre d'indépendance, aux côtés d'Atatürk.

Comme M. Erdogan, le jeune garçon est un passionné de football, sport qu'il pratiquera en semi-professionnel. Lui aussi suit les cours coraniques, apprenant à lire le livre saint durant les classes d'été, avant même l'école primaire. Une aptitude que le CHP, son parti, ne manquera pas de mettre en avant, des années plus tard, pour séduire l'électorat le plus conservateur. Lui s'en défend. « *J'ai reçu à la fois une bonne éducation et une éducation religieuse, confie-t-il au Monde, lors d'un échange de courriels. Je ne m'en suis jamais caché. Toutefois, je suis une personne qui vit sa foi en elle-même, et je ne l'utilise pas comme un outil politique.* » Sous-entendu : à la différence du pouvoir en place.

Succès total

A Trabzon, il s'inscrit un an à la branche jeunesse du Parti de la mère patrie (ANAP), une formation de la droite libérale. Lorsque ses parents s'installent à Istanbul, à la fin des années 1980, il obtient un diplôme en administration des affaires. C'est à l'université, dira-t-il par la suite, qu'il s'est ouvert aux idées plus progressistes et démocratiques. Il gèrera ensuite un restaurant spécialisé dans les *köfte*, les boulettes de viande, avant de diriger l'entreprise de construction familiale, Imamoglu Insaat. Jeune homme d'affaires, il devient membre, de 2002 à 2003, du conseil d'administration de Trabzonspor, le club de football de sa ville natale, l'un des plus puissants du pays.

L'époque est à l'AKP. Recep Tayyip Erdogan, ancien maire d'Istanbul, incarcéré quatre mois pour avoir récité un poème islamo-nationaliste, est élu premier ministre. Ekrem Imamoglu, lui, choisit le CHP, le principal parti d'opposition, dont l'éventail politique va de la droite nationaliste et libérale au centre-gauche. « *Je suis ataturkiste convaincu, profondément républicain et social-démocrate*, dit-il. *Mon choix était évident : il fallait lut-*

ter contre les injustices et contre cette politique d'appropriation des biens et des droits que le parti au pouvoir a exercée au niveau le plus local, jusque dans notre quartier. »

En 2009, il se serait bien vu candidat à la mairie de Beylikdüzü, un arrondissement paisible de la rive occidentale d'Istanbul, où ses parents ont acquis un terrain. Le parti ne retient pas sa candidature, mais le place à la tête du district. Il se fait remarquer par son militantisme auprès des jeunes et des femmes, rénove des écoles, multiplie les prestations sociales et culturelles. Au référendum constitutionnel de 2010, voulu par M. Erdogan, Beylikdüzü est le seul district d'Istanbul à voter contre. Aux municipales de 2014, M. Imamoglu est désigné et remporte la mairie d'arrondissement.

Lorsque le CHP annonce sa candidature pour l'élection municipale d'Istanbul de 2019, bien des voix s'élèvent contre ce novice encore inconnu du grand public. Mais, très vite, ses apparitions publiques balayaient les réticences. Avec un calme à toute épreuve, il a sa stratégie face aux ténors de l'AKP : ne pas mépriser leur base, au contraire même, l'embrasser. Son directeur de campagne, Ates Ilyas Bassoy, dira peu après la victoire : « *Nous avons deux règles simples, ignorer Erdogan et aimer ceux qui aiment Erdogan.* »

Le succès est total. Le 31 mars 2019, M. Imamoglu remporte l'élection avec 14 000 voix d'avance. Inacceptable pour les hommes forts d'Ankara, qui invoquent des malversations et font rejouer le scrutin. Mal leur en prend. Le 23 juin, l'impétrant de Beylikdüzü défait le candidat AKP avec 800 000 voix d'écart. C'est une claque pour ce président convaincu que « *celui qui gagne Istanbul gagne la Turquie* ». A un journaliste qui lui demande s'il pourrait être le prochain président du pays, le

vainqueur répond en souriant : « Dieu sait ! »

« La présidentielle d'après »

Une fois en place, il se rend à Diyarbakir, afin de soutenir le maire local qui, comme deux autres élus kurdes de la région, a été démis de ses fonctions et poursuivi en justice, accusé d'activités « terroristes ». A Istanbul, il déclare qu'il mettra fin aux subventions des confréries religieuses. Sa cote de popularité ne cesse de monter. Adulé des kémal-nationalistes, respecté par les islamistes et décrit comme consensuel par les Kurdes, ne coche-t-il pas toutes les cases du rassembleur ?

A la mairie, les équipes doivent s'activer pour contourner les obstructions quasi systématiques de la majorité AKP du conseil municipal. Ankara veut

à tout prix empêcher l'apparition à Istanbul d'un Etat dans l'Etat. « Dès l'élection d'Imamoglu, le gouvernement s'est comporté comme si la ville ne faisait plus partie de la Turquie, se souvient Selçuk Sariyar, maire adjoint, élu CHP de l'arrondissement de Besiktas. Jusqu'à ce jour, aucune banque publique ne nous a accordé de prêt. Nous avons dû contracter des crédits auprès de banques étrangères ! »

Si son ascension semble irrésistible, le maire n'est pas exempt de critiques. Lorsqu'une partie de la ville est touchée par une inondation, à l'été 2019, il est en vacances et y reste. Un jour, à Trabzon, devant des personnes qui l'accusent d'être « grec », il rétorque qu'il est lui aussi fidèle « au drapeau, à la démocratie, à Atatürk et à Topal Osman », une célébrité locale, connue

surtout pour ses massacres d'Arméniens, de Grecs pontiques et de Kurdes alévis, dans les années 1920.

Et puis, il y a son voyage très médiatisé dans la ville de Rize, en mai 2022, sur les terres même de M. Erdogan, le jour de l'Aïd-el-Fitr, qui met fin au jeûne du ramadan. L'image est presque trop parfaite. Alors que les ténors du CHP tentent d'imposer à la coalition de l'opposition la candidature de Kemal Kiliçdaroglu, moins haut dans les sondages, bien moins charismatique, mais plus expérimenté, Ekrem Imamoglu parade sur les rives de la mer Noire avec deux journalistes particulièrement décriés. Certains, à gauche, s'étranglent. Lui, présentera ses excuses un peu plus tard.

« C'est un électron libre, un gros bosseur qui s'entoure

aussi bien de nationalistes de droite que de collaborateurs de gauche, dit Deniz K., une ancienne proche et employée de la mairie. Il est à l'image de son parti, une sorte de continuité d'un même système et, même s'il se ménage une certaine marge de manœuvre, il ne fait rien contre Kiliçdaroglu. En clair, il se prépare pour la présidentielle d'après, en 2028. »

Le matin même du séisme du 6 février, Ekrem Imamoglu a envoyé près de 300 secouristes à Antioche, à peine deux heures après l'annonce de la première secousse. Le lendemain, plus de 800 personnes et 275 véhicules venus d'Istanbul sont sur place. Dépêché sur les lieux, il a tenté avec ses mots de reconforter les survivants. Il leur a assuré : « Nous vaincrons ensemble. » Une phrase reprise, depuis, à chacune de ses apparitions.

The New York Times

Ben hubbard and gulsin harman
April 16, 2023

Taking On Erdogan, Turkish Opposition Leader Banks on Everyman Appeal

Ahead of next month's elections, Kemal Kilicdaroglu has pledged to undo President Recep Tayyip Erdogan's legacy with a focus on tackling inflation and strengthening democracy.

ISTANBUL — The main opposition candidate aiming to unseat President Recep Tayyip Erdogan in elections next month has pledged to undo the legacy of the longtime Turkish leader and focus on strengthening democracy, easing a cost-of-living crisis and battling corruption.

The candidate, Kemal Kilicdaroglu, is aiming to attract voters who may have tired of the president's bombastic rhetoric and tough-guy persona, campaigning not just as an anti-Erdogan, but also as his polar opposite: a calm everyman who says he plans to retire after a single five-year term.

While Mr. Erdogan, 69, thrives in settings that showcase his power and put him among other world leaders, Mr. Kilicdaroglu, 74, addresses voters from his modest kitchen with a glass of tea at his elbow and dish towels hanging from the oven behind him.

“Our democracy, economy, judicial system and freedoms are under heavy threat from Erdogan,” the former civil servant said in a recent kitchen campaign video. “I will put the state on its feet again and heal the wounds, and I will give back the joy of life to the people.”

The presidential and parliamentary elections set for May 14 could drastically reshape Turkey, one of the world's 20 largest economies and a NATO ally of the United States, not least because opinion polls suggest Mr. Erdogan is more vulnerable at the ballot box than at any other time in his 20 years as Turkey's predominant politician.

Chronic inflation that many economists attribute to his financial management stands at 50 percent and has eroded family budgets, angering voters. Devastating earthquakes in February, which killed more than 50,000 people in

Turkey, stirred anger at the slow response and raised questions about whether the government's failure to curb lax building practices increased the death toll.

Mr. Erdogan's years at the helm have made him the face of Turkish foreign policy, with supporters saying he has boosted Turkey's global stature and critics accusing him of over-personalizing foreign relations, weakening the diplomatic corps. He has maintained ties with Ukraine while meeting with President Vladimir V. Putin of Russia, despite the war between them. He has used Turkey's veto to snarl the expansion

of NATO, making allies question his loyalties.

Mr. Kilicdaroglu has promised to run the country differently and is betting that many Turks are ready for a change.

But first, he must face Mr. Erdogan, a deft campaigner who has tightened his control of the state and can [marshal its resources for his campaign](#).

“Kilicdaroglu is the antithesis of Erdogan,” said Asli Aydintasbas, a Turkey scholar at the Brookings Institution. “To Erdogan’s virile political aggression, he is a soft-spoken gentleman. In terms of his platform, he is not just a democrat but is promising to be a uniter.”

Recent opinion polls suggest a slight lead for Mr. Kilicdaroglu. Two other candidates are also running. One is not expected to get many votes. The other is a former member of Mr. Kilicdaroglu’s party who could siphon away opposition votes, denying Mr. Kilicdaroglu a majority in the first round and forcing a runoff with Mr. Erdogan on May 28, according to some projections.

Mr. Erdogan is seeking his third five-year term. Mr. Kilicdaroglu has promised to retire after a single term so he can spend time with his grandchildren.

Since 2010, Mr. Kilicdaroglu has been the leader of the Republican People’s Party, or C.H.P., the largest opposition party, which has been regularly trounced at the ballot box by Mr. Erdogan and his governing Justice and Development Party.

In 2009, Mr. Kilicdaroglu lost the race for mayor of Istanbul, Turkey’s largest city and economic engine. His party’s candidates also lost in Istanbul in 2014 and in presidential races against Mr. Erdogan in 2014 and 2018.

The C.H.P. has failed to increase its seats in Parliament significantly in four elections since 2011 and twice failed to

block referendums that expanded Mr. Erdogan’s powers.

Mr. Erdogan took aim at Mr. Kilicdaroglu’s record before nationwide municipal elections in 2019.

“You could not even herd a sheep,” he said, rhetorically addressing Mr. Kilicdaroglu. “You lost nine elections. Now you will lose the 10th.”

Opposition supporters counter that the 2019 elections provide a template for victory because the opposition [defeated Mr. Erdogan’s candidates](#) in a number of cities, including Turkey’s two largest, Ankara, the capital, and Istanbul, where Mr. Erdogan began his own political career as mayor in the 1990s.

Offering perhaps another glimpse at the future, the government’s electoral commission [voided the 2019 results in Istanbul](#), alleging irregularities and calling for a redo. The opposition [won that, too](#).

Mr. Kilicdaroglu rarely attacks Mr. Erdogan by name to avoid galvanizing the president’s loyalists. But after the devastating earthquakes in southern Turkey on Feb. 6, he accused Mr. Erdogan of pursuing policies that left the country vulnerable to such disasters. Construction has played a large role in economic policies during Mr. Erdogan’s tenure, raising questions about whether safety standards were ignored amid a push for economic growth.

“There is one person fully responsible for all of this: Erdogan,” Mr. Kilicdaroglu [said during a visit to the quake zone](#). “Whenever Erdogan brings this country down, he makes calls for unity. Spare me.”

He often accuses Mr. Erdogan’s government of misusing state funds and has vowed to investigate accusations of sweetheart deals with companies close to the president.

The vote on May 14 will determine if Mr. Erdogan, shown in March, who has dominated the

country’s politics for 20 years, will remain in power. Adem Altan/Agence France-Presse — Getty Images

If he wins, he has said, he will return the country to a parliamentary system, undoing [constitutional changes](#) that allowed Mr. Erdogan to expand his powers. He has vowed to restore the independence of the judiciary, the central bank and the foreign ministry, which he and other critics say have fallen under Mr. Erdogan’s control.

Mr. Kilicdaroglu represents [six opposition parties](#) that have united against Mr. Erdogan, broadening his base. He also has the tacit support of Turkey’s largest Kurdish party, which could give him about an additional 10 percent of the electorate.

Both Mr. Erdogan and Mr. Kilicdaroglu grew up poor, the first in a scrappy Istanbul neighborhood, the second in an isolated village in central Turkey.

As a child, Mr. Kilicdaroglu wore the same pair of shoes for years, he has said. While studying economics in university in Ankara, he walked everywhere to save money on transportation. He often writes his speeches on the backs of used sheets of paper.

After university, he worked for nearly 30 years as a civil servant and ran Turkey’s social security administration.

Mr. Kilicdaroglu’s conspicuous financial modesty distinguishes him from Mr. Erdogan, who exudes a flashiness and had hundreds of millions of dollars spent on [a new presidential palace](#) that is larger than the White House, the Kremlin and Buckingham Palace.

After retiring from the civil service, Mr. Kilicdaroglu won a seat in Parliament and caught the nation’s eye by confronting executives and officials with corruption allegations on live TV.

In 2010, after a sex tape scandal forced his predecessor to

resign, Mr. Kilicdaroglu became the head of the C.H.P., the party of [Mustafa Kemal Atatürk](#), who founded Turkey after the collapse of the Ottoman Empire 100 years ago this year.

C.H.P. campaign posters in Diyarbakir, Turkey, last month. Recent opinion polls suggest a slight lead for Mr. Kilicdaroglu. Sedat Suna/EPA, via Shutterstock

In 2017, at age 69, he protested the arrest of a fellow parliamentarian on what he dismissed as bogus espionage charges by walking more than 250 miles from Ankara to Istanbul in 23 days holding a sign that read “justice.” The march concluded with a large rally, but the momentum he generated to challenge what he called Mr. Erdogan’s weaponization of the judiciary quickly fizzled.

Critics noted that Mr. Kilicdaroglu had voted for the law that had lifted legal immunity for members of Parliament, paving the way for the arrest of his colleague and [other political figures](#).

That same year, the results of a [referendum that expanded Mr. Erdogan’s powers](#) were [marred by claims of fraud](#), but Mr. Kilicdaroglu did not mount a significant challenge.

Mr. Kilicdaroglu’s often-tepid challenges to Mr. Erdogan’s government have raised questions about his ability to stand up to maneuvers he could face from Mr. Erdogan in the election.

“We are in the hands of a bureaucrat who is overcautious most of the time,” said Soli Ozel, a lecturer in international relations at Kadir Has University in Istanbul.

But for now, Mr. Kilicdaroglu is the only hope for Turks seeking a change from Mr. Erdogan. “This is not the election to open the gates of heaven,” Mr. Ozel said. “It is the election to close the gates of hell.”

LE FIGARO

Le Figaro avec afp
OZAN KOSE / afp
18 Avril 2023

Turquie : le principal opposant d'Erdogan l'accuse d'associer les Kurdes au terrorisme

Le candidat de l'alliance de l'opposition pour la présidentielle turque, Kemal Kiliçdaroglu, a accusé mardi le président Recep Tayyip Erdogan d'associer les Kurdes au terrorisme à l'approche des élections présidentielle et législatives du 14 mai.

Actuellement, des millions de Kurdes sont traités comme des terroristes», a dénoncé le chef du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) dans une courte vidéo publiée sur les réseaux sociaux.

Sujet sensible

«Chaque fois que le Palais voit qu'il va perdre les élections,

une stigmatisation collective des Kurdes commence. C'est vraiment gênant», a ajouté Kemal Kiliçdaroglu, originaire de la province de Dersim (rebaptisée Tunceli, dans l'Est), à majorité kurde et alévie. «Mes chers amis, ne vous laissez pas berner par leur propagande!», a lancé le candidat de l'Alliance nationale.

L'alliance de l'opposition, formée par six partis aux tendances diverses, avait jusqu'ici été peu disert sur la question kurde, sujet sensible du fait de la présence en son sein du Bon Parti, influente formation nationaliste. Les Kurdes, au nombre de 15 millions environ en Turquie, sont considérés comme les fai-

seurs de roi des élections du mois prochain, annoncées comme les plus périlleuses pour Recep Tayyip Erdogan depuis son arrivée au pouvoir en 2003 en tant que premier ministre.

Le parti prokurde HDP (Parti démocratique des peuples, troisième force politique turque) a annoncé fin mars qu'il ne présenterait pas de candidat à la présidentielle, apportant un soutien tacite à Kemal Kiliçdaroglu. Ce dernier a pour sa part affirmé qu'il ferait libérer une fois élu Selahattin Demirtas, figure de proue du HDP, emprisonné depuis 2016 pour «propagande terroriste».

Le président Erdogan répète

depuis que Kemal Kiliçdaroglu «reçoit ses instructions» directement des monts Qandil, au Kurdistan irakien, grande base arrière du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène depuis 1984 une lutte armée contre l'armée turque. Le gouvernement turc accuse le HDP d'être lié au PKK, groupe qualifié de «terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux. Kemal Kiliçdaroglu avait dénoncé auparavant les «discriminations» contre la langue kurde en Turquie, ainsi que le remplacement ces dernières années dans le Sud-Est à majorité kurde de dizaines de maires HDP par des administrateurs nommés par le gouvernement.



Le Club de Mediapart
Carol Mann
06 Avril 2023

Carol Man

Sociologue spécialisée dans la problématique du genre et conflits armés, activiste, chercheuse associée au LEGS (Paris 8), directrice de 'FemAid' et 'Women in War'.

Kurde, Juive et féministe avant la lettre : Asenath Barzani

Et si le féminisme caractéristique de la gestion kurde de la région du Rojava en Syrie du nord avait des origines culturelles bien ancrées dans l'histoire locale ? L'exemple remarquable de la spécialiste rabbinique Asenath Barzani (1590-1670) qui défia les stéréotypes de genre avec l'assentiment de sa communauté est-il encore imaginable dans un Moyen-Orient dominé par Erdogan et ses sbires ?

Depuis 2013, le Kurdistan de l'Ouest, connu sous le nom de Rojava, situé au nord et nord-est de la Syrie dont l'appellation officielle est **Fédération dé-**

mocratique du nord de la Syrie vit selon un régime égalitaire unique au monde et plus encore au Moyen Orient . L'auteure de ces lignes a eu le privilège d'y voyager et a publié quelques articles dans **Mediapart**.

Pour rappel, cette constitution est basée sur un mode de gouvernance de **confédéralisme démocratique** où pour toute décision est prise par deux représentants, un homme et une femme, le/la maire et le /la co-maire- et ceux-ci peuvent être kurdes, arabes ou assyriens.

Ce contrat social remarquable

a été pensé par **Abdullah Öcalan**, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – toujours emprisonné sur l'Île d'Imrali depuis 2002 qui s'est inspiré des théories libertaires de Murray Bookchin. Néanmoins, cette **approche féministe** fait partie intégrante de l'idéologie du PKK depuis sa fondation en 1978 et le confédéralisme en est l'aboutissement logique.

Cet engagement réellement démocratique (puisque féministe) est enseigné à l'école, renforcé par la culture, les médias et s'exprime – guerre oblige, contre les **agressions incessantes de l'Etat islamique et**

surtout de l'État turc par une remarquable organisation égalitaire même dans le domaine le plus hyper-masculiniste de tous, l'armée.

Des relais de l'idéologie du PKK organisent partout au monde des **ateliers de formation au féminisme**, la « **Jineolojî** » selon les préceptes d'Öcalan, soit « la science de la femme »

Il faut se demander quelles sont les raisons de la réussite d'un mode de gouvernance aussi révolutionnaire dans un contexte aussi profondément patriarcal et inégalitaire. Il y avait-il **une toile de fond his-**

torique, un terreau en Mésopotamie prouvant un antique respect des femmes et du féminin avant que l'islam conquérant n'évince ces acquis ? Pendant trois millénaires, le panthéon sumérien puis mésopotamien fut dominé par la figure féroce d'**Ishtar**. Non pas une déesse-mère uniquement validée par sa fertilité et sa progéniture, mais celle de l'amour, de la guerre et d'une certaine façon de la liberté et de l'indépendance féminine non soumise au pouvoir masculin. Son animal est le lion et son emblème l'étoile du matin. On est très loin de la douce et chaste Vierge Marie ensemencée par un dieu invisible machiste auquel elle est soumise en attendant l'arrivée de son fils tout-puissant. On ne s'étonne pas que les « Unités de la femme libre », soit la branche militaire féminine du PKK portent l'emblème céleste d'Ishtar, l'étoile qui se dit « ster » en kurde d'où le nom officiel – STAR (YJA-STAR – Yekîteneyên Jinen Azad ên Star).

Comment **cette vision alternative s'est-elle incarnée dans cette société moyen-orientale** progressivement plus répressive avec la domination monothéiste, en particulier l'islam sunnite ?

Il existe un exemple d'une carrière féminine remarquable : celui d'**Asenath Barzani la première femme juive à atteindre un statut équivalent à celui d'un rabbin**. Tout compte fait, le fait qu'elle soit kurde aussi bien que juive n'a rien de très étonnant vu le terreau : ce qui l'est plus, c'est l'époque à laquelle elle a vécu, soit le XVIIe siècle et surtout le mode de vie particulier qu'elle a su imposer à son entourage. Pour rappel, il faudra attendre **1935** pour qu'une la première femme soit officiellement consacrée rabbin, Regina Jonas à Berlin.

Asenath Barzani est **née en 1590 dans la région de Mosul** dans une famille de mystiques et de rabbins. Son père, Shmuel fonda un nombre de

yeshivas dans divers lieux du Kurdistan irakien actuel où la communauté juive était florissante – et cela jusqu'aux années 1940-50 quand les Juifs furent expulsés partout des pays musulmans. Comme dans la fameuse nouvelle d'Isaac Bashevis Singer intitulée Yentl, le rabbin Shmuel n'a pas eu de fils mais voulut absolument **transmettre son savoir à sa fille unique**, Asenath qui ne fit rien d'autre qu'étudier et enseigner la Torah (l'Ancien Testament) et le Talmud (les exégèses rabbiniques qui actualisent constamment les codes de loi juive) sans oublier la Kabbale. À tel point que quand elle fut mariée à son cousin, son père fit promettre par écrit à son gendre que sa fille n'aurait jamais à travailler à l'extérieur, ce qui était la norme pour les femmes juives soutenant financièrement la famille. Plus encore, **elle était exemptée de tout corvée domestique**, ne faisant ni le ménage ni la cuisine.

C'était pour le moins **révolutionnaire** mais le gendre et d'ailleurs toute la communauté juive, y compris les rabbins les plus réputés, acquiescèrent et ne tarirent point en éloges pour cette femme remarquable – tout le contraire de la pauvre Yentl en Lituanie au tout début du XXe siècle, contrainte à se travestir en homme pour continuer ses études.

C'est que la **société juive kurde était bien plus libérale** que celles des pays arabes ou Ashkénazes, puisque la mixité n'était nullement prohibée, y compris pour les danses traditionnelles, reflétant sans doute la tradition locale. Autre miracle, Asenath ne mit au monde que deux enfants, prodige qui fut inscrit dans diverses amulettes, ainsi qu'une formule magique pour empêcher le viol. En gros, on peut décrire sa vie, du choix de carrière jusqu'à la limitation des naissances comme se rapprochant singulièrement d'une **trajectoire proto-féministe** tant elle s'écarte des stéréotypes

de genre.

Tout comme aujourd'hui au Rojava, les **diverses communautés vivaient harmonieusement ensemble dans le Kurdistan ancien**. Les coutumes, les façons de faire étaient imbriquées, désignant ainsi des origines partagées. Voir par exemple les coutumes qui signalaient l'arrivée du nouvel an, à l'équinoxe du printemps pour les deux communautés (**ce qui devait changer chez les Juifs** quand cette fête fut déplacée au mois de Tishri en automne selon le rituel dominant). Au rituel de **Samanak** que l'on retrouve pour toute la région dont l'Iran et l'Afghanistan répond celui de la **Bsissa** [1] qui avait lieu à la même période, le 1er du mois de Nissan. Des deux côtés, les femmes préparaient longuement un plat composé surtout de céréales blé, d'orge, d'huile – appelé Bsissa du côté juif (pratiqué aujourd'hui par les communautés libyennes et tunisiennes) comme une sorte d'incantation à la fertilité à venir à partir des semences du printemps. **Notez que cette harmonie inter-communautaire provient de façons de faire des femmes.**

Aujourd'hui, au Moyen-Orient globalement, les différents gouvernements **s'écartent de plus en plus d'une culture qui mettrait en valeur les femmes** et respecterait les droits humains. Théoriquement l'État Islamique a été vaincu par l'armée féminine et masculine kurde du Rojava soutenue par une **coalition** internationale menée dès 2014 par les États-Unis. Mais en réalité **son idéologie est toujours vivace et reparait sous d'autres noms**, soutenue et financée par ce despote tout-puissant qui règne sur la Turquie, Recep Erdogan - qui a fait semblant d'adhérer à cette coalition tout en **favorisant**, voire en **finançant les excès de l'État Islamique et cela jusqu'aujourd'hui**.

Le 14 mai 2023 se tiendront les élections en Turquie dont les résultats auront une in-

fluence bien au-delà des frontières turques. En dépit de la réglementation qui devrait limiter son mandat, Erdogan, déjà chef de l'État et chef de gouvernement, les fonctions de Premier ministre ayant été supprimées, tient à asseoir sa domination. Il a fait emprisonner des milliers d'opposants, exerce une répression féroce contre toute manifestation des droits humains et a même retiré la Turquie en juillet 2021 de la bien mal nommée Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Ce en quoi il rejoint la législation de son copain de cœur, **Vladimir Poutine qui a dépénalisé** les violences domestiques en Russie depuis 2017. Le record en matière de droits de celui qui est peut-être le modèle d'Erdogan ne cesse de se détériorer depuis la guerre contre l'Ukraine – la preuve en est le **mandat d'arrêt contre le président russe** pour crimes contre l'humanité émis par le CPI.

En attendant, on a vu Erdogan voler d'Ukraine en Russie dans la posture de **faiseur de paix** ! tout en poursuivant, loin du regard public, ses guerres impitoyables, celles contre l'Arménie par l'intermédiaire de son allié azerbaïdjanais Ilham Aliyev et celle contre le Rojava, le peuple kurde et la dissidence turque. **L'OTAN lui a même laissé imposer ses conditions** en ce qui concernait **l'adhésion de la Finlande et de la Suède**. Faut-il s'étonner de la montée vertigineuse de la droite de plus en plus extrême dans ces pays du nord à la réputation autrefois humaniste ? **Accepter les conditions édictées par Erdogan** signifie aussi à moyen terme l'adhésion à ses politiques ultra-nationalistes, discriminatoires, sexistes, racistes, avec **une réécriture de l'histoire** qui a terme écrasera le souvenir d'un passé plus clément, plus égalitaire, celui qui permit un jour à un personnage alternatif tel qu'Asenath Barzani de voir le jour et de vivre pleinement, respectée de tous.

Iran : Aliyeh Ataei, l'écrivaine qui s'élève contre la dictature

CHRONIQUE. Dans « La Frontière des oubliés », l'autrice iranienne raconte les destins intimes des victimes trop vite effacées des barbaries.

Contre la dictature du régime iranien qui a pendu des jeunes gens pour avoir réclamé la liberté, contre la barbarie des talibans, que peut la littérature ? Certes, peu de chose. Cependant, heureusement que des voix s'élèvent et dénoncent l'intolérable au risque de leur vie.

Aliyeh Ataei est une écrivaine iranienne, née il y a quarante ans à la frontière entre l'Iran et l'Afghanistan. Nous ne sommes pas responsables de notre lieu de naissance, pourrait-elle dire. Sa littérature vient de cette fissure, cette faille qui marquera la famille, le père en particulier, toute la vie.

À LIRE AUSSI « Je ne remettrai pas de voile » : le nouveau combat des opposantes en Iran. Après s'être engagé dans la guerre contre l'Irak, il tombe malade. Des crises d'épilepsie fréquentes et violentes l'obligent à se déplacer à Téhéran pour se faire soigner. Entre Birjand et la capitale iranienne, il y a mille deux cents kilomètres, une journée ou deux de voyage en voiture. Aliyeh Ataei raconte dans le détail l'épreuve du transport de son père. Une traversée d'un pays en guerre et surtout un pays où il n'y plus aucune liberté. Il mourra à cinquante-sept ans, laissant derrière lui une très jeune fille ravagée par le chagrin et le malheur.

Vivre avec les rats, de gros rats qui vous mordent dans votre sommeil. Des rats qui deviennent les maîtres de la petite maison où vit cette famille pauvre. Viennent-ils d'Afghanistan ou d'Iran ? Les rats sont là, deviennent les personnages d'un récit du quotidien où la guerre fait rage des deux côtés de la frontière.

La narratrice avait six ans quand elle vit pour la première fois un corps criblé de balles. Son oncle lui explique ce que font les communistes ; elle l'écoute, puis elle lui fait remarquer : « Ils confisquent nos terres et les donnent aux autres et puis ils tuent tout le monde. »

Le soir, tout le monde se réunissait autour de la télévision qui transmettait des images d'horreur tantôt de la guerre Iran-Irak, tantôt de la guerre contre les communistes en Afghanistan.

Après les rats, les scorpions

Les Soviétiques envahissent l'Afghanistan en 1979 et s'y installent jusqu'en 1989. Les enfants jouent à chasser les scorpions. Un jeu périlleux. Les parents se mettent à la chasse aux scorpions considérés comme des ennemis venus de l'étranger. « Pour les Afghans, l'attachement à un lieu ne compte pas. Ce qui compte,

c'est l'âme guerrière », écrit Aliyeh Ataei.

Ainsi, les moudjahidin qui tuent les communistes deviennent les talibans qui tuent tout le monde. C'est dans ce cadre de chaos et de deuil, que l'amour va tout chambouler dans la vie de la narratrice. Elle vit en Iran, l'élue de son cœur en Afghanistan. Il lui écrit : « À l'unique de mon cœur, la tyrannie sera bientôt vaincue. Elle est en train de rendre l'âme, impuissante face à l'avancée du peuple... »

À LIRE AUSSI « Le Point » aux côtés des femmes iraniennes, à l'avant-garde de la révolte. C'est à travers la préparation d'un plat, les okras, qui se cuisine de la même manière en Iran et en Afghanistan, pourtant le goût en est différent, que la narratrice décrit l'invasion et la défaite russe.

Ces récits racontent ce que les reportages de la presse internationale ne peuvent pas connaître. C'est de l'intérieur, de l'intimité d'une jeune fille, que l'époque de la guerre en Iran est relatée.

« Tous sont mes frères et mes sœurs »

Pour elle, « que nous soyons afghan, iranien, irakien, syrien ou pakistanais, notre sang a la

même couleur et celui qui rend l'âme sur une potence à Lahore, celle qui perd sa jambe en Irak, celui qui meurt à Alep, celle qu'une bombe déchiquette dans les rues de Kaboul, tous sont mes frères et mes sœurs même si aucun test génétique ne peut le démontrer. »

Avec *La Frontière des oubliés* (traduit du persan par Sabrina Nouri et préfacé par Atiq Rahimi)*, Aliyeh Ataei, romancière célèbre en son pays, nous donne des nouvelles de sa terre natale et nous rappelle combien les victimes des barbaries sont vite oubliées.

À LIRE AUSSI Iran : « La contestation n'est pas terminée, mais sa forme a changé » « À la fin d'une histoire, écrit Aliyeh Ataei, le lecteur est censé avoir compris le propos de l'auteur. Mais j'ai bien peur de n'avoir pas d'autres propos que les tombes ou le besoin obsessionnel de revenir vers les morts, vers la seule trace de la dignité d'un peuple. »

La guerre s'acharne sur ces peuples qui ont eu le malheur d'être dirigés par des incapables et surtout des obscurantistes. De cette douleur sont nés ces récits superbement écrits. Au moins là, les mots sont plus forts que la peur.

*Gallimard.

Élections en Turquie : date, candidats... Ce qu'il faut savoir

Le 14 mai prochain, les électeurs turcs sont appelés à voter à la fois pour les élections présidentielle et législatives. Mode d'emploi.

Élection présidentielle

Quatre candidats se présentent au premier tour. Si aucun d'eux n'obtient 50 % des voix au premier tour, un second tour départagera les deux meilleurs le 28 mai.

- [Muharrem Ince](#), instituteur âgé de 59 ans et ancien candidat à la présidentielle en 2018 – il avait obtenu 30 % des voix et était arrivé en deuxième position. Il a ensuite quitté le CHP (Parti républicain du peuple) pour fonder son propre mouvement dissident, le Parti du pays natal (Memleket partisi).

- [Sinan Ogan](#), 55 ans, ancien député du parti d'extrême droite MHP (Parti d'action nationaliste), dont il a été exclu en 2015. Proche de [l'Azerbaïdjan](#), il dirige une coalition de cinq groupuscules ultranationalistes, panturquistes et antimigrants, baptisée Alliance des ancêtres.

Ces deux petits candidats resteront, selon toute vraisemblance, sous les 5 % et n'ont aucune chance de rallier le second tour. Afin de se présenter au premier tour, ils ont peiné à réunir les 100 000 signatures nécessaires, bien aidés par les partisans de [Recep Tayyip Erdogan](#). Pour ce dernier, c'est une manière d'affaiblir son principal adversaire, [Kemal Kılıçdaroglu](#).

- [Kemal Kılıçdaroglu](#), 74 ans, ancien fonctionnaire de la sécurité sociale. Il préside depuis 2010 le CHP (Parti républicain du peuple, kémaliste), héritier du parti unique d'Atatürk, mais il n'a jamais été candidat à la présidentielle, laissant de seconds couteaux se présenter en 2014 et en 2018. À la tête d'une opposition longtemps très timorée face aux dérives du régime, il a pris de l'assurance après 2017, lorsqu'il a pris la tête d'une « [marche pour la justice](#) » entre Ankara et Istanbul. Les municipales de 2019 voient également son parti remporter toutes les grandes villes turques. [Kılıçdaroglu](#) est à la tête d'[Alliance de la nation](#), dite aussi Table des six, coalition hétérogène qui regroupe des sociaux-démocrates, des nationalistes et des islamistes. Fait notable, il a recueilli le soutien implicite du parti prokurde HDP, qui a choisi de ne pas présenter de candidat.

- [Recep Tayyip Erdogan](#), 69 ans, fondateur et président de l'AKP (Parti de la justice et du développement), installé au sommet du pouvoir depuis mars 2003. Il est sorti vainqueur de toutes les élections auxquelles il s'est présenté depuis : législatives en 2003, 2007, 2011, 2015 et 2018, présidentielle en 2014 et 2018... Comme pour la dernière élection, il a

noué avec plusieurs partis d'extrême droite, dont les Loups gris du MHP (Parti d'action nationaliste), l'Alliance de la République.

Élections législatives

Deux grandes coalitions se partagent l'essentiel du paysage politique. Ces alliances ne se font pas sur des bases idéologiques puisque chacune regroupe aussi bien des formations islamistes et conservatrices que des partis nationalistes issus des Loups gris.

- L'Alliance de la nation, ou [Table des six](#) :

le CHP (Parti républicain du peuple), kémaliste, héritier d'Atatürk ;

le parti İYİ, (Bon Parti), nationaliste, issu d'une scission du MHP ;

le DP (Parti démocrate), centre droit ;

le Saadet Partisi (Parti de la félicité), islamiste, parti dont l'AKP s'est détaché en 2001 ;

le Gelecek Parti (Parti du futur), islamiste, fondé en 2019 par l'ancien Premier ministre d'Erdogan [Ahmet Davutoglu](#), dissident de l'AKP ;

le Deva Partisi (Parti du progrès et de la démocratie), islamiste,

fondé en 2019 par [Ali Babacan](#), ancien ministre des Affaires étrangères et de l'Économie d'Erdogan.

- L'Alliance de la République, formée autour d'Erdogan, représente les partis suivants :

l'AKP (Parti de la justice et du développement), islamiste et nationaliste ;

le MHP (Parti d'action nationaliste), ultranationaliste, est un parti néofasciste et militariste, socle des fameux Loups gris ;

le BBP (Parti de la grande union), ultranationaliste, scission religieuse du MHP ;

Cette coalition a été rejointe par le Huda-Par, un parti fondamentaliste et kurde dont les membres ont été liés à des dizaines de crimes politiques dans les années 1990-2000.

Le parti de la gauche prokurde, le HDP (Parti de la démocratie des peuples), troisième force politique de [Turquie](#) et crédité de 10 à 13 % dans les sondages, a renoncé à se présenter sous cette étiquette, par crainte d'une [dissolution juste avant les élections](#). Ses candidats se présenteront sous la bannière du YSP (Parti de gauche des Verts). Leurs résultats pourraient déterminer de quel côté penchera la majorité.



Rudaw
April 19-2023

Iraqi, Kurdish leaders congratulate Yazidis on New Year

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq and Kurdistan Region leaders on Wednesday congratulated Yazidis on their New Year, calling to mind what the religious minority suffered during the war against the Islamic State (ISIS) and wishing a safe return for those still missing.

Yazidis celebrate their New Year, Charshama Sare Sale (Wednesday New Year), on the first Wednesday of April using the Julian and Seleucid calendars. The occasion is marked by a ceremony held in Lalish Temple in the mountains of Duhok where followers of the religion gather and light candles.



Yazidis celebrate their New Year at Lalish Temple in Duhok province on April 18, 2023. Photo: Naif Ramadhan/Rudaw

On Tuesday, Iraq's Council of Ministers declared that the first Wednesday of April each year will be an official holiday for Yazidis.

President of the Kurdistan Region Nechirvan Barzani on Wednesday extended his congratulations to Yazidi people all around the world, and said he is committed to rescuing all missing Yazidis.

"On this day, we pay tribute to the Yazidi victims of terrorism. We stand with them and we assure everyone that as long as there is a

missing Yazidi, we will continue to rescue them and uncover their fate," said the president in a statement.

Yazidis were victims of a genocide perpetrated by Islamic State (ISIS) militants who attacked the Yazidi heartland of Shingal in 2014, killing men and boys and kidnapping women and children. Over 2,000 Yazidis remain missing, according to the Kurdistan Regional Government (KRG) Office for Rescuing Kidnapped Yazidis, which was established by Barzani.

The Shingal area remains unstable due to insecurity and lack of basic services. Around 200,000 Yazidis who fled Shingal in 2014 still live in the Kurdistan Region, many of whom linger in IDP camps and live well below the poverty line, unable to return home.

Baghdad and Erbil signed an agreement in 2020 to return security to Shingal, but it has yet to be fully implemented.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani congratulated the Yazidis, saying their roots in Iraqi

soil go back hundreds of years.

"We share your joy and remember your great sacrifices which pushed you to hold on to your Iraqi identity and loyalty to our generous homeland," Sudani tweeted.

Kurdistan Region's PM Masrour Barzani and Iraqi President Abdul Latif Rashid also extended their congratulations on the Yazidi New Year, wishing a safe return for the thousands of Yazidis displaced across the country and calling for the implementation of the Shingal agreement.



April 19, 2023

2 more Kurdish journalists sentenced to prison on terrorist propaganda charges

Journalists Mehmet Güleş and İsmail Çoban have been handed down prison sentences by Turkish courts on conviction of disseminating terrorist propaganda, according to media reports.

Journalist İsmail Çoban, former managing editor of the Kurdish language Azadiya Welat newspaper, which is among the dozens of media outlets that were closed down by the government in the aftermath of a failed coup in 2016, was handed down an 18-month prison sentence by the Diyarbakır 5th High Criminal

Court, Turkish Minute reported, citing the Media and Law Studies Association (MLSA).

The court has not suspended the sentence, according to media reports.

Çoban was charged due to a series of news reports and articles published in Azadiya Welat in September and October 2014 that allegedly disseminated propaganda the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), listed as a terrorist organization by Turkey and much of the international community.

The journalist was previously

convicted in another trial on terrorism charges and is currently serving a sentence in the southern province of Kahramanmaraş.

In a separate case, Mehmet Güleş, a reporter for the pro-Kurdish Mezopotamya News Agency, was sentenced on Tuesday to 21 months and 25 days in prison by the Elazığ 2nd High Criminal Court. But, the court has suspended the sentence.

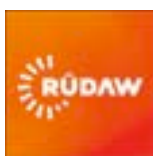
Kurdish journalists in Turkey frequently face legal harassment, stand trial and are given jail sentences for covering is-

sues related to Kurds and the PKK.

Turkey, which is known as one of the top jailers of journalists in the world, was ranked 149th among 180 countries in the Reporters Without Borders (RSF) 2022 World Press Freedom Index.

Dozens of critical journalists were jailed in Turkey, while many media outlets were closed down in the aftermath of the coup attempt in 2016.

Take a second to support Stockholm Center for Freedom on Patreon!



April 20 2023

Iran grants nearly two thousand prisoners amnesty, reduction in sentences

Iran's Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei on Saturday approved the pardoning or reducing in sentences of nearly two thousand prisoners on the occasion of the Muslim holiday of Eid al-Fitr, state media reported.

Iran often issues pardons to prisoners around the time of national and religious holidays, in

accordance with Article 110 of Iran's constitution. The Thursday pardons come as the Muslim holy month of Ramadan ends and Eid al-Fitr begins.

Gholam-Hossein Mohseni-Ejei, head of Iran's judiciary system, requested Khamenei to commute the sentences of 1,760 prisoners, according to IRNA, a request that Khamenei approved.

Iran has been subjected to heavy criticism from the international community and rights groups for human rights violations and abuses in prisons, raising concerns about poor conditions, abuse of prisoners, and use of torture in the country's penal system.

The Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and its paramilitary

Basij have led a violent crackdown on nationwide protests sparked by the death of young Kurdish woman Zhina (Mahsa) Amini while in custody of the morality police last September. The protests around the country eventually simmered down, but Iran's crackdown was the subject of massive international condemnation.



Arpil 20, 2023

Turkish forces continue to shell SDF positions near Ain Issa

Since April 16, there has been an increase in shelling between Kurdish-backed and Turkish-backed forces.

ERBIL (Kurdistan 24) –

Turkish-backed forces continue to attack Syrian Democratic Forces (SDF) positions near Saida village and the international M4 road in Ain Issa, north of Raqqah, the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reports.

Since April 16, there has been an increase in shelling between Kurdish-backed and Turkish-backed forces, after four Turkish soldiers were injured by artillery fire in Azaz, in northern Syria.

In response, Turkish-backed forces shelled villages held by Syrian government and Kur-



Turkish-backed forces continue to shell Ain Issa (Photo: Hawar News Agency)

dish forces in northern Aleppo, killing two Kurdish fighters.

On Wednesday, shelling and gunfire also erupted between

Syrian government forces and the Turkish-backed Syrian National Army (SNA) on the frontline in al-Bab.

After Turkey attacked and took Serekaniye and Tal Abyad from Kurdish-led forces in Oct. 2019, Russia and the US reached separate ceasefire deals with Ankara.

Despite the ceasefires, occasional shelling and clashes erupt between Turkish-backed and Kurdish-backed SDF forces on the frontlines in northern Aleppo, Manbij and other areas.

Moreover, Turkey has stepped up drone attacks on SDF and local administration officials.

LE FIGARO

avec afp
20 avril 2023

Turquie : un candidat de l'opposition évoque son appartenance à la minorité alévie

Le candidat de l'alliance de l'opposition turque à la présidentielle, **Kemal Kılıçdaroglu**, a pour la première fois évoqué publiquement son appartenance à la **minorité alévie**, bousculant un tabou majeur en Turquie.

«Je pense qu'il est temps d'évoquer avec vous un sujet très particulier, très sensible (...). Je suis Alévi, je suis un musulman sincère», a-t-il affirmé dans une vidéo diffusée mercredi soir sur Twitter.

Victimes de discriminations

Les Alévis, dont les rites et règles diffèrent de ceux de l'islam orthodoxe, ont été victimes de discriminations et de massacres par le passé en Turquie, et restent considérés comme des hérétiques par certains sunnites rigoristes. Certains conservateurs sunnites refusent même de manger un plat cuisiné par un Alévi, le considérant comme «impur».

Kemal Kılıçdaroglu, qui pourrait devenir le premier président

turc alévi, promet s'il est élu en mai de mettre fin aux discriminations et aux «*disputes confessionnelles qui ont fait souffrir*» la Turquie, pays très majoritairement musulman mais constitutionnellement laïque. Avant sa candidature, des observateurs affirmaient que Kemal Kılıçdaroglu, né dans la région historiquement rebelle de Dersim (rebaptisée Tunceli, dans l'Est), à majorité kurde et alévie, peinerait à convaincre les électeurs sunnites conservateurs.

De nombreux opposants au président Erdogan, y compris parmi les conservateurs, ont salué le message de Kemal Kılıçdaroglu. «*Il est possible de vivre sur ces terres sans discriminations, dans l'égalité, la fraternité et la paix*», a réagi Selahattin Demirtas, l'ancien co-président du Parti démocratique des Peuples (HDP), prokurde, incarcéré depuis 2016. «*Nous pouvons mettre fin ensemble à cet ordre véreux en choisissant l'éthique, la justice et la sincérité au lieu de la polarisation et de la politique*

identitaire», a tweeté le parti de la Félicité (islamiste), créé par Necmettin Erbakan, mentor du président Erdogan, mais passé dans l'alliance de l'opposition.

Le ministre de l'Intérieur, Süleyman Soylu, a cependant accusé le candidat de l'opposition de tenter de se «victimiser».

«Ce n'est pas nous qui disons qu'un Alévi ne peut être élu (...). Ce n'est pas un problème pour nous. Nous avons dépassé tout cela», a-t-il affirmé. Recep Tayyip Erdogan avait dans le passé visé la minorité alévie, reprochant à ses membres d'être «dominants» parmi les juges en Turquie et d'inven-

ter «une nouvelle religion».

Au cours de l'actuelle campagne, le chef de l'État n'a pas ouvertement attaqué son opposant, leader du Parti républicain du peuple (CHP), sur son identité religieuse. Début avril, il y a cependant fait allusion, après que Kemal Kılıçdaroglu a

marché par erreur sur un tapis de prière sans avoir retiré ses chaussures. «Ceux qui ne connaissent pas la direction de la prière marchent avec leurs chaussures sur le tapis de prière. Vous allez leur montrer la bonne direction le 14 mai», a-t-il lancé lors d'un meeting à Istanbul.

Le Monde

Ghazal Golshiri
20 Avril 2023

La réconciliation entre Téhéran et Riyad a peu de chance de sauver l'économie iranienne

Les analystes estiment que les sanctions américaines rendent impraticables des éventuels projets d'investissements saoudiens dans la République islamique.

Dès la signature, le 10 mars, de l'accord rétablissant les relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite, obtenu avec la médiation de la Chine, la presse iranienne s'est réjouie des effets positifs que ce rapprochement pourrait apporter à l'économie du pays. Le 11 mars, le rial, en chute libre depuis quelques mois, avait regagné un peu de valeur face aux devises étrangères, 470 000 rials s'échangeant contre un dollar sur le marché noir, contre 500 000 la veille.

A Téhéran, ce léger rebond a été brandi comme une grande victoire pour la diplomatie de la République islamique. Il n'a duré que quelques jours : depuis le début avril, le billet vert est remonté à 500 000 rials, voire plus. Selon les hommes d'affaires et les analystes politiques et économiques consultés par *Le Monde*, l'optimisme n'est pas non plus de mise quant à un éventuel redressement de l'économie iranienne après le rapprochement avec Riyad.

«Même avec cet accord, l'économie iranienne ne pourra pas se redresser tant que les négociations pour sauver l'accord nucléaire de Téhéran n'aboutissent

pas et que les sanctions américaines ne sont pas levées », explique un homme d'affaires iranien à Téhéran, ancien membre de la chambre de commerce préférant rester anonyme.

Ces sanctions ont été rétablies en 2018, à la suite du retrait unilatéral de Washington, décidé par Donald Trump, de l'accord signée en 2015 par les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine sur le nucléaire iranien. Depuis, la République islamique a repris une grande partie de ses activités nucléaires, suspendues dans le cadre de l'accord.

Retombées diplomatiques

L'embargo américain, conjugué à une mauvaise gestion des autorités du pays et à une corruption endémique, ne cesse d'entraver l'économie iranienne. Pendant la dernière année iranienne, qui s'est achevée le 20 mars, l'inflation a atteint 59 %. Elle est de 90 % pour les produits alimentaires. Les pourparlers pour sauver l'accord nucléaire sont au point mort. Les pans de l'économie qui ne sont pas directement visés par les sanctions américaines souffrent eux aussi,

car les transactions bancaires avec l'Iran sont rendues très difficiles, voire impossibles. L'Arabie saoudite ne devrait pas échapper à cette entrave, même si le ministre saoudien des finances, Mohammed Al-Jadaan, a annoncé le 16 mars que son pays était prêt à investir «rapidement» en Iran.

«Dans l'état actuel des choses, et alors que les États-Unis ont l'intention d'augmenter la pression sur l'Iran, ajoute le même homme d'affaires, parler de possibles investissements saoudiens en Iran n'a aucun sens. Personne n'acceptera d'investir dans un pays où les incertitudes sont multiples.» Des discussions sont en cours pour créer une chambre de commerce Iran-Arabie saoudite. Mehran Haghiriyan, spécialisé dans les relations économiques et diplomatiques entre l'Iran et les pays de la région, abonde en ce sens. «Bien qu'il puisse y avoir des rentrées de fonds provenant d'accords bilatéraux à venir, leur impact sur l'économie iranienne sera minime», explique cet analyste.

Le rapprochement entre les deux pays trouve de rapides traductions diplomatiques. Une délégation saoudienne s'est rendue

à Téhéran, le 8 avril, pour préparer la réouverture de l'ambassade. La République islamique d'Iran a annoncé la date du 9 mai pour en faire autant de son côté, à Riyad. Le ministre des affaires étrangères iranien a annoncé une visite prochaine du président Ebrahim Raïssi en Arabie saoudite, à l'invitation du roi Salmane.

Ces avancées, explique un analyste d'origine iranienne qui travaille comme conseiller financier dans la région, sont purement «politiques» et «ne se traduiront pas par de résultats économiques tangibles». «Depuis le dernier mouvement de contestation [qui a suivi la mort de la jeune Iranienne Mahsa Amini en septembre 2022 pendant sa garde à vue pour un voile mal porté], ce pays est très isolé sur la scène internationale, explique le même analyste. De plus, à part la Chine, la Russie, qui est l'autre soutien de l'Iran, est occupée par sa guerre en Ukraine. Dans ce contexte, Téhéran avait cruellement besoin de l'accord avec Riyad pour sortir de son isolement. Dans ce contexte, c'est le côté symbolique de la conclusion de l'accord qui importait le plus à l'Iran, et pas tant les retombées économiques à attendre.»



Julian Bechocha
April 20 2023

PKK exploited post-2003 Iraq to threaten Turkey: PM Sudani

ERBIL, Kurdistan Region -

Iraq's prime minister on Monday refrained from labeling the Kurdistan Workers' Party (PKK) a terrorist organization, but said that armed groups like the PKK abused the security gap after the 2003 invasion to set up bases and launch attacks on neighbouring countries from Iraqi territory.

"The situation that Iraq faced since 2003 – our fight against terror – led us to lose focus and control of our borders... And armed groups exploited this situation and began to threaten the security of neighboring countries, especially Turkey," Mohammed Shia' al-Sudani told journalists in Baghdad.

While condemning the actions of the PKK, Sudani also lashed out at Turkey for repeatedly violating Iraqi sovereignty through air and drone strikes within the Kurdistan Region's borders.

"These events that happen are definitely a violation of sovereignty, and we cannot give it any excuse," he stated.

The PKK is a Kurdish group that has waged an armed insurgency against Turkey for decades and is designated a terrorist organization by Ankara, which has launched numerous operations against the group and its alleged offshoots in the Kurdistan Region and Syria.



Fighters of the Kurdistan Workers' Party (PKK). Photo: file/ANF

When asked by a journalist if Iraq would label the PKK a terrorist organization, Sudani said that "depends on legal contexts."

"The Kurdistan Workers' Party has existed since the [19]80s in bases and they have [Iraqi] identity cards in the interior ministry. We are supposed to maintain our borders, not have them turned into bases and used for armed activities," he said. "This falls in line with terrorist activities that threaten the security of citizens and neighboring countries."

Ankara's latest operation against the PKK, dubbed Claw-Sword, was an aerial campaign launched against the group on November 20 targeting positions in northern Syria and the Kurdistan Region. Turkish President Recep Tayyip Erdogan said at the time that the operation was a prelude to a ground offense.

Claw-Sword followed Operation Claw-Lock, which was launched by Turkey in April last year with the goal of removing PKK fighters from the areas of Metina, Zap, Avashin, and Basyan in northern Duhok province along the Turkish border in order to cut the PKK's access to Turkey.

Turkey claimed that it has Baghdad's support for Operation Claw-Lock, but Iraq's foreign ministry said the operation was taking place without coordination with Iraq and Baghdad has demanded Turkish forces leave Iraqi territory.

The Iraqi government has also repeatedly called on armed groups not to launch attacks on neighbours from within Iraq's borders.

"The Iraqi constitution is clear in that the government works to ensure that Iraqi lands do not become a launch pad for

any group to threaten the security of neighboring countries," Sudani said on Monday.

Several recent drone strikes have been blamed on Turkey. On Saturday, a drone strike on several villages in Sulaimani's Penjwen district killed at least two people and injured two others. On the same day, a Turkish warplane targeted the countryside around a village in Duhok province, speaking fear among residents.

A drone strike on April 7 targeted a convoy of Syrian Democratic Forces (SDF) General Commander Mazloum Abdi in the vicinity of Sulaimani International Airport. US troops were also present among the SDF convoy. Iraq and the SDF have both blamed Turkey.

Turkey considers the SDF and its backbone – the People's Protection Units (YPG) – as a Syrian front for the PKK and views the force as a terrorist organization.

Civilians are often caught in the crossfire of the conflict between Turkey and the PKK. Many families have been forced to flee their homes in the Kurdistan Region's villages because of clashes, especially those in northern Duhok province near the border with Turkey, leaving entire villages empty. A Kurdistan Region parliamentary report published in 2020 said that the Turkey-PKK conflict has left over 500 villages empty across the Region.



April 21, 2023

Erdogan is Politically Bankrupt, and Next Steps are Essential on the Path to Elections

After two decades of misrule, Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, is on the verge of losing his power in the runup to presidential and parliamentary elections on May 14, 2023. Erdogan first gained power in 2003 amidst economic turmoil and public dissatisfaction with the government led by nationalists and socialists. As a young politician, Erdogan became the mayor of Istanbul and gained national attention after being removed from office by the government for allegedly inciting religious hatred. Despite a subsequent political ban, Erdogan was able to form his own Islamist party, the Justice and Development Party (AKP), after Turkey changed its political ban laws. The AKP was established by Erdogan and his colleagues following the country's economic collapse in 2001 – largely caused by political instability. Erdogan was able to capitalize on the chaos created by previous secular ruling parties, who had governed Turkey since its inception as a modern nation following WWI.

Erdogan's early years in power were marked by economic reforms; the public was not concerned with his religious background or ambitions, but rather with the economy and unemployment relief. Erdogan popularly rose to power in Turkey's [semi-democratic](#) electoral process; a process that never afforded that opportunity to the Kurds. Alongside economic reforms, Erdogan engaged with the Kurdish Question and launched a peace process with the Kurdistan Workers' Party (PKK). He later abandoned this process, however, after he was deeply disappointed with the [Kurdish re-](#)

[fusals](#) to grant unconditional support to his autocratic government. He then switched gears and aligned with ultra-nationalist parties who were opposed to Kurdish reconciliation.

After years of Erdogan's mismanagement, the value of the Turkish Lira dropped, hitting [historical lows](#) on several occasions. He broke records for leading through the most dire [unemployment in history](#) while significant corruption cases [chased him and his family](#). Above all, his authoritarianism resulted in the incarceration of thousands of people – mainly [Kurds, journalists, academics, and anyone](#) who opposed his party. Erdogan and the AKP used the term "terrorist" against anyone challenging his tyranny. Eventually, [in Erdogan's Turkey, everyone became a terrorist](#).

Regionally, Erdogan's former right-hand man, Ahmet Davutoğlu, who served as prime minister and foreign minister, bragged continuously about his "Zero Problems with Neighbors" policy, which ended up creating [problems with all of the country's neighbors](#). In fact, under Erdogan, Turkey got involved in several regional issues, resulting in Turkey's isolation and uniting dozens of countries against his administration. The country's reputation has taken a significant hit over the last 20 years, marred particularly by [ethnic cleansing](#) and invasion campaigns Turkey has pursued against the Kurds, internally and in neighboring Syria and Iraq. At the same time, Turkey's [expansionist policy](#) has stretched the country's resources to an unsupportable level, driven by its involvement

in Syria, Libya, Africa, and the Azerbaijani war on Armenia's Artsakh.

For Erdogan, wars are critical before elections

Erdogan's peace process with the Kurdistan Workers' Party (PKK) was designed to benefit him rather than solve the century-old issue. The Kurds, up to this day, want a solution from the bottom to the top in Turkey's institutions, as the problem is not with a leader but with a state that has systematically persecuted and oppressed a nation and people. Preferring political flexibility to progress, Erdogan depended on his intelligence chief, [Hakan Fidan](#), to launch a peace process that he could end at any moment. Once the Peoples' Democratic Party (HDP) presented a first setback for him and his AKP party, Erdogan terminated the popular process entirely. After years of negotiations, even Turkish opposition [lawmakers](#) came around to support the peace process, but for Erdogan, votes from AKP supporters were the goal.

Soon after allying with the far-right Nationalist Movement Party (MHP), Erdogan sought a familiar and vulnerable scapegoat to provoke increased nationalist fervor and rally around the flag: the Kurds. Erdogan shrewdly observed that sovereign countries – like Greece, which continues to struggle with [Turkish provocations](#) – are a much harder military target than non-state actors. Instead, Erdogan has cracked down on the Kurdish minority in Turkey in recent years. This crackdown has included the arrest of Kurdish politicians, journalists, and activists, as well as the closure

of Kurdish-language schools and media outlets using poorly-defined anti-terrorism laws with an [unacceptably wide purview](#). Erdogan used wars against the Kurds [to win two elections](#) and a referendum as he successfully pushed nationalist arguments that the weak Turkish opposition could not match. Erdogan's war involved the destruction of Kurdish towns in Syria and three ground invasions against the Syrian Kurds. Following the initial border incursions into Kurdish autonomous territory in Syria, Erdogan occupied and reinforced a large swath of land in Iraqi Kurdistan under the pretext of fighting the PKK.

Since 2021, [Erdogan has repeatedly](#) threatened the Syrian Kurds with a new invasion in order to boost public opinion in his favor ahead of elections. He never stopped bombing the Syrian Kurds, however, and had to reorient his attention towards massive earthquakes that hit the country just days before his plans to invade the Kurdish-led self-administration in Syria. The earthquake distracted the region, and Erdogan fell into big trouble as his government failed to deliver aid to those affected. At the same time, investigations revealed that Erdogan [had relaxed enforcement of building codes](#) in recent years, causing [160,000 buildings to collapse or be severely damaged](#). Moreover, his reopening to Syria's dictator, Bashar al-Assad, after a decade of conflict kept Russia from allowing Turkish invasion plans to proceed. While unable to invade Syria, Erdogan still beat the war drums, targeting the commander of the Syrian Democratic Forces ([SDF](#)) [in Iraqi Kurdistan](#) in a desperate assassination attempt that further

stoked Turkish nationalism at home.

The Kurds are again the king-makers in Turkey, but Erdogan will not sit idly by

In Turkey's divided political landscape, the Kurds have been the tiebreaking element. For example, Erdogan received immense support from Kurdish voters when he proposed openings to the Kurdish nation in his early years. In 2019, the opposition candidate of the Republican People's Party (CHP) for Istanbul mayor, Ekrem İmamoğlu, [won as a result of Kurdish](#) votes against Erdogan's chosen candidate, Binali Yıldırım. Currently, the Peoples' Democratic Party (HDP) and its newly established party for the upcoming May elections, the Green Left Party (YSP), are also supporting the CHP's presidential candidate, Kemal Kılıçdaroğlu – a move that could net the latter the winning ticket. Unlike previous elections, the HDP has annulled plans to have

a presidential candidate in direct support of Kılıçdaroğlu.

While the opposition leader [faces several challenges](#), Erdogan will not sit quietly to see Kurdish votes go to Kılıçdaroğlu and lose his power. Currently, the HDP and Kurdish politicians face prosecution on sham charges which seek the closure of the entire party. If 108 politicians are banned from politics in the ['Kobani trial'](#) case, Kurds will surely face an uphill battle just days before elections. Kurdish representatives face a potential loss of votes and may worry that some Kurds will refrain from voting in protest. Erdogan's [record of electoral](#) interference has drawn international attention: he and his party have been accused of [rigging votes](#) and [creating a chaotic](#) electoral atmosphere for the AKP to exploit. Erdogan can easily manipulate the elections in a close election, which is the case on May 14. Rigging a single-digit vote to win another six years of power is undoubtedly the mark of a dictator. Nonetheless,

if the margin with Kılıçdaroğlu increases to the double digits, then it will become much harder for Erdogan to get away with heavy-handed vote manipulation. When it appeared that he would lose an election to the HDP for the first time in 2015, for example, Erdogan launched a war on the [Kurdish region](#), preventing thousands of people from voting in the rerun election, which resulted in AKP victory.

Turkey has a complex political landscape, and elections in the country are highly contested and often unpredictable. Erdogan has historically been a dominant figure in Turkish politics, and he has been the worst Turkish leader for the Kurds in decades. Voting for the main opposition's Kılıçdaroğlu is also a risk for the Kurds, since the CHP has periodically stood with Erdogan during his campaigns against the Kurds. However, Turkey's Kurdish nation has nothing to lose by choosing the lesser evil. The hope is that Kılıçdaroğlu will deliver on his promises to

open up to the Kurdish Question and release thousands of Kurdish political prisoners held illegally by the Turkish state. To ensure that Kılıçdaroğlu will not continue Turkey's anti-Kurdish policies, the United States and the European Union (EU) will be essential in collaboratively presenting a real plan to help Turkey return to good governance and improve its economy. A plan should be conditioned on Turkey making peace with the Kurds, who have the oldest and most global struggle in the world.

Before then, proper monitoring by international organizations and the United Nations is a must to ensure a transparent election takes place, with clearly-defined consequences for election tampering. Erdogan's underhanded tactics may succeed in the absence of international pressure and real observance of the election. History should be our guide: appeasement by the West toward Turkey has failed. We must choose progress.



Wladimir bechocha
April 21 2023

Ahrar al-Sharqiyah builds residential complex in Afrin:

SOHR said this residential complex will be provided with 200 prefabricated houses by the Palestinian Ajnadin organisation.

ERBIL (Kurdistan 24) – The Turkish-backed Ahrar Al-Sharqiya, a group sanctioned by the US, is building a residential complex on the road between Jindiris and Afrin with support of a Palestinian association, the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [reported](#) on Friday.

Reportedly, the group cut down 280 trees, which belonged to two displaced per-

sons from Shitka village in Maabatli district in Afrin countryside, to settle families loyal to them.

Moreover, SOHR said this residential complex will be provided with 200 prefabricated houses by the Palestinian Ajnadin organisation, after the Ahrar Al-Sharqiyah faction signed a contract with them.

As a first step, 20 prefab-

ricated houses were sent to the new residential complex, where the remaining houses will be sent in batches.

It is not the first time Palestinian foundations have been accused of building housing units for displaced Syrians in Afrin.

In September, a delegation of Kurds from Afrin handed over a letter of protest to the Palestinian consulate

over the building of housing units by Palestinian organizations, and demographic changes in Afrin after Turkey and local Syrian rebel groups in 2018 occupied the Kurdish majority region.

The delegation called on the Palestinian leadership to stop these violations, which 'serve the agenda' of some groups in the name of Palestine against the interest of Kurds.

Les Kurdes entre espoir et inquiétude

LE VOTE des 15 millions de Kurdes a toujours été un enjeu crucial en Turquie. L'avocate et vice-présidente de la FIDH, Reyhan Yalçındag, revient sur l'histoire mouvementée de cette minorité ethnique brimée, autrefois cooptée par le parti d'Erdoğan, l'AKP, avant d'être stigmatisée.

LE FIGARO. - En Turquie, on ne devient pas avocate des droits humains par hasard. D'où vient cette vocation ?

Reyhan YALÇINDAG. - Je suis née à Diyarbakir, au cœur de la province du Kurdistan, où j'habite encore la moitié de mon temps. J'avais six ans lors du coup d'État militaire de 1980. Mon enfance a été marquée par la violence et les exactions de l'armée turque contre la minorité kurde sous prétexte de lutte contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) : villages rasés, déplacements de population, torture et viols en prison. Des milliers de personnes disparurent en détention et dans des fosses communes. Je n'oublierai jamais mes deux oncles brutalement arrêtés à domicile, dont l'un sous mes yeux. Je n'oublierai jamais cette attente interminable avec ma mère et ma grand-mère devant la sinistre prison militaire de Diyarbakir, dans l'espoir d'une visite. Je les revois encore courbant l'échine sous le regard des soldats, bredouillant quelques mots de turc mémorisés pour l'occasion. Car, à l'époque, parler le dialecte kurde ou prononcer ne serait-ce que le mot « kurde » était considéré comme un crime. Aux yeux de l'armée, vous étiez étiquetés comme « terro-

ristes ». À la maison, je me souviens encore que l'on fermait les fenêtres pour écouter le plus bas possible la radio arménienne Erevan qui diffusait des programmes en kurde. À 17 ans, comme une urgente évidence, je suis partie étudier le droit à Ankara. De retour à Diyarbakir, je me suis aussitôt orientée vers la défense des droits humains.

L'arrivée de l'AKP d'Erdoğan au pouvoir en 2002 semblait avoir impulsé un nouveau souffle... Jusqu'à la nouvelle vague de répression, à partir de 2015. Que s'est-il passé ?

Au début des années 2000, de nombreux Kurdes ont placé leurs espoirs dans la possibilité d'une ouverture démocratique telle qu'elle était suggérée par l'AKP dans le cadre des négociations d'adhésion à l'Union européenne. On nous promettait de tourner la page des militaires, de la discrimination envers les Kurdes, envers les minorités et les opprimés de toutes sortes, dont ceux issus des milieux religieux. En tant que militante des droits humains, j'ai moi-même défendu par le passé le droit des femmes voilées à aller à l'université et j'ai salué la levée de cet interdit. Mais à partir de 2015, et notamment la percée politique du nouveau

parti d'opposition prokurde, le HDP, la vitrine que nous avait vendue l'AKP a radicalement changé. Les accords de paix initiés en 2012 avec le PKK ont volé en éclat. Erdoğan a révélé son vrai visage : ne pouvant instrumentaliser les Kurdes à des fins électorales, il s'est mis à les réprimer, en scellant une alliance avec le parti d'extrême droite MHP. Depuis, les Kurdes sont régulièrement criminalisés : incarcération en 2016 de Selahattin Demirtas (ex-coprésident du HDP) pour « propagande terroriste », poursuites judiciaires contre des journalistes kurdes, des activistes, limogeage de dizaines de maires kurdes élus démocratiquement aux municipales de 2019 pour les remplacer par des administrateurs désignés par Ankara.

Un scrutin libre et transparent est-il envisageable dans ce contexte ?

Il y a beaucoup d'espoir, mais aussi beaucoup d'inquiétude. Dans le Sud-Est à majorité kurde, les associations de la société civile se mobilisent pour veiller au bon déroulement du vote, mais elles sont sous haute pression. Se pose également la question du traitement objectif et non arbitraire des recours en cas de litige lors du dépouillement des

votes. Le juge qui vient d'être nommé à la tête de la commission électorale de Diyarbakir est un magistrat connu pour avoir prononcé des sentences très lourdes contre des féministes et des députés kurdes. Ce n'est pas bon signe. À cela s'ajoute le problème de l'organisation du suffrage dans les zones sinistrées par le séisme du 6 février, où habitent des Kurdes. De nombreux survivants ont perdu leurs proches, leurs maisons, leurs papiers. Ils n'ont pas eu le temps ou l'énergie d'aller se faire enregistrer pour voter. Il y a également les populations déplacées. On entend parler du risque de voir des pro-AKP voter deux fois, dans leur ville d'origine et dans la ville où ils ont été temporairement relocalisés. Et puis il y a toutes ces victimes qui n'ont pas encore été comptabilisées : à ce jour, des milliers de corps sont encore sous les gravats. Dans la famille de mon mari, à Adiyaman, un grand nombre de disparus n'ont pas encore été identifiés, et ne sont donc pas déclarés morts. La possibilité que les noms de telles personnes soient utilisés comme des votants ne peut être exclue. Malheureusement, le contexte est propice aux manipulations.



Céline Pierre-Magnani,
envoyée spéciale à Antakya
22 Avril 2023

Turquie : le délicat suivi psychologique des rescapés du séisme

Plus de deux mois après le puissant séisme qui a dévasté le sud et l'est de la Turquie le 6 février 2023, les ONG et la société civile organisent la prise en charge psychologique de milliers d'habitants qui survivent dans des conditions précaires.

Des éclats de rire fusent. Une nuée d'enfants courent en tous sens dans les allées étroites du quartier de Narlica, à Antakya. « Tout le monde fait la chenille ! », lance un jeune homme, signalé d'un gilet kaki. Il avance à petits pas, tandis que le convoi s'organise derrière lui. Malgré le froid, la boue et la bruine, le visage des petits rayonne. Un semblant de normalité dans un quotidien totalement bouleversé par le terrible séisme du 6 février.

Douze jeunes membres de l'ONG Humanity Crew s'occupent d'assurer un soutien psycho-social improvisé dans quelques-uns des camps de fortune où se sont réfugiés les dizaines de milliers de rescapés restés dans la ville. « Lors d'un événement violent inattendu, le réflexe corporel est soit de se figer, soit de se battre, soit de fuir. Quand les réactions liées au choc se poursuivent longtemps après, on appelle cela des "symptômes post-traumatiques", explique Emrah Gökalp, psychologue fraîchement diplômé de l'équipe. Ici, nous constatons que ces symptômes continuent, certains sont devenus chroniques. »

« Je visualise les bâtiments qui s'effondrent quand je marche dans la rue »

Sur place, d'autres organisations proposent un encadrement psycho-social de base. À

l'inverse du cadre thérapeutique classique, ce sont les professionnels qui se déplacent auprès des personnes fragiles. Zeynep, psychologue de l'association Maya, improvise ainsi des consultations individuelles ou de groupe, « souvent en marchant », comme il aime à le préciser.

Initialement peuplée de 400 000 habitants, Antakya – l'antique Antioche – est désormais une ville fantôme. Il ne resterait que 30 % de la population environ, selon les estimations. Si une partie des ruines a déjà été nettoyée, il reste encore des milliers de tonnes de débris à déblayer. Le bruit des pelleuses résonne à chaque coin de rue, et le ballet incessant de milliers de camions de chantier soulève partout des nuages de poussière.

Les rescapés du séisme, les « depremzede » comme on les appelle en Turquie, n'ont pas encore entamé leur phase de deuil, affirment les thérapeutes. En partie parce qu'ils ont encore du mal à satisfaire leurs besoins primaires. En consultation, les patients témoignent d'un stress continu, souvent marqué par divers symptômes : difficultés à dormir, tensions du corps à l'affût de la moindre secousse, irritabilité, dépression... Certaines personnes disent même avoir effacé de leur mémoire tout souvenir du jour du séisme.

« J'ai déménagé à Ankara où il n'y a pas de risque sismique, et pourtant, je visualise les bâtiments qui s'effondrent quand je marche dans la rue », reconnaît Melis, jeune trentenaire de passage dans la région, qui a été surprise par le séisme dans son appartement d'Antakya. Bloquée après la secousse, elle a dû lancer son fils de 3 ans du premier étage dans les bras de son voisin. « Si j'avais écouté les conseils des scientifiques, je me serai recroquevillée près du lit, et je serais morte », assure-t-elle en montrant l'image de sa chambre à coucher dévastée par un bloc de béton.

Des malades privés de leur traitement

À quelques pas de l'Oronte, fleuve qui traverse Antakya, un conteneur installé sur un parking fait office de dispensaire pour les équipes de l'Association de psychiatrie de Turquie. Erhan Ceyhun est assis dans un coin de la pièce, un registre de consultations sur la table. « Nous recevons essentiellement deux types de profils. Ceux qui avaient déjà des troubles psychiatriques et qui n'ont plus accès à leur traitement. Et les personnes qui ont été bouleversées par la catastrophe du 6 février », explique cet ancien psychiatre militaire. « Certains patients sont venus me raconter des histoires si dures que je n'ai pas pu retenir mes larmes »,

confie-t-il, avant d'évoquer de macabres récits.

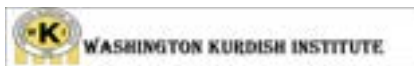
La colère fait partie des émotions exprimées, y compris contre le gouvernement à un mois des élections législatives et présidentielles du 14 mai. Depuis le lancement de la campagne électorale, les villes de la zone sinistrée ont perdu l'attention médiatique, et l'assistance en produits de base a considérablement diminué. Les habitants d'Antakya se résignent à devoir attendre des mois, voire des années, avant de réintégrer un logement décent.

Quatorze millions de Turcs affectés par le séisme

Le séisme a tué près de 46 000 personnes (dont le corps a été retrouvé) et fait 105 000 blessés en Turquie, selon des bilans sans doute incomplets. Près de 6 000 personnes ont aussi perdu la vie en Syrie.

Dégâts matériels : 214 000 bâtiments, hauts parfois de plus d'une douzaine d'étages, dans onze des 81 provinces du pays, ont été détruits ou condamnés.

Quatorze millions de personnes ont été affectées par le séisme, soit un sixième de la population turque. Parmi elles, 3,3 millions ont dû quitter les zones sinistrées. Près de 2 millions vivent encore sous des tentes ou dans des conte-neurs.



dckurd.org
Arpil 22 2023

Attacks on Kurds in Kirkuk Must be Stopped!

On April 21, Arab settlers attacked Kurdish residents in Palkana village in the Dibis district of Kirkuk. The attacks aimed to confiscate and occupy Kurdish homes and land, part of the Iraqi government's Arabization policy imposed on Kurds. This brutal behavior of these bandits has been carried out with the support of the Iraqi authorities, including Iranian-backed militias, the Iraqi army, and the imposed local admin-

istration by Baghdad on the Kurds of Kirkuk. These acts echo those of the former Iraqi regime led by the dictator Saddam Hussein.

I strongly condemn these attacks which injured more than ten Kurdish citizens who honorably defended their homes and land.

I would like to remind everyone that this recent assault on Kurds in Kirkuk and other sim-

ilar attacks in recent years are the result of the betrayal of October 16, 2017 when certain elements in the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) cooperated with Iran and the Iraqi government, allowing Iranian-backed militias and Iraqi forces to enter and occupy Kirkuk, committing atrocities against Kurdish population. Unfortunately, those who committed treason still have not been brought to justice.

Finally, I call on the Kurdish representation in Baghdad including the President of the Republic, the deputy speaker of parliament, Justice Minister and Kurdish lawmakers to remember their duties and service of the Kurdish people throughout Kurdistan.

Sierwan Najmaldin Karim
President,
Washington Kurdish Institute
April 22, 2023



23 Avril 2023

Syrie: des centaines de manifestants contre la "normalisation" avec le régime d'Assad

Plusieurs centaines de Syriens ont manifesté dimanche dans la ville rebelle d'Idleb (nord-ouest de la Syrie), pour protester contre le récent dégel des relations entre des pays arabes et le pouvoir du président Bachar al-Assad.

"Nous sommes venus aujourd'hui (...) pour rejeter la normalisation (...) avec ce régime meurtrier, criminel et terroriste", a déclaré à l'AFP Fahad Abdel Karim, un manifestant de 49 ans.

"Nous sommes venus pour envoyer un message au monde entier: avec cette normalisation, vous gagnerez Bachar el-Assad, le criminel, mais vous perdrez le peuple syrien", a estimé un autre, Abdelsalam Mohammed Youssef, responsable d'un

camp de déplacés.

Damas a été isolé diplomatiquement avec la répression en 2011 d'un soulèvement populaire ayant dégénéré en guerre sanglante. Mais le tremblement de terre dévastateur du 6 février, qui a fait des milliers de morts en Turquie et en Syrie, a permis au pouvoir de Damas de reprendre contact avec de nombreux pays de la région.

Mi-avril, le chef de la diplomatie saoudienne Fayçal ben Farhane a ainsi effectué une visite inédite à Damas où il a été reçu par le président Assad, consacrant la réconciliation entre la monarchie pétrolière et la Syrie.

Cette visite, la première d'un responsable saoudien en

Syrie depuis la guerre, intervient dans le sillage du récent rapprochement inattendu entre Ryad et Téhéran, grand allié du président syrien.

Et ce mois-ci, des diplomates de neuf pays arabes se sont réunis en Arabie saoudite pour discuter d'un éventuel retour au sein de la Ligue arabe de la Syrie (dont elle a été suspendue en 2012), une question qui divise encore au sein de cette organisation.

"Contre toute forme de normalisation avec le lâche criminel", "celui qui pardonne et se réconcilie avec l'ennemi, c'est l'ennemi", proclamaient des banderoles lors de la manifestation de dimanche.

"Ce que l'Arabie saoudite et

les autres pays font en termes de normalisation n'est rien d'autre qu'un affront", a accusé Hanifa al-Hammoud, un étudiant de 22 ans.

Idlib, tenue par les rebelles, abrite environ trois millions de personnes, dont près de la moitié ont été déplacées par la guerre.

Le conflit syrien a fait environ un demi-million de morts et des millions de réfugiés ou déplacés à l'intérieur de leur pays.

Le président Assad mise sur une pleine normalisation avec les pays arabes, notamment les riches monarchies du Golfe, pour financer la coûteuse reconstruction de son pays aux infrastructures ravagées.



23 Avril 2023

Recep Tayyip Erdogan, vingt ans à la tête de la Turquie

C'est un animal politique. Un tribun hors pair qui dirige la [Turquie](#) d'une main de fer depuis vingt ans. En lice pour un troisième mandat présidentiel, [Recep Tayyip Erdogan](#) a transformé le pays comme seul Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République, l'avait fait avant lui. Mais [la présidentielle du 14 mai](#) ne se présente pas comme un parcours de santé, loin de là. [Crise économique](#), inflation galopante, dérive autoritaire, gestion [des séismes du 6 février](#) qui ont fait officiellement plus de 50 000 morts... Un bilan qui pourrait lui coûter son luxueux palais d'Aksaray, à Ankara. Ahmet Insel, politologue et éditeur turc, revient pour France 24 sur les vingt ans au pouvoir de celui que ses plus fervents partisans appellent le "Réis".

France 24 : Après vingt ans au pouvoir, Recep Tayyip Erdogan a-t-il toujours la confiance du peuple turc ?

Ahmet Insel : Sa popularité a baissé depuis 2020. En 2018, il est passé haut la main au premier tour de la présidentielle avec 52 % des voix. Aujourd'hui, personne ne le crédite de plus de 40 ou 42 % des suffrages au premier tour. C'est une baisse relative mais après vingt ans à la tête du pays, ce n'est pas négligeable par rapport à l'usure du pouvoir et à la crise économique actuelle. Il pourrait perdre les élections parce qu'il a voulu passer à un régime présidentiel, où il faut gagner avec plus de 50 % des voix. S'il avait conservé un régime parlementaire, il serait passé haut la main. Malgré les tremblements de terre, et c'est plutôt surprenant, il y a une résilience relative du soutien à Erdogan. Mais il y a aussi la peur du changement porté par l'opposition.

Quel bilan peut-on tirer de ses vingt ans à la tête de la Turquie ?

Le bilan est négatif sur trois terrains. Tout d'abord, il est arrivé dans un régime plutôt autoritaire démocratique avec la promesse de l'approfondissement de la démocratie conservatrice mais parlementaire, avec un élargissement des droits. Il termine avec un régime hyper présidentiel, très répressif, qui a vidé de sa substance la société civile, bâillonné les médias, une vraie autocratie dont la légitimité est assurée par les élections. La Turquie n'a pas avancé sur le terrain de la démocratie.

En ce qui concerne l'économie, dans les années 2000, Erdogan a appliqué une politique néolibérale de stabilisation en profitant de la conjoncture internationale très favorable. Avec la perspective de l'adhésion à [l'Union européenne](#) dans les 15 ans, la Turquie a bénéficié de beaucoup d'investissements étrangers. Le revenu par habitant est passé de 3 000 dollars en 2002 à 12 000 dollars en 2012, son niveau le plus élevé. Depuis, il régresse. Il est désormais à 9 000 dollars, soit le niveau de 2007-2008. La crise économique est en grande partie la conséquence de sa politique depuis 2018. La dépréciation de la livre turque est phénoménale : elle a perdu plus de 200 % face à l'euro en quatre ans. Actuellement, la Turquie est le deuxième pays au monde en termes d'inflation. L'an dernier, nous avons parfois atteint 80-90 % officiellement, et officieusement c'est bien plus élevé. Aujourd'hui, le taux d'inflation varie autour de 60 %. La classe moyenne s'est appauvrie. Quand Erdogan est arrivé au pouvoir, la Turquie faisait partie du [G20](#) depuis 2009, elle était le

17^e PIB mondial. Aujourd'hui, elle est à la 20^e position. Le bilan aurait pu être positif mais le président a gaspillé les acquis de sa première décennie au pouvoir.

Enfin, il y a l'idéologie. Au début des années 2000, Recep Tayyip Erdogan tenait un discours culturellement conservateur et politiquement libéral, notamment sur la reconnaissance des questions d'identité sexuelle. Sur l'enseignement, il soutenait une politique ouverte. À partir de 2010-2011, il a commencé à aller vers une posture, un discours national et authentique, selon les termes qu'il utilise : nationaliste turc et incarnant des valeurs musulmanes sunnites. Il a commencé à dire que son objectif était de former une "jeunesse pieuse", un discours inédit dix ans auparavant. Dans l'administration publique, il a fait preuve d'un népotisme très manifeste en nommant des gens issus des écoles d'imams et de prédicateurs aux postes à responsabilités. Il a élargi les cours de religion dans les programmes scolaires. Il a utilisé la direction des affaires religieuses, la Diyanet, comme un bras idéologique actif d'encadrement de la population dans une idéologie religieuse qui ressemble à celle des évangélistes américains. Et in fine, une chose qui est symboliquement très significative : la transformation en mosquée de Sainte-Sophie.

Qu'en est-il de la politique étrangère ?

La Turquie est devenue une puissance régionale mais redoutée par tous ses voisins : la [Syrie](#) évidemment, [l'Irak](#), [l'Iran](#), la [Grèce](#)... Contrairement à ce qu'Erdogan avait promis dans les années 2000, c'est un pays qui apparaît comme une source de problèmes, et non de résolution de ceux-ci. Il utilise la position géo-

graphique de la Turquie pour se positionner comme intermédiaire entre [l'Ukraine](#) et la [Russie](#). Il condamne l'occupation russe, mais continue à commercer avec la Russie. Sa position dans [l'Otan](#) est ambivalente. Les relations avec l'Union européenne sont totalement gelées en termes d'adhésion. Et il ne respecte pas les décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Comment expliquer le virage idéologique, notamment religieux, opéré par Recep Tayyip Erdogan ?

Il s'est formé dans l'islam politique. Il est devenu maire d'[Istanbul](#) en tant que membre du Parti de la prospérité, une première. À la fin des années 1990, la revendication en termes d'islam politique le condamnait à rester une minorité active. Avec d'autres, comme [Abdullah Gül](#) qui est devenu président de la République en 2007, il a compris qu'il fallait recentrer ce discours et occuper la place du centre-droit. En 2002 et en 2007, sa réussite aux législatives a été portée par ce positionnement autoritaire, conservateur culturellement mais économiquement libéral, et politiquement plutôt démocrate, ce qui lui a assuré un soutien international. À partir de 2011, avec sa troisième victoire et 49 % des voix aux législatives, il a obtenu une majorité parlementaire. Il a commencé à mettre en place une politique conservatrice religieuse. Et puis, il y a eu le facteur des printemps arabes. On a découvert qu'il était pas mal en contact avec les Frères musulmans. Il a vu l'opportunité de devenir l'étoile montante des musulmans "démocrates" dans la région, de [l'Algérie](#) jusqu'à la [Syrie](#). Il pouvait être le grand frère démocrate. Il a soutenu mordicus Mohamed Morsi [en Égypte], les

opposants syriens, [Ennahda](#) [en Tunisie]. Je crois qu'à ce moment-là, il a commencé à changer de registre. Quand Morsi a été renversé, que les États-Unis et la [France](#) ont soutenu [le chef de l'armée Abdel Fattah] al-Sissi, qu'Ennahda est devenu ennemi de l'État, il a commencé à se méfier de ses relations occidentales. Il est très paranoïaque. Après cette fuite en avant, il n'a pas élargi significativement son soutien. En 2014, il a été élu président de la République. À partir des législatives de juin 2015, son parti a perdu la majorité parlementaire. Il a compris qu'il ne pouvait plus gagner les élections tout seul et il a fait une alliance avec le parti d'extrême droite nationaliste, le Parti d'action nationaliste (MHP). Jusque-là, le MHP était son opposant le plus virulent. Ils

s'insultaient littéralement. Il y a eu une convergence d'intérêts pour avoir une majorité présidentielle et parlementaire en 2018. Ça l'a positionné beaucoup plus dans une droite extrême nationaliste et religieuse.

Les séismes du 6 février vont-ils avoir un impact sur le scrutin ?

La gestion du séisme pourrait l'affaiblir un tout petit peu. Mais selon les sondages, les gens qui étaient convaincus de voter contre Erdogan sont encore plus convaincus. En revanche, les séismes ont eu lieu dans des régions qui sont des réserves de voix d'Erdogan (à part Antioche). Il pourrait y avoir une perte relative mais au niveau national, l'impact semble relativement négligeable.

Quel scénario en cas de victoire de l'opposant [Kemal Kılıçdaroğlu](#) ? Erdogan va-t-il reconnaître sa défaite ?

Comme Erdogan a nommé tous les juges du Haut Conseil électoral, les gens redoutent qu'ils déclarent sa victoire avant même que les recours de l'opposition ne soient déposés. Tous les partis d'opposition sont mobilisés au sein de la plateforme de sécurité électorale pour qu'il y ait leurs observateurs partout. Il y a 192 000 bureaux de vote en Turquie. L'objectif, c'est d'en avoir dans au moins 160 000.

Qu'est-ce qui changera radicalement si l'opposition accède au pouvoir ?

Le gouvernement enverra des messages plus positifs à l'Union

européenne et prendra des dispositifs législatifs, s'il y a une majorité parlementaire, pour changer le régime. On peut changer le code de procédure pénale, par exemple pour retrouver un régime de libertés fondamentales. La politique étrangère changerait dans une moindre mesure, car l'environnement international ne va pas évoluer prochainement. La posture ne sera plus agressive mais apaisée. Les relations seront moins tendues avec les membres de l'Otan, l'adhésion de la [Suède](#) ne sera pas bloquée. L'opposition annulera probablement l'achat des missiles S-400 russes, source de conflit important avec les États-Unis. Et probablement, un air de liberté va souffler quelques mois. Après, ce sera aux partis au pouvoir de jouer convenablement.



April 24-2023

Decrease in IS attacks in Iraq, Syria: coalition

"We have seen a record of a 68-percent reduction in attacks when compared to the same period last year."

The international coalition fighting the Islamic State (IS) group in Iraq and Syria said Monday there has been a "reduction in attacks" by jihadists in both countries this year.

The IS extremists in 2014 launched their self-proclaimed "caliphate" across swathes of both countries in a campaign marked by its brutality including mass killings, torture, rape and slavery.

US-backed counter-offensives ended their territorial hold in Iraq in 2017 and in Syria in 2019, but IS cells continue to target security forces and civilians in both countries.

"Since the beginning of this year in Iraq... through the first week of April, we have seen a record

of a 68-percent reduction in attacks when compared to the same period last year," said US Major General Matthew McFarlane, commander of the anti-jihadist coalition.

"In Syria... we recorded a 55-percent decrease during the same time," McFarlane told an online news conference.

The attacks attributed to IS fighters this year have been "relatively small, from one to a few individuals", he said, adding the group "has failed to organise or coordinate anything more than that over the past year".

The Muslim fasting month of Ramadan, which ended last week, was "one of the most peaceful in years", the general said, noting an "80-percent de-

crease from last year" in Iraq and 37 percent for Syria.

Since February, a string of IS attacks targeting truffle hunters in Syria and landmines left by the extremists have killed at least 240 people, according to the Britain-based monitor Syrian Observatory for Human Rights.

McFarlane also said "over 1,300 third-country nationals" had been repatriated from the Kurdish-administered Al-Hol camp in north-west Syria, which is home to about 50,000 people including family members of suspected jihadists.

Last month an Iraqi general said IS still had up to 500 active fighters in the country, now based in remote desert and mountain hideouts.

The United Nations estimated in a report published in February that IS still has "5,000 to 7,000 members and supporters" across Iraq and neighbouring Syria, "roughly half of whom are fighters".

In Iraq, IS cells operate in rural mountain areas, "leveraging the porous Iraqi-Syrian border and retaining manoeuvrability to evade attacks" while trying to "rebuild and recover", the UN report said.

The report estimated IS's "dwindling cash reserves" at \$25 million to \$50 million and said it had started investing in hotels and real estate to launder money and engaging in cattle rustling to raise funds.



April 24 2023

PM Barzani commemorates Qaladze bombardment tragedy

Years later, in 1982, when local people of the town held a demonstration commemorating the massacre, the regime violently cracked down on them.

ERBIL (Kurdistan 24) –

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Monday commemorated the 49th anniversary of the Qaladze bombardment and the shooting of protestors in the early 1980s.

“We pay special tributes to the martyrs of Qaladze bombardment and all the Kurdish nation’s martyrs,” Barzani said in a tweet, commemorating the 49th anniversary of the town’s bombardment and shooting of the protestors years later.

The premier shared a short graphic video explaining the tragedy along with the tweet.

On Apr. 24, 1974, the Iraqi Ba’ath regime dropped napalm bombs on the border town of



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani is pictured during a televised address. (Photo: KRG)

Qaladze, where the University of Sulaimani was located. More than a hundred people were killed in the attack, including students and lecturers.

Years later, in 1982, when local people of the town held a demonstration commemorating the

massacre, the regime violently cracked down on them.

The tragedy was “another chapter” of the former Ba’ath regime’s atrocities, Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani said in a tweet.

The bombardment was a “futile attempt” by the dictatorial regime to break the will of the Kurdish people and their liberation movement, President Nechirvan Barzani of the Kurdistan Region said.

The former regime, which was toppled in 2003 by a US-led coalition and Kurdish forces, had committed numerous atrocities against the Iraqi people, particularly the Kurds, including the chemical bombardments of Halabja and the ethnic cleansing campaign of Anfal.

Following his surrender to the American forces, the Iraqi dictator Saddam Hussein was tried in court for crimes against humanity and other gross violations. He was executed in December 2006 in Baghdad.



Laurie Mylroie
April 24 2023

Leaked Docs: ISIS Still Plotting Attacks in Europe; Seeks Chemical Weapons

The more serious terrorist threat, at least for now, appears to come from Syria, where the U.S. has responded with military action.

Classified U.S. documents were posted to chat groups on the internet by a reserve Air Force technician. That became known early this month, after which the young man responsible was arrested. Major U.S. media have a substantial number of those documents, and as those of particular interest to our readers

emerge, Kurdistan24 will be reporting on them.

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – According to classified documents leaked online by the young Air Force technician, Jack Teixeira, ISIS is still pursuing its most nefarious activities: plotting terrorist attacks, particularly in Eu-

rope, while seeking to recover the chemical weapons capability it once had.

ISIS’s Leadership

ISIS’s “central leadership” is “believed to be based in Syria,” The Washington Post said, as it reported on a new set of documents.

There is also a significant ISIS presence in Afghanistan, which Americans call ISIS-K or ISIS-KP—ISIS Khorasan Province. According to a much earlier New York Times report, ISIS-K was founded in 2015 by “disaffected Pakistani Taliban” and “embraces a more violent version of Islam” than the Taliban.

Yet “the extent to which the Afghan chapter coordinates its operation” with the Syrian-based central leadership “is unclear,” the Post stated.

Thus, we do not really know if ISIS in Afghanistan operates at the direction of the ISIS leadership in Syria, or even if one party supports the other. In the extreme, it could be that pretty much all the two groups share a name.

ISIS's Plotting

In both Afghanistan and Syria, ISIS is still plotting terror attacks, the leaked documents reveal. The more serious threat, at least at present, appears to come from Syria, where the U.S. has responded with military action.

Indeed, such U.S. military action appears to have accelerated recently. In two separate attacks earlier this month, U.S. forces killed two senior ISIS leaders

in northern Syria, who were involved in plotting terror attacks abroad.

A strike on April 4 killed an ISIS leader “responsible for planning ISIS attacks in Europe,” according to a CENTCOM statement.

On April 17, a helicopter raid killed an ISIS “operational planner responsible for planning terrorist attacks in the Middle East and Europe.”

In addition, there was an ISIS plot (which, apparently, never became operational) to kidnap Iraqi diplomats in France or Belgium in order to trade them for the release of some 4,000 ISIS members detained in Iraqi prisons.

ISIS and Chemical Weapons

The leaked documents “reveal persistent effort by [ISIS],” the Post reported, “to obtain ex-

pertise for creating chemical weapons.”

Some seven years ago, when ISIS was at its peak, it had that capability. It recruited Salih al-Sabawi, a former Iraqi official and “Russia-trained engineer who had once helped [Saddam Hussein] build his extensive arsenal of chemical weapons,” the Post reported last July.

The Kurdistan Regional Government’s Counter-Terrorism Department worked with U.S. officials to uncover that program, which the Post described as “a crash effort aimed at building the biggest arsenal of chemical and, potentially, biological, weapons ever assembled by a terrorist group.”

“Sabawi’s intention” was “to create a large stockpile consisting of multiple types of chemical and biological agents to be used in military campaigns as well as in terrorist attacks

against the major cities of Europe,” the Post reported.

Once U.S. officials understood ISIS’s aim, they launched, in 2015, a focused military campaign, targeting ISIS personnel involved in the production of chemical weapons, as well as the facilities for such production.

“By late 2016, all of [ISIS’s] known chemical weapons facilities had been destroyed, and most of its senior operators killed or captured,” the Post reported. “The liberation of Mosul a few months later effectively ended the program’s active phase.”

“Yet,” the Post added, citing two U.S. officials with what now appears to be commendable prescience, “it may not have eliminated the group’s ambitions for chemical and biological weapons.”

And so that does, indeed, appear to be the case.

LE FIGARO

24 Avril 2023

Iran : Londres renforce ses sanctions contre les Gardiens de la Révolution

Le Royaume-Uni a annoncé lundi renforcer ses sanctions contre les Gardiens de la Révolution, armée idéologique de la République islamique d'Iran, dans le cadre d'une salve de mesures décidées par les Occidentaux pour des violations des droits humains. Au total, Londres a ajouté à sa liste de sanctions liées à l'Iran plus de 70 personnalités et entités, interdites de se rendre au Royaume-Uni et ciblées par des gels d'actifs, a indiqué le ministère britannique des Affaires étrangères.

Cela inclut notamment quatre généraux des Gardiens de la

Révolution, organisation sanctionnée «dans son intégralité», a souligné le ministère. Coordonnée avec les États-Unis et l'Union européenne, cette annonce porte la liste britannique à 300 personnalités et entités.

«Le Royaume-Uni et ses partenaires internationaux réaffirment aujourd'hui que nous ne fermerons pas les yeux sur l'oppression brutale menée par le régime», a déclaré le chef de la diplomatie James Cleverly, cité dans le communiqué. «Nous continuerons à prendre toute une série de mesures pour obliger le régime à rendre compte de ses

actes», a-t-il ajouté, dénonçant «la répression brutale exercée contre le peuple iranien» et accusant Téhéran d'«exporter le bain de sang dans le monde entier».

Prudence dans les termes utilisés

Si le gouvernement britannique n'a cessé de renforcer ses sanctions contre les Gardiens de la Révolution, il a résisté pour l'instant aux appels à classer cette armée comme «organisation terroriste» au risque de couper tout contact avec Téhéran.

Créés en 1979 après la victoire de la révolution contre le pouvoir du Chah, les Gardiens («Sepah-é Pasdaran» en persan) disposent de forces terrestres, navales et aériennes avec des effectifs évalués à plus de 120.000 hommes. Les Gardiens supervisent le Basidj (corps de volontaires islamistes), qui a été déployé face aux manifestations déclenchées par la mort le 16 septembre dernier de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décédée après son arrestation par la police des mœurs pour infraction au code vestimentaire strict de la République islamique.

En Turquie, la vidéo dans laquelle l'opposant Kemal Kılıçdaroglu se dit de confession alévie devient virale

Le chef de file du Parti républicain du peuple s'est adressé aux électeurs, déclarant faire partie de la minorité alévie, qui professe un islam plus égalitaire, brisant ainsi un tabou majeur.

Allure décontractée, discours inclusif, Kemal Kılıçdaroglu, le principal rival de Recep Tayyip Erdogan à l'élection présidentielle du 14 mai, a fait mieux qu'une pop star en cumulant plus de 100 millions de vues, toutes plates-formes confondues, pour sa dernière vidéo de campagne, postée sur YouTube avant d'inonder les réseaux sociaux. Un engouement qui s'explique par le fait que le chef de file du Parti républicain du peuple (CHP, opposition kémaliste) brise un tabou majeur, en reconnaissant publiquement son attachement à la foi alévie.

« *Je pense qu'il est temps d'évoquer avec vous un sujet très particulier et très sensible. (...) Je suis alévi, je suis un musulman sincère* », affirme-t-il dans cette adresse aux électeurs diffusée le 19 avril, à la veille de la fête de fin de ramadan. Originaire de Tunceli, une province dans l'est de l'Anatolie, l'homme, 74 ans, est membre de la communauté alévie, qui professe un islam différent, plus égalitaire envers les femmes – lesquelles sont invitées à prier aux côtés des hommes, non pas à la mosquée, mais dans une *cemevi* (maison de prière) où les discussions philosophiques, les chants et les danses font partie du rituel.

En finir avec les « discriminations »

A l'époque ottomane comme sous la République, les alévis

de Turquie, environ 5 millions de personnes sur une population totale de 84 millions, ont toujours été ostracisés, parfois même massacrés par des ultranationalistes ou par les adeptes les plus sectaires de l'islam sunnite qui les perçoivent comme des hérétiques.

S'il est élu, le chef de l'opposition s'engage à en finir avec les « discriminations ». Proposer de mettre fin aux « *disputes confessionnelles qui ont fait souffrir la Turquie* » est un tournant copernicien dans un pays miné par les divisions, Turcs contre Kurdes, sunnites contre alévis, islamistes contre laïques. L'universitaire et écrivain Mehmet Altan veut y croire. « *Avec cette vidéo, Kılıçdaroglu renverse la table. Dire qu'il est possible d'être patriote tout en étant alévi est tout à fait inédit. Jusqu'ici, on comprenait qu'un bon citoyen turc était avant tout un musulman sunnite. Cela nous ramène aux fondamentaux des droits humains, à l'idée que l'origine n'a pas d'importance, contrairement à ce que suggèrent plusieurs politiciens de ce pays.* »

Le « Gandhi turc », comme le surnomment ses partisans, veut rassembler. L'avenir qu'il dessine est apaisé. « *Il ne sera plus question d'identités, mais de réalisations. On ne parlera plus de séparations, mais de rêves communs. Serez-vous avec moi dans cette période de changement ?* »

Un appel à la jeunesse

A moins de quatre semaines des élections présidentielle et législatives, M. Kılıçdaroglu appelle la jeunesse à voter pour lui. « *Allez, les jeunes, faisons ce pas ensemble !* » Six millions de primo-votants sont appelés aux urnes, un scrutin à risque pour le président Erdogan, dont la haute silhouette écrase le pays depuis vingt ans.

Touchés par le chômage, s'estimant privés d'avenir dans un pays laminé par la crise économique, les jeunes semblent peu enclins à donner la préférence au « Reïs ». Selon Soner Cagaptay, directeur de recherche au Washington Institute, la vidéo « *coupe l'herbe sous les pieds d'Erdogan* » en le privant de son levier électoral préféré, sa capacité à polariser la société.

La prestation de M. Kılıçdaroglu a visiblement agacé le président turc. « *Pourquoi as-tu attendu d'avoir 74 ans pour avouer ton appartenance religieuse ?* », a-t-il rétorqué à l'adresse de son rival. Ses tentatives récentes de courtiser la minorité alévie en lui promettant une plus grande intégration ne sont pas jugées crédibles. La communauté n'a pas oublié ses remarques incendiaires, notamment lorsqu'il a fustigé M. Kılıçdaroglu en 2011, l'accusant de manquer de courage en ne révélant pas ses origines. Sans compter cet affront, lorsque le gouvernement islamo-conser-

vateur a choisi, en 2016, d'appeler le nouveau pont enjambant le Bosphore du nom de Yavuz Sultan Selim, un sultan ottoman du XV^e siècle connu pour avoir été le « bourreau des alévis ».

Des attaques meurtrières ont eu lieu dans un passé plus récent. En 1993, à Sivas, une ville conservatrice du centre de la Turquie, 37 personnes, parmi lesquelles plusieurs écrivains et chanteurs alévis, ont péri dans l'incendie criminel de leur hôtel, assiégé par des extrémistes religieux. Quinze ans auparavant, des massacres orchestrés par des ultranationalistes et des fondamentalistes sunnites avaient ensanglanté la province méridionale de Kahramanmaraş.

La vidéo laisse entendre qu'il est possible de tirer un trait sur les taches sombres du passé. Elle a été saluée par le dirigeant kurde emprisonné Selahattin Demirtaş, qui s'est réjoui sur son compte Twitter : « *Il est possible de mener une vie égale, fraternelle et pacifique sans discrimination sur cette terre.* » Le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche kurde), qu'il a contribué à fonder en 2012, a fait savoir, en mars, qu'il ne présenterait pas de candidat à la présidentielle, augmentant les chances, bien réelles selon les sondages, de l'opposant Kılıçdaroglu face au président Erdogan.



April 24 2023

Kurdish kolbar run over by Iranian border guards

ERBIL, Kurdistan Region -

A Kurdish kolbar from western Iran's (Rojhelat) Baneh died after being deliberately run over by vehicles of Iranian border guards, reported a human rights monitor on Sunday.

According to Hengaw Human Rights Organization, Mohammad Latif Ahmedpour, a 36-year-old father of one, and several other kolbars were returning from a trip on Thursday when they encountered a group of Iranian guards on the border, who decided to run them over.

Ahmedpour died on Sunday in a hospital in Saqqez due to the severity of his wounds.

A family member of the kolbar told Hengaw that they have been threatened by relevant authorities not to bury his body in daylight to prevent inciting public anger.



Two kolbars carry their loads on Tata Mountain in May 2017. Photo: Fazel Hawramy/Rudaw

The Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN) said in their monthly report on Saturday that two Baneh kolbars had died after falling from heights and drowning in a nearby dam, adding that another kolbar was injured after being shot by Iranian border

guards, between March 21 to April 21.

Kolbars are a small cog in a sophisticated and hugely profitable machine. Clothing, alcohol, cigarettes, mobile phones - they all arrive in the Kurdistan Region from Dubai, Turkey, or

Iraq's southern borders, where they are then transferred to depots close to the Iranian border. At night, hundreds of mules transport the goods to a collection point, where wholesalers set up guarded tents to hand tens of kilos of goods over to incoming kolbars each morning.

Though no more than seven kilometers each way, the kolbar's trek is no mean feat. The rocky path is laden with landmines and border guards who at times fire to kill or injure. But it is especially frightening in the winter, with snow several meters deep, ice-laden paths, and potent blizzard winds.

Due to limited job opportunities in many border areas of Iran, people are frequently left with no option but to take on such dangerous journeys to make a living.



April 25 2023

Dead or alive': Iraq's Yazidis anxiously await IS-abducted relatives

IS considered the Yazidis, who follow a non-Muslim monotheistic faith, as heretics.

After paying nearly \$100,000 in ransoms to free 10 family members, Khaled Taalou, a member of Iraq's Yazidi minority, is still working to free other missing relatives kidnapped by Islamic State group fighters. Despite his efforts, five more relatives, along with thousands of other Yazidis, remain missing after being abducted by the jihadists.

"We are still looking. We do not lose hope," the 49-year-old said.

In August 2014, IS swept over Mount Sinjar, the Kurdish-speaking minority's historic home in northern Iraq. They massacred thousands of Yazidi men, enlisted children, and seized thousands of women to be sold as jihadists' "wives" or reduced to sexual slavery.

IS considered the Yazidis, who follow a non-Muslim monotheistic faith, as heretics.

UN investigators described as genocide the atrocities carried out by IS.

Nineteen members of Taalou's family were abducted, including his brother and sister, along with their spouses and children. "We borrowed money as we

could, here and there, to get them out," the journalist and writer said.

Now displaced and living in Sharya, a village in Iraqi Kurdistan, after fleeing his home in Sinjar, Taalou has managed to free 10 relatives over seven years.

Expensive releases are negotiated "via networks of traffickers

in Iraq and abroad", he said.

The latest was his brother's granddaughter in February 2022, located in a Syrian camp. He has learned that along with five relatives who remain missing, two family members were killed in aerial bombardments in the fight against IS.

'Eyes on the road'

After IS's rapid rise in 2014, Iraq declared victory over the jihadists in 2017 and the group's last Syrian stronghold was retaken in 2019.

But the toll left behind by their self-proclaimed caliphate is still being counted. Mass graves in Sinjar continue to be exhumed and the International Organization for Migration says more than 2,700 Yazidis remain missing, with some still in IS captivity while "the whereabouts of others is uncertain".

Bahar Elias was separated from her husband Jassem and their son Ahmed, who was barely 19 when the family was kidnapped when IS seized Sinjar.

Relatives paid intermediaries \$22,000 to secure the release of Bahar and her three younger sisters.



Bahar Elias, a 40-year-old displaced Iraqi woman from the Yazidi community, poses for a picture while holding photos of other family members kidnapped by the Islamic State (IS) group, April 19, 2023. (Photo: Safin Hamed/AFP)

Now living in a camp for displaced people near Sharya, the 40-year-old said she has her "eyes glued to the road" in hopes that her husband and son will return.

She appealed for international assistance to "help us find a trace of our families, to find out if they are dead or alive".

Knowing their fate, she added, would allow her "to be free from pain".

'Nothing left in Sinjar'

Hussein Qaidi, head of a public

office in Iraq's autonomous Kurdistan region working to rescue kidnapped Yazidis, said IS abducted 6,417 Yazidis from Sinjar.

More than 3,500 have been rescued in Iraq or from neighbouring Syria and Turkey.

He estimated 2,855 Yazidis remain missing and said his team works tirelessly to "gather the available information and free all the kidnapped".

Hayam was 17 when IS abducted her on August 3, 2014, along with her parents, five

sisters and two brothers.

Now living in Sharya, she has managed to rebuild her life after a journey across the territory once controlled by the jihadists.

In an IS prison, she met Leila, a fellow Yazidi. In May 2015, Hayam was sold to a Syrian and Leila to an Iraqi.

Four months later, Hayam was given to a man from Dagestan before escaping her ordeal and reaching Iraqi Kurdistan, after a year and a half in captivity.

She has since married Leila's brother, Marwan, and the couple and their two children have sought asylum in Australia, where Hayam has family awaiting them.

She has the word "huriya" (freedom) tattooed on her wrist and holds no intention of returning to her former home.

"Nothing awaits us in Sinjar," she said, adding that her family and friends are no longer there.

"Some were killed, others are still captives of IS, and others have emigrated. Everything has changed."

LE FIGARO

25 Avril 2023

La Turquie et la Syrie tiennent des pourparlers de normalisation, sous médiation russe

La Turquie et la Syrie ont mené mardi à Moscou une nouvelle session de pourparlers sous médiation de la Russie et de l'Iran visant à normaliser leurs relations, rompues depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011.

Cette rencontre s'est déroulée entre les ministres de la Défense des quatre pays et visait

à discuter de «mesures pratiques» afin de «renforcer la sécurité en Syrie» et «normaliser les relations syro-turques», a indiqué le ministère russe dans un communiqué. «Suite aux entretiens, les parties ont réaffirmé leur volonté de préserver l'intégrité territoriale de la Syrie, ainsi que la nécessité d'intensifier les efforts pour le retour rapide des réfugiés sy-

riens dans leur patrie», a-t-il ajouté.

Selon Moscou, les ministres ont eu un «dialogue constructif» et souligné «la nécessité de le poursuivre dans l'intérêt de stabiliser davantage la situation». Le ministère turc de la Défense a souligné dans un communiqué l'«atmosphère constructive» de la rencontre,

au cours de laquelle «la question de l'intensification des efforts pour le retour des réfugiés syriens sur leurs terres» a été évoquée. Il a confirmé que tous les participants ont «réaffirmé leur respect de l'intégrité territoriale de la Syrie».

«Retrait des forces turques» Les médias d'État syriens ont eux diffusé un communiqué du

ministère syrien de la Défense, affirmant que les discussions ont porté sur «le retrait des forces turques» du pays. Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, dont l'armée est à l'offensive en Ukraine depuis plus d'un an, a également tenu des entretiens bilatéraux avec chacun de ses collègues, discutant de «coopération» et de la «garantie de la sécurité mondiale et régionale».

La Russie encourage le rétablissement des relations entre son allié syrien et Ankara, qui ont peu de contacts officiels



Des délégations menées par le ministre russe de la Défense Sergueï Shoïgu et le ministre turc de la Défense Hulusi Akar, à Moscou, en Russie, le 25 avril 2023. RUSSIAN DEFENCE MINISTRY / REUTERS

depuis que la Turquie a commencé à soutenir les rebelles et l'opposition en Syrie pour renverser le président Bachar al-Assad. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a lancé l'idée d'un sommet de la paix avec le dirigeant syrien, mais ce dernier réclame préalablement le retrait des troupes turques stationnées dans le nord de la Syrie. Début avril, des diplomates iraniens, russes, turcs et syriens se sont rencontrés à Moscou pour préparer une future réunion des ministres des Affaires étrangères.

LE FIGARO

25 Avril 2023

La Syrie dénonce l'imposition de nouvelles sanctions par l'Union européenne

Damas a dénoncé mardi 25 avril l'imposition par l'Union européenne de nouvelles sanctions économiques contre des personnes et des entités syriennes, estimant qu'elles allaient affecter l'acheminement de l'aide humanitaire au [pays en guerre](#).

L'UE avait sanctionné lundi 25 personnes et huit entités. Parmi elles figurent des cousins du président Bachar el-Assad, accusés de trafic de captagon, une drogue de synthèse dont la Syrie est devenue exportateur mondial.aa

Une «menace réelle»

«L'UE renouvelle ses menaces en prétendant que les sanctions imposées à la Syrie n'entravent pas l'acheminement d'aides humanitaires ou l'obtention de vivres ou d'équipements médicaux», a affirmé un communiqué du ministère syrien des Affaires étrangères. «Ces sanctions constituent une menace réelle pour la vie des Syriens et se répercutent négativement sur l'économie du pays», a-t-il ajouté.

L'UE avait souligné que ces sanctions «ne visent pas à entraver l'acheminement de l'aide humanitaire vers une région quelconque du pays», affecté

par le séisme meurtrier du 6 février. Les sanctions européennes consistent en une interdiction de séjour, le gel de leurs avoirs dans l'UE et l'impossibilité de bénéficier de financements européens.

Trois cousins de Bachar el-Assad

Parmi les personnes sanctionnées figurent trois cousins du président syrien, Samer Kamal el-Assad, Wassim Badi el-Assad, et Mudar Rifaat el-Assad, et plusieurs dirigeants, hommes d'affaires ou membres de milices affiliés au régime et impliqués dans ce trafic de stupéfiants. Plusieurs sociétés de

sécurité utilisées pour financer les milices sont également visées ainsi que leurs dirigeants.

L'UE a également sanctionné la société russe d'ingénierie et de construction Stroytransgaz et la firme Gecopham, une entité contrôlée par le ministère syrien du Pétrole et des Ressources minérales, accusées de soutenir le régime. Après le séisme du 6 février, l'UE et les États-Unis ont allégué les sanctions imposées au gouvernement syrien, sanctionné par les Occidentaux depuis la répression en 2011 du soulèvement populaire qui a dégénéré en guerre civile.

Turquie : le PKK visé par une opération « antiterroriste », plus d'une centaine d'arrestations

L'opération a été menée dans vingt et une provinces turques, dont celle de Diyarbakir, à majorité kurde. Des avocats, des journalistes, des acteurs font parti des interpellés.

A trois semaines d'élections cruciales pour la Turquie, au moins cent dix personnes ont été arrêtées mardi 25 avril dans le cadre d'une opération « antiterroriste » visant le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a rapporté une

source policière. L'opération a été menée dans vingt et une provinces du pays, dont celle de Diyarbakir (Sud-Est), à majorité kurde.

Selon l'Association du barreau de Diyarbakir, « le nombre total d'interpellations pourrait atteindre 150 », dont au moins « une vingtaine d'avocats, cinq journalistes, trois acteurs de théâtre et un politicien », a-t-elle détaillé. Les avocats sont interdits de tout contact avec

leurs clients pendant vingt-quatre heures, a précisé l'association.

Perquisitions

« Les domiciles de nombreuses personnes, dont des journalistes, des avocats et des dirigeants d'ONG, ont été perquisitionnés aux premières heures de la matinée » affirme pour sa part l'Association d'études sur les médias et le droit (MLSA), une organisation

non gouvernementale de défense des libertés.

Les élections présidentielle et législatives se tiennent le 14 mai en Turquie et seront décisives pour le maintien, ou non, du président, Recep Tayyip Erdogan, et de son parti AKP, au pouvoir depuis deux décennies. L'opposition présente un front uni de six partis qui a désigné un candidat unique à la présidence, Kemal Kılıçdaroğlu, soutenu par le parti kurde HDP.

LE FIGARO

avec afp
25 Avril 2023

Iran : deux actrices inquiétées pour être apparues sans voile en public

La police de Téhéran a porté plainte contre deux célèbres actrices iraniennes après être apparues en public à Téhéran sans le voile obligatoire, ont annoncé des médias locaux.

Cette annonce intervient après l'entrée en vigueur à la mi-avril d'un nouveau plan de la police pour durcir le contrôle du port du voile par les femmes, obligatoire depuis la Révolution islamique de 1979.

Mouvement de contestation

« La police de Téhéran a annoncé le dépôt d'une plainte en justice contre les actrices Katayoun Riahi et Pantea Bahram pour avoir commis le crime de retirer le hijab en public et avoir publié des photos sur internet », a indiqué lundi soir l'agence de presse Tasnim.



L'actrice iranienne Pantea Bahram, le 3 février 2015, aujourd'hui inquiétée par la police pour avoir commis le crime de retirer le hijab. ATTA KENARE

Ces derniers mois, de plus en plus de femmes sont apparues sans voile dans la rue, notamment depuis le début du mouvement de contestation en septembre, déclenché par la mort en détention de Mahsa Amini, arrêtée pour infraction au strict

code vestimentaire.

La semaine dernière, des photos de Pantea Bahram posant tête nue à l'occasion d'une projection dans un cinéma de la capitale étaient devenues virales sur les réseaux sociaux. Katayoun Riahi a également

publié de nombreuses photos similaires, prises dans les lieux publics à Téhéran.

Cette actrice de 61 ans avait été libérée fin novembre sous caution après plus d'une semaine de détention pour avoir publié des photos sans voile sur sa page Instagram en solidarité avec les manifestants. Elle a été la première actrice iranienne à avoir publié de telles images sur les réseaux sociaux pour soutenir le mouvement de contestation.

Les deux actrices ont été primées à plusieurs reprises au festival Fajr de Téhéran, la plus importante manifestation cinématographique du pays. Le 16 avril, les autorités avaient indiqué que plus de 150 établissements commerciaux avaient été fermés en 24 heures pour ne pas avoir respecté l'obligation du port du voile par des employées.



Kurdistan's Weekly Brief April 25, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Poison gas attacks [struck](#) 19 more girls' schools in Tehran, Saqqez, Kermanshah, Urmia, Karaj, Ahvaz, and Islamshahr. Iranian authorities have failed to stop the attacks so far, which regime critics claim are the work of government-aligned radicals intent on ending female education. Amnesty International expressed a similar view in a statement [that read](#), "Since November 2022, thousands of schoolgirls have been poisoned and hospitalized. The authorities have failed to adequately investigate the attacks and dismissed girls' symptoms as stress, excitement, and/or mental contagion." Separately, the regime arrested 12 Kurds, including a physician in Bokeran, last week. The Hengaw Organization for Human Rights [said](#) Iranian authorities provided no information on why the detainees were arrested or what they were charged with. In Senna, authorities threatened to expel several students from local colleges if they failed to abide by hijab laws and forced them to sign compliance agreements. Concurrently, the regime [fired](#) a female Kurdish teacher at Senna's Azad University for feminist activism.

The Iranian opposition group known as the [Alliance for Freedom and Democracy](#) suffered another setback when one of its members, [Hamed Esmaeilion](#), quit politics last week. Esmaeilion is a social activist representing the families of Ukraine International Airlines Flight PS752, which the Iranian regime shot down in 2020. Esmaeilion claimed, "Pressure groups from outside the alliance tried to impose their positions in undemocratic methods." Simultaneously, a report from [Iran International](#) noted members of

the Alliance for Freedom and Democracy have been harassed on social media by supporters of Reza Pahlavi. The Alliance for Freedom and Democracy includes one Kurdish leader, Abdullah Mohatadi, but the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) and several other Iranian opposition parties remain unwilling to join.

Iraq

On April 21, Arab settlers attacked Kurdish residents of Kirkuk Governorate's Palkana village and injured at least ten. The Arabs' attempt to occupy Kurdish homes and confiscate property appears to be part of the Iraqi government's renewed Arabization policy that it began imposing in the "Disputed Territories" on [October 16, 2017](#). Palkana residents [accused](#) the Iraqi army and Iranian-backed militias of aiding and abetting the Arab attackers. Peshmerga forces stationed nearby intervened the next day and resolved the situation. Palkana village was subject to Arabization by the Ba'ath regime, and the current Iraqi government has yet to implement Article 140 of the Constitution of Iraq, which directs it to [reverse](#) the prior regime's policy.

Despite Iraqi officials' [earlier comments](#) indicating an agreement with Turkey regarding the resumption of oil exports from Iraqi Kurdistan, such exports remain paused one month after an international ruling suspended them. [Baghdad and Erbil](#) previously signed an agreement to resume oil exports on April 4. On Monday, an Iraqi official reaffirmed to Rudaw that oil exports would resume "in a few days." The holdup is costing Iraq nearly \$40 million a day because it is preventing the daily export of 75,000 barrels

from Kirkuk and 450,000 barrels from Iraqi Kurdistan. On a separate note, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) remain unable to agree on the Kurdistan Region's final election law, most notably the section dealing with minority seats. Iraqi Kurdistan's minorities will be voting in one electoral district, but the KDP and PUK still disagree on how many seats will be reserved for Christians and Turkmen.

Syria

On April 18, Assad regime representatives met with regional officials to discuss increased cooperation and Syria's reentry into the Arab League. Syrian Minister of Foreign Affairs and Expatriates Faisal Mekdad [met with his Tunisian counterpart Nabil Ammar](#) to explore improving cooperation between the two nations. That same day, Syrian President Bashar al Assad [received](#) Saudi Foreign Minister Faisal bin Farhan in Damascus to discuss expanding bilateral ties between his regime and Saudi Arabia. Meanwhile, Turkey is sending its defense minister, Hulusi Akar, to attempt another round of Astana peace talks with his [Syrian, Russian, and Iranian counterparts](#) on April 25. The [European Union \(EU\)](#) and the [Autonomous Administration of North and East Syria \(AANES\)](#) both reaffirmed their commitment to a political solution to Syria's ongoing conflict in accordance with United Nations Security Council Resolution 2254, which calls for a ceasefire and political settlement to the Syrian Civil War. Lastly, on April 20, the U.S. clarified its position on the Assad regime's rapprochement efforts by stating it had no plans to normalize relations with Assad

unless there is "[authentic progress](#)" towards a political solution to the conflict.

ISIS (Da'esh) terrorists [attacked](#) a checkpoint in northern Deir Ez Zor Governorate on April 19 and wounded a number of Syrian Democratic Forces (SDF) personnel. Later that day, the corpses of two SDF members who were abducted from their workplace were found in western Deir Ez Zor Governorate. Da'esh [claimed responsibility](#) for killing the two SDF personnel, Mahmoud al Jamida and Mahmoud al Hamada, on Thursday. Unrelatedly, on April 24, the SDF [launched](#) "Operation al-Jazeera Thunderbolt" to target Da'esh cells in the rural areas surrounding Hasakah and Qamishli after an attack on the AANES Internal Security Forces (Asayish) headquarters in Hasakah. On April 22, a joint U.S.-SDF operation [recovered](#) a Da'esh stockpile of gold and weapons from a farmhouse in southern Raqqqa Governorate.

[Turkish Armed Forces \(TAF\)](#) [shelled](#) Ain Eissa in the Raqqqa District with tanks and heavy artillery on April 21. SDF fighters are based in the village and have come under heavy fire from TAF and Turkish-backed militias in recent weeks. Before the attack, Turkish-backed Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) and Syrian National Army (SNA) forces [cut down and stolen dozens of olive trees](#) and lumber from residents living in the Turkish occupied Afrin and robbed civilians of [phones, money, vehicles, and homes](#). In response, residents [threw stones at TAF soldiers](#) and [protested](#) against the HTS and SNA militants.

Turkey

[Ahead of elections](#), the Turkish

authorities arrested more than 150 Kurds, members of the People's Democratic Party (HDP), artists, journalists, and lawyers in Diyarbakir (Amed) on Tuesday. "The AKP-MHP government, which is on the eve of the biggest electoral defeat in its history, continues to attack our party, civil society organizations, social dynamics, and the opposition with its panic and fear." [Read a statement](#) by the HDP.

The HDP Co-chair Pervin Buldan [called for unity and action](#)

[from voters](#) during a rally for candidates from the HDP's new political entity for elections, the Green Left Party (YSP). The YSP has tentatively endorsed Republican People's Party (CHP) candidate Kemal Kılıçdaroğlu because it hopes he will deliver on pledges to free political prisoners imprisoned by Recep Tayyip Erdoğan's government. Kılıçdaroğlu provoked an [Islamist response](#) from Erdoğan and [verbal attacks](#) after [announcing](#) his support for Turkey's Alevis on April 18. In addition, offices of the

CHP and Erdoğan's Justice and Development Party (AKP) were vandalized and shot at over the weekend. Concomitantly, Turkey's election authority [decided](#) the main opposition coalition known as the Nation Alliance could not use its name on ballots in 16 of Turkey's provinces and would have to be represented by one of its member parties instead. This ruling is likely to hinder the Nation Alliance's efforts to unseat the ruling AKP in the May 14 elections. On April 17, the Biden Admin-

istration [announced](#) plans to sell up to \$259 million in F-16 upgrade kits to Turkey. The announcement provoked resistance from fellow Democrat and Senate Foreign Relations Committee Chairman Robert Menendez, who [reiterated his opposition](#) to military transfers to Turkey on April 22. Senator Menendez echoed prior remarks and evidence from the [U.S. State Department](#) that Turkish forces have committed a litany of war crimes and human rights violations in Syria and Turkey.



April 26, 2023

KRG delegation invited to attend 2024 Olympic Games in Paris

ERBIL (Kurdistan 24) –

A delegation from the Kurdistan Regional Government (KRG) and Erbil Governorate are a

"We gladly accepted the invitation," the Kurdish governor said, adding the matter was discussed in a meeting between the Mayor of Paris, Anne Hidalgo, and Prime Minister Masrour Barzani in late February.

The international tournament is set to take place in July next year with the participation of various sports teams from at least 206 nations. It is one of the most watched sports events globally.

On an official visit to France, to take part in the 2024 Summit Francophonie, the governor met with Mayor Hidalgo to discuss strengthening bilateral relations between Erbil and Paris, which are also sister cities.

The two officials discussed "deepening" the cultural ties as



Paris Mayor Anne Hidalgo (right) during her meeting with Erbil Governor Omed Khoshnaw,

well as launching direct flights between the two capitals, Khoshnaw added.

The European mayor is set to visit Erbil in May, the governor said, describing her as "one of the closest friends of the Kurdish people."

Further collaboration between

the University of Paris and Salahaddin University-Erbil was also discussed in the meeting. The Kurdish university provides a four-year Bachelor of Arts degree in the French language.

Kurdistan Region is also home to two French schools, named after Danielle Mitterrand, the

former First Lady of France.

Furthermore, Paris and Erbil enjoy close diplomatic relations. The European country has been an integral part of the coalition against ISIS. Two French presidents have visited the Region in the last five years.

LE FIGARO

avec afp
26 Avril 2023

Iran : un ayatollah tué au cours d'une mystérieuse attaque

Un haut responsable religieux, membre de l'organisme chargé de nommer le guide suprême, a été tué mercredi dans le nord de l'Iran dans une attaque menée par un homme dont les motifs restaient inconnus, selon des médias d'Etat. L'ayatollah Abbas Ali Soleimani, âgé de 75 ans, a été tué par balles alors qu'il se trouvait dans une banque de Babolsar, ville située sur les bords de la mer Caspienne à environ 230 km au nord de Téhéran.

Des images d'une caméra de surveillance de la banque, diffusées par l'agence Tasnim, montrent une salle dans laquelle un homme en uniforme et armé tire sur un autre, vêtu d'un habit religieux et assis sur une chaise. Deux autres personnes essaient alors de maîtriser l'assaillant qui parvient à quitter la salle. L'auteur du

coup de feu a ensuite «*été interpellé par les forces de sécurité*», a précisé l'agence Irna. Les attaques contre les représentants du clergé iranien sont extrêmement rares. Le précédent cas remonte à avril 2022, lorsqu'un djihadiste présumé avait poignardé à mort deux religieux chiites dans la ville sainte de Machhad (nord-est).

Les motifs du tueur encore inconnus

Le gouverneur de la province de Mazandaran, Mahmoud Hosseinipour, a déclaré à la télévision d'Etat que l'attaque contre l'ayatollah n'était pas «*un incident terroriste*», et que les autorités enquêtaient pour déterminer les motifs du tueur. Le président iranien Ebrahim Raïssi a également appelé «*les forces de l'ordre à agir dans les plus brefs délais*» afin de trouver «*les*

causes de l'accident et identifier les motivations de l'auteur ou des auteurs». «*L'agresseur était un habitant de la localité et était armé*», mais il ne faisait pas partie de la police, a indiqué le gouverneur. «*Selon les informations disponibles, le tueur ne connaissait pas la victime*», a-t-il indiqué, ajoutant que l'ayatollah Soleimani s'était «*rendu à la banque pour des affaires financières*» personnelles.

Le religieux avait occupé les postes de représentant du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, et de responsable de la prière du vendredi dans plusieurs grandes villes du pays, notamment Kashan dans le centre, et Zahedan, chef-lieu du Sistan-Baloutchistan (sud-est). Il a exercé cette fonction jusqu'en 2019. Il était par ailleurs l'un des 88 membres de

l'Assemblée des experts, collègue chargé de nommer, superviser et éventuellement démettre le guide suprême.

Cet organisme est composé généralement de religieux élus pour huit ans au suffrage universel direct parmi un groupe de candidats approuvés par le Conseil des gardiens de la constitution. En son sein, l'ayatollah Soleimani représentait la province du Sistan-Baloutchistan, l'une des régions les plus pauvres d'Iran, qui abrite la minorité baloutche, adhérant majoritairement à l'islam sunnite et non au chiisme dominant dans le pays. Au moment des élections à l'Assemblée des experts, il figurait sur la liste de la Communauté des enseignants du séminaire de la ville sainte chiite de Qom (centre), une organisation conservatrice.

Le Monde

avec afp
26 Avril 2023

Turquie : Recep Tayyip Erdogan annule ses engagements de campagne pour cause de maladie

Le chef de l'Etat turc, âgé de 69 ans et en campagne pour sa réélection le 14 mai, avait déjà dû interrompre mardi soir une interview en direct à la télévision en raison d'une «*grippe intestinale*».

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui mène une campagne tambour battant pour sa réélection le 14 mai, a annulé mercredi 26 avril ses engagements publics en raison d'un virus intestinal. Le chef de l'Etat turc, âgé de 69 ans, avait déjà dû interrompre mardi soir une interview en direct à la télévision pour cause de «*grippe*

intestinale».

«*Je vais me reposer à la maison aujourd'hui sur le conseil des médecins*», a annoncé sur Twitter le dirigeant turc. «*Malheureusement, nous ne pourrions pas nous réunir avec nos frères de Kirikkale, Yozgat et Sivas aujourd'hui. Je demande pardon à tous*», a tweeté M. Erdogan, énumérant des loca-

lités d'Anatolie centrale où il devait prendre la parole.

Le chef de l'Etat avait prononcé trois discours de campagne mardi, à moins de vingt jours des élections présidentielle et législatives, que les sondages annoncent comme très disputées. Mardi soir, après une interruption d'une quinzaine de minutes de

l'émission en direct, M. Erdogan était revenu à l'antenne, le teint pâle et les yeux rougis, en s'excusant d'avoir été malade.

«*Hier et aujourd'hui il y a eu beaucoup de travail. A cause de cela, j'ai attrapé une grippe intestinale*», avait-il justifié. «*A un moment, je me suis demandé si ce serait mal pris que nous annulions l'émission.*

Mais nous avons promis. Je demande votre pardon et celui de vos téléspectateurs », avait-il ajouté, les traits tirés.

Une possible reprise du programme jeudi

Son principal rival, Kemal Kılıçdaroglu, 74 ans, candidat de l'Alliance nationale qui réunit six partis de l'opposition, a aussitôt souhaité un « bon rétablissement » au chef de l'Etat. Plusieurs autres dirigeants de l'Alliance ont adressé leurs vœux de rétablissement au président turc.

« Je souhaite que M. @RTErdogan guérisse bientôt et lui souhaite un prompt rétablissement », a notamment tweeté Meral Aksener, présidente du Bon Parti, deuxième plus importante formation de la coaliti-



Portrait du président turc, Recep Tayyip Erdogan, et son slogan pour sa réélection « Pour le siècle de la Turquie ; le bon moment, le bon homme » affiché, le 20 avril 2023, à Ankara, le 20 avril 2023. ADEM ALTAN / AFP

tion d'opposition.

Le chef de l'Etat, à la démarche parfois ralentie, aligne deux à trois meetings quotidiens pour sa campagne et

pendant le ramadan, il a en outre partagé chaque soir l'iftar – le repas de rupture du jeûne – dans une localité différente. Il prévoit de maintenir un rythme de rencontres élevés à

travers le pays dans la dernière ligne droite avant le double scrutin du 14 mai.

Le chef de l'Etat a fait savoir mercredi qu'il reprendrait « si Dieu le veut » son programme dès jeudi. Il doit notamment inaugurer la première centrale nucléaire de Turquie, construite par le géant nucléaire russe Rosatom, à Akkuyu (Sud).

La santé du dirigeant turc avait alimenté les spéculations après une opération du gros intestin fin 2011, suivie d'une nouvelle intervention chirurgicale l'année suivante. M. Erdogan, alors premier ministre, avait démenti publiquement souffrir d'un cancer du côlon, expliquant que les opérations visaient à lui enlever des polypes.

Le Monde

Par Marie Jégo
26 Avril 2023

Turquie : à la veille des élections, le gouvernement islamo-conservateur cible à nouveau la minorité kurde

Plus de 120 personnes, avocats, ingénieurs, journalistes, militants des droits humains, ont été arrêtées, mardi 25 avril, dans des provinces à majorité kurde, pour leurs liens présumés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation classée comme terroriste par Ankara, Bruxelles et Washington.

Plus de cent vingt personnes ont été arrêtées, mardi 25 avril, dans des provinces à majorité kurde du sud-est de la Turquie, lors d'un coup de filet décrit par les autorités comme une « opération antiterroriste » contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe armé en lutte contre Ankara depuis 1984.

Lancée dans vingt et une villes, l'opération a surtout visé Diyarbakir, la capitale régionale. Elle s'est achevée dans cette métropole par

les arrestations de la moitié des avocats du barreau, d'une partie de la Chambre des ingénieurs des mines, de membres des associations des droits humains.

Parmi les interpellés, on trouve aussi des représentants de l'association Juristes libres, onze journalistes, dont Abdurrahman Gök, rédacteur en chef de la Mezopotamya News Agency, ainsi que trois acteurs de théâtre et d'autres représentants de l'élite politico-intellectuelle kurde.

Charges révélées à la télé

D'emblée, le dossier judiciaire a été classé confidentiel, les prévenus et leurs avocats n'y ont donc pas eu accès, une violation dénoncée par le barreau de Diyarbakir dans un communiqué. « Pour qu'un procès soit équitable, les justiciables doivent être informés dès que possible de la nature des accusations qui pèsent contre eux. Dans le cas présent, l'accès au dossier est empêché et les avocats ne peuvent pas rendre visite à

leurs clients. »

Restées officiellement secrètes et inaccessibles aux premiers concernés, les charges ont en revanche été exposées dans le détail sur le plateau de TRT, la chaîne de télévision progouvernementale, visiblement bien renseignée, qui en a révélé la teneur juste après la vague d'arrestations. La divulgation de la procédure judiciaire par les médias propouvoir, alors que les accusés ne peuvent en avoir connaissance, est devenue

emblématique du fonctionnement de la justice en Turquie.

Emma Sinclair-Webb, la représentante de Human Rights Watch pour l'Europe et l'Asie centrale, a condamné le fait que la défense, « *comme d'habitude* », n'ait pas pu avoir accès au dossier. Les arrestations sont clairement « *un abus de pouvoir et une tactique d'intimidation avant l'élection* », a-t-elle souligné sur son compte Twitter.

Selon les informations diffusées par la chaîne TRT, les 126 personnes placées en détention auraient financé le PKK, une organisation classée comme terroriste par Ankara, Bruxelles et Washington. Les transferts de fonds auraient eu lieu via des entreprises opérant depuis des municipalités gérées par le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), la troisième formation parlementaire de Turquie. Ces accusations viennent s'ajouter aux ennuis judiciaires du HDP, qui est en passe d'être interdit par la Cour constitutionnelle pour ses liens présumés avec le PKK, ce qu'il nie.

A trois semaines des élections – législatives et présidentielle – prévues pour le 14 mai, ces arrestations en série ont pour but d'intimider l'électorat kurde. Tayip Temel, député du HDP, en est



Première célébration de Pâques depuis huit ans dans l'église arménienne Surp Giragos de Diyarbakir, dans le sud de la Turquie, le 9 avril 2023, après qu'elle a été endommagée par les affrontements entre l'armée turque et le PKK en 2015 et 2016. BURCIN GERCEK / AFP

persuadé ; selon lui, le président Recep Tayyip Erdogan et son Parti de la justice et du développement (AKP) sentent venir le vent de la défaite. « *Ils ont peur de perdre le pouvoir* », a-t-il expliqué sur les réseaux sociaux.

Coutumier des attaques du pouvoir central, le HDP a soigneusement préparé sa stratégie électorale. Aux législatives du 14 mai, ses candidats se présenteront sous la bannière du Parti de la gauche verte (YSP), dont la candidature a été validée par les autorités. En revanche, pour la présidentielle, prévue le même jour, le parti n'a pas désigné de candidat. Il n'a pas non plus rejoint la principale alliance d'opposition, animée par le **républicain Kemal Kılıçdaroğlu**, qu'il pourrait toutefois soutenir.

Le gouvernement aux abois

Le HDP et ses électeurs, entre 6 et 8 millions de personnes, sont en effet farouchement opposés au président Erdogan, qu'ils jugent responsable de la répression drastique qui s'est abattue ces dernières années sur leurs élus, leurs cadres, leurs militants. Nombre d'entre eux ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour leur soutien présumé au terrorisme, une accusation brandie contre tous les détracteurs du chef de l'Etat.

Son opposant le plus farouche, Selahattin Demirtas, l'un des fondateurs du HDP, a condamné l'opération menée contre les intellectuels kurdes, tout en minimisant sa portée. Incarcéré depuis 2016 à la prison de haute sécurité d'Edirne, le leader kurde, qui s'exprime régu-

lièrement sur Twitter, a estimé que le pouvoir en place n'arriverait pas « *à empêcher la paix, le bien-être, la démocratie de gagner* ». Et d'ironiser : Süleyman Soylu, le ministre de l'intérieur, à l'origine, selon lui, des arrestations, peut se réjouir d'avoir fait arrêter « *d'avantage de personnes qu'il y en a dans ses meetings* ».

Apparemment aux abois en cette fin de campagne électorale pleine d'incertitudes, le gouvernement islamo-conservateur semble vouloir serrer davantage la vis. Lundi 24 avril, pour la deuxième année consécutive, le gouverneur d'Istanbul a interdit les commémorations marquant le génocide des Arméniens. Un rassemblement prévu à Kadiköy, sur la rive asiatique de la ville, qualifié d'« *inapproprié* », n'a pas été autorisé.

Le processus d'élimination de la minorité arménienne de l'Empire ottoman avait commencé le 24 avril 1915 avec l'arrestation à Istanbul de plus de deux cents intellectuels. Pour y avoir fait allusion dans un communiqué rendu public lundi, le président américain, Joe Biden, a été remis à sa place par Mevlüt Çavuşoğlu, le ministre turc des affaires étrangères, qui l'a qualifié de « *charlatan politique* ».

Marie Jégo (Istanbul, envoyée spéciale)

POLITICO

By Elçin Poyrazlar
April 26, 2023

Turkey's jailed electoral kingmaker predicts Erdoğan's demise

Millions of Kurdish votes will prove decisive in the May 14 election, Selahattin Demirtaş tells POLITICO.

The man who stands to shape Turkey's historic election next month — in which President Recep Tayyip Erdoğan is seeking to consolidate his 20 year grip on power — is running his campaign from a prison cell, and he reckons he has an edge.

Selahattin Demirtaş, a former presidential candidate and party leader, is spending his seventh year behind bars on terrorism charges in a high-security prison near the Greek border. Even so, he still wields huge influence in the knife-edge May 14 presidential and parliamentary election, largely because of the votes of millions of Kurds, who represent around a fifth of the NATO member's population of 85 million.

Those Kurdish votes are now likely to prove decisive, and Demirtaş estimates his party, the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), represents about two-thirds of them. "In this critical election where even half a percent is crucial, Kurdish voters will be very influential in determining the outcome," he told POLITICO in an interview conducted via his lawyers, even as he complained that "it is very difficult to follow and participate in politics from a high-security prison."
"I believe that Erdoğan will lose in the first round of the



Selahattin Demirtaş is a former Turkish presidential candidate and party leader | Burak Kara/Getty Images

election by a large margin," added the 50-year-old, who faces 38 life sentences if convicted and protests that the charges against him are part of a political persecution by the government.

Turkey's election is turning into one of the most closely watched political showdowns of the year, with massive strategic implications for Europe and the Middle East. Many see the vote as a crux moment to wrest democracy back from Erdoğan's increasingly centralized rule, but the Islamist populist president himself will be hard to beat, being a veteran campaigner with deep grassroots support, who can draw

on the full resources of the state and a pliant media culture.

In an attempt to break Erdoğan's grip, six opposition parties have gathered behind [Kemal Kılıçdaroğlu](#), as a united challenger for the presidency. Demirtaş' HDP has not formally joined this alliance, but is boosting Kılıçdaroğlu's cause by not fielding its own nominee for president.

While Erdoğan [is certainly more vulnerable this year](#) than ever before because of runaway inflation and increased frustration over cronyism and mismanagement, the election still appears too close to call,

with polls generally showing narrow leads for the challenger.

Enter the kingmaker

Demirtaş first [gained international attention](#) as a force in Turkish politics almost a decade ago, when he established his reputation as a kingmaker. A songwriter, award-winning author of five books and a human rights lawyer, he performed strongly in Turkey's 2014 presidential race, when he went far outside his Kurdish base to scoop up almost 10 percent of the total vote, and in the 2015 legislative polls when as his party's joint leader he secured 80

parliamentarians, depriving Erdoğan's AK party of a majority.

To Demirtaş' supporters, this is precisely why Erdoğan is trying to neutralize him.

Demirtaş himself stresses that Kurdish frustration with the governing party has only grown since his initial political breakthroughs.

"In recent years, due to Erdoğan's authoritarian pressure policies, Kurds have become targets along with all opposition groups. Twelve elected Kurdish MPs, 102 mayors, and thousands of party officials and sympathizers have been imprisoned. Governors and other state officials were appointed as trustees to their municipalities. Erdoğan has turned to an extreme nationalist policy that openly displays hostility towards Kurds and has lost a significant amount of Kurdish support," he said.

To many, Demirtaş' plight has become a case study of the sheer scope of Erdoğan's power.

It's been three years since the European Court of Human Rights called for Turkey "to take all necessary measures" to secure Demirtaş' release, ruling that his imprisonment violated not only his own rights to liberty, security and freedom of expression but his country's right to free elections. It concluded that the reasons for his arrest had been a cover for an ulterior political purpose.

Erdoğan has brushed that 2020 verdict aside, insisting

that "the ECHR cannot decide in place of our courts." The president condemns the opposition broadly as terrorist-sympathizers for supporting the move by the ECHR to free Demirtaş. The HDP party he condemns as a parliamentary offshoot of terrorists.

The HDP itself, Turkey's third biggest party, faces possible closure. That is because of a criminal case centered on what prosecutors say are the party's links with the PKK, an armed Kurdish group deemed a terrorist organization by Turkey, the EU and the U.S.

The HDP denies such links and the ECHR has already slammed Turkey for the closure of one of its predecessor parties as a violation of the European Convention of Human Rights. However, critics hit out at Demirtaş for not vigorously speaking out against the PKK.

"We do not condone or support the use of violence and armed methods," Demirtaş said. "We do not define ourselves as a political extension of the PKK because we are not. We are an independent political entity."

International organizations have long denounced the sentences handed out to Demirtaş and his party as a sign of Erdoğan's growing authoritarianism.

And yet, to government critics, Demirtaş also represents the strongman's vulnerability. He possesses huge influence within the HDP, whose de facto leader

he remains. Indeed, his imprisonment — and its widespread international condemnation — gives him moral authority in the eyes of his party's supporters and other opposition sympathizers.

Demirtaş conveys his messages through his lawyers every day and his team helps him maintain a strong social media presence.

The Kurdish factor

Seren Selvin Korkmaz, co-founder and executive director of Istanbul Institute, an Istanbul-based think tank, stressed the importance of Demirtaş.

"Kurdish voters are kingmakers in these presidential elections," she said, noting that they played a decisive role in inflicting defeats on Erdoğan's ruling AKP in 2019 local elections.

"By gaining Kurds' support, Kılıçdaroğlu now has huge strength behind him," she continued, predicting that the opposition candidate will "get a surprisingly high vote from Kurdish voters," partly because of his inclusive politics. "Kurds see him as one of them because of his birthplace" she added.

Even though Demirtaş identifies himself as a Zaza Kurd, he also portrays himself as the political leader of a broader left-wing movement in Turkey.

Erdoğan spearheaded a 2013-2015 peace process to resolve the country's long-running Kurdish dispute before hardening his position.

The government argues that it has done more than any of its predecessors to bolster the rights of the country's Kurds, who in previous decades were restricted from using their own languages and were at the center of a bloody conflict that claimed tens of thousands of lives, but that it needed to respond to a resurgence of violence from 2015 on.

Shortly after a failed coup attempt in 2016, Erdoğan also assumed emergency powers and took the country in what many observers say is a more nationalist and authoritarian direction.

That has left opposition politicians worried about whether May's vote will be free and fair.

Demirtaş said he was concerned about the integrity of an election where the president has been accused of using all the power and financial resources of the state to gain an advantage.

"International civil and official institutions should send observers for the Turkish elections with greater seriousness than ever before," Demirtaş said. "The safety of the elections is highly critical."

When asked about concerns about whether Erdoğan was ready to step aside if he loses, or would seek to try to fight back against the result, Demirtaş said: "I believe Erdoğan will accept the election results and show respect for the outcome. It is not possible to imagine otherwise."



Azhi Rasul
April 26 2023

Green Left Party is founded upon instructions from PKK: Turkish interior minister

ERBIL, Kurdistan Region - In a televised interview on Tuesday, the Turkish interior minister slammed the Green Left Party (Yesil Sol) for having ties to the Kurdistan Workers' Party (PKK), hours after Turkish police arrested over 100 pro-Kurdish journalists, politicians and activists for alleged ties to the group.

Turkish Interior Minister Suleyman Soylu, appeared as a guest on a program of the pro-government 24 TV, where he talked about the Green Left Party's ties to the Peoples' Democratic Party (HDP).

"The Green Left Party is founded after instructions from Qandil itself, in order to be an

alternative party to HDP," he said. He referred to the Qandil mountains in the neighboring Kurdistan Region where PKK bases are located. The area has also been subjected to sporadic bombing by Turkish forces.

The comments from the Turkish minister came hours after Turkish police arrested at least 128 people for alleged ties with the PKK, which Ankara considers a terrorist group.

"If we look at the candidate lists of the said party, includes terrorists from the mountain [Qandil]," said Soylu, implying that the candidates of the Green Left were former PKK militants who want to become members

of the parliament.

However, in order for a party to be established in Turkey, it requires approval from the ministry of interior, as well as a signature from the minister himself.

HDP is a pro-Kurdish leftist party that includes members of different backgrounds in Turkey. They mainly advocate for Kurdish rights, and the rights of the ethnic, religious and other minorities in the country.

HDP's stance as opposition has attracted the ire of the Justice and Development Party (AKP)-led government, being subjected to several raids and arrests in the past few days. HDP's former co-chairs Sela-

hattin Demirtas and Figen Yuksekdag have been jailed since 2016 for alleged terror crimes.

However, HDP itself is facing the threat of being closed down as the Turkish prosecutor's office filed a case against the party at the Turkish constitutional court for its alleged ties to the PKK. HDP refused to have a defense in the hearing of the case on April 11.

HDP will contest the elections as the Green Left Party, and they are viewed as the decisive factor in the elections. The party also expressed implicit support for the opposition presidential candidate Kemal Kilicdaroglu to unseat current President Recep Tayyip Erdogan.



Wladimir van Wilgenburg
April 27, 2023

Turkish border guards kill, torture Syrians: HRW

Six guards are under investigation by Turkish authorities for their alleged role in the attack.

ERBIL (Kurdistan 24) - According to Human Rights Watch, Turkish border guards are indiscriminately firing on Syrian civilians attempting to cross into Turkey.

"The Turkish government should investigate and hold border guards accountable for violating human rights of innocent civilians, including unlawful killings, as well as end the long-standing impunity for these abuses," Human Rights Watch said in a report today.

Reportedly, on March 11, 2023, Turkish border guards viciously beat and tortured eight Syrians

who were attempting to cross into Turkey. One man and a boy died while in Turkish custody, and the others were seriously injured.

Six guards are under investigation by Turkish authorities for their alleged role in the attack.

Moreover, on March 13, a Turkish border guard shot and killed a 59-year-old Syrian man who was plowing his land in an area adjacent to the border. No information has been made available about an investigation into this killing.

"Turkish gendarmes and armed forces in charge of border control routinely abuse and indiscriminately fire on Syrians along the Syrian-Turkish border, causing hundreds of deaths and injuries in recent years," said Hugh Williamson, Europe and Central Asia director at Human Rights Watch.

"Arbitrary killings of Syrians are particularly egregious and part of a pattern of brutality by Turkish border guards, that the government has failed to curb or investigate effectively."

In early March 2023, Human

Rights Watch obtained data from an organization monitoring hostilities in Syria that documented 277 individual incidents between October 2015 and April 2023.

At least 234 deaths and 231 injuries have been reported, the vast majority of which occurred while victims attempted to cross the border.

The organization did not disclose the name of the victims due to concerns that Turkish authorities may negatively affect its humanitarian work.



Kirkuk Minute April 27, 2023

Kirkuk

On April 23, [three citizens](#) were kidnapped by ISIS (Da'esh) in Wadi Zaghaytun, west of Kirkuk, while they were fishing. The next day, two of the kidnapped were released, and the fate of the third remained unknown. Immediately after the incident, security forces launched a search operation to find the third person. On April 25, the third hostage was released without details of his release. In recent years, Da'esh terrorists have been generating income by kidnapping shepherds and fishermen and releasing them for ransom. Separately, On April 27, Kirkuk police announced the arrest of a terrorist who tried to blow up a motorcycle in Panja Ali market on the evening of Eid. [Kirkuk police](#) released photos of the arrest of the terrorist, a large number of weapons and ammunition were seized from the hideout.

On April 22, a US drone crashed in southern Kirkuk. Media outlets close to Iranian-backed militias near Daquq claimed they shot it down. Meanwhile, a [video released](#) on social media claimed US military helicopters struck the debris of the drone to prevent it from falling into the hands of Iranian-backed militias. However, a [statement by Operation Inherent Resolve](#) read that the drone "experienced a mechanical failure" and the Iraqi Security Forces (ISF) "secured the

crash site, while Coalition service members cleared the area with a controlled detonation."

On April 28, Iraqi Oil Minister Hayyan Abdul Ghani told the [Iraqi News Agency](#) that Kurdistan's oil exports would "resume soon". The resumption of Kurdistan oil exports also means the resumption of Kirkuk oil exports. Although Kirkuk oil exports are controlled by the Iraqi government, they are exported through the Kurdistan oil pipeline. Kirkuk oil exports to the Turkish Cihan Pipeline have been suspended since March 22 and to Jordan since March 31. Iraqi losses due are nearly a billion dollars since a [Paris court](#) ruled in favor of Iraq against independent Kurdish oil exports.

On April 23, Fahmi Burhan, head of the Kurdistan Regional Government's (KRG) Kurdistan Areas Board, [held a press conference](#) stating that what was happening in Palkana village was a clear violation. "We expect the Iraqi government to put a limit on the incidents in Palkana village and not to repeat them," he said. Burhan said that armed attacks and threats will not heal the wounds, and the Kurdish citizens of these areas will not remain silent about these actions. He stressed that neither the Iraqi government nor the Kurdistan Region would benefit from these events, and that they were only in the interest of terrorists. Three people

were injured in a clash between Arab and Kurdish citizens in Palkana village of Sargaran district in western Kirkuk on the first day of Eid al-Fitr when Arab settlers attacked Kurdish residents and attempted to occupy [their lands and homes](#).

Shingal (Sinjar)

On April 23, Vian Dakhil, a Yazidi lawmaker of the Kurdistan Democratic Party (KDP) said: "It is difficult to make Sinjar a province due to the decision of the Council of Ministers to make Tala'afar a province. Vian Dakhil made these remarks during a Yazidi Forum for Dialogue, which was held on April 23 in Erbil. [Dakhil said](#), "The Council of Ministers has decided to turn Tala'afar into a province. Due to the proximity of the two cities, which are 60 kilometers apart, it is very difficult to turn Sinjar into a province." In early 2014, the Council of Ministers initially approved the conversion of the Tala'afar district into a province, but the decision has not yet been implemented.

On April 27, for the first time since the Da'esh Genocide against the Yazidis in 2014, a number of Arab families returned to the center of Sinjar district. Yazidi citizens held protests against the return of the Arab families. According to the demonstrators, the families are Arab settlers from the Ba'ath regime who collaborated with Da'esh terrorists

during the genocide of the Yazidis. The incident escalated into chaos and fighting. The [Kurdistan Islamic Union \(KIU\)](#) said in a statement that Yazidi demonstrators attacked the Rahman Mosque in the center of Sinjar and tried to destroy it. The Rahman Mosque was demolished during the fight against Da'esh, but on April 14, the Sunni endowment in Sinjar announced its restoration. In response to the statements by the KIU and other Islamist parties, [Mir Hazim Tahsin Beg](#), the spiritual leader of the Yazidis of Kurdistan and the world, denied that any mosque was attacked and said, "This is not in the character of the Yazidis and when the Yazidis were displaced, the doors of their mosques were opened to them in Kurdistan." He warned that "No one should exploit this issue for chaos and turn it into sedition between Muslims and Yazidis." Meanwhile, the security forces in Sinjar denied any attack on the Rahman Mosque or any other mosque and denied the reports. The Ministry of Endowments and Religious Affairs in Kurdistan said in a statement that the attack on the Mosque in Sinjar is "personal" and has "nothing to do with any religion." The Kurdistan Islamic Religious Scholars Union (KIRU) strongly condemned the attack, calling it an insult and a destructive act. A [video released](#) by the Sinjar police confirmed there was no attack on the Mosque.

Turquie : Erdogan et Poutine inaugurent la première centrale nucléaire du pays

Après son malaise, mardi, le président turc est apparu à la télévision pour inaugurer la première centrale nucléaire du pays ; en présence, par visioconférence, de Vladimir Poutine.

Aux prises avec un virus intestinal, le président turc Recep Tayyip Erdogan est réapparu jeudi en direct à la télévision, deux jours après avoir dû interrompre une interview en direct.

Le chef de l'Etat, contraint d'annuler ses déplacements mercredi et jeudi, à 17 jours d'élections présidentielle et législatives périlleuses, s'est exprimé par visioconférence depuis le palais présidentiel à Ankara pour l'inauguration de la première centrale nucléaire de Turquie.

"Notre pays s'est hissé dans la ligue des pays dotés de l'énergie nucléaire", s'est félicité M. Erdogan, les traits tirés, dissipant toutefois les rumeurs les plus alarmistes sur son état de santé.

L'inauguration de la centrale d'Akkuyu (Sud), construite par le géant russe Rosatom, devait être un des moments forts de la semaine pour le président turc.

M. Erdogan, qui devait initialement se rendre sur place, avait même escompté la visite du président russe Vladimir Poutine, qui s'est également exprimé par visioconférence avant lui.

Mercredi soir, le directeur de la communication de la présidence turque, Fahrettin Altun, a voulu faire taire les rumeurs déferlant sur les réseaux sociaux après l'annonce de l'annulation des deux déplacements du chef de l'Etat prévus jeudi.



"Nous rejetons catégoriquement de telles affirmations infondées concernant la santé du président @RTErdogan", a tweeté M. Altun, partageant des captures d'écran de tweets très relayés affirmant que le président turc avait été victime d'une crise cardiaque.

"Grippe intestinale"

L'épisode a démarré mardi soir: le chef de l'Etat, à moins de vingt jours du double scrutin du 14 mai, devait donner une longue interview à deux chaînes de télévision turques, après avoir effectué trois apparitions publiques dans trois villes différentes plus tôt dans la journée.

L'émission, retardée sans explications d'une heure trente, a été interrompue subitement dès la dixième minute, au milieu d'une question d'un journaliste.

"Oh wow", a dit une voix non identifiée derrière la caméra avant que l'émission ne soit coupée, tandis que l'intervue se levait de sa chaise.

Le chef de l'Etat, teint pâle, est réapparu à l'antenne un quart d'heure plus tard avant d'écourter l'entretien, expliquant avoir "attrapé une grippe intestinale".

Dans un tweet, le président turc, à la démarche parfois ralentie ces dernières années, avait annoncé le lendemain matin se "reposer à la maison aujourd'hui (mercredi) sur conseil des médecins", annulant trois déplacements prévus en Anatolie centrale.

"Il va bien"

"Il va bien. Les effets de sa gastro-entérite ont diminué. Il veut reprendre son programme au plus vite", a affirmé jeudi après-midi le ministre turc de la Santé, Fahrettin Koca.

L'épisode tombe toutefois très mal pour le chef de l'Etat, alors que les 3,4 millions de Turcs de l'étranger inscrits sur les listes électorales ont commencé à voter jeudi.

Au pouvoir depuis 2003, d'abord comme Premier ministre puis comme président, M. Erdogan

fait face à une opposition avançant en front uni et donnée en bonne posture par les enquêtes d'opinion.

Son principal opposant, Kemal Kılıçdaroglu, à la tête d'une alliance réunissant six partis de l'opposition, a reçu le soutien tacite du parti prokurde HDP, considéré comme le faiseur de rois du scrutin présidentiel.

Dans la dernière ligne droite avant les élections, le chef de l'Etat comptait aligner deux à trois meetings quotidiens, après avoir partagé pendant le mois du ramadan le repas de rupture du jeûne dans une localité différente chaque soir.

La santé du dirigeant turc, dont aucun rapport médical n'est rendu public, avait alimenté les spéculations après une opération du gros intestin fin 2011, suivie d'une nouvelle intervention chirurgicale l'année suivante.

M. Erdogan, alors Premier ministre, avait démenti publiquement souffrir d'un cancer du côlon, expliquant que les opérations visaient à lui enlever des polypes.



Killian Cogan
27 Avril 2023

Turquie : Kemal Kiliçdaroglu, l'opposant par alliance d'Erdogan

A 74 ans, le chef du Parti républicain du peuple (CHP) et leader de l'opposition en vue de l'élection présidentielle prévue le 14 mai en Turquie, est, à bien des égards, l'antithèse du président actuel, Recep Tayyip Erdogan. C'est en tout cas l'image qu'il cherche à transmettre. En prenant le contre-pied de son rival au train de vie fastueux et hors-sol, Kemal Kiliçdaroglu se pose en homme simple, frugal et vertueux. Comme dans ces vidéos qu'il enregistre dans la cuisine de son banal appartement d'Ankara pour s'adresser à ses concitoyens. «S'il n'y a rien de prêt à manger, Kemal se contente de yaourt et de pain», confiait son épouse, Selvi Kiliçdaroglu, lors d'un entretien accordé à un youtubeur l'an dernier.

L'éventuel successeur d'Erdogan se plaît aussi à rappeler qu'il est né dans une «maison pauvre et isolée» et qu'il doit son ascension sociale aux «opportunités offertes par la République». Diplômé de sciences économiques à l'université Gazi d'Ankara, Kemal Kiliçdaroglu est entré au ministère des Finances en tant qu'inspecteur des impôts en 1971 et a gravi les échelons de l'administration publique jusqu'à être nommé directeur général de la caisse turque de sécurité sociale en 1992. Un rapport qu'il a rédigé concernant la lutte anticorruption au sein de l'appareil d'Etat lui a valu d'être repéré

et recruté par le Parti républicain du peuple. Le bureaucrate a par la suite été élu député à la Grande Assemblée nationale de Turquie en 2002, avant de prendre les rênes du parti en 2010.

Identité alévie

Mais cet Etat, auquel Kemal Kiliçdaroglu a consacré son existence, est celui-là même qui a malmené sa terre d'origine. Car le chef de l'opposition – dont le père était aussi rattaché au service public – est issu d'une famille de Tunceli, ou Dersim, nom originel non turquifié de cette région d'Anatolie orientale qui a été théâtre de l'un des épisodes les plus macabres de l'histoire de la Turquie moderne. A la suite d'une révolte tribale dirigée contre les politiques assimilationnistes d'Ankara à la fin des années 30, l'armée turque – alors menée par Mustafa Kemal –, y a exécuté au moins 12 000 personnes en faisant usage d'armes à feu, de baïonnettes, de bombardements aériens et de gaz toxiques.

Kiliçdaroglu puise ses racines dans la tribu locale des Kureysan, dont certaines familles se sont démarquées par leur collaboration historique avec l'Etat. Il porte un héritage kurde ainsi qu'alévi, religion syncrétique qui mêle islam chiite, soufisme, chamanisme préislamique et animisme, et qui, pour beaucoup de sunnites en Turquie, est synonyme d'hérésie. Une

minorité à laquelle se rattache près d'un quart de la population du pays et qui a fait l'objet de nombreuses persécutions à travers l'histoire ottomane et républicaine.

Pas plus tard que vendredi 21 avril, alors que Kiliçdaroglu effectuait une prière dans un cimetière de la ville d'Adiyaman, dans le sud de la Turquie, où ont été enterrées des victimes du séisme survenu le 6 février, un homme s'est insurgé publiquement, l'accusant de ne «pas connaître la Fatiha [la sourate d'ouverture du Coran, ndlr]». Dans ce contexte, le leader de l'opposition a fait le choix d'assumer son identité alévie. «Je suis un alévi [...], un musulman sincère, dont la vie a été donnée par Allah», a-t-il affirmé dans une vidéo publiée mercredi 19 avril et qui, depuis, a cumulé près de 26 millions de vues.

«Tournant à 180 degrés»

D'autant que si le Parti républicain du peuple a longtemps été associé à un kémalisme intransigeant et laïc, Kemal Kiliçdaroglu a œuvré pour adoucir la position du parti vis-à-vis de l'islam. Sous sa houlette, le CHP s'est notamment engagé à «protéger» le port du voile pour les femmes. «Kiliçdaroglu a passé les huit premières années de son leadership à éliminer les figures kémalistes qui dominaient le parti. Sous son impulsion, le parti a

opéré un tournant à 180 degrés, explique un membre du CHP sous couvert d'anonymat. Beaucoup lui en voulaient au sein du parti.»

Pourtant, c'est sans doute au moins en partie grâce à cette stratégie que le Parti républicain du peuple a remporté les plus grandes maieries du pays à l'issue des élections municipales de 2019. A Istanbul, Kiliçdaroglu avait soutenu la candidature d'Ekrem Imamoglu, alors maire d'un district de la ville, que certains au CHP percevaient comme trop conservateur. A Ankara, il a poussé la candidature de Mansur Yavas, une figure issue de l'extrême droite. Depuis, les deux édiles, dont les cotes de popularité respectives dépassent largement celle de Kiliçdaroglu, mènent une campagne unie à ses côtés.

Sa nomination en tant que leader de l'alliance électorale de la «table des six», la coalition hétéroclite qui fait front uni contre Erdogan, a d'ailleurs provoqué des remous. Opposée à sa candidature, Meral Aksener, la dirigeante du parti Iyi (ultra-nationaliste), s'est d'abord retirée de l'alliance avant de se raviser. «Kiliçdaroglu avait pour objectif personnel de diriger la coalition, mais il n'est pas le candidat favori de la société qui préfère Imamoglu et Yavas, glisse le membre du CHP. Et de concéder : C'est un candidat risqué.»

Les gardes-frontières turcs torturent et tuent des Syriens, accuse Human Rights Watch

Des gardes-frontières turcs torturent et ouvrent le feu sur des Syriens qui tentent de passer la frontière, faisant parmi eux des morts, a accusé jeudi l'ONG Human Rights Watch, appelant Ankara à enquêter sur ces abus.

«Les gardes-frontières turcs tirent sans discrimination sur des civils syriens à la frontière avec la Syrie, et torturent, et ont recours à la force excessive contre les demandeurs d'asile et les migrants qui tentent de passer en Turquie», a affirmé Human Rights Watch (HRW) dans un communiqué.

«Demander des comptes»

Le gouvernement turc doit «enquêter sur ces graves violations des droits humains» et «demander des comptes» aux gardes-frontières responsables de ces abus, a estimé l'ONG. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), 12 Syriens ont été tués et 20 autres blessés par des tirs de gardes-frontières turcs depuis le début de l'année. La Turquie, qui accueille près de 3,6 millions de Syriens ayant fui la guerre qui ravage leur pays depuis 2011, garde la frontière fermée entre les deux pays.

Le 11 mars, selon ce commu-

niqué de HRW, des gardes-frontières turcs ont «battu et torturé un groupe de huit Syriens qui tentaient d'entrer illégalement en Turquie», indiquant qu'un homme et un enfant étaient morts en détention tandis que d'autres avaient été gravement blessés. «Les gardes et les forces armées turques chargés du contrôle des frontières maltraitent régulièrement et tirent sans discrimination sur les Syriens le long de la frontière, faisant des centaines de morts et de blessés ces dernières années», a déploré Hugh Williamson, directeur pour l'Europe et l'Asie centrale de l'ONG.

Il a dénoncé la «brutalité systématique de la part des gardes-frontières turcs que le gouvernement n'a pas réussi à enrayer.» «L'accueil généreux par la Turquie d'un grand nombre de Syriens ne la dispense pas de ses obligations de respecter les droits des autres personnes cherchant une protection à ses frontières», a-t-il poursuivi.

Même si la frontière avec la Syrie est fermée, la Turquie accueille des cas humanitaires, notamment des personnes requérant des soins médicaux, et autorise les Syriens résidant en Turquie à rendre visite à leurs familles pendant les restrictions à la frontière.



April 27 2023

Kurdish politician elected mayor of London borough

ERBIL, Kurdistan Region

A Sulaimani-born Kurdish politician was elected mayor of a southern London borough on Wednesday, reciting his vows in traditional Kurdish clothing, a ritual he also practiced last year when he took up the position of deputy mayor.

Sarbaz Barznji has rapidly climbed up the Lambeth municipality ladder over the past year, from being elected councilor in early May 2022,

to moving up to the deputy mayor position less than 20 days later, and finally elected Mayor of Lambeth on Wednesday.

He recited his vows at the inauguration ceremony in both Kurdish and English.

“I am happy and I hope I can faithfully fulfill the responsibility I have been given,” Barznji told Rudaw’s Hemin Baban Rahim.

The Labour party’s Lambeth branch congratulated Barznji

on his new role, calling it “well-deserved.”

“I’m excited to work with Sarbaz [Barznji] over the coming year and know he will be an amazing champion for our whole community,” tweeted Bell Ribeiro-Addy, a member of the British parliament.

The newly elected mayor, who moved to London as a teenager, graduated with a master’s degree in civil engineering structures from London’s City University in

2014, and is currently a visiting lecturer at the university.

Barznji became a well-respected figure in the community during the COVID-19 pandemic, helping deliver hot meals to health workers in hospitals, as well as providing accommodation and food to refugees. He attracted media attention in July 2021 when he attempted to rescue one of his neighbors from a burning building.

Yoann Morvan et Sinan Logie : « En Turquie, le séisme a révélé la fin d'un cycle et probablement celle d'un certain modèle »

Les deux décennies au pouvoir d'Erdogan et de son parti, l'AKP, ont été marquées par une urbanisation fulgurante et une spéculation foncière effrénée, qui ont aggravé les conséquences du tremblement de terre du 6 février, expliquent l'anthropologue Yoann Morvan et l'architecte Sinan Logie, dans un entretien au « Monde ».

Yoann Morvan est anthropologue (CNRS) au Mésopolhis (Sciences-Po, Aix-Marseille Université) et chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul. Sinan Logie, architecte et artiste plasticien, enseignant à l'université Bilgi d'Istanbul (Turquie), est membre fondateur de l'institut indépendant de recherche urbaine Beyond Istanbul, une ONG qui défend la « justice spatiale ».



Sinan Logie et Yoann Morvan. LE MONDE

Plus de 50 000 morts, un nombre de disparus non communiqué, une avalanche de critiques sur la gestion par les autorités turques de la catastrophe et près de la moitié du bâti endommagé ou totalement à reconstruire dans les zones affectées : de quoi la catastrophe du 6 février est-elle le révélateur ?

Sinan Logie : J'ai envie de dire « une fois de plus ». C'est une des régions au monde qui a connu une des urbanisations les plus rapides. Lorsque la République turque a été fondée, il y avait 12 millions d'habitants, dont plus de 75 % étaient des ruraux. Aujourd'hui, la population est passée à plus de 80 millions, avec près de 80 % d'urbains. On a construit davantage au XX^e siècle que pendant toutes les époques précédentes. Et on a probablement plus construit en Turquie ces vingt dernières années que sur l'ensemble du XX^e siècle : une urbanisation fulgurante, avec une fragilisation constante du bâti, son corollaire.

S'y ajoute une industrialisation du pays destinée à servir d'arrière-cour à une Europe assez largement désindustrialisée, cela au prix de conséquences environnementales.

Yoann Morvan : On peut dire aussi que le séisme a révélé la fin d'un cycle et probablement celle d'un certain modèle. L'année 2023, célébrant le centenaire de la République turque, devait être l'aboutissement d'une double décennie de croissance sur laquelle Recep Tayyip Erdogan, et son Parti de la justice et du développement [AKP], comptait pour faire entrer la Turquie dans le club des dix premières économies mondiales. Une dynamique reposant sur une construction immobilière effrénée avec pour fers de lance Istanbul mais aussi ces métropoles du Sud frappées par le tremblement de terre. Le slogan de l'AKP aux législatives de 2011 était, rappelons-le, « Objectif 2023 ».

S. L. : N'oublions pas que cette

stratégie d'urbanisation s'inscrit également dans la phase actuelle de globalisation, basée sur les services et les transactions, et se veut ainsi de nature à permettre de capter les flux et investissements monétaires internationaux.

Y. M. : Le séisme du 6 février constitue un puissant révélateur. Cette catastrophe renvoie à celle de 1999, qui avait eu lieu à Izmit et fait officiellement plus de 18 000 morts, face à laquelle Erdogan n'avait alors cessé de critiquer l'inaction des autorités étatiques de l'époque. C'est ce « encore une fois » qu'évoque si justement Sinan : alors qu'Erdogan avait voulu se poser en rupture radicale par rapport aux années 1990, in fine, le bilan de la catastrophe récente est largement plus désastreux.

Dans les livres que vous avez cosignés [« Istanbul 2023 », Ed. B2, 2014 ; « Méga Istanbul », Le Cavalier bleu, 2019], vous mettez l'accent sur une politique de transformation

urbaine propre au pouvoir actuel et sur laquelle a reposé notamment sa prodigieuse ascension...

S. L. : Si l'on se replace dans une perspective historique plus large, lorsque la République turque a été fondée, elle l'a été sur les substrats d'un empire où le sultan était le propriétaire ultime, avec le droit d'occuper ses terres. La nouvelle république s'est ainsi retrouvée comme grand propriétaire foncier, au détriment des minorités. Durant les décennies suivantes, le foncier a été une sorte de levier pour créer une nouvelle bourgeoisie turque. Un demi-siècle plus tard, après la chute du mur de Berlin, l'accumulation des capitaux s'est accélérée, et plus encore ces vingt dernières années, caractérisées par un néolibéralisme agressif. La prodigieuse ascension de l'AKP s'est accompagnée de l'essor d'une nouvelle élite entrepreneuriale. La poursuite effrénée de la rente immobilière ainsi que les successions de redécoupages territoriaux et d'adaptations légales sont symptomatiques de ces folles dernières années.

Y. M. : Il faut aussi souligner que le foncier est, pour ainsi dire, l'une des seules vraies ressources de la Turquie. A partir des années 1980-1990, marquée par l'ouverture libérale autoritaire de Turgut Ozal [premier ministre 1983-1989 puis président jusqu'en 1993], et bien plus encore ces deux dernières décennies.

nies, c'est la fuite en avant : la Turquie est un pays dont l'économie politique est toujours plus tirée par le BTP, mais un pays construit sur de multiples failles et outrancièrement financé à crédit.

S. L. : A cela s'ajoute une amnistie immobilière permettant de régulariser les constructions illégales. Ce processus clientéliste est orchestré par les autorités, en particulier avant les élections. En 2018, cela avait rapporté 24 milliards de livres turques (1,1 million d'euros) à l'Etat. Cette spéculation foncière permet de « réguler » l'économie turque.

Y. M. : Dans le marasme actuel, il y a lieu de s'interroger sur une éventuelle fin de cycle de cette séquence politico-économique datant du début des années 2000. La première décennie du XXI^e siècle avait été basée sur une forme d'orthodoxie monétaire, à la suite de l'assainissement des institutions bancaires, mis en œuvre par Kemal Dervis [ministre de l'économie en 2001-2002], après la crise économique endogène de 2001. Depuis les années 2010, la politique économique menée par Erdogan semble plus erratique, ponctuée de récurrentes bravades de celui-ci contre les milieux financiers internationaux. Pour alimenter la croissance et la consommation, les ménages se sont endettés, les entreprises aussi, et les nombreux partenariats public-privé pour financer les mégaprojets sont autant de crédits déguisés. Tout cet ensemble apparaît aujourd'hui comme un échafaudage économique-financier assez fragile.

Deux tiers de la superficie du pays se trouvent sur des failles sismiques actives, et 75 % des pertes et dommages enregistrés au XX^e siècle en Turquie y ont été causés par des séismes. Y bâtit-on sur des morts potentiels ?

Y. M. : Il y a une légende urbaine qui dit que, quand un ouvrier meurt « accidentellement » sur un chantier, son corps serait di-



Vue de la Corne d'Or avec la mosquée Süleymaniye construite sous l'empire ottoman, Istanbul, Turquie (1956). ARA GULER / MAGNUM PHOTOS

rectement coulé dans le béton, pour ne pas entraver les cadences... Cette légende décrit bien, ici, ce rapport du bâti à la mort.

S. L. : Après chaque tremblement de terre, il y a une psychose qui s'installe, et puis, avec le temps, elle diminue. A deux semaines de l'élection présidentielle du 14 mai, les grandes chaînes de télévision, peu oppositionnelles, ne parlent pratiquement plus du séisme. Reste une grande confusion, même parmi les experts urbanistes ou architectes, sur la manière de reconstruire les villes touchées. Certains prônent le modèle des banlieues américaines, avec un étalement pavillonnaire, pas du tout soutenable écologiquement. D'autres évoquent l'épineuse question de la conservation de la mémoire historique de ces cités parfois millénaires.

Dans les régions touchées par le récent séisme, il y aura probablement des zones agricoles et forestières qui seront ouvertes

à l'urbanisation, des terrains considérés comme plus sûrs. Et, une fois encore, c'est la nature qui va payer la facture. Vu le prix de l'immobilier dans ces provinces, la construction de bâtiments conformes, avec des technologies coûteuses, a toujours été freinée, voire totalement négligée. De fait, c'est tout le système de contrôle, de vérification et d'homologation qui est à revoir, et, pour l'heure, le pays n'en prend pas le chemin. Le président Erdogan a promis de tout reconstruire en un an, de quoi rester dubitatif quant à la qualité de ces nouveaux bâtiments, probablement édiflés dans l'empressement.

Vous avez analysé, dans vos ouvrages, le rôle de l'agence nationale du logement social, la TOKI. En quoi cet organisme est-il devenu l'aiguillon de tout un système ?

S. L. : La TOKI est, au départ, une initiative publique assez louable. Fondée en 1984 pour

pallier le manque de logements pour les habitants aux revenus modestes et freiner l'étalement des quartiers informels, l'agence octroie des crédits à taux réduit pour la construction de coopératives d'habitations, jusqu'en 2003. Depuis, sa mission principale est de faciliter l'accès à la propriété des nouvelles classes moyennes, cœur électoral du pouvoir en place. Hormis la production de logements de qualité plutôt médiocre, la TOKI est habilitée à la mise en application de plans directeurs. Ces opérations urbaines sont menées en puisant dans des réserves foncières, notamment militaires, transférées par l'Etat, ainsi que par des leviers législatifs qui permettent des expropriations rapides.

Y. M. : Dans la pratique, on se rend compte que la plupart des logements TOKI sont aujourd'hui achetés par de petits investisseurs proches de l'AKP. Cette agence, de moins en moins sociale, participe ainsi à une sorte de Monopoly géant.

Istanbul vit dans l'attente du « big one », le grand séisme qui pourrait ravager la mégapole. Comment voyez-vous l'avenir ?

S. L. : Sécuriser l'ensemble du parc immobilier me semble malheureusement impossible. C'est peut-être ça, aussi, qui donne cette vibration à Istanbul. Tous les matins, quand on se réveille et qu'on est encore sain et sauf, on a une sorte de sentiment d'avoir été épargné par le « destin ».

Y. M. : Je serais plus sombre. La situation me fait encore penser à ce roman de Tahsin Yücel, *Gratte-ciel* [Actes Sud, 2012], où les gens sont enfermés dans « une métropole qui n'appartient ni au passé ni au futur », mais qui maintient ses habitants « dans un présent perpétuel ». Non sans une sorte de lassitude, pour une majorité de la population turque en proie à la crise économique, et dans une phase électorale particulièrement morose.



Aya Iskandarani
and Rouba El Husseinî2023
April 28 2023

'I'd rather die': Syrians in Lebanon fear deportation

BEIRUT - Samer and his family thought they had found safety in Lebanon after fleeing Syria's war nearly a decade ago, but amid growing anti-refugee sentiment, Beirut handed his brother to the Syrian army.

Syrians poured into Lebanon after civil war broke out in 2011, with Damascus's brutal suppression of peaceful protests. With the regime now back in control of most of the country, calls have intensified in crisis-hit Lebanon for Syrians to go home.

Samer said Lebanon's army intelligence raided his brother's apartment in a Beirut suburb last week, detaining him, his wife and children and deporting them to Syria.

Like others AFP spoke to, Samer preferred to use an alias, citing security concerns.

Syrian authorities released the wife and children but arrested his brother, who together with Samer had taken part in anti-government protests more than a decade ago.

He has not heard from him since.

"Our biggest fear is for him to disappear (in regime prisons), never to be heard from again," said Samer, 26.

"We fear we will meet the same fate: deported to Syria, where we could be arrested or disappeared."

Authorities say Lebanon currently hosts around two million Syrians, while more than

800,000 are registered with the United Nations - the highest number of refugees per capita in the world.

Lebanon has long pushed for Syrians to return home, and has made several repatriation efforts for Syrians that authorities describe as voluntary.

In recent weeks the army has intensified a crackdown on undocumented Syrians, with some 450 arrested and at least 66 deported, a humanitarian source told AFP.

- 'Want a solution' -

Lebanon has seen anti-Syrian sentiment soar recently as some officials seek to blame refugees for the country's woes.

Lebanon has been in the throes of a devastating economic crisis since 2019 that has plunged most of the population into poverty. The local currency has tanked, while the World Bank has blamed authorities for misusing and mispending people's deposits.

Social Affairs Minister Hector Hajjar recently claimed there were "dangerous demographic changes" under way, warning: "We will become refugees in our own country."

Some municipalities over the years have imposed restrictions on Syrians' movement, while recent social media posts have painted refugees as criminals hungry for United Nations aid.

"They say we receive UN aid in

dollars, but it is not true," Samer said, adding he and his family had experienced years of poverty and intimidation.

"We are tired and we want a solution. We don't need money or anything from Lebanon."

The UN refugee agency (UNHCR) told AFP it can only disburse assistance to roughly 43 percent of refugees, paid out in local currency.

"The maximum a vulnerable family of five or more members receives for both cash and food assistance is 8,000,000 Lebanese pounds per month," UNHCR said - roughly \$80.

The agency said authorities had been cracking down on Syrian communities, with at least 13 raids in April alone.

Some of those arrested or expelled were refugees registered with UNHCR, it said, while another humanitarian source said in some cases minors had been separated from their parents.

- 'I'd rather die' -

Amnesty International this week urged Lebanon to "immediately stop deportations", describing them as forced and saying refugees risked "torture or persecution" upon return.

The clampdown has left impoverished Syrians distraught, with many now too scared to go out.

Abu Salim, 32, told AFP he had been sleeping at a warehouse where he works with 20 other

people "because we're afraid of getting arrested".

He said he had spent six years in Syrian jails and his worst fear was deportation.

"If I go back to prison, I will never get out," he said.

Ammar, an army deserter, told AFP he had been holed up at home, his eyes glued to the anti-Syrian vitriol spewed on social media.

"Why all this hate? What did we do to deserve this? We only fled to escape death," the 31-year-old said.

In Lebanon since 2014, he said he feared not only for his own life but for his wife and two-month-old child.

"I live in fear that the army will break into my house and deport me," he said, adding that soon he will have to venture out "to work and buy baby milk".

Desperate Lebanese, Syrians and Palestinians have been attempting to leave Lebanon for Europe on rickety boats, with some migration bids ending in tragedy.

The government has accused Syrians of entering Lebanon just to take the perilous sea journeys.

Ammar said he would take a boat if he had to.

"In Syria there is no longer any hope," Ammar said. "I'd rather die at sea than return."



Kirkuk Minute April 27, 2023

Kirkuk

On April 23, [three citizens](#) were kidnapped by ISIS (Da'esh) in Wadi Zaghaytun, west of Kirkuk, while they were fishing. The next day, two of the kidnapped were released, and the fate of the third remained unknown. Immediately after the incident, security forces launched a search operation to find the third person. On April 25, the third hostage was released without details of his release. In recent years, Da'esh terrorists have been generating income by kidnapping shepherds and fishermen and releasing them for ransom. Separately, On April 27, Kirkuk police announced the arrest of a terrorist who tried to blow up a motorcycle in Panja Ali market on the evening of Eid. [Kirkuk police](#) released photos of the arrest of the terrorist, a large number of weapons and ammunition were seized from the hide-out.

On April 22, a US drone crashed in southern Kirkuk. Media outlets close to Iranian-backed militias near Daquq claimed they shot it down. Meanwhile, a [video released](#) on social media claimed US military helicopters struck the debris of the drone to prevent it from falling into the hands of Iranian-backed militias. However, a [statement by Operation Inherent Resolve](#) read that the drone "experienced a mechanical failure" and the Iraqi Security Forces

(ISF) "secured the crash site, while Coalition service members cleared the area with a controlled detonation."

On April 28, Iraqi Oil Minister Hayyan Abdul Ghani told the [Iraqi News Agency](#) that Kurdistan's oil exports would "resume soon". The resumption of Kurdistan oil exports also means the resumption of Kirkuk oil exports. Although Kirkuk oil exports are controlled by the Iraqi government, they are exported through the Kurdistan oil pipeline. Kirkuk oil exports to the Turkish Cihan Pipeline have been suspended since March 22 and to Jordan since March 31. Iraqi losses due are nearly a billion dollars since a [Paris court](#) ruled in favor of Iraq against independent Kurdish oil exports.

On April 23, Fahmi Burhan, head of the Kurdistan Regional Government's (KRG) Kurdistan Areas Board, [held a press conference](#) stating that what was happening in Palkana village was a clear violation. "We expect the Iraqi government to put a limit on the incidents in Palkana village and not to repeat them," he said. Burhan said that armed attacks and threats will not heal the wounds, and the Kurdish citizens of these areas will not remain silent about these actions. He stressed that neither the Iraqi government nor the Kurdistan Region would benefit from these events, and that they were only in the interest of terror-

ists. Three people were injured in a clash between Arab and Kurdish citizens in Palkana village of Sargaran district in western Kirkuk on the first day of Eid al-Fitr when Arab settlers attacked Kurdish residents and attempted to occupy [their lands and homes](#).

Shingal (Sinjar)

On April 23, Vian Dakhil, a Yazidi lawmaker of the Kurdistan Democratic Party (KDP) said: "It is difficult to make Sinjar a province due to the decision of the Council of Ministers to make Tala'afar a province. Vian Dakhil made these remarks during a Yazidi Forum for Dialogue, which was held on April 23 in Erbil. [Dakhil said](#), "The Council of Ministers has decided to turn Tala'afar into a province. Due to the proximity of the two cities, which are 60 kilometers apart, it is very difficult to turn Sinjar into a province." In early 2014, the Council of Ministers initially approved the conversion of the Tala'afar district into a province, but the decision has not yet been implemented.

On April 27, for the first time since the Da'esh Genocide against the Yazidis in 2014, a number of Arab families returned to the center of Sinjar district. Yazidi citizens held protests against the return of the Arab families. According to the demonstrators, the families are Arab settlers from the Ba'ath regime who collaborated with

Da'esh terrorists during the genocide of the Yazidis. The incident escalated into chaos and fighting. The [Kurdistan Islamic Union \(KIU\)](#) said in a statement that Yazidi demonstrators attacked the Rahman Mosque in the center of Sinjar and tried to destroy it. The Rahman Mosque was demolished during the fight against Da'esh, but on April 14, the Sunni endowment in Sinjar announced its restoration. In response to the statements by the KIU and other Islamist parties, [Mir Hazim Tahsin Beg](#), the spiritual leader of the Yazidis of Kurdistan and the world, denied that any mosque was attacked and said, "This is not in the character of the Yazidis and when the Yazidis were displaced, the doors of their mosques were opened to them in Kurdistan." He warned that "No one should exploit this issue for chaos and turn it into sedition between Muslims and Yazidis." Meanwhile, the security forces in Sinjar denied any attack on the Rahman Mosque or any other mosque and denied the reports. The Ministry of Endowments and Religious Affairs in Kurdistan said in a statement that the attack on the Mosque in Sinjar is "personal" and has "nothing to do with any religion." The Kurdistan Islamic Religious Scholars Union (KIRU) strongly condemned the attack, calling it an insult and a destructive act. A [video released](#) by the Sinjar police confirmed there was no attack on the Mosque.

Turquie : Erdogan, donné souffrant depuis mardi soir, réapparaît en public

Après quatre jours d'absence, le chef de l'Etat reprend sa campagne à deux semaines de l'élection présidentielle.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, donné souffrant depuis mardi soir, est réapparu physiquement en public pour la première fois, samedi 29 avril à Istanbul, sur des images retransmises par les chaînes de télévision. Le chef de l'Etat, 69 ans, atteint par un virus intestinal, selon son entourage, ne s'était plus exprimé pendant quatre jours que par visioconférence, suscitant des interrogations sur son état de santé à deux semaines de l'élection présidentielle du 14 mai.

M. Erdogan, encore pâle, a entamé une visite du salon aéronautique Teknofest sur l'ancien aéroport Atatürk d'Istanbul, un salon que la Turquie présente comme « *le plus grand du monde* » et qui permet à l'industrie militaire turque d'exposer ses drones et ses avions.

Reprenant le ton volontiers polémique qu'il affectionne, le président a aussitôt relancé ses attaques contre ses opposants, sans évoquer explicitement son état de santé. « *Avec les déclarations scandaleuses qu'ils ont faites ces derniers jours, ils révèlent leur haine et leurs rancunes* », a-t-il lancé devant la foule, avant de poser au milieu de femmes et d'enfants qui l'ont rejoint sur scène. « *Mais peu importe ce qu'ils tentent de faire, ils n'arriveront à rien* », a-t-il poursuivi en accusant les membres de l'oppo-



Un camion aux couleurs de la campagne électorale de Recep Tayyip Erdogan, à Istanbul, le 20 avril 2023. EYLUL YASAR / AFP

sition d'être des « *agents* » de l'Occident, déterminés à saper la Turquie.

Interview interrompue

M. Erdogan était accompagné du président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliiev, et du premier ministre de Libye, Abdel Hamid Dbeibah, deux pays auxquels la Turquie fournit des drones de combat.

Déterminé à mettre un terme aux rumeurs, il a tenu un meeting dans l'après-midi à Izmir, sur la côte ouest, se félicitant d'avoir « *repris [son] programme* » de campagne. « *Il nous reste deux semaines et nous allons travailler plus encore, nous ne nous arrêterons pas !* », a-t-il lancé face à une foule de partisans. Il est également attendu dimanche à An-

kara, la capitale, exactement deux semaines avant le premier tour du scrutin, pour reprendre le cours de sa campagne électorale.

Il avait été contraint d'adapter son agenda depuis mardi soir et d'annuler tous ses déplacements prévus, dont celui pour l'inauguration très attendue, jeudi, de la première centrale nucléaire de Turquie, pour laquelle il avait même espéré la venue du président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine. Il s'était finalement exprimé par visioconférence, apparaissant blême et les traits tirés, assis à un bureau.

Recep Tayyip Erdogan avait été contraint mardi soir d'interrompre une interview en direct à la télévision. Le chef de l'Etat, teint pâle, était réapparu

à l'antenne un quart d'heure plus tard avant d'écourter l'entretien.

Son principal opposant en bonne posture dans les sondages

L'épisode est mal tombé pour le président turc en campagne, qui compte aligner deux ou trois meetings quotidiens dans la dernière ligne droite, avant la tenue du double scrutin, présidentiel et législatif. La santé du dirigeant turc avait déjà alimenté les spéculations après une opération du gros intestin, à la fin de 2011, suivie d'une nouvelle intervention chirurgicale l'année suivante. M. Erdogan, alors premier ministre, avait démenti publiquement souffrir d'un cancer du côlon, expliquant que les opérations visaient à lui retirer des polypes.

Dans le même temps, son principal opposant, Kemal Kılıçdaroglu, a enchaîné deux meetings vendredi. A la tête d'une alliance réunissant six partis de l'opposition, M. Kılıçdaroglu se présente en bonne posture, selon la plupart des sondages. En outre, le parti de gauche prokurde HDP, troisième force politique turque, a appelé vendredi ses partisans à voter en faveur de M. Kılıçdaroglu, un soutien susceptible de favoriser son élection.

Le Monde avec AFP

